

**ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES
(EHESS)**

**Des pêcheurs face au développement :
acteurs, stratégies et trajectoires des pêcheries vili du Congo.
Analyse socio-anthropologique**

Jean-Claude Nguingiri

Doctorat d'Anthropologie sociale et Ethnologie

sous la direction de Jean-Pierre Chauveau



Membres du Jury :

- Thomas Bierschenk (Université de Hohenheim à Stuttgart)
- Jean-Pierre Chauveau (ORSTOM)
- Georges Dupré (ORSTOM)
- Eyolf Jul-Larsen (Michelsen Institute à Bergen)
- Jean-Pierre Olivier de Sardan (EHESS)

Marseille 1995

Φ4Φ
SOCREC Φ1
NGU

17 SEP. 1996

h2 7S666
Pas numérisé
FA ↓ 802
Bdy
F 42763

A mon fils,

A mon épouse,

A mes parents.

REMERCIEMENTS

Mes remerciements vont tout d'abord à Monsieur Jean-Pierre Chauveau, Directeur de recherche à l'ORSTOM, qui a dirigé ce travail et dont je ne saurais oublier le rôle dans l'éveil de mon intérêt pour la socio-anthropologie du changement social et du développement.

Je suis profondément reconnaissant à Monsieur Jean-Pierre Olivier de Sardan, Directeur d'études à l'EHESS, de m' avoir fait confiance en acceptant de m'inscrire en deuxième année de doctorat de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

Je tiens à remercier Messieurs Thomas Bierschenk, Professeur à l'Université de Hohenheim à Stuttgart, et Georges Dupré, Directeur de recherche à l'ORSTOM, d'avoir accepté d'être rapporteurs de cette thèse. Ces mêmes remerciements vont à Monsieur Eyolf Jul-Larsen, Anthropologue de Chr. Michelsen Institute, qui a accepté d'être membre du jury de cette thèse.

Je remercie également Christian Chaboud et Hélène Rey, économistes de l'ORSTOM et Charles-Edouard de Suremain, anthropologue de l'ORSTOM, pour le temps qu'ils ont consacré à des lectures critiques de mes écrits.

Je tiens à remercier aussi Monsieur Philippe Bonnefond, économiste et Responsable de l'UR 5.2. du Département SUD de l'ORSTOM et Monsieur Emile Marchal, biologiste et Responsable de l'UR 1.5. du Département TOA de l'ORSTOM, pour le soutien qu'ils n'ont cessé de m'apporter tout au long de ma recherche. Ce travail n'aurait pas pu être mené à terme sans les financements qu'ils m'ont accordé.

Que Jean Fages, Représentant de l'ORSTOM au Congo, France Reversat, Directrice du Centre ORSTOM de Pointe-Noire (jusqu'en 1993) et Jean-Paul Collona, Directeur du Centre ORSTOM de Pointe-Noire, trouvent ici l'expression de mes sincères remerciements pour les moyens de travail qu'ils ont mis à ma disposition. Ces mêmes remerciements vont à Thierry Ruf, Responsable du Laboratoire d'Etudes Agraires, qui m'a apporté son soutien en acceptant de m'accueillir dans son Laboratoire.

Je ne saurais oublier mes collègues du Centre ORSTOM de Pointe-Noire pour leurs conseils. Je remercie tout particulièrement Jean Dello et Esther Katz, ethnologues et Jean-François Makaya, Prosper MFina, Lucien Malouéki et Raymond Toto du Laboratoire d'Océanographie et des Pêches.

Ma reconnaissance va également aux pêcheurs du littoral congolais, pour leur gentillesse, leur chaleureux accueil et leur amitié. Ils sont trop nombreux pour être tous cités mais je remercie particulièrement Makosso Fernand, Taty Sidney, Ngoma-Batchi, Mboukou Mbaloué qui ont tenu à jouer le rôle délicat d'enquêteurs.

Que les agents de la Direction générale de la pêche trouvent ici l'expression de mes sincères remerciements pour la compréhension dont ils ont fait preuve en m'acceptant en tant qu'enquêteur.

Enfin, merci à tous ceux, copains et amis, qui m'ont apporté leur affectueux soutien en France. Je tiens tout particulièrement à remercier la famille Chauveau, Jean-Christophe Castella, Papa Samba Diouf, Hélène André-Bigot, Karine Vie, Mathurin et Marie-josé Djondo, Léon Nguimbi, Parfait Ndinga-Moulombo et Mesmin Ngouananga.

SOMMAIRE

	Page
Remerciements	3
Introduction générale	7
Chapitre 1- Terrain et Méthodologie	15
1.1.- Milieu d'enquête : le littoral congolais	15
1.1.1. Histoire du littoral congolais : le royaume de Loango	16
1.1.2. La naissance de Pointe-Noire et les transformations de l'ère contemporaine	19
1.1.3. L'arrière pays serait-il "inculte"?	23
1.2. La collecte des informations	28
1.2.1. Les populations enquêtées	28
1.2.2. Le contexte de l'enquête	32
1.2.3. Les procédés de collecte des informations	35
1.3. Approches théoriques	44
1.3.1. Au delà de "l'anthropologie maritime"	44
1.3.2. La socio-anthropologie du développement	46
1.3.3. La socio-anthropologie du changement social	51
Chapitre 2. Les acteurs du développement de la pêche artisanale maritime au Congo	54
2.1. Les acteurs I : les développeurs	54
2.1.1. Les agents de l'Etat	55
2.1.2. Les experts en développement	69
2.1.3. Les experts-encadreur : le cas du Projet Matombi	74
2.2. Les acteurs II : Les développés	79
2.2.1. Les pêcheurs de Pointe-Noire	79
2.2.2. Les pêcheurs de Matombi	87
2.2.3. Les pêcheurs des autres localités	93
2.3. Les acteurs III : Les courtiers du développement	98
2.3.1. Les associations de développement régional : l'association KD	98
2.3.2. Les associations de développement de la pêche	100
Conclusion partielle	103

Chapitre 3 : Le développement de la pêche artisanale maritime au Congo : Trajectoires souhaitées et trajectoires réelles	105
3.1. Les interventions pour le développement de la pêche artisanale maritime au Congo : les principaux schèmes	106
3.1.1. Le développement vu à travers l'idéologie dominante de la modernisation	107
3.1.2. L'idéologie de la modernisation à l'oeuvre : pour une disparition de la pêche artisanale	110
3.1.3. Du pêcheur au matelot : populisme moral et développement par absorption	117
3.1.4. Le "retour" de la pêche artisanale : idéologie de la modernisation inversée ou populisme idéologique	119
3.2. La dynamique réelle de la pêche artisanale : des stratégies diversifiées	132
3.2.1. La pluri-activité	133
3.2.2. La polyvalence	139
3.2.3. La spécialisation	144
Conclusion partielle	160
Chapitre 4 : Les acteurs à l'interface : les interactions "encadreur-encadrés", "encadrés-encadrés" et "encadrés-encadreurs"	163
4.1. Les interventions du Service régional de la pêche artisanale	165
4.1.1. Le Service "sur le papier" : son fonctionnement apparent	165
4.1.2. Le Service en "pratique" : son fonctionnement réel	167
4.1.3. Le Service "sur le terrain" : le face-à-face encadreur-encadrés	177
4.2. Le projet Matombi : le pragmatisme à l'oeuvre	185
4.2.1. L'arène des opérateurs de développement	185
4.2.2. L'arène des "populations cibles"	191
4.2.3. L'emboîtement des arènes : les interactions développés - développeurs	205
4.3. Réactivation de l'arène par l'anthropologue : la table-ronde de Matombi	211
4.3.1. Réactivation des dynamiques politiques et économiques	211
4.3.2. Le contrôle de l'interface : la relance des stratégies	216
Conclusion partielle	221
Conclusion générale	223
Références bibliographiques	230
Liste des sigles	248
Liste des cartes, organigrammes, figures et tableaux	250
Annexes	251
Table des matières	269

INTRODUCTION

La prise en compte de la pêche artisanale maritime au Congo en tant que champ de recherche remonte à plus d'une dizaine d'années. Nous nous intéressons donc à un "terrain" qui a déjà fait l'objet de travaux antérieurs. A cet égard, nous pensons qu'il est important de tenter de nous situer par rapport à ces investigations pour présenter aux lecteurs le cadre de notre recherche. Un bref détour s'impose cependant pour reconstituer le contexte dans lequel sont abordés ces travaux.

Les premiers programmes de recherche prennent forme à partir du début des années 1980. Ils se situent dans un contexte général de réhabilitation de la pêche artisanale suscité par la nouvelle politique de développement des pêches maritimes que recommande l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). Cette institution, par l'intermédiaire du Comité des Pêches dans l'Atlantique Centre-Est (COPACE)¹, incite les représentants des administrations nationales des pêches, au cours de réunions tenues à Agadir en 1979, à Cotonou en 1980 et à Dakar en 1981, à accorder plus d'importance à la pêche artisanale.

¹ Le COPACE a été créé en 1967 par le Conseil de la FAO. Ce comité regroupe les Etats riverains de l'Atlantique Centre-Est du Maroc au Zaïre. Les termes de référence du Comité incluent (a) la promotion de la recherche et du développement (b) une assistance aux pays membres en vue de la constitution d'une base scientifique pour les mesures de réglementation destinées à assurer la conservation du patrimoine halieutique maritime (c) l'encouragement des activités de formation (d) la collecte et la diffusion des données et (e) la formulation des projets d'aide (Everett 1984 : 56).

Les recommandations de la FAO accordent une priorité au rôle d'accompagnement des dispositifs de développement de la pêche artisanale que devrait jouer la recherche scientifique (FAO-COPACE 1980). Un consultant est engagé à cet effet, au début des années 1980, pour concevoir un programme de recherche en vue de promouvoir le développement de la pêche artisanale dans la région du COPACE (Lawson 1980). A la consultation de Dakar, en 1981, la question du rôle de la recherche est reprise en insistant, cette fois, sur la nécessité de mettre en place des programmes pluridisciplinaires. Il s'agit notamment d'associer aux équipes des océanographes (biologistes, physiciens, halieutes) les spécialistes des sciences sociales².

Un programme commun de recherche sur la pêche artisanale maritime au Congo est ainsi mis en oeuvre par l'Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération (ORSTOM) et la Direction Générale de la Recherche Scientifique et Technique (DGRST/Congo). Au vue de ces circonstances, la recherche est donc orientée vers une logique de l'action. Cependant, Weber (1980), économiste et responsable du programme de recherche en socio-économie de la pêche artisanale au Sénégal, rappelle que ces objectifs n'excluent pas que le chercheur soit libre d'entreprendre des travaux axés sur une logique de la connaissance théorique.

En essayant de calquer leur organisation sur celles de leurs collègues du CRODT³ de Dakar, les chercheurs du Centre ORSTOM de Pointe-Noire mettent en place deux volets de recherche : le volet "biologie" qui est prédominant tant au niveau des effectifs des chercheurs que de la production scientifique et le volet "socio-économie". Ce dernier volet démarre en 1981 avec la participation de chercheurs en mission et de doctorants. Il devient plus important à partir de 1983, à la suite de la réalisation d'une enquête socio-économique qui devrait permettre de faire le point sur l'état de la pêche artisanale maritime et d'identifier les principaux

² Cf. Chaboud et Charles Dominique (1991) pour plus d'informations sur l'évolution de la recherche sur les pêches en Afrique de l'Ouest.

³CRODT : Centre de Recherche Océanographique de Dakar-Thiaroye.

facteurs de blocage du développement de ce secteur. Les conclusions issues de ces travaux convergent, tout comme celles des expertises menées parallèlement, vers un même constat : la "pêche popo", représentée par les pêcheurs migrants béninois serait dynamique, tandis que la "pêche vili", c'est-à-dire celle généralement exercée par les ressortissants congolais, serait en stagnation, voire en déclin. Ce constat a conduit à envisager, au milieu des années 1980, d'orienter les travaux de recherche vers l'identification et l'explication de ces facteurs de blocage.

Au cours de la première phase d'enquêtes, à laquelle nous avons été associé, nous nous sommes très tôt rendu compte que la plupart des arguments avancés à titre d'hypothèse⁴ pour expliquer la stagnation sont perçus par les pêcheurs comme des composantes normales de leur système, et de surcroît, indispensables à leur subsistance. En effet, en marge de l'approche historique qui a été choisie pour réaliser cette "opération", nous avons été amené, dans nos bavardages avec les pêcheurs, à restituer les résultats de la recherche. Les réactions très nuancées de nos interlocuteurs nous ont fait découvrir un malentendu entre chercheurs et experts, d'une part, et pêcheurs, d'autre part. Ce malentendu suscite quelques interrogations sur la validité et la portée du diagnostic précédemment établi :

- Comment les experts et les chercheurs ont-ils produit une image de la pêche dont les contours sont contestés par les pêcheurs?

- Cette image permet-elle une intelligibilité des processus réels?

- Si non, comment se transforment réellement les pêcheries?

⁴ Les mêmes arguments, pris comme hypothèse par les chercheurs, apparaissent par contre comme des postulats dans la littérature d'expertise.

Une démarche critique des premiers résultats s'est ainsi imposée progressivement⁵. Cela ne sous-entend pas qu'il s'agit de se limiter à un jugement négatif en faisant ressortir les défauts. Il est plutôt question, à la lumière de la définition que donnent Boudon et Bourricaud (1982) de la notion de critique⁶, de faire une analyse qui tend à dégager les qualités et les défauts d'un raisonnement donnée en expliquant le processus de sa formation. Aussi, nous avons adopté un point de vue qui correspond à ce que certains auteurs ont pu appeler la "vigilance épistémologique". Il s'agit donc, comme l'ont fait remarquer Bourdieu, Chamboredon et Passeron (1968) pour les opérations de la pratique sociologique, de soumettre les différentes conclusions "à la polémique de la raison épistémologique pour définir et, s'il se peut, inculquer une attitude de vigilance qui trouve dans la connaissance adéquate de l'erreur et des mécanismes capables de l'engendrer un des moyens de la surmonter...". Ces préoccupations nous ont conduit à nous intéresser à des nouveaux objets de recherche : les pratiques effectives des opérateurs de développement, les stratégies qui les sous-tendent, les représentations que se font des pêcheurs les opérateurs de développement et, inversement, les représentations que se font des opérateurs de développement les pêcheurs, les stratégies poursuivies par les pêcheurs face à une intervention extérieure, etc...

Ces objets se recoupent avec les thèmes porteurs de l'anthropologie du développement qu'énumère Olivier de Sardan (1985 : 42). Ils vont dans le même sens, comme l'écrit cet auteur, à savoir "rendre compte de ce qui se joue autour des faits de développement non en recourant à de l'idéologie mais en procédant à des recherches véritables, sans se laisser enfermer dans l'alternative improductive d'une explication en termes de traditionnalité ou de 'placage de modèles explicatifs préfabriqués'".

⁵ Ce travail s'inscrit ainsi dans la continuité de nos travaux antérieurs (Nguingiri 1990, Nguingiri 1991 et Nguingiri 1993).

⁶ Boudon et Bourricaud (1982) s'inspirent de Bridgman (1936) : "... la critique se donne pour objet la théorie ou plutôt les théories elles-mêmes, elle en scrute et analyse les imperfections, incertitudes et failles, mais aussi les réussites ; elle s'interroge sur les raisons de l'échec comme sur celles du succès".

La plupart des recherches récentes en anthropologie du développement portent sur les sociétés paysannes tournées vers des activités agricoles⁷. Certes, la multiplication des travaux sur ces sociétés peut conduire à des analyses comparatives rigoureuses qui sont indispensables pour faire progresser la discipline. Mais il semble que ce progrès serait plus décisif si l'on prend en compte d'autres activités, comme la pêche artisanale.

En effet, la pêche artisanale occupe une population relativement importante sur les côtes ouest africaines (de la Mauritanie au Zaïre). Horemans (1993 : 10), économiste et expert, estime à 600.000 le nombre de pêcheurs artisans opérant dans la région et 1.800.000 le nombre de personnes travaillant dans le domaine du traitement, de la distribution et de la commercialisation du poisson. En 1992, ces pêcheurs ont produit près de 930.000 tonnes de poisson. La répartition par pays place le Sénégal au premier rang (27%), suivi du Ghana (24%) et du Nigéria (18%). On remarque donc que la pêche représente un secteur économique important pour certains pays. En outre, quelle que soit l'importance effective de la pêche, tous les pays souhaitent développer la pêche artisanale nationale. Horemans (1993 : 30) a inventorié une cinquantaine de projets de développement qui sont en cours d'exécution dans la région en 1992. Eu égard à ce qui précède, nous pensons que l'anthropologie du développement aurait tout à gagner en s'intéressant aussi aux sociétés de pêcheurs d'Afrique de l'Ouest.

L'objectif de ce travail est de voir comment une meilleure connaissance des pratiques des opérateurs de développement et des "populations-cibles" et des perceptions qui les sous-tendent est susceptible d'apporter un éclairage nouveau sur les processus de développement. Il apparaît que notre domaine de recherche couvre un champ assez large. Sans prétendre l'aborder de manière exhaustive, nous avons choisi de focaliser nos observations sur quatre

⁷ Pour rester dans le cadre de la citation de Olivier de Sardan, on se limite volontairement aux "terrains" d'Afrique noire.

paliers différents : l'histoire des idées sur le développement de la pêche artisanale en générale, une structure administrative, un projet de développement et une situation d'interaction "provoquée" exemplaire. Ce découpage des faits sociaux ne signifie nullement qu'on renonce à les traiter comme des totalités difficilement décomposables. Ces paliers correspondent plutôt à ce qu'il convenu d'appeler "unités empiriques de base". Comme le rappelle Schwartz (1993 : 289), "ces unités sont les interactions avec toutes leurs caractéristiques de situation, d'activités, d'attributions de rôles et de déroulement séquentiel dans le temps".

Les règles de jeu, telles que nous les avons annoncé précédemment en reprenant une citation de Olivier de Sardan (1985 : 42), vont à l'encontre de toute forme d'idéalisation ou de mépris vis-à-vis des pratiques des opérateurs de développement et des pêcheurs, tentation toujours vive dans la recherche pour l'action. En revanche, nous envisageons, par le biais de concepts socio-anthropologiques, de voir comment les opérateurs de développement, à divers échelons, arrivent à s'entendre sur les actions à conduire, comment ils arrivent à susciter l'adhésion des pêcheurs à leurs projets, comment les différents groupes de pêcheurs se transforment réellement, comment ils réagissent face à une intervention extérieure, etc...

Dans cette perspective, nous comptons analyser les opérateurs de développement et les pêcheurs en tant qu'acteurs socialement définis. Ils sont mus par des intérêts multiples et agissent en fonction de leurs propres logiques d'action. Ils développent respectivement des stratégies en fonction des systèmes de contraintes et des opportunités à saisir. Aussi, ils se définissent mutuellement les uns par rapports aux autres et réagissent donc en fonction des prévisions que les uns se font de la réaction des autres. On découvrira alors que le changement social est la résultante d'une négociation entre divers partenaires, en coopération ou en opposition, disposant de ressources différentes. Pêcheurs et opérateurs de développement sont, de ce fait, insérés dans des réseaux sociaux complexes que nous allons essayer de comprendre.

Mais avant d'arriver à cette analyse socio-anthropologique, nous présenterons dans le premier chapitre le milieu d'enquête, les réalités de terrain et les outils théoriques utilisés.

Dans le deuxième chapitre, nous nous attacherons à décrire les différents acteurs de développement. Nous verrons, qu'en dehors des catégories "classiques" de développeurs et de développés, il existe une troisième catégorie d'acteurs qui occupe une position intermédiaire entre les deux premières. Ces acteurs, à différents échelons de la chaîne de développeurs ou dans les groupes de pêcheurs, sont appelés à respecter des normes de fonctionnement. Nous accorderons un intérêt particulier à ces normes qui nous permettront, dans les autres chapitres, de mettre en évidence la distance qui les séparent des réalités de fonctionnement sur le terrain.

Dans le troisième chapitre, nous envisagerons de reconstituer l'histoire des idées sur le développement de la pêche artisanale maritime au Congo. Notre analyse mettra en jeu les différentes institutions de développement et les groupes d'acteurs qui les animent, en suivant les transformations des images qu'ils se font des pêcheurs et du développement de la pêche et le contexte de leur élaboration. La reconstitution de ces grands schèmes de développement révélera les décalages existant entre l'image des développeurs et l'image accessible au regard anthropologique. Nous proposerons alors une description plus fine et plus compréhensive des dynamiques des pêcheries.

Enfin dans le dernier chapitre, Nous analyserons les acteurs de développement dans une situation d'interaction. Trois niveaux d'analyse seront ainsi retenus : une structure bureaucratique, une opération de développement (Projet) et une situation d'interaction complexe représentée par "la table-ronde de Matombi".

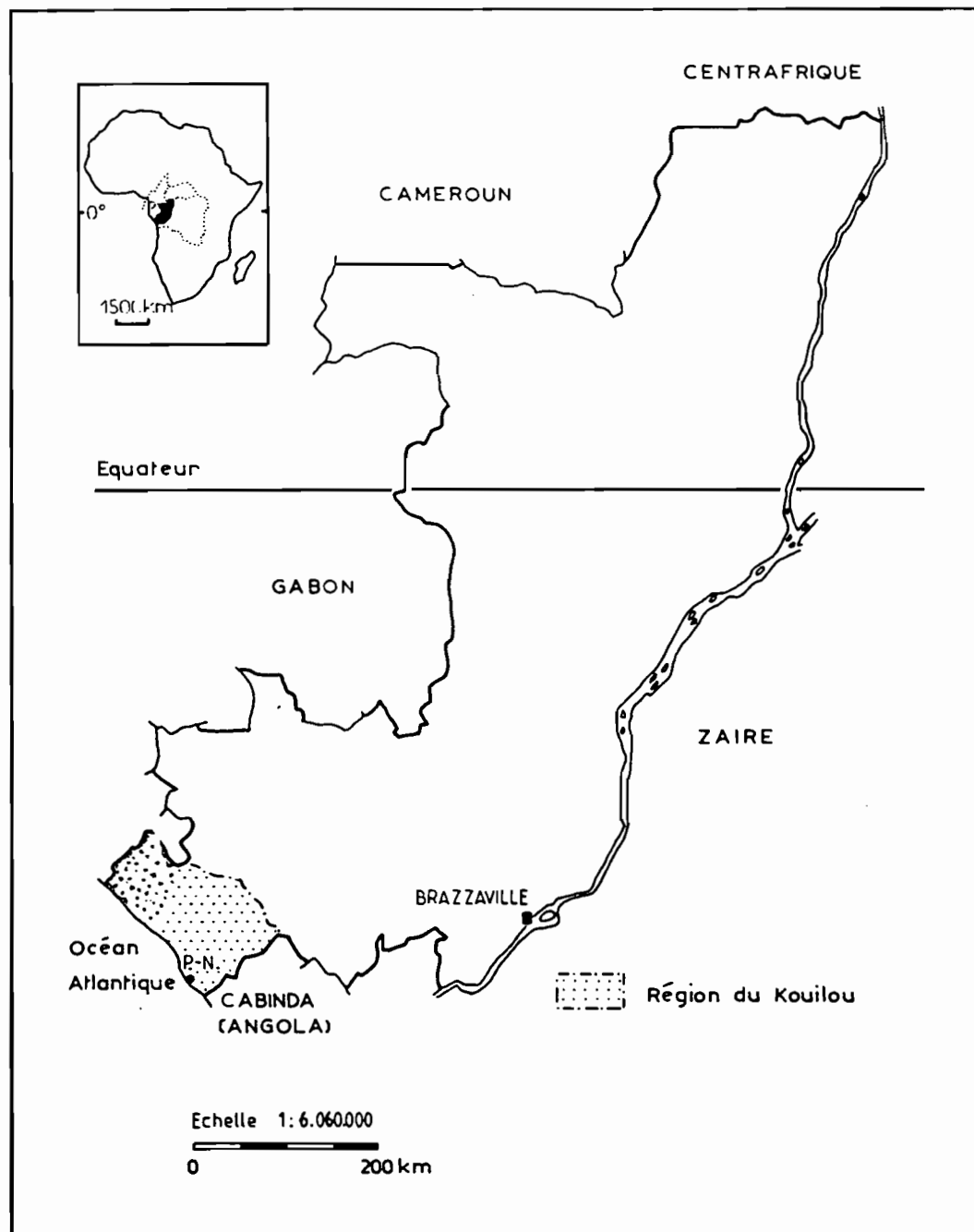


Fig. 1 : La région du Kouilou et le Congo

Chapitre 1

TERRAIN ET METHODOLOGIE

1.1.MILIEU D'ENQUETE : LE LITTORAL CONGOLAIS

Le littoral congolais correspond à l'aire géographique sur laquelle se pratique la pêche artisanale maritime. Il est situé dans la région administrative du Kouilou, au sud-ouest du Congo.

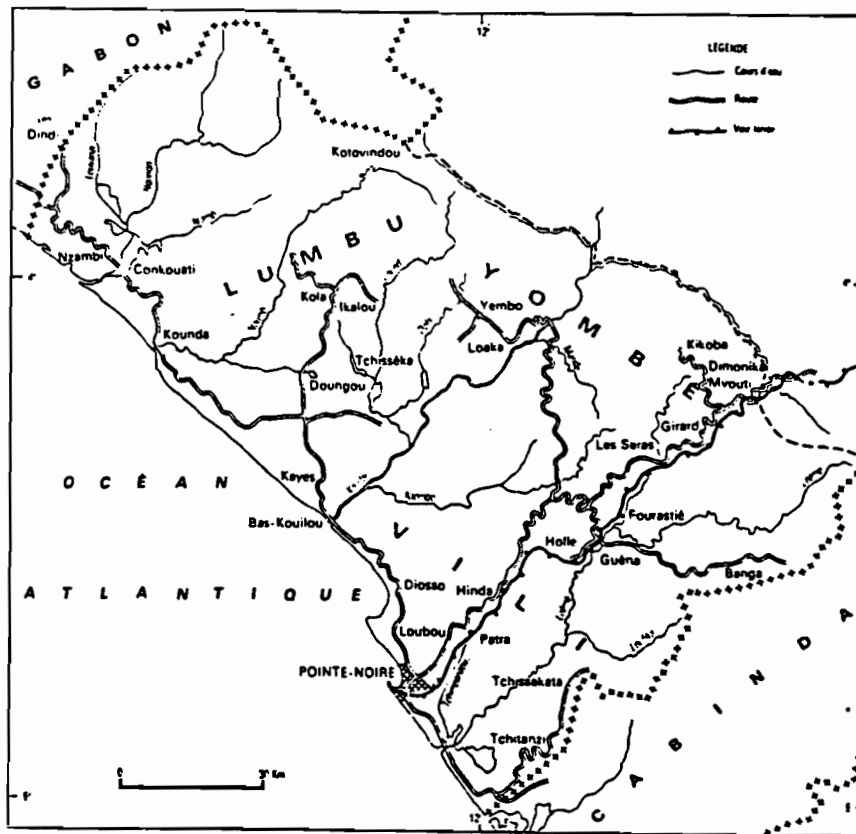


Fig. 2 : Le littoral et la région du Kouilou

1.1.1. Histoire du littoral congolais : le royaume de Loango

"On ne saurait comprendre la situation actuelle, certaines difficultés de la mise en valeur, sans évoquer le royaume de Loango" Vennetier (1968 : 14)

Le littoral congolais est occupé par les Vili depuis le XI^e siècle environ. Leur installation dans cette région s'inscrit dans le cadre des migrations Kongo. Si les causes de ces migrations semblent être liées à des dissensions internes et à la pression démographique, comme tente de l'expliquer Vennetier (1968), les "sources orales" attribuent l'origine de ces mouvements à des facteurs religieux (Nginguiri 1988).

Les déplacements de population auraient été suscités par une migration antérieure des *nkisi si*⁸, génies tutélaires des clans matrilineaires, qui auraient délimité et occupé les territoires claniques (Hagenbucher-Sacripanti 1973). Selon ce discours, chaque acquisition de terre s'accompagne d'une migration de quelques membres du clan concerné qui s'installent soit à l'intérieur, soit à proximité du nouveau territoire. Ce déplacement est lié à la charge qui incombe aux membres du clan de veiller à la bonne application des règles d'accès aux ressources naturelles du territoire clanique. Ce faisant, le phénomène de migration ne fut pas continu mais à "saute-mouton". C'est de cette façon que les Vili expliquent la présence des mêmes clans dispersés du Bas-Zaïre au sud du Gabon, en passant par le Cabinda et le Congo.

Le littoral congolais fait partie intégrante du royaume de Loango. Les limites de ce royaume sont très variables. Pour Dapper (1676), il couvre la région comprise entre le Cap Sainte Catherine au nord et la rivière Loango Louise sous le 7^e degré de latitude sud, et est limité à l'Est par le royaume des Anziques ou Batéké. Les limites Sud, par exemple, sont ramenées un siècle environ après Dapper, à la Loémé à la suite de l'érection de Ngoyo et de

⁸ Nous n'utilisons pas, pour les termes vili (langue H.12 dans le Groupe Kongo de Guthrie), une notation phonologique. Nous utilisons une notation phonétique large qui élimine certains traits articulatoires.

Kakongo en Etats indépendants.

Le pays vili correspond à quatre des sept provinces du royaume. Il s'agit des provinces de *Mpili*⁹ au centre, de *Tchilounga* situé sur la rive droite du Kouilou, de *Loandjili* au sud et de *Ngakanou*, l'unique province continentale. Les trois autres provinces du royaume sont *Mayombe* (pays Yombé), *Makangou* (pays Lumbu) et *Makougni* (vallée du Niari). Elles sont toutes situées à l'intérieur du continent. Le roi (le *Malwango*) résidait à *Bwali*, la capitale du royaume, qui est située dans la province de *Mpili* à proximité de Loango.

L'appropriation et le contrôle des terres par les chefs de clans (*fumu si*) a conduit à la dualité de pouvoir au royaume de Loango (Hagenbucher-Sacripanti 1973). La répartition du pouvoir entre le roi et les chefs claniques locaux est justifiée par le fait que les deux dynasties ayant gouverné le royaume de Loango sont issues des clans dont les origines ne sont pas conformes aux systèmes de normes locales. La première, celle des *Buvandji*, est constituée par un groupe conquérant de forgerons d'ethnie Woyo qui s'est imposé aux populations locales (Vili) vers le XVe siècle. Elle a été destituée à la suite d'une rébellion organisée par les chefs de clans.

La seconde dynastie est née de *Nombo Sinda*. Elle doit son existence à la volonté manifestée par les chefs de clans d'arrêter les rivalités et les affrontements inter-claniques qui ont marqué la période de vacance de pouvoir. Le recours à *Bundzi*, génie suprême qui a son sanctuaire à Moanda dans le royaume de Ngoyo, a été envisagé pour trouver une solution à ce problème. L'envoi de caravanes d'émissaires chargés de présents rituels et porteurs de suppliques a abouti à la création d'un clan neutre devant jouer le rôle d'arbitre. Une jeune fille d'origine pygmée, dénommée *Nombo*, fut ainsi amenée à Moanda où elle fut mise enceinte par le prêtre officiant du sanctuaire de *Bundzi*. Elle regagna Bwali où elle accoucha une fillette

⁹ J'adopte ici l'orthographe couramment utilisée dans les documents officiels et par l'Institut géographique.

Mwé Nthumba et ensuite un garçon, *Mwé Pwati*, qui deviendra le premier roi de la seconde dynastie.

L'importance accordée au contrôle de l'accès aux ressources naturelles suppose qu'elles étaient au centre de l'activité économique du royaume. Les témoignages des premiers voyageurs sur les côtes de Loango l'attestent d'ailleurs lorsqu'ils évoquent la prépondérance de l'agriculture, de la récolte de vin de palme, de la pêche, de la chasse et de l'artisanat (Dapper 1676, Proyart 1776). Le commerce était aussi actif entre les Vili et leurs voisins de l'interland : Yombé, Kuni, Lumbu, Nzabi et Téké¹⁰.

Le contact des Vili avec les Européens au XVI^e siècle débouche sur une intense activité de commerce de traite qui s'est traduite par la transformation des circuits précédents. Le point de contact principal fut le site de Loango qui offrait les conditions de transbordement les plus favorables du littoral. Loango devenait ainsi le centre d'aboutissement de plusieurs pistes de caravanes par lesquelles étaient acheminés les produits de traite. Martin (1972 : 23) rapporte que les routes qui convergeaient vers Bwali partaient dans quatre directions : vers le pays batéké (*nzila xintetchi*), vers la mer (*nzila mbu*), vers le royaume du Congo (*nzila kakongo*) et vers le pays balumbu (*nzila balumbu*). La situation géographique des Vili leur accorde, dans cette nouvelle configuration, une avantageuse position d'intermédiaires entre les trafiquants européens et les populations de l'intérieur. Ces derniers fournissaient des produits de chasse (ivoire), de cueillette (certains bois, palmistes, caoutchouc), mais aussi des esclaves surtout au cours du XVIII^e siècle (Julien 1946), période correspondant au "temps de la folie esclavagiste" selon Soret (1978 : 59). Ils recevaient en échange les produits

¹⁰ Ces échanges s'effectuaient dans le cadre des relations dites de "*bundiku*" (Hagenbucher-Sacripanti 1973). En d'autres termes, ils se basaient sur des affinités linguistiques, culturelles et sociales. Rey (1971) et Dupré (1982 : 23) remarquent, à cet effet, que les intéressés eux-mêmes présentent ces relations sous forme de proverbes. Le plus important est celui qui établit la parenté entre Vili de Loango, Téké, Nzabi et Yaka : "*Munzébi a Ngundu, muvili a Ngundu, mutéké a Ngundu, muyaka a Ngundu*". Voir aussi Dupré (1985 : 50) à propos des échanges entre les Vili et les populations de la vallée du Niari.

manufacturés : alcool, sel, tissus, poudre de chasse, couteaux, etc...

Le commerce de traite a constitué pendant quatre siècles environ une source d'enrichissement considérable chez les Vili. Les conséquences sur les activités économiques antérieures sont probablement importantes. La pêche en mer serait l'une des activités les plus touchées. Les pêcheurs présentaient le profil recherché pour accéder au métier de "barreurs", personnes chargées des opérations de transbordement de marchandises entre les navires (au mouillage) et les plages (Bouet Willaumez 1848 : 161, Dennett 1887 : 21). Les reconversions de ce genre seraient à l'origine du déclin de plusieurs activités économiques.

1.1.2. La naissance de Pointe-Noire et les transformations de l'ère contemporaine

" On ne peut comprendre la situation géographique des régions côtières, si l'on ne pense aux effets que produit sur elle la présence d'un port dont la vocation est internationale" (Vennetier 1968 : 15)

L'achèvement de la voie ferrée Matadi-Léopodville en 1897 entraîne la baisse des activités de portage entre la côte et Brazzaville. Loango cessait ainsi d'être un débouché sur l'océan Atlantique, bien que l'on note encore pendant la guerre de 1914-1918 une activité commerciale réduite. Cet étiolement de la localité de Loango devient irréversible au début des années 1920 avec le choix du site de Pointe-Noire pour abriter un port en eau profonde qui devrait être relié au fleuve Congo par un chemin de fer.

La construction du port et de la ville est à l'origine des bouleversements importants sur le littoral congolais. La création des emplois salariés dans cette localité affecte particulièrement la répartition des Vili sur le territoire, causant ainsi le dépeuplement des villages côtiers. Les

travaux de Lierdeman (1965) et de Vennetier (1968) apportent des informations susceptibles de nous éclairer sur l'évolution de ce phénomène.

Tableau 1 : Evolution de la population africaine en général et de la population vili à Pointe-Noire avant les indépendances

Années	Population totale	Population vili	% des Vili
1937	6.371	1.398	20,9
1945	8.869	2.310	26
1949	19.201	5.907	30,5
1954	32.000	/	/
1958	54.000	18.478	33,8
1962	75.197	31.771	42,2

Le taux d'accroissement très élevé de la colonie vili entre 1937 et 1962 peut s'expliquer soit par excédents de naissances, soit par immigration. La première cause n'est pas négligeable. Il en est de même pour la seconde qui semble être relativement importante comme tente de le démontrer Vennetier. Ce géographe procède, d'une part, par l'analyse de la population selon l'origine ethnique des habitants de la ville. Il constate qu'en 1962, 37,6% de la population de la sous-préfecture de Madingo-Kayes et 53% de la population de la sous-préfecture de Loandjili avaient émigré à Pointe-Noire. Il procède, d'autre part, par l'étude de l'impact de ces départs au niveau des régions d'origine. Les résultats de cette investigation révèlent une stagnation de la population des villages côtiers comme on peut le remarquer sur

le tableau suivant.

Tableau 2 : Evolution de la population de Madingo-Kayes et de Loandjili

Années	Madingo-Kayes	Loandjili	Total
1938	14.085	11.646	25.731
1945	15.202	17.781	31.983
1948	15.303	17.265	32.568
1954	12.574	15.393	27.967
1963	15.105	16.387	31.492

source: Vennetier(1968 : 119)

La tendance à la stagnation démographique que l'on constate dans les deux sous-préfectures où habitent principalement les Vili est liée aux migrations de population. C'est la seule hypothèse que l'on peut admettre ; cette population, caractérisée par un taux de natalité très élevé, n'a pas été touchée au cours de cette période par une épidémie grave.

L'attrait exercé sur les populations des villages côtiers par la ville de Pointe-Noire est un phénomène qui se poursuit encore. Les emplois salariés en général et ceux offerts dans le secteur du pétrole en particulier sont les principales causes de l'exode rural au cours de ces vingt dernières années¹¹. Le district de Madingo-Kayes par exemple a perdu près de la moitié de sa population alors que celle de Pointe-Noire triplait au cours de la même période. Ce district qui couvre une partie du littoral entre l'embouchure du Kouilou et la frontière avec le Gabon ne représente plus que 2,3% de la population de la région du Kouilou en 1984, contre

¹¹ On peut citer aussi les départs des jeunes à Pointe-Noire pour des raisons de poursuite du cycle scolaire.

12,8 % en 1964. La densité de la population actuelle de ce district est inférieure à 2 habitants au Km².

Tableau 3 : Variation de la population en 20 ans dans le Kouilou, le district de Madingo-Kayes et Pointe-Noire.

Unité administrative	Population en 1964	Population en 1984
Madingo-Kayes	16.435	8.726
Pointe-Noire	84.643	297.392
Région du Kouilou	128.172	371.608

Source: Vennetier (données de 1964) et Ministère du Plan (données de 1984)

Suite à ce déséquilibre démographique entre la ville de Pointe-Noire et le reste du littoral congolais, nous pouvons convenir avec Vennetier (1968 : 16) que "Pointe-Noire ressemble à une énorme éponge aspirant sans cesse la population qui l'entoure". L'exode rural qui s'instaure affecte la structure de la population rurale. La distribution par âge de la population du Poste Administratif de Nzambi dans le district de Madingo-Kayes en 1990, permet de constater que les jeunes (moins de 20 ans) sont plus nombreux, les adultes actifs sont assez mal représentés et que les "vieux" sont assez nombreux. La pyramide des âges suivante, construite à partir des données des monographies de villages du PCA de Nzambi, permet d'illustrer ce phénomène de vieillissement de la population des villages côtiers.

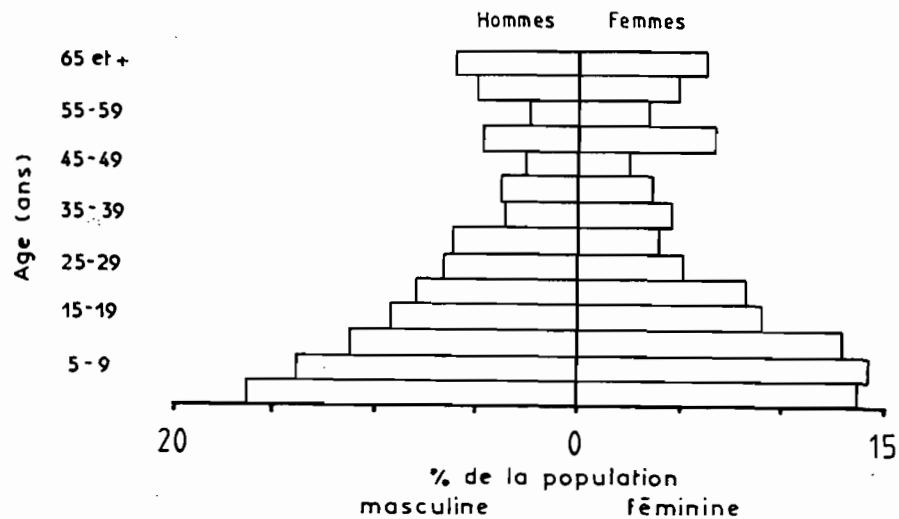


Fig. 3 : Pyramide des âges de la population du PCA de Nzambi en 1990

Le phénomène de l'exode rural et du vieillissement des actifs agricoles n'est pas propre au littoral congolais. Il concerne l'ensemble du pays. Le recensement de la population de 1984 indique que 67 % d'urbains sont concentrés dans les deux principales villes : Brazzaville et Pointe-Noire.

1.1.3. L'arrière-pays serait-il "inculte"?

Les raisons avancées pour expliquer l'exode rural sont liées en général à des problèmes économiques (offre et demande de travail, gradients de salaires et de prix) et aux "modèles culturalistes" (fascination des jeunes ruraux pour le modèle urbain occidentalisé). Dans cette perspective, le dépeuplement des villages côtiers au profit de Pointe-Noire serait-il donc engendré par l'absence des conditions susceptibles de générer un revenu suffisant aux populations locales?

Le littoral congolais correspond au bassin sédimentaire côtier qui constitue avec la chaîne montagneuse du Mayombe, les deux ensembles structuraux de la façade maritime. Le bassin côtier est couvert de sols ferralitiques développés sur les dépôts sableux de la "série des cirques". Ces sols sablo-argileux ont un pH acide. Ils ont une très faible fertilité sous savane comparée aux mêmes sols sous forêt.

Les sols du littoral, qualifiés de "très pauvres", sont essentiellement couverts de formations herbeuses (savanes et pseudo-steppes) qui sont exposés régulièrement à des feux de brousse. Cette pratique limite les apports en matière organique. Vennetier (1968 : 67) écrit à ce propos que "tout indique qu'ils sont très peu favorables à l'agriculture". Il est donc admis, d'un point de vue technique, que ces milieux sont "incultes" comme on l'invoque pour justifier la mise en place des 100.000 ha de plantations d'eucalyptus couvrant la quasi-totalité des savanes du littoral. Les autres formations végétales sont les mangroves, les forêts littorales et les forêts sub-littorales (Doumenge 1992).

Le climat du littoral congolais est caractérisé par une longue saison relativement froide et peu ou pas pluvieuse (de juin à septembre) alternant avec une saison des pluies qui présente une courte période d'abaissement des précipitations en son milieu. Les précipitations sont relativement faibles : 1.200 mm d'eau environ par an (Dagba 1989).

Le réseau hydrographique est très dense. Le littoral congolais est drainé au sud par le complexe lacustre et lagunaire que traverse le cours de la Loémé, au centre par le bassin inférieur du Kouilou et au nord par le bassin de la Noubi et la lagune de Conkouati.

Ces caractéristiques physiques et biologiques font du littoral congolais un milieu qui présente une diversité d'écosystèmes en général et une diversité floristique (Doumenge 1992)

et faunique en particulier (Agnagna, Mokoko, Doumenge et Skinner 1992). C'est pour cette raison que la région de Conkouati est classée parmi les aires protégées du Congo. Un projet de conservation-développement est actuellement en cours d'exécution par l'Union Mondiale pour la Nature (UICN) dans le cadre du Programme "Global Environmental Fund" (GEF).

Les ressources biologiques font l'objet, pour certaines d'entre elles, d'une exploitation à des fins d'auto-consommation et de commercialisation. C'est le cas des ressources ichtyologiques qui ont donné lieu à une activité de pêche relativement importante pratiquée par 4.000 pêcheurs environ, en mer et dans les complexes lacustres et lagunaires. Les ressources cynégétiques sont exploitées par une centaine de chasseurs permanents dans la région de Conkouati et dans le bassin inférieur du Kouilou. Les ressources végétales ne sont pas épargnées. Elles assurent un revenu régulier ou d'appoint à plusieurs centaines d'habitants du littoral qui se livrent à la récolte du vin de palme, à la fabrication des planches "éclatées", à la production de bois de chauffe et de charbon de bois, à la cueillette des feuilles de *marantaceae* (qui servent à l'emballage du manioc), de produits alimentaires, de plantes médicinales, etc...

Les populations du littoral pratiquent aussi l'agriculture même si les conditions pédologiques laissent à désirer, comme l'écrit Vennetier (1968 : 67). Ce géographe s'appuie sur les appréciations de la fertilité découlant des travaux de pédologues. Ces appréciations sont, en effet, différentes de la fertilité vue par les paysans vili. Ces derniers savent que les savanes du littoral ne sont pas fertiles. Ils recherchent par conséquent des terrains plus ou moins isolés qui sont aptes à être cultivés. Ces terrains sont repérés à l'aide de divers indicateurs : un sol colonisé par *Imperata cylindrica* ou par *Hyparrhenia diplandra* convient à la culture de l'arachide, par contre un sol couvert de *Loudetia simplex* ou de *Ctenium newtonii* est impropre à l'agriculture. L'état de relief est aussi déterminant dans le choix d'un terrain ; un sol de bas-fond (*libodo*) par exemple est recherché pour la culture des patates

douces.

Le manioc est la culture principale. Il est planté en association avec l'arachide, le maïs, l'oseille, la baselle, les aubergines, le piment, l'igname, etc... La production agricole est destinée principalement à l'autoconsommation. Le seul produit proposé fréquemment à la vente est le manioc. Il est vendu après rouissage ou sous la forme de "*chikouange*". Le faible niveau de commercialisation des produits agricoles des villages côtiers est lié aux problèmes de transport.

Le littoral est desservi par deux routes qui convergent vers Pointe-Noire. La première, d'une cinquantaine de kilomètres relie Pointe-Noire à Nzassi, village frontalier avec le Cabinda. Elle est très dégradée à cause d'un manque d'entretien. La seconde route concerne la partie nord du littoral. Elle comprend le tronçon Pointe-Noire - Madingo-Kayes de cinquante kilomètres environ qui est bitumé mais qui se trouve actuellement dans un état de dégradation très avancé. L'autre tronçon de route (80 km environ) part de Madingo-Kayes jusqu'à la frontière avec le Gabon en passant par le Poste de Contrôle Administratif (PCA) de Nzambi. Ce tronçon n'est praticable qu'en véhicule "tout terrain" jusqu'au débarcadère de Conkouati. L'arrêt du fonctionnement du bac, suite à sa vétusté, fait de Nzambi et des villages environnants une région enclavée accessible à pied après une traversée de la lagune en pirogue.

Le mauvais état des routes, disons mieux des pistes, limite la longévité des véhicules qui assurent le transport dans la région. L'amortissement des "taxi-brousse" se fait donc sur une durée relativement courte. Les coûts de transport sont par conséquent élevés. Les "commerçants" qui collectent les produits des villages côtiers ne s'intéressent, dans ces conditions, qu'à la viande de chasse et aux poissons, produits qui génèrent une marge importante susceptible de couvrir les coûts de transport. Les produits agricoles, du fait des

prix pratiqués sur les marchés de Pointe-Noire, sont nettement peu rentables. Aussi, ils sont peu commercialisés.

La présentation succincte du littoral congolais nous donne un aperçu du contexte global dans lequel les pêcheurs évoluent, élaborent leurs représentations et adoptent les stratégies qui déterminent leurs pratiques. C'est dans ce milieu que nous avons rencontré les pêcheurs, impliqués ou non dans les opérations de développement, sur lesquels porte notre recherche. Voyons à présent comment nous les avons abordés.

1.2. LA COLLECTE DES INFORMATIONS

Les éléments recherchés à travers cette enquête sont essentiellement qualitatifs, même si nous avons recours, selon les circonstances, aux données quantitatives. La priorité accordée aux données qualitatives est propre à son orientation socio-anthropologique. Ce faisant, notre travail se démarque des méthodes d'échantillonnage classiques. Nous privilégions une approche intensive sur des petites unités d'observation. Nous essayons, dans cette perspective, à chaque fois que c'est possible, de rendre exhaustive notre "quête".

1.2.1. Les populations enquêtées

Nos observations se focalisent principalement sur le contact entre les pêcheurs et les agents de développement. C'est donc ces deux catégories qui représentent de façon globale les populations enquêtées. Les individus relevant de chacune d'elles ne sont pas cependant impliqués au même niveau dans le développement de la pêche artisanale. Cette caractéristique nous a conduit à utiliser des outils d'enquêtes variables selon le niveau d'insertion de l'enquêté dans les dispositifs de développement.

1.2.1.1. Population 1: les pêcheurs

Le critère relatif à l'implication des pêcheurs dans les opérations de développement a permis de distinguer trois catégories de pêcheurs.

La première catégorie concerne les pêcheurs qui n'ont pas de contact direct avec les agents de développement. Cette catégorie est représentée dans tous les villages, à l'exception de Matombi et du village de pêcheurs de Pointe-Noire. Elle compte environ un millier de

pêcheurs répartis sur l'ensemble du littoral. Un premier passage sur tous les sites nous a permis de choisir six villages pour approfondir nos investigations. Le choix a été réalisé en tenant compte des spécificités géographiques et de l'importance de l'activité de pêche maritime. Nous nous sommes donc intéressés à Foko, village situé au sud de Pointe-Noire, à Pointe-Indienne dans la baie de Loango et à trois autres villages de la partie nord du littoral (Bas-Kouilou, Longo-Bondi et Ngoumbi).

La seconde catégorie regroupe les pêcheurs qui sont régulièrement en contact avec les agents de développement, mais qui ne sont pas impliqués dans des projets de développement. C'est particulièrement le cas d'un peu plus de 1.000 pêcheurs de Pointe-Noire, de nationalité congolaise (pêcheurs vili) ou de nationalité béninoise (pêcheurs popo). Ces pêcheurs reçoivent de temps à autre les agents de l'administration des pêches qui viennent pour des missions "d'encadrement des pêcheurs" ou de recensement des pirogues en vue d'organiser le recouvrement annuel des taxes. Ils reçoivent aussi les agents des Services de la marine marchande pour les aspects liés à la navigation et la sécurité en mer et au contrôle de la carte de "marin-pêcheur" et du permis de navigation.

Du fait de ces contacts, les pêcheurs de Pointe-Noire ont une perception des agents de développement et de leur intervention qui est différente de celle des autres pêcheurs, en particulier ceux de la première catégorie. Aussi, ils représentent la population la plus appropriée pour appréhender les réseaux officieux par lesquels certains pêcheurs sont en mesure de négocier avec l'administration et d'identifier les contraintes et les ressources qui sont à la base des différentes stratégies déployées par les acteurs en présence. La nature de l'information recherchée exige que l'on accorde plus d'attention à quelques individus (une vingtaine) qui ont été choisis en fonction de leurs relations (amicales ou conflictuelles) avec les agents de l'administration.

La dernière catégorie intéresse les pêcheurs qui sont impliqués dans les opérations de développement. Il s'agit essentiellement d'une centaine de pêcheurs de Matombi qui participent au Projet d'appui à la pêche maritime artisanale. Cette catégorie offre la possibilité d'identifier les différentes structures participatives de développement, de suivre leur évolution, d'apprécier les écarts entre leur fonctionnement "théorique" et leur fonctionnement "réel", de rechercher les rapports de force et les jeux de pouvoir entre pêcheurs, d'étudier le processus de captation du projet, d'appropriation d'innovations et d'exclusion de "groupes vulnérables"¹². Les investigations dans ce village ont concerné l'ensemble de la population (hommes et femmes) avec toutefois certaines particularités liées au statut ou au rôle joué par les personnes enquêtées.

1.2.1.2. Population 2: Les agents de développement

Les agents de développement correspondent à la catégorie d'intervenants extérieurs que Chambers (1990 : 12) nomme "outsiders", c'est à dire des "gens qui s'occupent du développement rural tout en n'étant eux-mêmes ni du monde rural, ni pauvres. Ce sont pour la plupart des fonctionnaires et des hommes de terrain d'appareils gouvernementaux du Tiers monde, chercheurs, membres d'organismes d'aide, banquiers, hommes d'affaires, consultants, médecins, ingénieurs, journalistes, avocats, politiciens, prêtres, professeurs, éducateurs, personnels des ONG....".

Il s'agit, comme on peut le constater, d'une population très diversifiée. Eu égard à cette caractéristique, nous avons abordé la population des "outsiders" en tenant compte du niveau d'implication dans le développement de la pêche artisanale des institutions pour lesquelles ils interviennent. Nous avons ainsi privilégié trois niveaux d'observation.

¹² Nous empruntons ici la terminologie développementiste.

Les structures administratives considérées globalement présentent le premier niveau. Les informations recherchées à ce niveau renvoient essentiellement à l'identification des différentes institutions qui interviennent dans le développement de la pêche artisanale, leurs attributions (en rapport avec la pêche artisanale), leurs caractéristiques structurelles pour identifier les intervenants, les moyens disponibles, leurs interrelations et les actions entreprises.

Le deuxième niveau correspond à la structure administrative la plus concernée par le développement de la pêche artisanale, à savoir la Direction générale de la pêche. Ce Département a fait l'objet d'une investigation plus approfondie. La population enquêtée comprend les chefs hiérarchiques en général et les agents affectés respectivement au Service central de la pêche artisanale à Brazzaville et au Service régionale de la pêche artisanale à Pointe-Noire en particulier. En plus des normes institutionnelles (structure et fonctionnement), nous recherchions auprès de cette population les informations relatives au fonctionnement réelle de l'institution (circulation officieuse de l'information et mécanismes de prise de décision), aux marges de manoeuvre que conservent les agents et à la façon dont ils interviennent en milieu pêcheur.

Le dernier niveau se rapporte aux structures qui interviennent dans le cadre de l'assistance technique. Nous nous sommes intéressés ainsi aux "experts" des Organisations des Nations Unies, des agences de développement des pays européens et des Sociétés de développement. Une attention particulière a été accordée au Projet d'appui à la pêche maritime artisanale. Outre les aspects liés à la conception du Projet, nous avons voulu observer le fonctionnement réel du Projet, les rapports entre expert (expatrié) et homologue (cadre congolais), les relations entre expert et pêcheurs, les relations entre homologue et pêcheurs, etc...

1.2.2. Le contexte de l'enquête

L'enquête s'est déroulée dans un "milieu" où nous avons déjà effectué des travaux de recherche dans le cadre des Programmes ORSTOM et DGRST¹³ (Congo). Nous avons donc enquêté dans un "milieu" avec lequel nous nous sommes familiarisé depuis 1985. Dans ces conditions, nous avons démarré la "phase de terrain" sans rencontrer de difficultés majeures dans la prise de contact avec les différentes catégories de population.

Nous avons bénéficié de la sympathie que les pêcheurs expriment en général à l'endroit des agents des institutions de recherche. Il s'agit d'un comportement qui est lié au fait qu'ils ont pris l'habitude de rencontrer sur les plages ces agents qui se livrent à des pratiques assez drôles aux yeux de l'homme de la rue : compter le nombre de caisses de poissons débarqués, faire des mensurations de poissons, prélever de l'eau de mer, mesurer la taille des mailles, compter le nombre de pirogues, etc... Ces agents, qui posent des questions parfois embarrassantes, sont cependant les seuls à s'intéresser à la pêche sans attirer des ennuis aux pêcheurs. Nous avons profité de cette atmosphère pour établir un climat de confiance avec nos enquêtés.

La confiance des pêcheurs est favorisée dans certains villages, comme Matombi, par le rôle que nous avons joué lors du démarrage du Projet d'appui à la pêche artisanale. Notre participation à ce projet en 1989 consistait à réaliser une enquête socio-économique et un suivi des comptes d'exploitation des pirogues, dans le cadre d'une convention entre l'ORSTOM et le BDPA/SCET-AGRI. Cette collaboration entre institution de recherche et institution de développement a permis aux pêcheurs d'élaborer une nouvelle image du chercheur et de la finalité de son travail. Le chercheur est ainsi considéré comme étant un

¹³ORSTOM : Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération ;
DGRST : Direction Générale de la Recherche Scientifique et Technique.

fonctionnaire délégué par l'administration en général pour collecter les doléances des pêcheurs et les transmettre aux décideurs. C'est donc un "intermédiaire", un "porte-parole" voire même un "allié" et surtout qu'il ne procède ni à la répression ni à la perception des taxes contrairement à ses collègues de la Direction des pêches ou des Services de la marine marchande.

Les agents de développement ne nous ont pas réservé la même confiance. Ils ont été très réticents à notre égard, en dépit des efforts de présentation des objectifs de notre travail. Cette attitude s'explique par le fait qu'ils n'ont jamais vu de recherche sur les agents de l'administration et les experts. Les enquêtes dans le secteur des pêches concernent d'habitude des objets de recherche précis : milieu marin, ressources halieutiques, prises, techniques de pêche, pêcheurs et commercialisation du poisson. Une enquête comme la nôtre, n'est pas "normale"; c'est un travail "suspect" (selon les termes usités) qui peut compromettre "la situation de quelqu'un", comme le font remarquer amicalement certains agents.

L'enquête à des fins de recherche scientifique qui nous préoccupe est ainsi perçue comme une "enquête de détective" et notre travail apparaît comme un "audit" pour certains ou comme une évaluation individuelle des agents pour d'autres. La méfiance gagne par conséquent la plupart de nos enquêtés, et surtout qu'ils sont des fonctionnaires habitués à travailler dans un appareil bureaucratique où l'on ne parle jamais d'évaluation. Nous sommes traités pour cela "d'espion" commandité par une autorité qui reste dans l'anonymat. La volonté manifestée par certains agents de découvrir cette autorité favorise une atmosphère de suspicion. Je deviens un "élément à craindre".

Ce climat de méfiance nous a fait perdre beaucoup de temps. Les agents contactés pour participer à l'enquête ne sont pas toujours fidèles aux rendez-vous. Ceux qui nous reçoivent dans leur bureau se préparent sérieusement pour que nous en sortions avec des bonnes

impressions sur leurs connaissances et leur travail. Les réponses aux questions sont ainsi détournées de nos objectifs. C'est le cas, par exemple, des agents qui reprennent intégralement la définition de la coopérative de pêcheurs de Margaret Digby¹⁴ quand il s'agit de nous faire part de leur opinion sur ce type d'organisation qu'ils proposent aux pêcheurs congolais. Nous étions, dans cette optique, pris dans de multiples stratégies.

La méfiance s'est accentuée au fur et à mesure de l'avancement de nos enquêtes. Cette fois, elle n'est pas liée uniquement à la crainte de perdre son "bout de pain", mais à la situation critique atteinte en 1993 par la crise politique que traverse le Congo. Cette crise, qui est venue anéantir les efforts réalisés pour lever le malentendu avec nos enquêtés, est caractérisée par des conflits entre partisans de la majorité et partisans de l'opposition. Elle s'est traduite par l'émergence d'une attitude d'exclusion (par tous les moyens) de l'adversaire politique, qui n'est autre dans le contexte congolais que celui qui est d'une ethnie différente de la vôtre ou des ethnies affiliées à votre coalition politique. Aussi, l'affichage politique ne ressort pas d'une procédure d'adhésion formelle, mais d'une incorporation spontanée au simple motif d'être de l'ethnie d'un leader politique.

Ce nouveau paysage politique entrave le bon déroulement de notre phase de terrain. Les enquêtes auprès des agents de la Direction générale de la pêche et des autres institutions installées à Brazzaville ont été suspendues pour des raisons d'insécurité. A Pointe-Noire, le planning des enquêtes à la Direction régionale des pêches a été aussi perturbé. Ces précautions ne sont pas prises qu'à l'endroit des agents de l'administration ; elles concernent aussi les pêcheurs. Nous avons adopté pour cela une attitude de prudence vis-à-vis de nos informateurs en s'abstenant de discuter des questions politiques pour éviter de se faire agresser.

¹⁴ Digby est auteur d'un ouvrage intitulé "Les coopératives de pêcheurs" qui a été édité par l'Alliance Coopérative Internationale et la FAO.

La période de turbulence politique nous a permis, cependant, de faire le point de nos enquêtes. Cet exercice nous amène à découvrir certaines insuffisances de notre travail. C'est en fonction de ce premier bilan que nous avons organisé la suite nos interventions. Toutefois, ils s'est posé le problème de réduire la méfiance des enquêtés. Dans cette optique, nous avons renoncé de faire usage des techniques classiques, nécessitant bloc-notes, crayon ou magnétophone. Nous avons alors opté pour la discrétion en abordant nos enquêtés en tant que collègues ou amis.

Il ressort de ce qui précède que les réalités de terrain ont joué tantôt en notre faveur, tantôt en notre défaveur. Ce contexte d'instabilité exige une adaptation à chaque circonstance. Nous avons donc fait preuve de flexibilité, en passant d'une technique d'enquête à une autre ou en procédant par recoupement selon les cas.

1.2.3. Les procédés de collecte des informations

1.2.3.1. L'observation

"L'observation" est une technique d'enquête privilégiée de "l'approche anthropologique" des phénomènes sociaux et culturels. Elle constitue pour certains anthropologues, le fondement de leur méthode d'analyse. C'est le cas, par exemple, de A. Leroi-Gourhan qui organise son dispositif d'enquête autour de la description des techniques à partir de l'observation principalement. Ce dispositif est à l'origine du concept de "chaîne opératoire" qui a inspiré plusieurs travaux sur les sociétés de pêcheurs (Geistdoerfer 1987a; Leblic 1984; Martinelli 1984 & 1985).

L'enquête par "observation" renvoie au problème du choix des éléments à observer. Dans le cas du concept de chaîne opératoire, les observations sont focalisées sur les "gestes techniques". Cette entrée n'est pas très compatible avec nos objectifs de recherche ; nous privilégions au contraire l'observation d'autres éléments, à savoir le vécu quotidien des pêcheurs et des agents de développement. L'enquête de longue durée est pour cela inévitable. Nous procédons alors par des séjours relativement longs dans les villages de pêcheurs, observant les habitants dans leur domicile, sur les plages de débarquement, dans les "bistrots", écoutant les dialogues de façon à comprendre comment ils réagissent face à leurs collègues et s'influencent réciproquement.

Les séjours dans les villages de pêcheurs nous conduisent à une "observation participante", dans la mesure où nos interlocuteurs ne se rendent pas compte à certains moments de notre présence en tant qu'enquêteur. C'est généralement dans de telles circonstances que la parole se libère et qu'on en profite pour s'informer sur des sujets délicats qui gardent les langues ligotées lors des enquêtes classiques.

Le recours à l'observation participante permet aussi de contourner la méfiance des agents de développement. En effet, notre qualité d'enquêteur est voilée lors de nos participations aux réunions du Projet d'appui à la pêche artisanale par notre statut antérieur lié aux accords de collaboration entre l'ORSTOM et le Projet. Autrement dit, au cours de ces réunions, nous ne sommes pas perçu comme enquêteur ou témoin mais comme un acteur. Cette position de "chercheur acteur" donne également des résultats intéressants avec les agents de l'administration des pêches. Chez ces derniers nous essayons de faire fondre notre présence d'enquêteur parmi eux en jouant sur les relations d'amitiés dans les *nganda* (restaurants populaires). Les conversations autour d'un verre de bière et d'un "bouillon" de poisson ou de gibier pris dans ces restaurants sont généralement ouvertes à tous les sujets : politiques, économiques, sportifs... C'est à ce moment que nous introduisons dans les débats, les

questions qui intéressent notre enquête. Les réactions de nos "copains" sont ici très fécondes ; on nous raconte les "coups fourrés" entre collègues, les déboires des uns et des autres, les conflits entre agents, etc...

1.2.3.2. L'entretien

La collecte de l'information par entretien est, tout comme l'observation, la technique d'enquête la plus utilisée. L'objet de l'entretien varie en fonction de l'interlocuteur. Aussi, à chaque catégorie d'interlocuteurs correspond un "guide d'entretien". Les questions prévues dans ces guides sont "ouvertes", accordant ainsi à l'informateur le temps nécessaire pour expliciter sa réponse.

Les entretiens sont menés en deux phases. La première concerne la recherche des informations d'ordre générale. Dans la seconde phase, nous privilégions les informateurs spécialisés. Quoi qu'il en soit, ces entretiens peuvent être individuels ou collectifs. Les entretiens de groupe sont envisagés pour confronter les informateurs.

Les entretiens de la première phase concernent des interlocuteurs susceptibles de nous apporter des informations d'ordre général. Il s'agit principalement des chefs hiérarchiques qui présentent leur structure : attributions, organisation structurelle, fonctionnement théorique et collaboration interministérielle. Ils font également part des modalités de leurs interventions sur la pêche artisanale, de leurs relations avec les agents sous leur contrôle et avec les pêcheurs. Ces entretiens permettent d'avoir un aperçu sur les principes qui régissent l'organisation des dispositifs d'intervention. Nous entreprenons aussi ces entretiens d'ordre général avec les pêcheurs. Le choix des informateurs est dans ce cas réalisé sur la base d'autres critères ; nous ne tenons pas compte de statut quelconque, mais nous considérons au contraire tout pêcheur comme un informateur potentiel.

Les interlocuteurs "spécialisés" sont repérés à l'issue de ces premiers entretiens. Ce sont essentiellement des agents de l'administration (de conception et d'exécution) concernés par le développement de la pêche artisanale, des pêcheurs membres des structures participatives au Projet, des pêcheurs exclus du Projet, des pêcheurs qui ont une activité prospère et ceux qui ont abandonné la pêche.

Avec les agents de l'administration, nos questions se rapportent à la trajectoire professionnelle, au jugement qu'il porte sur son travail actuel, aux modalités d'intervention, aux relations interpersonnelles tant dans la structure professionnelle qu'avec les pêcheurs, à l'image qu'il se fait de lui-même, de ses collègues, de ses chefs et des pêcheurs.

Les interviews avec les pêcheurs se focalisent sur des questions variables selon les informations recherchées. Aussi, nous nous sommes intéressés aux récits autobiographiques qui retracent la "carrière" du pêcheur, ses "hauts" et ses "bas" ainsi que les moyens mis en oeuvre pour éviter le "pire". Nous accordons aussi une attention particulière aux questions relatives à la participation des pêcheurs au Projet, leur jugement sur les "experts" et les modalités d'interventions, et sur ce qui devait être fait s'il était à la place des experts. Ces questions nous amènent à interroger nos informateurs sur les conflits nés du Projet : conflits entre experts, conflits entre experts et pêcheurs et conflits entre pêcheurs. Les versions souvent différentes d'un même événement permettent de noter la présence des réseaux de sociabilité dans le village et leur rôle à l'interface experts - pêcheurs.

Les contacts avec les pêcheurs sont facilités par notre connaissance de la langue vili. Nous l'utilisons souvent dans nos conversations avec les vieilles personnes qui argumentent d'habitude leurs discours par les proverbes. Les autres langues utilisées sont le *Kituba*, langue véhiculaire du Sud-Congo et le français. Le passage du vili ou du kituba au français est fait

inconsciemment. Cela ne pose pas de problèmes dans la mesure où la majorité de pêcheurs s'expriment assez bien en français.

1.2.3.3. Les questionnaires

La technique du questionnaire est envisagée pour approfondir certaines informations collectées précédemment¹⁵. Elle s'applique donc à des interlocuteurs déjà "ciblés" : agents de l'administration des pêches affectés dans les Services chargés de la pêche artisanale de Brazzaville et de Pointe-Noire et quelques pêcheurs.

Les agents de l'administration des pêches retenus pour cette enquête suggèrent de remplir le questionnaire sans précipitation. Pour cela, ils émettent le souhait de le remplir eux-mêmes et de nous le retourner. Si près de 50% de ces agents font preuve de ponctualité en nous renvoyant le questionnaire après une dizaine de jours, les autres ne cessent de remettre à demain l'envoi du questionnaire à chaque fois que nous avons l'occasion de les rencontrer dans les couloirs de la Direction des pêches.

La réaction des pêcheurs à l'enquête par questionnaire est d'un autre ordre : nous posons les questions et notons les réponses. Ce procédé se révèle plus fructueux que le précédent même si le questionnaire est apparu très lourd. En effet, il arrive parfois de ne pas épuiser le contenu du questionnaire surtout lorsqu'on s'adresse à un pêcheur qui se prépare à une sortie en mer.

D'une façon générale, la collecte des informations par questionnaire reste en dessous de nos attentes ; les réponses des agents de l'administration ne reflètent pas toujours leur propre

¹⁵ Ce qui revient à dire que notre enquête quantitative vient après une enquête qualitative. Nous avons donc construit nos questionnaires après avoir pris connaissance des configurations des représentations des populations à enquêter.

conception des choses dans la mesure où certains d'entre eux reproduisent des copies conformes des formules puisées dans la littérature. Cette attitude, tout comme celle consistant à ne pas rendre le questionnaire, recouvre un sens que nous cherchons à comprendre. Cela apparaît comme une source d'informations intéressante.

1.2.3.4. Le bricolage sur le terrain : l'exemple de la Table-ronde de Matombi

Au cours de la deuxième année de notre "terrain", il est apparu que la productivité des techniques d'observation et d'entretien décroissait. Cependant, nous n'avons pas l'impression d'avoir atteint un stade de "saturation" de l'enquête au sens de Olivier de Sardan (1994 : 28). Nous ressentons encore le besoin de mieux comprendre toute une série d'interactions qui n'apparaissent que de manière virtuelle. Nous voulons savoir, par exemple, comment réagiraient les pêcheurs face aux "développeurs" qui les accusent d'être "paresseux" et vis-versa. Dans cette optique, nous envisageons une confrontation de protagonistes comme dans "l'enquête de détective". Pour y arriver, il fallait recourir à des procédés de "bricolage".

Autrement dit, notre préoccupation renvoie à une étude situationnelle au sens de Gluckman (1961) ou de Mitchell (1983). Cependant, il n'est pas évident qu'une situation, entendue comme un événement plus ou moins structuré et complexe (selon le nombre de groupes représentés), se produise avant la fin de notre phase de terrain. D'ailleurs, à notre connaissance, il n'y a jamais eu de situations complexes comme celle que nous souhaitons observer. Aussi, la solution envisageable est d'en provoquer une. Mais comment faire pour réunir les différents acteurs et surtout pour minimiser l'artificialité inhérente à notre mise en scène?

Il est donc question de rechercher des astuces pour mobiliser à la fois, pêcheurs, agents de l'Etat, bailleurs de fonds, fonctionnaires des Organisations internationales, etc... En d'autres

termes, nous devons nous improviser manipulateur de personnes et d'informations. Pour cela, nous sommes appelés à faire preuve d'une compétence rhétorique pour s'exprimer dans un langage approprié aux attentes des différentes catégories d'acteurs. Cet exercice est facilité par notre connaissance de leur "univers de sens" respectif.

Cela va permettre de saisir une opportunité offerte à notre entreprise par les pêcheurs de Matombi. En effet, ces derniers manifestent le désir d'attirer l'attention des autorités congolaises, des représentants de la Caisse Française de Développement et des "développeurs" en général pour relancer le projet d'appui à la pêche suspendu en 1990. En leur montrant notre "militantisme développementiste", nous arrivons à les convaincre sur l'organisation d'une Table-ronde où seront invités les représentants de toutes les structures de développement. C'est ainsi que commence l'aventure de notre expérience de "courtier du développement".

Pour "séduire" les développeurs, nous traduisons nos objectifs tout comme ceux des pêcheurs dans un langage développementiste. Il s'agit de s'adapter aux "modes" du développement tout en mettant en avant certains problèmes réellement vécus par les pêcheurs. C'est pourquoi nous utilisons une plaquette¹⁶ pour informer les personnes intéressées, proposons un thème populiste : "les pêcheurs parlent d'eux-mêmes" et justifions la tenue de la table-ronde en invoquant les débats sur "le désengagement de l'Etat", "le développement par le bas" et "la réaction des pêcheurs face aux effets pervers de la dévaluation du franc CFA".

Notre action de courtage remporte un succès inattendu tant du côté des développés que du côté des développeurs. Une centaine de participants prennent part à la table-ronde organisée sous le hangar du Projet à Matombi, les 17 et 18 mars 1994. On note parmi les participants, les représentants des bailleurs de fonds (PNUD, FAO, Mission française de coopération), les autorités administratives (Pêche, Marine marchande, Eaux et forêts,

¹⁶ Comme il est d'usage dans l'organisation des séminaires, colloques et autres rencontres de développeurs

Agriculture), les responsables politiques locaux, les représentants des Organisations non-gouvernementales, la presse nationale et les pêcheurs (60% de participants).

La situation provoquée d'interactions, depuis le stade de la désignation des membres du comité d'organisation en passant par les réunions de ce comité jusqu'à la tenue de la table-ronde, est riche d'enseignements. A titre indicatif, on peut citer, d'une part, les réactions des agents de développement face aux déclarations des pêcheurs, la façon dont ils prennent la parole, leur tempérament généralement violent, leurs contestations et leurs explications qui apparaissent comme de sources d'informations intéressantes. On peut citer, d'autre part, les réactions des pêcheurs face aux informations données par les bailleurs de fonds sur les possibilités de financement du développement de la pêche artisanale et les discussions autour de la création d'une Union régionale de pêcheurs.

1.2.3.5. Les sources documentaires

Les sources documentaires utilisées sont de divers ordres: archives de l'administration, rapports d'expertise, documents issus de la recherche et documents d'orientation méthodologique.

Les archives consultées sont ceux de la Direction générale de la pêche et de la Direction de la marine marchande. Ces documents d'archives sont constitués principalement de notes de services, de circulaires, de fiches techniques et de rapports d'activités. La note de service sert à donner des ordres ou à transmettre des instructions. Les avis "techniques" sont transmises généralement au moyen de la fiche technique et du rapport d'activité. La consultation de ces documents permet d'avoir des données sur les principes de fonctionnement des structures administratives, les discours officiels, les politiques proclamées de développement de la pêche, etc...

Les investigations sur les rapports d'expertise ont consisté à répertorier tous les documents d'experts sur la pêche réalisés depuis la période coloniale. Il s'agit essentiellement des études de faisabilité de projet de développement rédigés surtout au cours des années 1980. Ces documents apportent des indications utiles pour analyser les représentations que se font les experts des pêcheurs et les modèles de développement proposés.

Les documents du Centre ORSTOM de Pointe-Noire et les thèses et mémoires portant sur la pêche maritime au Congo sont d'un grand intérêt pour suivre l'évolution des pêcheries. Nous nous sommes intéressés aussi à la littérature sur le développement rural en général et sur le développement des pêches artisanales ouest-africaines en particulier.

1.3. APPROCHES THEORIQUES

Pour mener les différentes opérations de notre recherche, nous nous sommes inspiré de trois axes méthodologiques : l'anthropologie maritime, la socio-anthropologie du développement et la socio-anthropologie du changement social.

1.3.1. Au delà de "l'anthropologie maritime"

Les études ethnologiques des communautés établies dans les zones littorales et vivant principalement de l'exploitation des ressources de la mer, comme certains groupes de pêcheurs du Congo, s'inscrivent de plus en plus dans le cadre d'un domaine de recherche spécialisé qu'il est convenu d'appeler "anthropologie maritime". Geistdorfer (1991 : 447), anthropologue, à la suite de Breton (1981), vient de circonscrire le contenu de ce champ disciplinaire : "l'anthropologie maritime entend rendre compte de la variété et de la complexité des systèmes techniques, sociaux, symboliques, élaborés par les populations littorales pour s'approprier les milieux marins et en retirer leur subsistance". La référence aux populations littorales implique que les anthropologues qui se réclament de ce courant théorique étudient les modes de vie des gens de mer dans leurs **spécificités**, par contraste avec les façons de vivre des "terriens".

Les orientations théoriques de l'anthropologie maritime peuvent être appliquées à l'ensemble des champs de recherche en sciences sociales (Breton 1981 : 12). Elles peuvent permettre d'aborder des études aussi bien de dynamique de pêche que de modernisation de la pêche, sujets qui nous préoccupent. D'ailleurs, le dernier sujet a déjà fait l'objet de travaux d'anthropologues nord américains au cours des années 1970. On peut évoquer par exemple, les travaux de Andersen (1972) et de Smith (1977a). La rationalité ou l'irrationalité des pêcheurs face à l'adoption des nouvelles techniques ou de nouvelles formes de coopération

représentent le problème principal que cherchent à résoudre ces auteurs.

La prise en compte de la spécificité des sociétés maritimes s'impose pour comprendre les réactions des pêcheurs face, par exemple, à la variabilité des milieux marins, à la diversité des formes de renouvellement des ressources halieutiques et au caractère aléatoire de ces ressources¹⁷. Il est cependant quelque peu réducteur de vouloir tout comprendre des pêcheurs du Congo en privilégiant "l'entrée" par la spécificité des sociétés maritimes qui est au fondement des problèmes autour desquels l'anthropologie maritime s'est constituée¹⁸. En d'autres termes, nous voulons faire remarquer qu'en s'inspirant uniquement du concept de spécificité des sociétés maritimes, on court le risque d'occulter la réalité des pêcheurs du Congo en particulier et d'Afrique de l'Ouest en général.

En effet, les travaux d'anthropologues et d'historiens montrent que les pêcheurs africains ne constituent pas un "monde à part" comme dans les présupposés scientifiques à l'oeuvre dans l'anthropologie maritime. Chauveau (1993) signale à cet effet, "qu'il n'y avait guère, avant une période récente, de groupes socio-culturels exclusivement spécialisés dans les activités maritimes. Hier comme aujourd'hui, les "ethnies" regardées comme spécialisées dans la pêche (lébou, nyominka, fanti, ga) étaient composées de manière prédominante par des agriculteurs". Les travaux de Jul-Larsen (1993), Bouju (1994) et Delaunay (1995) montrent également que les identités ethnico-professionnelles de pêcheurs ont été construites récemment, à partir de la période coloniale, dans un contexte marchand. De ce point de vue, on remarque que la dynamique de changements des activités de pêche maritime sur les côtes ouest-africaines est beaucoup plus déterminée par des circonstances extra-maritimes que par les "pré requis" de l'activité de pêche. Aussi, l'orientation méthodologique offerte par l'anthropologie maritime ne

¹⁷Toutes ces caractéristiques font de la pêche un domaine qui se distingue par l'incertitude (Acheson 1981) et "l'imprévisibilité" (Geistdoerfer 1987b; Cuisenier 1987).

¹⁸ La rigueur de la démarche de l'anthropologie maritime est déterminée chez certains auteurs par l'attachement à cette spécificité. On peut citer, par exemple, Smith (1977b), Yesner (1980), Acheson (1981), Pollnac (1988), Collet (1991), ... qui défendent une anthropologie spécialisée des sociétés de pêcheurs.

semble pas s'adapter à nos objets de recherche : le pêcheur vili doit être replacé dans le contexte historique et social du littoral congolais, comme le pêcheur popo doit l'être dans le contexte des migrations qui se sont développées sur les côtes ouest africaines depuis près d'un siècle.

1.3.2. La socio-anthropologie du développement

Le recours à la socio-anthropologie du développement apparaît nécessaire pour comprendre les pratiques et les représentations que mobilisent les acteurs du développement. L'intérêt que nous accordons à cette orientation méthodologique nous oblige à nous y arrêter un moment pour apporter quelques précisions d'ordre général.

La première précision se rapporte à la définition du terme "développement". Pour la socio-anthropologie du développement, il y a "développement" dès lors qu'il y a "développeurs", c'est-à-dire là où un des groupes se réclamant de la mise en oeuvre du développement organise un dispositif d'intervention sur d'autres groupes sociaux (Chauveau 1985a:164). Le développement renvoie ainsi à une intervention volontariste d'origine extérieure à un milieu-cible, qui vise à le transformer, en introduisant des technologies nouvelles et/ou en transformant certains comportements économiques ou non.

La seconde précision est liée au fait que la science anthropologique doit étudier le "développement" en tant que constituant un "phénomène social" comme un autre, au même titre que la parenté ou la religion (Olivier de Sardan 1992). En ce sens, le "développement" est un objet de recherche à part entière.

La définition précédente du "développement" met en relief le contact de deux catégories d'intervenants, les "développeurs", d'une part, et les "développés", de l'autre. Ce contact représente une "entrée" qui est privilégiée dans ce travail. A cet effet, nous faisons appel à la socio-anthropologie des interactions "développés" - "développeurs". Le concept "**d'interface**" de Norman Long (1984) est le plus approprié pour mener notre recherche dans cette direction. L'interface entre populations locales et institutions de développement est un lieu stratégique de l'analyse des logiques sociales et de rapports de pouvoir consubstantiels à la pratique du développement. Long part de l'hypothèse selon laquelle les groupes qui sont face-à-face visent respectivement un ensemble d'intérêts pour accéder à différentes ressources, proportionnellement au pouvoir détenu par chacun d'eux.

" The concept of 'interface' suggests some kind of face-to-face encounter between individuals or units representing different interests and backed by different resources. The interacting parties will more than likely also possess different levels of power." (Long 1984 : 177)

L'auteur souligne aussi les perspectives qu'offrent ce concept pour appréhender les perceptions qui sous-tendent les comportements des différents partenaires en interaction, de même que les buts et les intérêts qu'ils poursuivent respectivement.

La direction de recherche que nous balisons de la sorte a été enrichie par l'apport des outils méthodologiques de la socio-anthropologie des institutions de développement. La notion "**d'arène**" puisée dans l'analyse de Bailey (1971) est apparue très opératoire pour comprendre les comportements des acteurs de développement. En effet, cet auteur voit la vie politique, nationale comme locale, en termes de "jeu", où se confrontent et s'affrontent les acteurs sociaux autour des leaders de faction. Bierschenk et Olivier de Sardan (1994) abordant la notion dans le même sens, définissent "une arène comme un lieu de confrontations concrètes d'acteurs sociaux en interaction autour d'enjeux communs". Ainsi, par exemple, la Direction générale de la pêche est une arène, tout comme le Projet d'appui à la pêche

artisanale maritime. Ils représentent chacun, comme nous le verrons par la suite, un système de ressources et d'opportunités que les divers acteurs tentent de s'approprier.

Cette démarche fondée sur l'**interactionnisme** met un accent particulier sur le **rôle de l'acteur social**. L'agent de l'administration des pêches ou le pêcheur apparaît comme un acteur manifestant un certain degré de liberté face aux normes ou aux contraintes structurelles. A cet égard, nous tenons compte des acquis de la sociologie des organisations pour comprendre les comportements de ces acteurs. Nous nous intéressons particulièrement à la méthode de "**l'analyse stratégique**" proposée par Crozier (1963 : 186)¹⁹. Cependant, nous ne partageons pas les critères qu'il utilise pour distinguer les groupes sociaux. Nous faisons ainsi allusion aux catégories professionnelles déterminées par les normes hiérarchiques qui nous semblent être des catégories trop figées.

Le concept de "**groupe stratégique**" de Evers (cité par Bierschenk et Olivier de Sardan 1994) nous a inspiré pour ce qui concerne la constitution des groupes sociaux. Nous l'empruntons au sens où l'entendent Bierschenk et Olivier de Sardan (1994) qui considèrent le "**groupe stratégique** comme une hypothèse de travail du chercheur, comme une sorte de "**groupe virtuel**" qui aide à penser la convergence des stratégies entre certains individus dont on peut supposer qu'ils partagent une même position face à un même problème". Cette connotation introduit la possibilité d'observer les groupes stratégiques non seulement au niveau "**macro**" comme le fait Evers, mais aussi au niveau local où le concept semble être plus opératoire. Le niveau "**micro**" est évidemment le plus familier à l'anthropologue du fait qu'il doit être proche de l'acteur social de base.

La focalisation de nos observations à l'échelle de "**l'acteur local**" ne sous-entend pas que nous réfutons d'emblée l'importance des études plus structurales et générales. Cette question a

¹⁹ Voir aussi Crozier et Friedberg (1977).

d'ailleurs été évoquée par Long (1992) à propos de son approche **"actor-oriented"** (qui est pertinente quant à notre objet), pour montrer qu'il n'ignore pas les répercussions d'une démarche de type "macro". L'approche de type "micro" auquel on se réfère est liée à l'importance que l'on accorde à l'acteur local, le **"human agency"** dans notre démarche. Nous avons recours à la conception de l'agencéité (**agency**) de Giddens (1979), c'est-à-dire à la recherche de marges de manoeuvre de l'acteur en situation sociale semi-contrainte.

Nous procédons toutefois, selon les besoins de notre recherche, à des observations à l'échelle "macro". Ce niveau est utile, par exemple, pour voir si les politiques et les pratiques proclamées coïncident avec les pratiques effectives, qui sont elles observables à partir des analyses plus fines et plus spécifiques.

Les "groupes stratégiques" ne sont pas constitués une fois pour toute, à l'opposé des définitions classiques des groupes sociaux. Ils varient selon les enjeux locaux. Dans les institutions de développement de la pêche artisanale, par exemple, les groupes stratégiques dominants au moment de l'enquête correspondent à des **réseaux de clientèle**. C'est pourquoi, nous nous référons à la "théorie des réseaux" pour appréhender les mécanismes de fonctionnement réel des institutions et les stratégies qui sous-tendent les pratiques de développement.

L'étude de ces différentes stratégies développées dans chaque réseau nous a conduit à nous intéresser particulièrement aux **représentations des "développeurs"**; à savoir comment ils se représentent le développement de la pêche artisanale maritime en général, comment ils se représentent le projet d'appui à la pêche artisanale et comment ils se représentent le pêcheur. La prise en compte de ce rapport entre "l'analyse stratégique" et les "représentations des acteurs" est encouragée par Olivier de Sardan (1992) qui pense que "les représentations sociales des uns et des autres sont en effet une donnée de base pour comprendre les stratégies

de chacun et les interactions entre stratégies de tous..."

L'utilisation de la notion de représentation sociale pour traiter des représentations du développement nous renvoie ainsi vers un appareil conceptuel plus élaboré. Les représentations du développement constituent, de ce point de vue, une forme de représentations sociales, c'est-à-dire "une forme de connaissance, socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social" (Jodelet 1989 : 36). Cette approche qui relève de la psychologie sociale doit être utilisée en restant fidèle aux spécificités de la socio-anthropologie du développement. En d'autres termes, nous privilégions l'étude des représentations "latentes" au détriment des idéologies du développement ou encore des grandes options explicites qui fondent les diverses "théories du développement".

Le concept de "groupes stratégiques" est aussi utilisé pour étudier les stratégies déployées par les pêcheurs face au Projet d'appui à la pêche artisanale et aux intervenants extérieurs. Les groupes ont été repérés au travers de **l'étude des conflits**. Cette approche a permis de remarquer l'existence à Matombi, parmi les pêcheurs, de deux principaux groupes qui se considèrent mutuellement adversaires face à un enjeu qui est le Projet. Ces groupes stratégiques se constituent sur la base des affinités liées à la référence aux villages d'origine de pêcheurs.

L'analyse de la réalité sociale par le biais des conflits n'est pas une problématique récente en soi. Elle a déjà été utilisée par "l'Ecole de Manchester" au cours des années 1950 (Gluckman 1956). Elle a été réintroduite ces dernières années dans les travaux en anthropologie du développement. Cette réhabilitation s'accompagne d'un certain nombre d'amendements : on admet que les conflits renvoient à des positions différentes de la structure sociale, mais il convient de souligner l'existence des **marges de manoeuvre** (Long 1989).

Les deux principaux groupes stratégiques de pêcheurs en **compétition** à Matombi, par exemple, mettent en oeuvre des procédures de **négociation** et de **compromis**. Le produit de cet **affrontement** et des **concessions** qui s'ensuivent constitue le Projet "en pratique". Nous pouvons ainsi apprécier le "décalage" entre le Projet "sur papier" et le Projet "sur le terrain", de même que la capacité d'un groupe stratégique, en fonction de ses ressources, à infléchir le Projet à son profit, directement ou indirectement.

1.3.3. La socio-anthropologie du changement social

Le fait de considérer "l'expert" ou le pêcheur comme des acteurs nous conduit à remettre en cause les images de la pêche artisanale révélée selon une approche qui considère ces agents comme des "**sujets**" appliquant une série de recommandations. Nous nous orientons ainsi vers la question de la dynamique des pêcheries congolaises. Nous l'abordons en utilisant une démarche qui considère le "**changement social**" comme un objet de recherche anthropologique. Balandier apparaît comme une sorte de père fondateur de ce type d'anthropologie. Il l'a initié dans les années 1950 pendant que le structuralisme de Levi-Strauss était le courant prédominant de la sociologie.

Les travaux de Balandier (1955 & 1971) mettent l'accent sur les dynamiques sociales, les diachronies, les ruptures et les contradictions. Le courant de l'anthropologie économique marxiste qui prendra la suite de Balandier a peu contribué à l'appréhension anthropologique des processus de changement social. La crise de ce courant au cours des années 1970 a suscité un regain d'intérêt pour les phénomènes de changement social. Il s'est ainsi opéré un glissement de l'anthropologie économique à l'anthropologie politique d'inspiration anglo-saxonne.

Cette évolution épistémologique s'est caractérisée par le passage d'une appréhension du changement social comme transition d'une structure économique vers une autre à une appréhension du changement social comme **enjeu de pouvoirs** (Olivier de Sardan 1991a). Elle a entraîné aussi la remise en cause de la conception du changement social influencée par le courant néo-libéral et marxiste qui accorde plus d'attention aux effets des facteurs externes. Elle a suscité ainsi, à la fin des années 1970, l'élaboration d'une nouvelle orientation centrée sur l'importance des **conditions internes** du changement social. Cette perspective est reprise ces dernières années dans certaines études novatrices. Norman Long (1992), notamment, propose pour comprendre le changement social de ne pas privilégier uniquement les déterminants externes (*the concept of external determination*), mais de mettre l'accent sur le rôle de l'acteur dans ses marges de manoeuvre pour saisir les opportunités offertes tant par les "facteurs internes" que par les "facteurs externes" :

"a more dynamic approach to understanding of social changes therefore needed which stresses the interplay and mutual determination of 'internal' and 'external' factors and relationships, and which recognizes the central role played by human action and consciousness" (Long 1992 : 20)

Les grandes options qui consistent à rechercher les facteurs du changement social au niveau interne ont déjà inspiré certains travaux sur la pêche artisanale maritime en Afrique de l'ouest. On peut citer, par exemple, le débat entre Jorion (1988) et Nukunya (1989) à propos des changements liés aux migrations des pêcheurs anlo-ewe du Ghana et xwala du Bénin. L'étude de Chauveau et Samba (1989) s'inscrit dans la même direction. Ces deux auteurs cherchent à comprendre les changements observés chez les pêcheurs du Sénégal en étudiant comment les effets des facteurs endogènes favorisent chez les pêcheurs l'utilisation des "opportunités" externes.

Cette combinaison des facteurs externes et des facteurs internes a été favorablement appréciée par Jul-Larsen (1992) dans le débat qu'il a engagé autour des changements observés dans les pêcheries ouest-africaines. Cet auteur invoque aussi le rôle de la régulation sociale et institutionnelle de la société traditionnelle. Son analyse confirme le fait que la croissance économique substantielle de ces pêcheries ne correspond ni au modèle de "l'économie affective" ni à une modernisation définie selon les rapports de production de type capitaliste, mais à la création de rapports sociaux qui relèvent d'une innovation institutionnelle largement endogène (Jul-Larsen 1993). Nous partons de ces orientations méthodologiques pour analyser la dynamique de la pêche artisanale maritime au Congo.

Chapitre 2

LES ACTEURS DU DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ARTISANALE MARITIME AU CONGO

Le développement de la pêche artisanale, tel que nous l'avons définie précédemment, met en rapport plusieurs catégories d'acteurs : développeurs, développés et "courtiers locaux du développement". Nous essayons dans le cadre de ce chapitre de faire une présentation de ces différents acteurs et de décrire les principes d'organisation formelles ou proclamés de leurs interventions. Nous nous réservons de faire une analyse plus socio-anthropologique de ces acteurs dans les autres chapitres.

2.1. LES ACTEURS I : LES "DEVELOPPEURS"

On entend par "développeurs", les individus qui s'occupent du développement de la pêche artisanale sans être pêcheurs. Ce sont donc des intervenants extérieurs. Ils sont pour la plupart fonctionnaires de l'administration congolaise, personnels des Sociétés de développement des pays occidentaux, personnels des organisations internationales, agents des organismes de financement, etc... La liste étant longue, nous ne pouvons prétendre à une présentation exhaustive. Aussi, seuls les "développeurs" qui rentrent réellement sur la scène locale du développement de la pêche artisanale maritime au Congo seront examinés.

2.1.1. Les agents de l'Etat

L'Etat au Congo, comme dans les autres pays africains, est en principe au service de l'économie¹. En ce sens, comme le rappelle Coussy (1991 : 125) à propos de l'ensemble des Etats africains, il doit assumer des fonctions de planification, de mobilisation des ressources économiques et de participation directe ou indirecte à l'accumulation. L'Etat se veut être l'instrument principal d'impulsion du développement. Les fonctionnaires ont donc la charge de jouer le rôle de dispensateur du développement. Dans le secteur de la pêche, ce rôle est confié aux agents de la Direction générale de la pêche (DGP).

2.1.1.1. La Direction générale de la pêche

La Direction générale de la pêche est l'organe technique et administratif du gouvernement le plus impliqué dans le développement de la pêche artisanale. Cette structure est appelée à coordonner les interventions pour le développement de ce secteur, à exprimer les besoins en assistance technique, à proposer au gouvernement la politique de développement et à contrôler son application. Nous présentons ici l'historique de cette institution, son organigramme, les règles de fonctionnement proclamées et les implications les plus immédiates.

Historique

C'est à la suite d'une restructuration du gouvernement en 1981 qu'a été prise la décision de créer la Direction générale de pêche. Ce nouveau Département est appelé à gérer les activités de pêche maritime qui figurent jusque-là parmi les attributions des Services de la Marine marchande et de la Direction de l'industrie.

¹ Le discours de "désétatisation" est encore illusoire au moment de l'enquête, d'autant plus que les différents candidats à l'élection présidentielle de 1992 promettent "monts et merveilles" aux électeurs.

Les premiers ont un regard sur le secteur en général, alors que les seconds ne supervisent que les activités de la SICAPE, armement mixte (italo-congolais) de pêche thonière.

La Direction générale de la pêche est placée à sa création, en février 1981, sous la tutelle du Ministère de l'industrie et de la pêche. Elle a, par la suite, changé de tutelle à chaque remaniement du gouvernement, comme le souligne les rédacteurs du rapport rédigé à l'attention des participants à la Conférence Nationale en 1991 :

" L'administration de la pêche est l'une des structures administratives du pays à accuser beaucoup de changements (de tutelle) depuis sa création..."
(Anon. 1991b)

Le suivi de l'évolution de ce phénomène montre que la Direction générale de la pêche a été placée en 14 ans, sous la tutelle d'une douzaine de Ministères (cf. tableau 4).

Le changement de tutelle s'accompagne généralement des nominations de nouveaux responsables. Entre 1992 et 1995, par exemple, quatre personnes différentes se sont succédées au poste de Directeur général de la pêche. Au cours de la même période, cinq personnes différentes ont occupé tour à tour le poste de Conseiller à la pêche au Cabinet du ministre. On remarque, ainsi, que le temps d'affectation à un poste de responsabilité est trop court pour permettre à un Directeur général, par exemple, de concevoir une politique de développement et de l'appliquer. En outre, il n'est pas évident que le successeur partage les mêmes préoccupations que le Directeur sortant. Il est arrivé parfois, que l'on ne procède pas à une passation de service comme en juillet 1993. Ces pratiques entraînent une instabilité administrative notoire².

² Nous verrons au point 4.1.2.2. que cette instabilité a des incidences sur les rapports d'autorité.

Tableau.4 : Tutelles de l'administration de la pêche de 1981 à 1995

1981: Ministère de l'industrie et de la pêche.
1984: Ministère de la pêche et de la pisciculture.
1985: Ministère de l'industrie, de la pêche et de l'artisanat chargé du tourisme.
1989: Ministère de l'industrie, de la pêche et de l'artisanat.
1991: Ministère de l'économie forestière, de la pêche et de l'environnement.
1992: Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de l'économie forestière, de la pêche et de l'environnement.
1992: Ministère de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts, de l'environnement et de la biodiversité.
1992: Ministère du développement industriel, de la pêche, du commerce, des petites et moyennes entreprises et de l'artisanat.
1992: Ministère du développement industriel, de la pêche et de l'artisanat.
1993: Ministère de l'industrie et de la pêche.
1993: Ministère des eaux et forêts et de la pêche.
1995: Ministère de l'agriculture, des eaux et forêts et de la pêche.

Caractéristiques structurelles

L'organigramme de la Direction générale de la pêche est de type bureaucratique. Il décrit un système pyramidal fortement hiérarchisé qui illustre une organisation caractérisée par cinq catégories de personnel :

- le Directeur général ;
- les quatre Directeurs centraux ;
- les chefs des Services centraux ;
- les chefs des Bureaux (central) ;
- les "collaborateurs" qui représentent la dernière catégorie.

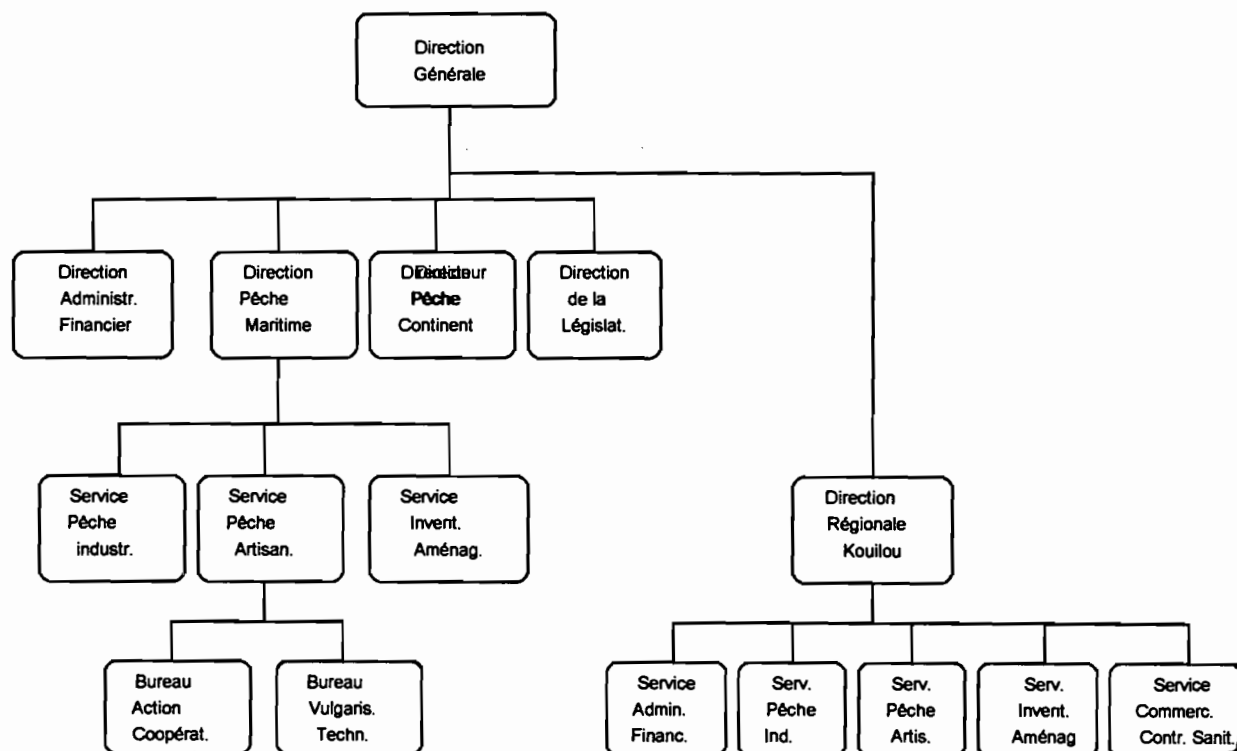
Dans cette hiérarchie, le Directeur régional qui supervise les agents affectés à Pointe-Noire est placé au rang de chef de Service central. L'organisation au niveau de sa Direction présente quatre catégories de personnel :

- le Directeur régional ;
- les cinq chefs des Services régionaux ;
- les chefs des Bureaux régionaux ;
- les collaborateurs.

Cette structure abstraite indique la place du fonctionnaire et sa fonction. Celle-ci n'est pas souvent définie dans leur moindre détail. Aussi, chaque responsable est laissé assez libre d'improviser selon les circonstances. L'observation de ces règles en ce qui concerne le cas particulier de la pêche artisanale maritime permet de constater la présence d'une structure "bicéphale". En d'autres termes, la pêche artisanale maritime est administrée par deux Services : le Service central et le Service régional qui sont basés respectivement à Brazzaville et à Pointe-Noire.

Organigramme de la Direction générale de la pêche

(position hiérarchique de postes intéressés par la pêche artisanale maritime)



Le Service central de la pêche artisanale est rattaché à la Direction de la pêche maritime. P. Mongo, chef de Service, fait remarquer que son Service joue principalement le rôle de conception. Autrement dit, il élabore en collaboration avec les deux chefs de Bureau, la politique nationale de développement de la pêche artisanale. Les chefs de Bureau sont spécialisés respectivement dans l'organisation coopérative et dans la vulgarisation des techniques de pêche.

Ce rôle de conception est assumé par des agents qui, pour la plupart, n'ont aucun contact avec les pêcheurs. Le chef du Bureau de l'action coopérative, par exemple, n'a jamais été en mission ni à Pointe-Noire ni dans un village de pêcheurs. Aussi, ces agents travaillent à partir des informations puisées soit dans les documents issus de la recherche scientifique soit dans les rapports d'experts. Ils ont également recours aux rapports d'activités de leurs collègues du Service régional à Pointe-Noire. On retrouve la situation que décrit Crozier (1963 : 60) à propos de l'Agence comptable parisienne : "les décisions doivent être prises par des gens qui n'ont une connaissance directe ni du terrain sur lequel doit s'exercer leur action ni des variables qui peuvent l'affecter".

Le Service régional de la pêche artisanale, à son tour, exécute la politique de développement. A ce titre, le chef de Service et ses collaborateurs sont appelés à être en contact permanent avec les pêcheurs. Ils constituent le dernier maillon d'une longue chaîne administrative qui sert de courroie de transmission. A cet effet, ces agents doivent, d'une part, diffuser en milieu pêcheur les messages technico-économiques provenant de l'échelon supérieur en vue d'améliorer la "productivité" et les "conditions de vie" des pêcheurs. D'autre part, ces mêmes agents transmettent aux chefs hiérarchiques les doléances des pêcheurs et les sommes d'argents collectées au titre de recouvrement de la taxe sur les pirogues à moteur³.

³ Nous reviendrons par la suite (voir 4.1.3.) sur ces acteurs d'interface.

La division des tâches entre le Service central et du Service régional n'est pas bien définie. On remarque parfois, comme nous le verrons dans le chapitre 4, que les agents des Services respectifs se disputent certaines tâches. Cela paraît inévitable en raison des confusions de rôles et de l'absence de mécanismes de collaboration directe entre Services. L'empiètement systématique d'un Service sur un autre est un phénomène récent qui émerge en 1984 à la suite de la modification du premier organigramme de la Direction générale de la pêche.

Dans le premier organigramme (de 1981), la répartition des tâches et la distribution des rôles entre fonctionnaires chargés de la pêche artisanale paraissaient assez claire. On peut évoquer, pour cela, le fait que la Direction de la pêche maritime était basée à Pointe-Noire. Aussi, il n'y avait pas deux Services chargés de la pêche artisanale, mais un seul (l'équivalent du Service central). Les trois autres Directions (Direction des études et de la planification, Direction des affaires administratives et financières et Direction de la coopération et de la législation) étaient installées à Brazzaville.

Les règles "officielles" de fonctionnement de la D.G.P.

L'arrêté portant création et organisation de la Direction générale de la pêche (de 1981) définit les règles "officielles" de fonctionnement de ce Département. A défaut de reproduire des extraits de ce texte, nous envisageons d'observer ces règles à travers le système de communication et le système d'autorité. Dans cette optique, nous aurons recours aux supports utilisés pour faire circuler les informations. Il s'agit notamment de la fiche technique, du rapport d'activité, de la note de service et de la circulaire.

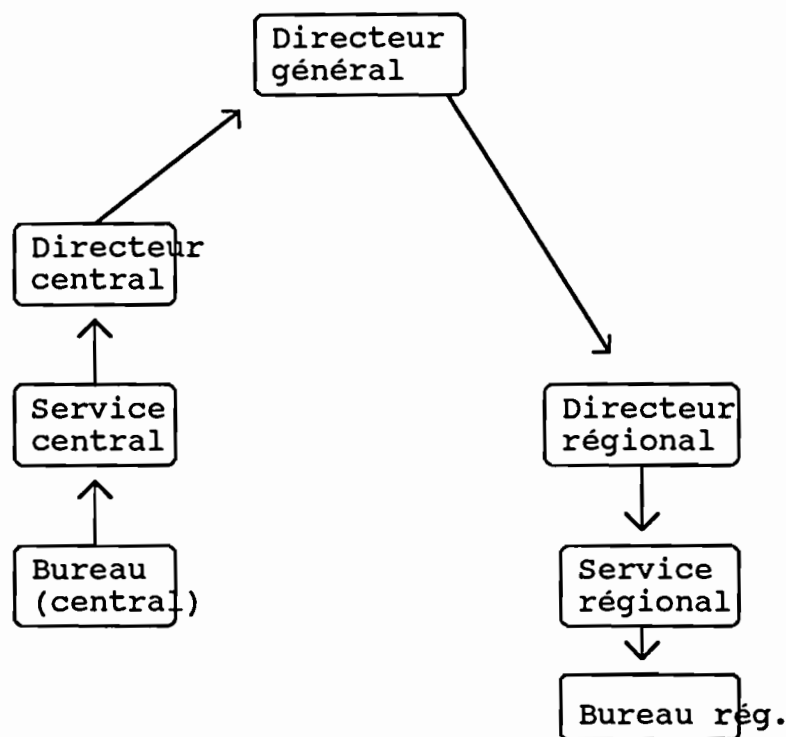
La fiche technique et le rapport d'activité suivent un circuit ascendant⁴ (du collaborateur vers le Directeur général). Le premier est généralement rédigé à la demande d'un chef hiérarchique ; il sert à transmettre un avis technique attendu par le chef en vue d'une prise de décision. Le rapport d'activité, par contre, permet de faire l'état d'avancement des travaux et d'évoquer les difficultés rencontrées au cours d'une échéance donnée qui peut être le mois, le trimestre, le semestre ou l'année. Le chef de Service régional, par exemple, adresse son rapport d'activité au Directeur régional, qui à son tour, fait la synthèse des rapports d'activités de tous les Services de la Direction régionale et en rend compte au Directeur général.

La circulation de l'information dans le sens descendant renvoie au système d'autorité. Les ordres vont du Directeur général vers le collaborateur. On utilise pour cela les notes de services et les circulaires. La note de service sert à transmettre des instructions. La note circulaire est utilisée pour faire part d'une information d'importance secondaire.

Le système de communication utilisé à la Direction générale de la pêche ne permet pas un contact rapide. Une instruction du Directeur général à l'attention du chef de Service régional transite par le Directeur régional. De la même manière, le Directeur général transmet par l'intermédiaire du Directeur de la pêche maritime des instructions au Service central de la pêche artisanale. Le système est encore plus lourd lorsqu'un chef de Bureau au Service central de la pêche artisanale veut demander des informations à son collègue du Service régional. La demande émanant du chef de Bureau remonte au chef de Service central qui informe le Directeur de la pêche maritime. Ce dernier, à son tour, informe le Directeur général, lequel donne des instructions au Directeur régional qui les transmet au chef de Service régional. Celui-ci, enfin, informe le chef de Bureau concerné.

⁴ Nous ne faisons que restituer les règles de fonctionnement tel qu'elles sont prescrites. En réalité, comme le rappelle Bernoux (1985 : 121), sociologue, "aucun groupe humain ne peut se passer de communications de ses membres les uns avec les autres et dans tous les sens".

Fig. 4 : Circulation "officielle" de l'information entre les deux Services chargés de la pêche artisanale maritime



L'avantage de ce système de communication est lié au fait que l'information est diffusée à tous les niveaux. Son inconvénient évident tient à sa lourdeur et ceci pour trois raisons majeures. La première relève de l'absence de mécanismes "formels" permettant une collaboration étroite entre les agents affectés dans les deux Services chargés de la pêche maritime artisanale. Opélé, chef de Service régional, déclare à ce propos :

"théoriquement nous rendons compte au Directeur régional et au Directeur général et non au Directeur de la pêche maritime ; s'il nous arrive de transmettre directement des informations au chef de Service central de la pêche artisanale maritime, c'est tout simplement par amitié".

La seconde raison est liée à la qualité de l'information qui est diffusée dans le rapport d'activité de la Direction générale. Ce document est, en effet, une synthèse des synthèses réalisées au préalable par les Directeurs centraux et régionaux. Aussi, l'information transmise par les catégories inférieures n'est pas reproduite en intégralité. Cela rejoint l'observation de Koné (1994 : 214) sur le fonctionnement des structures d'encadrement des paysans ivoiriens : "il y a parfois des censures, on enlève (supprime) ce qui ne doit pas parvenir au supérieur hiérarchique : ce qui peut l'irriter ou le compromettre (...)".

La dernière raison a trait aux conséquences des raisons précédentes sur le fonctionnement du Service central de la pêche artisanale. Ce Service fonctionne, comme nous l'avons déjà signalé, à partir des informations collectées sur le "terrain" par le Service régional. Ce principe n'est pas évident en raison de la lourdeur du système de communication et des pratiques de "coups de ciseaux" qui caractérisent la production des rapports d'activité. A cet égard, les agents du Service régional contestent souvent les propositions de développement formulées par leurs collègues qu'ils trouvent parfois dénuées de tout fondement pratique.

Les agents de la Direction générale de la pêche ne sont pas les seuls fonctionnaires à intervenir sur le milieu pêcheur. Ils se rencontrent assez souvent avec les agents d'autres Départements administratifs.

2.1.1.2. Les autres structures de l'Etat

La pêche artisanale est un secteur qui intéresse également les interventions des agents de la Direction générale de la marine marchande et la Direction régionale de l'agriculture au Kouilou⁵.

⁵ Il existe également des structures administratives qui participent indirectement au développement de

La Direction générale de la marine marchande

La pêche en mer a été placée jusqu'en 1980 sous la tutelle de la Direction générale de la marine marchande. C'est particulièrement au Service de la pêche maritime que revient à cette époque, la mission d'encadrer les pêcheurs en mer. Ce Service s'intéresse jusqu'en 1976, uniquement aux pêcheurs de Pointe-Noire. Les opérations d'encadrement, menées de façon sporadique, portent essentiellement sur la sécurité en mer des équipages.

A partir de 1977, sous l'influence des propositions faites par les experts de la FAO sur la modernisation de la pêche artisanale⁶, les agents du Service de la pêche maritime envisagent d'améliorer la qualité de leurs prestations en faveur de ce secteur. Ils procèdent pour cela à un recensement des pêcheurs et du parc piroguier sur l'ensemble du littoral. Ils entreprennent également une tentative d'organisation des pêcheurs de Pointe-Noire en coopérative. Un groupement "pilote" est mis en place. Cependant, en dépit de la dotation en matériel (un moteur hors bord), ce groupement n'a fonctionné que pendant trois mois environ. Au vue de ces résultats, les agents du Service de la pêche maritime décident de suspendre l'avancement du projet de développement. Ils rejettent les causes de cet échec sur les pêcheurs (Biléko, comm. personnelle).

Depuis 1981, année de la création de la Direction générale de la pêche, les Services de la marine marchande ne se sont pas désengagés totalement de l'encadrement des pêcheurs artisans. Ils continuent à intervenir chez les pêcheurs, non pas dans le but d'en faire des bons pêcheurs, mais avec l'objectif de les

la pêche artisanale. C'est le cas, par exemple, de la Direction Centrale des Marchés de l'Etat à qui revient la tâche de négocier et signer les contrats pour la réalisation des projets de développement avec les institutions dites "d'assistance technique".

⁶ Nous exposons en détail ces propositions dans le chapitre 3.

transformer en bons marins qui maîtrisent les règles élémentaires de la navigation en mer. C'est aux agents de la Direction de la sécurité et de la navigation qu'il incombe de réaliser ce transfert de savoir technico-scientifique.

A ce titre, les agents de la Direction de la sécurité et de la navigation veillent au respect des normes de sécurité à bord des pirogues. Ils procèdent, d'une part, par l'identification des embarcations et des équipages ; cette opération consiste principalement à immatriculer les pirogues à moteur et à établir les cartes de marin-pêcheurs. D'autre part, ces agents s'improvisent encadreurs : ils renseignent les marins-pêcheurs sur les normes de sécurité et les préviennent contre le danger auquel ils sont exposés en faisant usage des techniques "locales" de navigation. Ces "encadreurs" proposent aux pêcheurs de s'équiper en feux de balisage de filets, en feux de positionnement, en gilets de sauvetage, en cirés de marin, etc...

Les agents des Services de la marine marchande interviennent aussi pour régler les litiges entre pêcheurs et autres usagers de la mer. Ce rôle d'arbitre est également revendiqué par les agents de la Direction régionale de la pêche. On assiste ainsi à une confusion d'attributions qui n'est favorable ni à la bonne marche de la collaboration interministérielle, comme le reconnaissent les responsables des deux Départements, ni aux usagers de la mer (à entendre les plaintes de pêcheurs). Face à ce malentendu, les responsables des deux Départements s'accordent, en 1993, de mettre en place *"une commission mixte plus responsable⁷ chargée de régler les conflits entre les pêcheurs artisans et les opérateurs maritimes industriels nés de la destruction des filets des pêcheurs artisans"*⁸.

⁷ C'est nous qui soulignons pour marquer l'importance de l'enjeu lié à la mise en place de cette commission au-delà des textes administratifs qui délimitent les attributions de chaque Département. Nous reviendrons sur les raisons de cet enjeu lorsque nous étudierons les relations entre agents de l'Etat et pêcheurs (cf. 4.1.3.3.).

⁸ Cf. Rapport annuel de la Direction générale de la pêche (1993), p.33.

La Direction régionale de l'agriculture au Kouilou

Les agents de la Direction de l'agriculture interviennent en milieu pêcheur, non pas dans le cadre d'un encadrement agricole, mais dans le but de susciter l'organisation des coopératives de pêcheurs. Ce type d'intervention est mené par les agents du Service de l'animation rurale et de l'action coopérative. Bien que leur action soit sporadique, elle influence cependant l'image que se font certains pêcheurs du développement et des développeurs. On peut citer, par exemple, le cas des pêcheurs de Matombi qui ont bénéficié des prestations de ce Service au cours des années 1980.

En 1981, une délégation du Service de l'animation rurale et de l'action coopérative se rend à Matombi. Une réunion est organisée à cette occasion avec les pêcheurs. L'ordre du jour de la réunion porte essentiellement sur la création d'un groupement précoopératif. Pour persuader les pêcheurs de l'intérêt de ce projet, les agents du Service de l'animation rurale énumèrent une série d'avantages que peuvent tirer les pêcheurs en s'organisant en coopérative. L'argument le plus flatteur qu'ils avancent est le suivant : *"organisez-vous en coopérative pour prétendre recevoir l'assistance de l'Etat"*.

Face à une telle opportunité, les pêcheurs n'hésitent pas de manifester leur volonté d'adhérer au projet. Cependant, l'adhésion n'est effective que si les pêcheurs apportent leurs parts au capital social du groupement pré-coopératif. Ce capital social, devant être déposé dans un compte ouvert au nom de la coopérative à la banque nationale de développement (BNDC), est présentée aux pêcheurs comme une preuve de leur détermination à suivre *"les mots d'ordre du Parti et de l'Etat"*. En d'autres termes, en constituant un capital social, les pêcheurs deviennent crédibles aux yeux des "autorités supérieures" qui, en contrepartie, récompensent cette bonne volonté en distribuant moteurs hors bord et filets.

Du fait de ce discours tenu par les agents du Service de l'animation rurale, les pêcheurs les considèrent comme des individus qui se dévouent pour le bien des autres. Ils apparaissent, à leurs yeux, comme des "bons samaritains". Cependant, les pratiques ultérieures des développeurs vont ternir cette image. En effet, après avoir collecté les 40.000 F. CFA de capital social, les animateurs ont *"disparu dans la nature de la même manière que le sel disparaît dans le saka-saka⁹"*, comme nous l'explique un pêcheur mécontent. Autrement dit, les pêcheurs n'ont plus revu ni ces agents qu'ils croyaient être de "secouristes" ni l'argent collecté. Depuis qu'ils furent victimes de cet acte, les pêcheurs de Matombi prennent les développeurs pour des "bonimenteurs" ou mieux pour des "escrocs".

L'image négative du développeur devient un obstacle à la mise en place des actions futures de développement de la pêche dans ce village. Pour exprimer leur réticence face à toutes autres formes d'interventions, un pêcheur fait remarquer aux experts de France-Consult (1981 : 183) que:

"Qui se fait blesser par un serpent dans la nuit a peur d'une corde"

Face à de telles réactions, Roland Moal (1987 : 26), expert, conseille de commencer le projet de développement qu'il propose par la réhabilitation de l'image du développeur. Il écrit à ce propos :

"En préalable il sera d'ailleurs apuré les sommes dues aux pêcheurs de Matombi pour des opérations antérieures d'organisation de coopératives et qui ne leur ont jamais été rendues".

La Direction générale de la pêche, dans l'intérêt de faciliter la tâche à l'expert affecté au Projet Matombi, procède au remboursement de cette somme en 1988.

⁹ Le saka-saka est un plat fait de feuilles de manioc pilées et cuit à l'huile de palme ou à la sauce graine, très apprécié au Congo et au Zaïre.

2.1.2. Les experts en développement

La note de présentation de la lettre adressée en 1993 au Représentant de la FAO par le Directeur de la pêche maritime peut nous permettre de comprendre le sens donné à la notion d'expert en développement.

"(correspondance) à l'attention de Monsieur le Représentant de la FAO au Congo sollicitant la venue d'un expert de la FAO dans notre pays afin d'aider le Département de la pêche dans la mise en place d'une nouvelle politique de développement du secteur" (Anon. 1994b : 17)

De cette présentation, émerge un terme clef : l'aide. C'est derrière ce terme que l'on justifie une forme particulière d'intervention pour le développement qu'il est convenu d'appeler "assistance technique". Les opérateurs de développement qui interviennent dans ce cadre ont le statut d'expert. Ils sont étrangers, européens en particulier, et ont la réputation d'être des "spécialistes" ayant accumulé une "longue" expérience dans leur domaine d'intervention. Aussi, ils sont sollicités non seulement pour compenser le manque de "spécialistes" nationaux, mais également pour former les cadres de la Direction des pêches.

Les experts interviennent pour le compte de plusieurs institutions qui peuvent être classées en trois principaux groupes : les organisations internationales, les institutions publiques et les institutions privées des pays européens.

2.1.2.1. Les organisations internationales

Les organisations internationales représentent les institutions des Nations Unies. Il s'agit particulièrement de l'Organisation des Nations Unies pour

l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Ces deux organisations prennent une part active dans le développement de la pêche artisanale. Elles interviennent généralement à la demande du Gouvernement, comme cela apparaît dans la lettre citée précédemment. Elles mènent des actions complémentaires : le PNUD finance l'expertise et la FAO met à disposition les experts.

Une dizaine d'interventions dans la pêche artisanale figurent à l'actif de ces organisations internationales. La trajectoire décrite par ces interventions présente trois séquences. La première correspond aux expertises réalisées au cours des années 1970. Il s'agit notamment des missions effectuées par :

- Stauch (1972), hydrobiologiste de la FAO, chargé d'étudier les questions de développement de la pêche continentale (conformément aux termes de référence de sa mission), recommande aussi des actions en faveur de la pêche artisanale maritime ;

- Lamendour et Tichine (1976), respectivement spécialiste de la commercialisation du poisson et des techniques de transformation du poisson, qui recommandent au Gouvernement d'assister les pêcheurs en les organisant en coopératives et en octroyant des crédits à l'équipement ;

- Haling (1978), qui dans le cadre d'un programme de coopération entre la FAO et la Norvège, recommande un projet de modernisation de la pêche artisanale (introduction des unités de pêche semi-industrielle de type convertible susceptibles de pratiquer la pêche à la senne tournante coulissante, ou au chalut, ou encore aux filets maillants)¹⁰.

¹⁰ Une note sur la description des engins de pêche est placée en annexes.

La seconde séquence de la trajectoire correspond aux interventions de la période de l'exécution du Plan de développement économique et social (1982-1986). Dans le cadre des travaux préparatoires de ce Plan, le gouvernement congolais demande une assistance de la FAO pour l'aider à réaliser les objectifs fixés en matière de pêche maritime. Une mission de la FAO séjourne au Congo en 1981. Ces experts recommandent qu'une priorité soit donnée au développement des pêcheries artisanales (FAO 1983). Dans cette perspective, le gouvernement congolais et la FAO conviennent de réaliser le projet UTF/PRC/008/PRC de développement intégré de la pêche artisanale maritime.

Cependant, ce projet n'a pu être exécuté pour des problèmes de financement. Les coûts d'investissement prévisionnels (709 million de F. CFA pour la première phase et 3 milliard de F. CFA pour la deuxième phase) sont jugés trop élevés par les bailleurs de fonds qui s'intéressent plutôt aux petits projets à cette époque.

La dernière séquence de la trajectoire décrite par les interventions des experts de la FAO correspond aux actions récentes menées au cours des années 1990. On note, parmi celles-ci, deux types d'interventions. Le premier n'est pas lié à une demande formulée par les "bénéficiaires". Il s'agit d'une tentative d'introduction du filet trémail à Matombi par l'expert en technologie de pêches du Programme pour le Développement Intégré des Pêches Artisanales en Afrique de l'Ouest (DIPA). Le second type d'intervention renvoie à une mission d'identification des nouveaux axes de développement de la pêche réalisée du 26 septembre au 8 octobre 1993 par un expert, analyste des pêches (Cf. Bonzon & *al*, 1995).

Ces expertises de la FAO n'ont pas donné lieu à des projets sur le terrain. Elles influencent par contre les perceptions que se font les agents de l'Administration des pêches du développement de leur secteur d'activité. Nous reviendrons par la suite sur cet aspect, notamment sur les incidences notées dans les négociations des

termes de références entre le gouvernement et les Sociétés de développement (cf. 3.1.4.1.).

2.1.2.2. Les institutions des pays européens

Dans cette catégorie, on note essentiellement les bailleurs de fonds et les Sociétés de développement.

Les bailleurs de fonds

Les interventions pour le développement de la pêche artisanale maritime sont souvent financées par les structures relevant de la "Coopération française". On peut citer parmi ces interventions, la réalisation des études de faisabilité comme celles ayant trait à la convention du 27/11/1967 entre le Secrétariat d'Etat aux affaires étrangères et la SCET-Coopération. Les termes de références de ces études se focalisent sur trois points :

- examiner l'importance du poisson d'origine marine dans le marché du Congo Brazzaville ;
- examiner les conditions de réalisation d'un programme de développement de la pêche ;
- définir la création d'un complexe industriel de pêche à Pointe-Noire.

Ces études portent sur la pêche maritime en général. R.A. Moal et J. Le Noan (1968), experts, passent en revue la situation de tout le secteur des pêches. Il apparaît à ces experts que la pêche artisanale est condamnée à végéter (p.226) ; ils font aussi remarquer qu'il ne sert à rien de consentir des dépenses pour la modernisation de ce secteur. Au contraire, ils pensent que "c'est sur la création

d'un armement moderne que devront donc porter les efforts d'équipement au Congo pour que ce pays puisse prendre place sur les grands marchés mondiaux des produits de la mer" (p.227).

La "Coopération française", par l'intermédiaire de la Caisse Centrale de Coopération Economique (actuel Caisse Française de Développement), finance une autre série d'études en 1987. R.A. Moal, expert de SCET-AGRI-Pêche chargé de les réaliser, adopte cette fois une démarche non discriminante. Il propose des actions d'appui en faveur de la pêche industrielle et de la pêche artisanale. Ces propositions reçoivent l'assentiment de la CFD qui finance, en 1988, l'exécution de deux projets d'appui à la pêche maritime. Nous reviendrons précisément sur l'un de ces projets, celui qui concerne l'appui à la pêche artisanale maritime à Matombi (ou Projet Matombi).

Les Sociétés de Développement

On peut distinguer parmi ces Sociétés, celles qui interviennent fréquemment de celles qui n'ont intervenu qu'une seule fois. Selon ce critère, la Société Centrale pour l'Equipement du Territoire (SCET-Coopération) vient en premier. Cette Société comptabilise à son actif plusieurs études de faisabilité réalisées respectivement en 1962, en 1968, en 1980 et 1987. Par le biais de sa filiale, SEPIA-Internationale, elle se charge de la conduite du Projet d'appui à la pêche artisanale à Matombi. Comme nous l'avons déjà signalé, les interventions de cette Société sont financées par la CFD. Elle représente ainsi la Société de développement par excellence de la "Coopération française".

A côté de ce "géant", gravitent quelques Bureaux d'études qui se sont lancés à la conquête du marché congolais à l'époque du boom pétrolier (début des années 1980). C'est le cas de France-Consult qui a réalisé, en 1981, une étude sur la pêche

et les industries associées pour le compte du gouvernement congolais. On peut aussi citer la SATEC qui a été contacté en 1981 pour réaliser une mission d'évaluation dans le secteur des pêches maritimes (Nockin & Loyer 1981) et la Société Promo-Pêche qui a été chargée de préparer l'esquisse du développement des pêches maritimes dans le cadre des travaux préparatoires du Plan quinquennal (Cueff 1982).

2.1.3. Les experts-encadreurs : la cas du Projet Matombi

Les experts procèdent également à l'encadrement des "populations cibles". Ce type d'intervention est généralement mené à travers des dispositifs particuliers appelés "projet". Dans le cas des pêcheurs, l'unique "projet" est représenté par l'Action d'Appui à la pêche artisanale (Projet Matombi). Ce projet est conduit selon des principes que nous allons observer pour comprendre le rôle assigné aux experts.

Le Projet met en scène trois catégories d'acteurs : les experts de Sepia-international (affilié au groupe BDPA-SCET-AGRI), les bailleurs de fonds (CFD) et la "Partie congolaise". Ces trois catégories d'acteurs sont unies par les clauses du marché¹¹ passé en 1988. Ces clauses prévoient les principes de fonctionnement du Projet. Il s'agit principalement des procédures de décaissement des fonds, de la rémunération de l'assistance technique, des termes de références et des procédures d'évaluation des opérations exécutées. Nous ne reproduirons pas les articles de ce marché, mais nous présenterons le Projet au travers des objectifs fixés et de son cadre institutionnel.

¹¹ Cf. Contrat N° 061/88/G/PR PCM DMCE pour la réalisation d'un Projet d'appui au secteur de la pêche maritime entre la Partie congolaise (bénéficiaire), La SCET-AGRI-BDPA (attributaire) et la Caisse Centrale de Coopération Economique (financement).

2.1.3.1. Les objectifs du Projet

Les différentes catégories d'acteurs s'engagent dans ce contrat avec des objectifs respectifs. Cependant, on ne voit apparaître dans les documents officiels que les objectifs de la partie congolaise : "le projet s'inscrit dans le cadre des programmes d'autosuffisance alimentaire et de fixation des jeunes en milieu rural et a pour but de dynamiser l'activité de la pêche maritime artisanale dans la région du Kouilou"¹².

Pour atteindre ces objectifs propres à la partie congolaise, il est envisagé dans les clauses de procéder par "échéances" ou encore par "phases". On prévoit ainsi de réaliser le Projet Matombi en deux phases. Le succès de la première détermine l'exécution de la seconde. Dans cette optique, les clauses du marché passé en 1988 ne concernent que la première phase. Elles fixent à 233.000.000 F.CFA le coût total de l'opération, correspondant à la rémunération du BDPA-SCET-AGRI (41,75%) et au fonctionnement du Projet.

Les experts se proposent, au cours de cette phase d'une durée de deux ans, *"de définir des actions de développement en milieu traditionnel, d'y conduire une série d'actions tests sur les aspects techniques, économiques et sociologiques de l'activité visant à lever les contraintes"* (Palladin 1990 : 7). Ils organisent leurs interventions en deux volets. Le premier s'attache à la résolution immédiate des préoccupations exprimées par les pêcheurs de Matombi à R.A. Moal, expert chargé d'élaborer le Projet en février 1987. Il s'agit, d'une part, d'aménager la piste d'accès au village sur une longueur de 5 Km afin de faciliter l'écoulement des produits par la route vers Pointe-Noire et, d'autre part, de réaliser un magasin de vente de matériel de pêche et de pièces détachées dans le but d'assurer une

¹² Cf. les rapports du Projet rédigés par Palladin (1990), Palladin et al. (1991), la communication de Ntélossamou, homologue, à la table-ronde de Matombi et le rapport de Donzon et al (1995 : 27).

permanence d'approvisionnement en intrants à des prix réduits. On peut aussi inclure, dans ce volet, la construction d'un hangar de 320 m² qui abrite les bureaux du Projet et l'aire de montage et d'entretien des filets (en vue d'améliorer les conditions de travail à terre).

Le second volet porte sur l'identification et l'analyse des contraintes d'ordre technique et socio-économique. Les experts de Sépia-international procèdent à cet effet par une "analyse du milieu". Ils testent aussi la possibilité d'introduire une pirogue améliorée pour pallier les limites de la pirogue locale. La première opération est réalisée avec l'appui de l'ORSTOM dans le cadre d'une convention signée en 1989. La pêche expérimentale, par contre, est pratiquée avec l'appui des pêcheurs de Matombi. Cette intégration des pêcheurs au Projet vient légitimer l'application d'une approche de "développement participatif". Ces pêcheurs, par un système d'équipes tournantes, ont la mission de mettre en exploitation la pirogue en fibre de verre du Projet (importée du Gabon) qui est équipée des mêmes engins que ceux rencontrés d'habitude dans le village¹³.

2.1.3.2. Le cadre institutionnel du Projet

Le Projet est placé sous la tutelle du Cabinet du Ministère de l'industrie et de la pêche. Cette institution contrôle l'exécution des opérations prévues par les termes de références. Elle est représentée dans l'équipe d'animation du Projet par un fonctionnaire affecté au poste d'homologue.

L'expert de la SCET-AGRI-BDPA est nommé Directeur du projet par la Partie congolaise, conformément à l'article 7 du contrat. Assisté par l'homologue, il

¹³ Cf. les points 3.2.2. et 4.2.2 pour plus d'informations sur les techniques de pêche utilisées à Matombi.

assure la gestion financière et technique du Projet. Il reçoit également une assistance fournie par le siège de la SCET-AGRI-BDPA. Un expert "senior" effectue pour cela trois missions de soutien et d'ajustement du projet par an. Ces missions répondent à la volonté d'appliquer l'approche "d'étude-action" et le principe d'une gestion "non rigide" retenus pour conduire la première phase.

Il apparaît de cette présentation que la Direction générale de la pêche est tenue à l'écart du Projet Matombi. La compétence de suivre ce projet incombe au contraire au Cabinet du ministre. Il y a donc une "usurpation" de pouvoir de la DGP par le Cabinet. De tels cas d'empiétement sur le rôle de la DGP se reproduisent assez souvent. Makaya, sociologue, ancien Conseiller de ministre, nous a fait part à ce propos, des conflits entre le Cabinet et la DGP liés au contrôle des fonds générés par le recouvrement des licences de pêche et des taxes sur les pirogues à moteur. Selon les rapports de force entre les deux directeurs et l'arbitrage du ministre, ces fonds sont gérés tantôt par le Cabinet, tantôt par la Direction générale de la pêche. Les opérations pour lesquelles les deux institutions sont en conflit sont généralement celles qui représentent le plus d'enjeux. Le contrôle du Projet Matombi est considéré ainsi comme une tâche stratégique en raison des ressources qu'elle peut procurer. Cet aspect sera étudié dans le chapitre 4, notamment les ressources recherchées par l'homologue.

La première phase du projet s'est achevée le 31 janvier 1991. Pour Ntelossamou (1994), homologue, les objectifs sont réalisés à 100%. Il est par conséquent question de passer à la seconde phase. Palladin (1990 : 40), expert, propose parmi les actions spécifiques *"de mettre en place un certain nombre de pirogues équipées qui seront attribuées à des groupes de pêcheurs sélectionnés pendant la première phase en accord avec l'ensemble des pêcheurs du village qui accepteraient contractuellement de rembourser en trois ans le montant total de la valeur des investissements"*. Ces propositions d'actions reçoivent l'approbation de

la Partie congolaise et la CCCE. Cependant, en raison d'un contentieux financier entre le Congo et les bailleurs de fonds internationaux, la procédure de financement de la seconde phase est retardée. En attendant le décaissement des fonds, les pêcheurs de Matombi continuent à utiliser le matériel du Projet.

2.2. LES ACTEURS II : LES DEVELOPPES

Les pêcheurs représentent le groupe d'acteurs appelé "population cible" dans le langage des développeurs. Ils apparaissent dans la littérature d'expertise comme les "bénéficiaires" des interventions pour le développement. A cet effet, les termes de références des travaux d'experts prévoient des actions en vue non seulement de mieux les connaître, mais aussi de transformer leurs savoirs, leurs techniques de pêche, voire même leurs conditions de vie en général. Cependant, tous les pêcheurs du littoral congolais n'ont pas la même audience auprès des développeurs ; si certains font l'objet d'attention, d'autres par contre sont plus ou moins oubliés. De ce point de vue, nous allons distinguer trois principaux groupes : les pêcheurs de Pointe-Noire, les pêcheurs de Matombi et les autres pêcheurs.

2.2. 1. Les pêcheurs de Pointe-Noire

Ils constituent le groupe qui a fait l'objet du plus grand nombre d'expertises. Cela s'explique principalement par deux raisons. La première est liée au fait que ces pêcheurs sont les plus accessibles. On a pas besoin d'un véhicule tout-terrain pour se rendre au village de pêcheurs et on met à peine 10 minutes pour s'y rendre. C'est le lieu privilégié pour les observations des experts qui manquent toujours de temps. La seconde raison est l'importance relative de ce groupe de pêcheurs. Il compte le plus grand nombre d'actifs (plus de 50% de pêcheurs), met en exploitation 60% des embarcations en activité sur l'ensemble du littoral et débarque plus de 80% de la production artisanale.

En plus des délégations d'experts, les pêcheurs de Pointe-Noire sont en contact avec les représentants locaux de l'Administration congolaise (Direction de la pêche, Direction de la marine marchande, Police nationale, Service de

l'immigration, etc...). L'ensemble de ces intervenants extérieurs abordent de façon générale les pêcheurs de Pointe-Noire en distinguant les migrants des autochtones. Si chez les policiers, par exemple, la distinction est liée à la nationalité, elle recoupe, par contre, les aspects techniques de la production du poisson chez les développeurs.

2.2.1.1. Les pêcheurs migrants béninois : les pêcheurs dits popo¹⁴

Les Béninois qui pêchent à Pointe-Noire font partie de la deuxième vague de pêcheurs migrants. Celle-ci s'articule sur des migrations antérieures des ressortissants des pays du golfe de Bénin. Les migrants de la première génération sont essentiellement de petits commerçants. La pêche en mer ne les préoccupent pas jusqu'à la fin des années 1940, période au cours de laquelle Koblavi, commerçant ghanéen, prend l'initiative d'investir dans ce secteur. Il introduit ainsi, au début des années 1950, les premières pirogues de type ghanéen. Rossignol (1955) dénombre trois pirogues de ce type au milieu des années 1950.

Ce type de pirogue est appelé habituellement "pirogue popo" à Pointe-Noire. Il est fabriqué au Ghana. On le rencontre depuis le Libéria jusqu'au Congo (Sheves 1992). C'est une pirogue monoxyle rehaussée par des bordées de 20 à 30 cm. Ses dimensions, 11 à 13 mètres de longueur et 0,80 m de hauteur environ, lui permettent une capacité de transport estimée à 3 tonnes. Le parc piroguier comprend 152 pirogues de ce type (Malouéki et Nguingui 1994). Ces pirogues sont propulsées par un moteur hors bord de 25 CV.

¹⁴ Nous tenons à attirer l'attention du lecteur sur le générique "popo" qui est utilisé dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest pour désigner des pêcheurs migrants qui ne sont pas les mêmes. Au Libéria par exemple, on entend par pêcheurs popo des Anlo Ewe qui reviennent du Ghana (Haakonsen 1991). Au Congo par contre, les popo sont Xwla et Xweda originaires du Bénin.

L'effectif des pêcheurs migrants croît rapidement. Au début des années 1960, Dhont (1963) compte 65 pêcheurs, dont 34 Ghanéens, 21 Togolais et 10 Dahoméens. Les mesures d'expulsion prises à l'endroit des étrangers en situation irrégulière en 1962 précipitent leur rapatriement.

La seconde vague, celle des migrants actuels, remonte au cours des années 1960. Samba (1970) estime l'effectif de ces pêcheurs à une centaine d'individus à la fin de cette décennie. En 1976, ils sont environ 470 personnes comme le rapporte Nganga, fonctionnaire chargé par les Services de la Marine Marchande de recenser les pêcheurs migrants. La population de ces pêcheurs apparaît ainsi en pleine croissance au début des années 1970. Cependant, cette tendance est affectée par les nouvelles mesures d'expulsion prises en 1977 et qui frappent une centaine de pêcheurs.

Le mouvement migratoire, qui se rétablit en 1979, porte le nombre de pêcheurs béninois à 500 individus environ en 1982 (Chaboud 1982). Depuis lors, l'évolution des effectifs de ces pêcheurs tend à stagner. Jul-Larsen (1994) attribue ce phénomène à des mécanismes internes de régulation démographique que nous étudierons dans le chapitre 3.

Il apparaît dans la littérature sur la pêche des migrants que cet accroissement démographique s'accompagne de nombreuses transformations techniques : adoption de la pirogue de type ghanéen et spécialisation à la pêche au filet maillant de surface. On invoque aussi que ces transformations techniques sont rendues possible grâce à la mise en oeuvre des rapports de production particuliers, tels que la formule de la "compagnie", l'Association des Ressortissants Béninois (ARB) et l'insertion des femmes de pêcheurs dans la filière poisson.

La notion de "compagnie" renvoie au cours des années 1970 à une forme d'acquisition et d'exploitation collective de matériel de pêche. Autrement dit, une "compagnie" est constituée par les équipements achetés et exploités collectivement par deux à sept pêcheurs. On reconnaît à cette forme de propriété plusieurs implications économiques. Il s'agit notamment :

- du co-investissement qui permet de réunir le capital nécessaire aux investissements (Makaya 1983) ;
- la non-disponibilité immédiate pour les propriétaires d'une partie du revenu de leur capital, qui constitue "l'épargne forcée" selon les termes de Chaboud (1982) ;
- une gestion collective, sous l'autorité du chef de la compagnie, de cette "épargne forcée" ;
- une affectation partielle de "l'épargne forcée" à des dépenses d'investissement" qui joue enfin de compte un rôle important dans l'évolution technique décrite ci-dessus (Gobert 1985b : 254).

Cette acception de la notion de "compagnie" semble être révolue à la lumière des pratiques adoptées au cours des années 1980 et surtout au début des années 1990. Il s'agit notamment de la tendance vers la dislocation des "compagnies" collectives et à la création des "compagnies" individuelles. Dans ce contexte, le terme de "compagnie" est conservé pour désigner une unité de pêche appartenant à un propriétaire.

Les dislocations des compagnies provoquent des conflits entre copropriétaires. L'arbitrage de ces conflits est assuré par les leaders politiques locaux, c'est-à-dire les leaders de l'Association des Ressortissants Béninois. Cette association n'est pas propre aux pêcheurs. Elle concerne tous les Béninois de Pointe-Noire. L'association est subdivisée en sections. Parmi celles-ci, on compte

la Section des pêcheurs béninois résidants dans les deux quartiers du village de pêcheurs. L'exercice du pouvoir au sein de cette Section renvoie à des modes d'action politique qui relèvent plus d'un syncrétisme. Jul-Larsen (1994 : 30), anthropologue, montre que les leaders manipulent à la fois les règles du pays d'origine et des nouvelles règles qu'ils se sont imposés pour tirer parti du système de contraintes spécifique au pays d'accueil.

L'ARB ne compte pas que les hommes parmi ses adhérents. Les 424 femmes popo du village de pêcheurs sont également membres de l'association (Jul-Larsen 1994). Ces femmes, en majorité épouses de pêcheurs, s'occupent de la transformation et de la commercialisation du poisson. Leur capacité maximale journalière de fumage a été estimée à 90 tonnes de sardinelles environ (Adrien 1981).

On met à l'actif de l'effet conjugué de ces rapports sociaux non seulement les transformations techniques, mais aussi le niveau des captures. Les débarquements des pêcheurs béninois, composés à 90% environ de sardinelles, couvrent 70 à 80% de la production annuelle de la pêche artisanale maritime. Les pêcheurs béninois participent ainsi à 30% environ de la production nationale de poisson de mer.

Tableau 5 : Evolution des captures de la pêche popo et de sa participation à la production nationale de poisson de mer

Années	Production en tonnes	Participation (en %) à la production artisanale	Participation (en%) à la production nationale
1981	4.757	78,53	26,25
1982	6.232	79,73	32,46
1983	6.929	82,20	31,93
1984	5.941	73,45	30,87
1985	4.661	76,96	33,39
1986	4.429	69,83	32,49
1987	3.497	69,02	22,94
1988	6.241	70,51	28,04

2.2.1.2. Les pêcheurs congolais : les pêcheurs dits vili

Gobert (1986 : 10) note que 87,2% de pêcheurs congolais sont d'ethnie vili. Les autres pêcheurs sont principalement d'origine cabindaise. Cet auteur en déduit que le fonctionnement du secteur de la pêche artisanale repose en grande partie sur des pêcheurs eux-mêmes issus de milieux déjà liés à la mer. Il évoque pour cela le fait que le pouvoir attractif de la ville s'exerce plus par la migration de pêcheurs ou de fils de pêcheurs venant des villages côtiers que par l'intégration d'éléments étrangers d'origine urbaine ou rurale (p.52).

Les effectifs des pêcheurs vili de Pointe-Noire ne sont pas connus de manière exhaustive. Chaboud (1982 : 5) procède par des estimations. Il signale cependant "qu'estimer la population de ces pêcheurs est difficile en raison du caractère souvent épisodique de cette activité pour bon nombre de personnes qui la

pratiquent". Il évoque ainsi le problème de pêcheurs à temps partiel qui s'adonnent à la pluri-activité. La seconde difficulté est liée au lieu de résidence des pêcheurs vili. Gobert (1986 : 11) rapporte que ces pêcheurs résident pour la plupart d'entre eux en ville ("quartiers africains" ou "la cité"). Seuls 30% de pêcheurs habitent dans l'un ou l'autre quartier de pêcheurs de la baie de Pointe-Noire. Toutefois, en se basant sur le nombre de pirogues, en partant de l'hypothèse selon laquelle l'équipage moyen embarqué est de deux pêcheurs et en tenant compte du phénomène de l'alternance des équipages, on peut estimer l'effectif approximatif de pêcheurs à plein temps à 620 personnes environ¹⁵ en 1994.

Les caractéristiques socio-économiques de ces pêcheurs ont été étudiées par Gobert (1986). Ils sont en majorité jeunes. Ils pratiquent principalement la pêche démersale (ou de fond) au filet dormant et à la ligne. Ils mettent aussi en activité une vingtaine de sennes de plage (surtout vers la raffinerie de pétrole) et des engins particuliers dits "filets à poche" pour capturer la sardine (juvéniles de sardinelles). Ils utilisent une pirogue monoxyle, de 6 à 7 m de long, de fabrication locale, appelée "pirogue vili". Sa capacité d'embarquement est par conséquent limitée à une tonne en moyenne. Selon le type de propulsion choisi, on distingue la pirogue à pagaie de la pirogue à moteur. En 1994, il a été recensé 50 pirogues à moteur et 123 pirogues à pagaie.

Les pêcheurs ne sont pas tous propriétaires du matériel de pêche qu'ils exploitent. C'est ainsi que l'on note trois catégories d'acteurs en fonction de l'appropriation du matériel : les pêcheurs non propriétaires qui sont les plus nombreux, les pêcheurs-propriétaires et les propriétaires non pêcheurs. Les rapports de production entre les membres de ces différentes catégories sont régies par un système de partage à la part. Chaboud (1982) et Makaya (1983) ont décrit les différents modes de partage du produit de la pêche. Le mode le plus simple

¹⁵ 157 pirogues mises en exploitation par deux équipages de deux personnes chacune.

concerne le cas d'un propriétaire unique (pirogue et filets). Le partage consiste à déduire du chiffre d'affaires, les charges communes de la sortie ("ration", carburant, etc...) et à répartir par moitié le solde entre le propriétaire, d'une part, et l'équipage, d'autre part. Les pêcheurs se partagent à égalité la part de l'équipage.

Les pêcheurs congolais de Pointe-Noire participent aussi à la pêche des migrants. En effet, de nombreux Vili sont employés dans les "compagnies" de pêcheurs béninois. L'importance de ce phénomène est variable suivant les "compagnies" et les saisons de pêche. Les effectifs de pêcheurs congolais sont plus faibles dans les "compagnies" collectives ; à l'inverse les pêcheurs locaux sont plus nombreux dans les "compagnies" dont les équipements appartiennent à un seul propriétaire. Le recours aux pêcheurs congolais est plus important en saison froide (ou saison sèche), période qui correspond à la saison de pêche à la sardinelle au filet de surface.

La production des pêcheurs congolais de Pointe-Noire au cours des années 1980 (compte non tenu de leur participation aux unités de pêche popo) oscille autour de 1.000 tonnes de poisson par an, soit une participation à la production de la pêche artisanale d'environ 15%. Le tableau suivant montre que cette participation varie d'une année à une autre.

Tableau 6 : Evolution de la production de la pêche vili de Pointe-Noire

Années	Production de la pêche vili de Pointe-Noire (en t.)	Production totale de la pêche artisanale en mer	Contribution à la production totale (en %)
1981	777	6057	13
1982	1075	7826	14
1983	919	8429	11
1984	1073	8090	13
1985	411	6056	7
1986	787	6342	12
1987	863	5066	17
1988	1797	8850	20

La composition par espèce de la production de la pêche vili de Pointe-Noire montre la prédominance de la "sardine" et des poissons démersaux.

2.2.2. Les pêcheurs de Matombi

Matombi est un village de pêcheurs situé dans la baie de Loango à une trentaine de kilomètres de Pointe-Noire. Il occupe la seconde place après Pointe-Noire dans la production de poisson mer. Les experts accordent une attention particulière à ce village. Ils le choisissent tous pour accueillir les opérations de développement de la pêche artisanale (France-Consult 1981 : 218, FAO 1983 : 102, SCET-AGRI 1987).

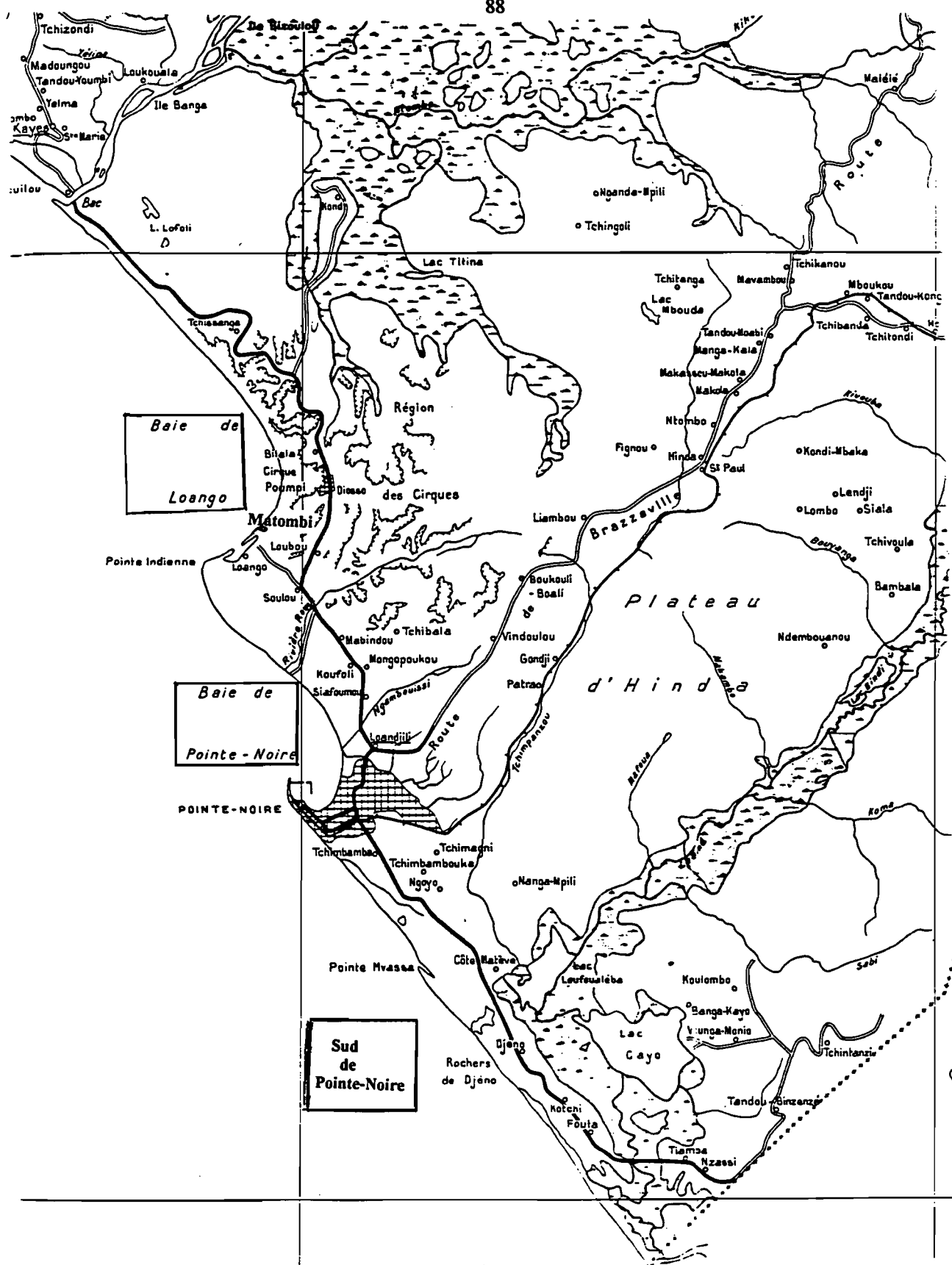


Fig. 5. Les régions d'activités halieutiques

Cependant, ce choix n'est pas seulement déterminé sur la base de la receptivité exceptionnelle attendue des pêcheurs de ce village. Il est également lié au fait que le site de Matombi est appelé à recevoir les pêcheurs de Pointe-Noire qui seront délogés de la baie qu'ils occupent actuellement (Dhont et Stauch 1962). Ce déplacement forcé des pêcheurs s'inscrit dans le cadre du projet d'extension portuaire et industrielle (Vennetier 1958). En effet, le site de la baie de Pointe-Noire est affecté en partie aux Sociétés pétrolières (Elf, Agip, Amoco, etc...). Au fur et à mesure que ces Sociétés agrandissent les installations de leurs bases industrielles, elles obligent les pêcheurs à déménager. En 1982, déjà, bon nombre de pêcheurs ont été victimes de ce type d'expropriation. Les déplacements récents effectués en 1994 viennent de toucher plus d'une centaine de pêcheurs.

On remarque donc que le choix de Matombi est conditionné par des critères extérieurs au milieu de la pêche. Les experts décident en prenant en compte les interactions sectorielles, comme ils l'expliquent dans le rapport du projet UTF/PRC/008/PRC (FAO 1983 : 87).

2.2.2.1. Présentation du village

L'historique de Matombi permet de distinguer deux grandes séquences de changements. Le passage de la première à la seconde a lieu au début des années 1960. Avant cette date, Matombi n'est qu'un site de débarquement inhabité. Les pêcheurs résident à Tchiyendzi, village voisin de Bwali, la capitale du royaume de Loango. Ils ont l'obligation de couvrir les besoins en poisson de leur village et de Bwali. En cas d'une baisse de la production, la cour du roi procède à l'interpellation de *Ma Tchiyendji*, chef du lignage *Zimbu cikoka*.

L'interpellation de *Ma Tchiyendzi* renvoie au rôle du *fumu si*, gérant des ressources du territoire clanique (*si likanda*). En effet, les Vili attribuent l'appropriation de ces territoires aux *nkisi si*, génies tutélaires. Hagenbucher-Sacripanti (1989) tente de définir cette notion de *nkisi si* :

"... les *nkisi si*, ancêtres divinisés et génies des matriclans, dispensateurs de l'équilibre et de la légitimité politiques dans le royaume de Loango, ainsi que de la fécondité des humains, de la terre et des eaux".

Comme on peut le constater, il apparaît aux Vili que les *nkisi si* ont le pouvoir de réguler les ressources de leur territoire clanique. Autrement dit, ils reconnaissent au *nkisi si* la capacité de garantir l'abondance de la ressource tant qu'il est en bon terme avec les humains et de répandre la famine dans le cas contraire. Hagenbucher-Sacripanti (1973 : 46) l'explique en ces termes : "les génies affectent pêches, chasses et récoltes, stérilisent les femmes et accablent les populations de maux divers".

De ce point de vue, *Ma Tchiyendzi*, *fumu si* et donc représentant des *nkisi si* dénommés *Zimbu* et *Cikoka*, joue un rôle politique important. Il est le garant de l'abondance des ressources halieutiques dans la mesure où il contrôle un territoire riverain. Il veille sur la population qui est appelée à respecter les interdits. Pour se concilier les *nkisi si*, il organise les rites (*cianga*) de pêche.

Ce système de normes a peu évolué en dépit des contraintes imposées tour à tour par le commerce de traite pré-coloniale et par la "situation coloniale"¹⁶. C'est particulièrement au cours des années 1960, que le pouvoir du *fumu si* s'affaiblit

¹⁶ Le commerce de traite notamment a été un facteur de discontinuité de la trajectoire de cette pêcherie. Qu'il soit pré-colonial ou colonial, il place le pêcheur devant une alternative : donner la préférence aux activités liées à ce commerce (qui procurent beaucoup d'avantages matériels et symboliques) ou continuer à pêcher. En effet, comme nous l'avons déjà souligné précédemment, les pêcheurs étaient plus sollicités pour s'occuper du cabotage, activité qui ne peut être exercée que par des navigateurs expérimentés en raison des risques qu'elle présente (cf. Bouet-Willaumez 1848 : 161, Dennett 1887 : 27, Vennetier 1968 : 75, Ph. Martin 1972).

sous l'effet des brassages de populations et de l'appropriation "formelle" des terres par l'Etat congolais (Art. 30.31 de la constitution du 23 juin 1973). Cette époque correspond aussi au début de la deuxième séquence de l'historique de Matombi.

L'installation définitive des pêcheurs et de leur famille à Matombi marque les débuts de la deuxième séquence. En d'autres termes, Matombi change de statut : il devient un village et non plus un simple site de débarquement. La création du village est motivée, d'une part, par la disparition de Tchiyendzi du fait des migrations de la population vers Pointe-Noire et Diosso et, d'autre part, par l'importance que prend l'activité de pêche. Sur ce dernier point, on peut évoquer la forte demande d'ethmaloses fumées sur les marchés de Pointe-Noire qui incite les femmes à s'insérer dans la filière poisson.

Matombi devient ainsi un village tourné essentiellement vers la pêche : non seulement les hommes sont pêcheurs et les femmes transforment le poisson, mais ils habitent à proximité des lieux de débarquement. Cela évite des efforts supplémentaires de transport de la production sur plusieurs kilomètres, comme c'est le cas dans les autres villages. Du fait de cet avantage, mais aussi à cause des réseaux de distribution de l'ethmalose qui se mettent en place, plusieurs pêcheurs originaires d'autres villages côtiers émigrent à Matombi au cours des années 1970. Parmi ces migrants, figurent principalement les pêcheurs de Tchissanga. La population du village croît rapidement au cours des années 1970. En raison de l'absence de données statistiques fiables, il est cependant difficile d'en donner un ordre de grandeur.

Du fait de ces migrations, la structure du village est dominée par deux principaux groupes : les ressortissants de l'ancien village Tchiyendzi et les ressortissants de Tchissanga. La coexistence des deux groupes donne lieu à des arrangements multiples pour atténuer les tensions liées au contrôle de la politique

villageoise. Cette atmosphère d'affrontement politique a une incidence sur la participation des pêcheurs au Projet Matombi. Nous examinerons cet aspect dans le chapitre 4.

2.2.2.2. Les activités de pêche

Une centaine de pêcheurs participent de manière régulière aux activités de pêche à Matombi. Le recensement effectué en 1994 permet de noter que 70 pêcheurs habitent dans le village et les autres résident à Diosso (à 5 km environ de Matombi). Ces pêcheurs mettent en exploitation 42 pirogues, dont 11 aménagées pour recevoir un moteur hors bord. Ils pêchent au filet maillant de surface, au filet maillant de fond, à la ligne et à la senne de plage.

Ce matériel n'appartient pas toujours aux pêcheurs qui l'exploitent. La question de l'appropriation des équipements de pêche renvoie à un groupe particulier d'acteurs : les propriétaires de matériel. Ils sont 14 en 1989 et 25 en 1993. La mise en exploitation du matériel de pêche correspond dans cette perspective à un contrat entre pêcheur et propriétaire.

La production des pêcheurs est variable en tonnage et en composition spécifique d'une année à l'autre. Les statistiques de prises et d'efforts recueillies par l'ORSTOM permettent de suivre l'évolution interannuelle des captures.

Tableau 7 : Evolution interannuelle de la production de poisson à Matombi

Années	Production (en tonnes)	Participation à la production artisanale (en %)
1981	523	8,6%
1982	519	6,6%
1983	581	6,9%
1984	801	9,9%
1985	655	10,8%
1986	636	10%
1987	425	8,4%
1988	521	5,9%

Le poisson pêché à Matombi est vendu aux femmes du village et aux "mareyeurs" qui viennent de Pointe-Noire. Les femmes (67 identifiées en 1989), s'intéressent principalement aux ethmaloses qu'elles revendent sur les marchés de Pointe-Noire après fumage. Les mareyeurs (une dizaine d'individus) préfèrent les poissons démersaux commercialisés à l'état frais à Pointe-Noire.

2.2.3. Les pêcheurs des autres localités

On entend par "autres localités" les sites de débarquement qui sont en dehors du champ d'actions privilégié des experts. Ces sites sont exclus parce qu'ils n'ont pas une bonne réputation dans la littérature du développement de la pêche au Congo. Les experts nouvellement débarqués n'osent même pas les explorer. Ils les taxent même *a priori* de "non propice" à une "action pilote" en raison des difficultés d'accès liées à la dégradation des routes, de leur dispersion sur le littoral, des effectifs de pêcheurs relativement faibles (par sites) et de l'absence de véritables pêcheurs. L'observation de ces sites montre pourtant qu'ils ne sont pas tous identiques.

2.2.3.1. Les pêcheurs de la région au Sud de Pointe-Noire

Les pêcheurs de la région comprise entre Pointe-Noire et la frontière avec le Cabinda n'ont presque pas de contact avec les développeurs. Les seuls experts qui se sont intéressés à cette zone sont ceux de France-Consult qui proposent en 1981 d'organiser les pêcheurs de Nzassi (Foko) en coopérative. Le peu d'intérêt accordé au développement de la pêche dans cette région est justifiée en invoquant la place qu'occupe cette activité dans l'économie locale.

En effet, la pêche en mer est une activité secondaire dans l'économie locale. Elle se place après l'agriculture et la pêche dans les plans d'eaux saumâtres. Cette région est caractérisée par la présence d'un réseau lacustre et lagunaire parallèle au littoral ; celui-ci comprend le cours de la Loémé, le complexe lacustre Loufoualéba-Cayo, la lagune de Malonda et celle plus importante de Massabi située à proximité de la frontière en territoire cabindais. La pêche dans ce réseau lacustre et lagunaire occupe près d'un millier de pêcheurs.

La pêche maritime est pratiquée par une cinquantaine de pêcheurs. Ils utilisent une dizaine de sites de débarquement d'importance variable. Les activités de pêche sont relativement importantes à Foko, Fouta et Kotchi-Fouta. Les pêcheurs de ces trois sites utilisent une vingtaine de pirogues à pagaie pour pratiquer la pêche démersale au filet maillant de fond et à la senne de plage. Ils débarquent en moyenne 200 tonnes de poissons par an. Ces pêcheurs se livrent également à d'autres activités en fonction de l'abondance saisonnière de la ressource : récolte des noix de palme en mars et avril, pêche dans les lacs et lagunes en saison sèche (juillet et août) et préparation de terrain de culture. Ils habitent des villages qui sont situés à 5 km environ des sites de débarquement.

2.2.3.2. Les pêcheurs des sites de débarquement de la baie de Loango

Les sites de la baie de Loango sont appelés à accueillir les pêcheurs qui seront déplacés de Pointe-Noire. Un seul de ces sites a une bonne réputation aux yeux des experts : Matombi. Les autres, comme Pointe-Indienne, Tchilassi, Bouéti et Tchissanga sont rarement visités par les agents de développement. Toutefois, la pêche en mer n'a pas la même importance dans ces différents villages. Si l'activité de pêche est prédominante à Pointe-Indienne et à Tchilassi, il n'en est pas de même à Bouéti et à Tchissanga.

En effet, Pointe-Indienne et Tchilassi sont des villages de pêcheurs au même titre que Matombi : ils sont installés au bord de la mer. Les premiers résidents sont des pêcheurs qui habitaient auparavant dans les villages de la baie de Loango (Mabindou et Loubou). Au cours des années 1960, ils reçoivent des vagues de pêcheurs migrants cabindais spécialisés dans la pêche de la sardine et des migrants vili originaires de Madingo-Kayes. On remarque donc que l'historique de ces deux villages présente une trajectoire assez proche de celle de l'historique de Matombi.

Cependant, les types d'exploitation sont assez différents : si l'on constate des similitudes à Tchilassi et Pointe-Indienne, la situation est tout à fait différente à Matombi. Gobert (1985a : 27) fait remarquer que "les types d'exploitation qu'on rencontre à Pointe-Indienne forment un tableau très différents de ceux de Matombi : les filets dormant de fond y sont l'activité principale, le reste de la pêche se faisant au moyen de sennes de plage et de plateaux (pêche de la sardine)".

Le nombre de pêcheurs à Pointe-Indienne peut être estimé à un peu plus de cinquante hommes. Ces pêcheurs mettent en exploitation 25 pirogues et débarquent 155 tonnes de poisson (données de 1993). La production de Tchilassi

est probablement équivalente, en tonnage et en composition, à celle de Pointe-Indienne dans la mesure où les deux villages ont les mêmes effectifs de pirogues et les mêmes types d'exploitation.

A l'inverse, la pêche n'est pas une activité principale à Bouéti et à Tchissanga : près de 35 personnes sont pêcheurs sur une population active de 200 individus environ dans les deux villages. Les non-pêcheurs se livrent à des activités pour lesquelles ces villages sont réputés : bois de chauffe, fabrication de charbon de bois, récolte de vin de palme et cueillette de *fumbu*¹⁷ (*Gnetum spp.*). Les types d'exploitation utilisés par les pêcheurs reposent sur l'utilisation des filets dormant de fond mouillé en permanence. Ces pêcheurs exploitent 6 pirogues à Bouéti et 15 pirogues à Tchissanga.

2.2.3.3. Les pêcheurs des sites de débarquement du District de Madingo-Kayes

Ces sites sont compris entre les Bois des Singes au Sud et la frontière avec le Gabon au Nord. Ils sont dispersés sur une région très hétérogène faite d'estuaires (Bas-Kouilou et Noumbi), de lagune (Conkouati), de savane dans la partie sud et de végétation forestière dans sa partie nord. La pêche est également très hétérogène bien que les types d'exploitation soient assez semblables dans la majorité des sites : l'activité dominante est celle des filets dormants de fond, mouillés en permanence (sauf lors des réparations) et visités périodiquement.

Les disparités entre sites sont souvent importantes : si certains prennent l'allure de véritables villages, d'autres demeurent encore à l'état de simple lieu de

¹⁷ Le *fumbu* ou *koko* est une plante alimentaire. Ses feuilles, coupées finement, rentrent dans la composition des "trois pièces", plat très apprécié au Congo et au Zaïre fait de poisson salé ou fumé, de pâte d'arachide et de *fumbu*.

débarquement. Ce critère permet de remarquer que les sites habités sont occupés principalement par des pêcheurs vili migrants. C'est le cas de Bifoundi, Longo-Bondi, et Vandji. Ces deux derniers villages occupent le premier rang dans la production du poisson dans la région. Les pêcheurs migrants (Vili) de Longo-Bondi (20 en 1992) exploitent 13 pirogues et débarquent près de 45 tonnes de poissons par an. Ceux de Vandji (25 pêcheurs en 1992) utilisent 8 pirogues et atteignent une production annuelle de 60 tonnes environ de poisson. L'activité des pêcheurs migrants est régulièrement répartie dans l'année. Le poisson pêché est transformé par les pêcheurs eux-mêmes ; le salage-séchage est le mode de traitement pratiqué.

A l'inverse, les sites non-habités sont fréquentés par les pêcheurs locaux. Le nombre de pirogues qui y accostent est relativement réduit (pas plus de 5 unités). On peut en déduire que la pêche en mer n'occupe pas l'ensemble de la population masculine. Il existe d'ailleurs des villages côtiers comme Tchilounga où aucun habitant ne se réclame être pêcheur en mer.

Les pêcheurs locaux ne s'adonnent pas à la pêche en mer toute l'année. Certains, comme ceux de Kouani, Longo-Bondi et Ngoumbi pêchent en mer essentiellement en saison de pluies. D'autres, comme ceux de Noumbi ou de Bas-Kouilou exploitent, pendant cette saison, le milieu marin et les zones d'estuaires. En saison sèche, les pêcheurs se livrent à d'autres activités : agriculture, pêche en lagune, chasse, fabrication des planches éclatées, fabrication des nasses à crevettes, etc...

2.3. LES ACTEURS III : LES COURTIERIERS DU DEVELOPPEMENT

On entend par "courtiers du développement" les acteurs sociaux qui sont à l'interface entre les destinataires du projet (ici les pêcheurs) et les institutions de développement. Ils sont censés représenter la population locale (ou en exprimer les "besoins") vis-à-vis des structures d'appui et de financement extérieure (Olivier de Sardan et Bierschenk 1993). Cette catégorie d'acteurs prend place progressivement sur la scène du développement de la pêche artisanale maritime. Elle émerge au début des années 1991, à la veille de la Conférence nationale notamment. Juridiquement, ces acteurs agissent avec le statut d'organisation non gouvernementale (ONG). Selon les champs d'action, on peut distinguer deux types d'ONG locales qui revendiquent la représentation des pêcheurs : celles qui entreprennent des actions de développement à l'échelle régionale et celles qui mènent des actions plus "sectorielles".

2.3.1. Les associations régionales de développement : "l'Association KD"

L'association Kouilou-Développement (KD), créée le 08 février 1991, est la principale organisation non gouvernementale d'intérêt régional. Elle est animée par des fonctionnaires et des intellectuels "natifs" du Kouilou qui s'estiment victimes dans la répartition "ethnique" des ressources nationales. La rubrique "subalternisation des Kouilois" de KD-Bull., bulletin d'information de l'Association, répond à ce souci. Les passages de l'article publié dans la parution de mars 1994 sont forts révélateurs de ces revendications ; on peut citer par exemple :

"les Kouilois veulent être associés aux décisions qui concerne leur avenir et l'avenir de leurs enfants."

"(...) l'alternance politique ne signifie pas que tous les Directeurs généraux, tous les Directeurs, tous les chefs de Services et tous les chefs de Bureaux

doivent appartenir à la majorité au pouvoir (...)"

Ce mouvement, à caractère ethnique ou régional, associe à la lutte pour le développement la lutte politique¹⁸. Il se fixe pour objectifs de "promouvoir la construction d'une région économiquement prospère à la hauteur de ses potentialités, de ses opportunités (...), d'encourager l'esprit de créativité et du goût du risque (...)"¹⁹. Dans cette perspective, l'Association entend intervenir par domaines d'action. Le règlement intérieur du Secrétariat exécutif énumère les différents domaines d'action, parmi lesquels figure "la pêche et la mer".

A ce titre, un "Secrétariat à la pêche et à la mer" est mis en place. Ses attributions sont consignées dans l'article 15 du règlement intérieur :

"Le secrétaire à la Pêche et à la Mer est chargé de trouver les moyens de :
- faire que de nombreux kouilois s'intéressent réellement à la pêche ;
- faire que cette activité soit gérée de façon rationnelle (encadrement, formation, mise en place des infrastructures nécessaires, introductions des techniques adaptées, apports des intrants, aide à la commercialisation, lutte contre la pollution et l'expropriation, etc.) par les kouilois et de manière à générer des revenus substantiels ;
- faire que les cours d'eau, les rivières, les lacs et le fleuve soient gérés judicieusement ;
- faire que le poisson soit présent dans toutes les localités et en quantité suffisante ;
- engager des actions pour une meilleure gestion de la mer (répartition de l'espace entre les différents acteurs, problèmes de pollution, protection des espèces en voie de disparition, etc.)". (Cf. Règlement intérieur du 17/09/92).

Il apparaît de ces attributions que l'Association KD tente de jouer le rôle d'opérateur de développement de la pêche artisanale maritime. Les interventions de l'Association en milieu pêcheurs sont encore négligeables. On note toutefois que Taty-Boussiana, Secrétaire à la pêche et à la mer, entreprend depuis le mois de juin 1993 un projet de recensement des pêcheurs en mer. Une correspondance

¹⁸ L'association KD a fonctionné au cours des premières années comme une appendice du Rassemblement pour la Démocratie et le Progrès Social, parti politique qui a son fief dans la région de Pointe-Noire et sur le littoral.

¹⁹ Cf. la plaquette de présentation de l'Association, notamment dans la rubrique "KD objectifs".

(référence 93/05/KD/CO/SMP) a été adressée à cet effet aux chefs de villages côtiers. Par ailleurs, certains leaders de Brazzaville se sont positionnés en 1994 comme mandataires des pêcheurs de Madingo-Kayes auprès des Missions de coopération des Ambassades. Ils recherchent principalement des financements destinés à un projet de pêche artisanale initié par Makaya, fonctionnaire retraité et sénateur du Kouilou. Dans cette opération, les leaders de K.D canalisent les demandes locales d'assistance en les traduisant en un langage compréhensible par les développeurs. Ce faisant, ils entreprennent des actions de courtage en développement.

2.3.2. Les associations de développement de la pêche

Plus d'une dizaine d'associations se disent représenter les pêcheurs. Selon le contexte de leur émergence, on peut distinguer deux grandes catégories d'associations.

2.3.2.1. Les associations suscitées par le contexte de la démocratisation

L'avènement de la démocratie s'est traduite au Congo par la prolifération d'associations de développement. Dans le domaine des pêches, deux associations ont émergé : l'Association Pêche-Développement et l'Association Congolaise pour la Défense des Intérêts des Pêcheurs (ACDIP).

L'Association Pêche-Développement regroupe essentiellement des fonctionnaires de la Direction générale de la pêche qui manifestent un intérêt pour la promotion et le développement du secteur de la pêche au Congo (cf. préambule des statuts). Les objectifs de l'Association s'articulent autour de l'amélioration des dispositifs d'encadrement de pêcheurs. Il est prévu pour cela des actions visant à

améliorer la situation tant des agents de la Direction des pêches que des pêcheurs.

Cependant, les actions en faveur des agents de l'Etat et des pêcheurs se font encore attendre. Pendant ce temps, les leaders de l'association, au-delà des idéologies qu'ils revendiquent, renforcent leur position dans l'arène de l'administration nationale des pêches. C'est ainsi que l'un des leaders réussit à se faire nommer au poste d'Attaché à la pêche au Cabinet du ministre en 1992 et qu'un autre occupe le poste de Conseiller de ministre depuis 1994.

L'Association Congolaise pour la Défense des Intérêts de Pêcheurs (ACDIP) a été créée en 1991. Elle se fixe pour objectif principal d'organiser et d'assister les pêcheurs. Elle est organisée en Bureau exécutif national, en Fédérations, Sections et Cellules. Les leaders sont au Bureau exécutif national. Ils sont fonctionnaires relevant de différents Départements ministériels. Ils se réclament être des ressortissants de milieux liés à la pêche pour justifier leur dévouement aux problèmes des pêcheurs²⁰. Ils associent toutefois les pêcheurs dans la gestion des Fédérations, des Sections et des Cellules. Le champs d'action de cette Association s'étend également aux pêcheurs en eau continentale en général et à ceux de Brazzaville et de la Cuvette congolaise en particulier.

L'ACDIP s'est doté d'un Plan d'action à court et à long terme très ambitieux qui nécessite des financements importants. Dans cette perspective, les leaders de l'Association s'improvisent promoteurs de projets et se lancent à la recherche des ressources extérieures ou "aide au développement" :

"Les seules ressources de l'Association ne sauraient couvrir le financement de ce Plan d'action. Aussi, force est-il de recourir aux apports extérieurs. Voilà pourquoi l'ACDIP sollicite le concours des organismes nationaux et internationaux sensibles aux problèmes de développement".

²⁰ Leur origine sociale n'a aucun lien avec le milieu de la pêche en mer. Nous reviendrons sur l'enjeu lié à cet aspect dans le chapitre 4.

Les résultats escomptés de ces actions de courtage en développement se font encore attendre. Cependant, au-delà des sentiments altruistes, le Président de l'Association améliore son statut social en s'élevant au rang des "élites" locales, c'est-à-dire de ceux qui peuvent exprimer leurs opinions face à une décision politique ou administrative comme il le fait souvent sur les ondes de Radio Pointe-Noire.

2.3.2.2. Les associations suscitées par la Table-Ronde de Matombi

Comme nous l'avons déjà évoqué, l'organisation de la table-ronde de Matombi répond à un souci de bricolage de l'anthropologue sur le "terrain". En effet, l'objectif méthodologique poursuivi est de mettre les différentes catégories d'acteurs de développement dans une situation d'interaction. Ce contexte en général et la compétition pour se faire investir comme responsables locaux de projet ou comme interlocuteurs privilégiés des bailleurs de fonds en particulier, incitent les participants à créer à la sauvette des associations de développement de la pêche. Parmi celles-ci, on peut retenir, le Groupement des jeunes pêcheurs de Diosso, l'Association des pêcheurs de Loango, l'Association des pêcheurs béninois, l'Association des pêcheurs de Pointe-Noire, le Groupement des pêcheurs de Konkouati, le Groupement des pêcheurs du lac Nanga et l'Union régionale des pêcheurs du Kouilou. Nous reviendrons sur ces courtiers nés d'une situation d'interaction provoquées (cf. 4.3).

La mise en place des courtiers fait ressortir de différences de nature. On peut ainsi identifier quatre grandes catégories :

- L'association de ressortissants (Association KD) regroupant des courtiers

qui mobilisent des ressources politiques à l'échelle nationale ;

- L'association des fonctionnaires des pêches, dont les membres cherchent à mobiliser des ressources politiques dans un cadre professionnel ;

- L'association des fonctionnaires ressortissants des régions de pêche de la Cuvette congolaise qui est animée par des intellectuels qui souhaitent mobiliser des ressources politiques ;

- Les associations animées par les pêcheurs qui partagent l'ambition de drainer la rente du développement.

On voit apparaître dans les trois premières catégories la dimension politique dans les stratégies des acteurs.

Conclusion partielle

Le développement de la pêche artisanale maritime au Congo mobilise un nombre relativement important d'acteurs. Nous avons vu que ces acteurs sont répartis en différentes catégories. La première est celle des développeurs, c'est-à-dire des fonctionnaires intervenant pour le compte de l'Etat et des experts agissant dans la cadre de l'assistance technique. La seconde catégorie d'acteurs qui entre en scène est celle des développés ou pêcheurs. Enfin, la dernière catégorie est représentée par les courtiers locaux du développement.

En dépit d'une ambition commune, à savoir le développement de la pêche, chaque catégorie d'acteurs est régie par un système de normes qui lui est propre. Les agents de l'Etat ont des principes de fonctionnement qui diffèrent de ceux des experts et des groupes de pêcheurs. Malgré ces différences, ces catégories d'acteurs trouvent un terrain d'entente institutionnel ou formel. La "Partie congolaise" et les institutions d'assistance technique procèdent par des clauses qui

sont consignées dans des contrats. Le compromis entre les développeurs et les pêcheurs est quant à lui, d'un autre ordre. Il reste formellement dominé par les justifications altruistes des développeurs.

Cependant, les principes de fonctionnement ne sont pas pris nécessairement au "pied de la lettre", comme en témoignent les cas d'empiètement d'un Service sur un autre. Ce phénomène montre que les acteurs du développement ont recours à des règles non proclamées dans leurs interventions, ainsi que nous allons pouvoir le constater dans les chapitres suivants.

Chapitre 3

LE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ARTISANALE MARITIME : TRAJECTOIRES SOUHAITEES ET TRAJECTOIRES REELLES

Olivier de Sardan (1992 : 10) distingue deux types de représentations qui sont actives chez les opérateurs de développement. Les unes, explicites, normatives, sont en partie constitutives des "théories" académiques (...). L'autre type, lié plus ou moins au premier, porte sur la société à développer telle qu'elle est ou plutôt telle qu'on s' imagine qu'elle est. Nous nous proposons dans ce chapitre, d'étudier ces deux types de représentations dans le cas du développement de la pêche artisanale maritime au Congo. Pour cela, nous aurons recours à un corpus constitué des discours des opérateurs de développement, appelés "experts" dans la suite du chapitre, et des politiques proclamées. Nous verrons que le contenu de ces discours obéit à des logiques d'action des institutions de développement.

Parler de logiques d'action, revient à soulever la question des interactions entre "experts", "bailleurs de fonds", "gouvernement" et "population de pêcheurs". De ce point de vue, les experts imaginent la pêche telle qu'elle est et telle qu'elle devrait être en prenant en compte les désirs des bailleurs de fonds qui financent les opérations de développement et du gouvernement pour le compte duquel ces opérations sont réalisées. Les images du pêcheur élaborées de cette manière apparaissent davantage comme des stéréotypes que comme des modèles d'intelligibilité de la réalité.

A l'inverse de la démarche des experts, nous envisagerons de reconstituer les processus de changements réels de la pêche artisanale. Cela implique de sortir des théories idéologiques qui proposent tel ou tel "modèle" de développement. Aussi, nous utiliserons la notion de trajectoire pour identifier les différentes séquences de changements et les logiques d'action qui sous-tendent les pratiques effectives des pêcheurs.

3.1. LES INTERVENTIONS POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ARTISANALE : LES PRINCIPAUX SCHEMES

Les experts de la Banque Mondiale ont fait remarquer, au début des années 1980, l'inexistence d'une véritable politique de développement des pêches maritimes au Congo¹. Dans ces conditions, les discours et les pratiques de développement relèvent plus de l'effet de "mode", voire d'explications et de conseils que prodiguent les "experts internationaux", ces "propagateurs"² des modèles de développement. En dépit de ce contexte, les discours et les pratiques de développement présentent quelques traits communs :

- le développement est perçu comme un fait devant provenir des agents extérieurs qui soit se substituent carrément aux pêcheurs locaux, soit font adopter à ces derniers des technologies améliorées et adaptées ;

- le développement est envisagé comme un moyen d'aboutir à un modèle de pêche donnée, analogue généralement soit à celui des pays européens, soit à celui de la pêche des migrants béninois, dont la trajectoire révélée par les grilles des experts répond au "modèle idéal".

¹ Cité par Cueff (1982 : 6) qui propose une esquisse de développement des pêches maritimes en conciliant les exigences de la Banque mondiale et les objectifs du gouvernement.

² Nous empruntons le terme "propagateur" à H. Bertrand (1975 : 33) qui l'utilise pour désigner "les experts qui courent de pays en pays, rédigeant rapport sur rapport, quittant réunions pour conférences, conférences pour séminaires, directeurs pour ministres, (...)".

Ces caractéristiques, qui vont être développées par la suite, montrent que les experts s'inspirent des paradigmes "académiques" dans leur démarche. Elles révèlent l'influence des schémas centralistes et déterministes qui prédominent dans les théories économiques de la "modernisation". Aussi, il apparaît que les discours et les pratiques professionnelles des experts sont légitimés par ce cadre conceptuel qui s'apparente ainsi à une méta-idéologie du développement selon les termes de Olivier de Sardan (1992 : 10). L'idéologie de la modernité qu'elle dissimule ne représente en effet qu'un niveau de la "culture du développement". Chauveau (1992 : 25 & 1994 : 43) propose à cet effet, de s'en tenir non seulement à cet aspect, mais aussi à un second niveau correspondant aux "représentations que les Développeurs se font des Développés, de leurs pratiques sociales et de leur altérité vis-à-vis du milieu social et culturel occidental". C'est à la lumière de ce schéma qui combine idéologie du développement et image des "développés" que nous allons reconstituer les discours et les pratiques des experts. Nous proposons, cependant, d'introduire notre sujet par une mise au point sur l'idéologie de la modernisation et son incidence sur l'élaboration des politiques de développement des pêches dans le monde en général et en Afrique en particulier.

3.1.1. Le développement vu à travers l'idéologie dominante de la modernisation

Les théories économiques de la "modernisation" émergent au cours des années cinquante et soixante sous l'impulsion de l'école développementiste américaine. Elles sont soutenues par une série de modèles élaborée par des auteurs comme W. Rostow, G. Almond, D. Apter, B. Powell, pour ne citer que les plus célèbres. Ces théoriciens adoptent une approche fonctionnaliste. Ils travaillent dans une perspective comparative avec une vision évolutionniste du changement social. Ils privilégient un certain nombre de présupposés parmi lesquelles on peut noter :

- la prépondérance des facteurs externes (le changement ne peut provenir que de l'extérieur) qui les conduit à considérer l'Etat comme vecteur des processus de modernisation ;

- l'idée selon laquelle le changement social est un processus unidirectionnel, linéaire et cumulatif. L'ouvrage de Rostow (1962) intitulé "les étapes de la croissance économique" est fort révélateur de ce présupposé ;

- le schéma dualiste qui renvoie à la dichotomie "société moderne / société traditionnelle", "pays développés / pays non développés".

L'usage de cette grille de lecture déborde largement le monde de la recherche pour se répandre dans l'intelligentsia. Cette récupération des paradigmes scientifiques ne se fait pas sans tomber dans une forme "d'idéalisation" de la théorie en recette miracle. C'est cette exaltation des vertus des produits issus de la sphère de la connaissance qu'on pourrait appeler idéologie de la modernisation.

La manifestation de cette idéologie dans les pratiques des experts tend à peindre le développement sous les couleurs d'un mouvement progressif touchant les sociétés dites *traditionnelles* qui seraient ainsi propulsées vers une société de type *moderne*. Ce processus de transition est mis en marche par une série d'interventions impliquant des transferts de technologies, de savoirs, de ressources et des formes d'organisations des pays dits *développés* ou *modernes* vers les pays dits *en voie de développement*, caractéristiques des *sociétés traditionnelles*. Il en résulte que les sociétés occidentales apparaissent comme des modèles, voire des étalons de mesure du développement. En d'autres termes, la modernisation passe par l'élimination de la "tradition" et par la stimulation d'un esprit positif et rationnel, conduisant les individus à des comportements de type "universaliste".

Les experts en développement des années 1960 et 1970 n'échappent pas pour la plupart d'entre eux à ces projections fantasmatiques. Dans le secteur de la pêche, par exemple, Platteau (1988 et 1989) le démontre assez bien en s'appuyant sur la littérature. Il cite pour cela plusieurs travaux, dont celui de Donaldson (1980 : 491) qui lui permet d'illustrer les intentions des experts américains de liquider la pêche traditionnelle dans le Sultanat d'Oman :

"...an American consultancy consortium... advised the government to ignore the traditional small-scale fishery and to replace it with modern, high technology fishing and fish marketing".

La perception des experts de la FAO qu'il nous rapporte est également intéressante pour saisir la portée de l'image idéalisée de la pêche traditionnelle :

"... the official inclination to favour the development of a modern fisheries sector rested partly on the idea that the traditional artisanal sector was seriously handicapped by superstition, tradition and illiteracy, as well as by the anti-developmental attitude of their rural elites, and the relative isolation of many fishing villages..." (Platteau 1989 : 572).

L'influence de l'idéologie de la modernisation sur les pratiques des experts chargés du développement des pêches en Afrique a été particulièrement mise en évidence par Chauveau (1985b & 1989) à propos du cas sénégalais. Il procède par une reconstitution de l'histoire des idées sur ce qu'est la pêche industrielle jusqu'au début des années 1960. Il constate à cet effet que la pêche industrielle est "pensée" et "agie" par opposition de la pêche africaine (dite artisanale). Aussi, "la référence à la pêche africaine locale constitue le centre caché du paradigme de la pêche industrielle, dans ses représentations comme dans ses configurations historiques réelles" (p. 271). L'auteur note, par la suite, que ce système de pensée lié à la configuration historique moderne produit l'opposition pêche industrielle / pêche artisanale et suscite des interventions organisées. Dans les pratiques, ces interventions renvoient à la volonté de création d'une pêche industrielle justifiée *a priori* par "l'archaïsme des pêcheries indigènes du Sénégal". Les experts opposent ainsi

"pêche africaine et pêche industrielle, en pensant que celle-ci tuerait celle-là" (Chauveau 1989 : 272).

La vision du développement des pêches qui s'inspire de l'idéologie de la modernisation n'est donc pas un fait inconnu. Nous comptons cependant montrer à partir du cas congolais, que cette idéologie donne lieu à des applications variables selon les contextes. Elle peut conduire tantôt à des modèles revendiquant une modernisation à outrance (nette séparation du moderne et du traditionnel), tantôt à des modèles plus souples qui prêchent la modération par le biais d'une formule d'absorption. L'idéologie de la modernisation peut aussi être inversée dans une perspective de transposition au secteur de la pêche artisanale. Cela se manifeste notamment dans les politiques récentes, élaborées non pas d'un point de vue négatif, mais selon un point de vue populiste lié à la reconnaissance du rôle positif de la pêche artisanale et de sa dynamique propre.

3.1.2. L'idéologie de la modernisation à l'oeuvre : pour une disparition de la pêche artisanale

L'application rigoureuse des modèles élaborés sous l'influence de l'idéologie de la modernisation est déterminée par le respect du principe dualiste : le "moderne" et le "traditionnel" doivent être séparés dans les schémas d'intervention. Cette condition explique le fait que certains auteurs, comme le souligne Platteau (1989 : 585), utilisent les termes de dualisme ou de *superimposition* pour caractériser la modernisation des pêches. L'usage abusif que font ces auteurs de ces termes traduit l'importance qu'ils accordent à l'exclusion de toute forme de relations intersectorielles. Aussi, la modernisation des pêches (au sens idéologique du terme) va à l'encontre de formules intermédiaires du genre de celle de la pêche "semi-industrielle". C'est dans cette perspective que Platteau (1989 : 585) rappelle que :

"These appellations (dualism or superimposition) are certainly appropriate when the modern mechanized sector forms a self-contained whole with practically no connection with the small-scale fishing communities".

Ces modèles d'exclusion font partie de l'histoire des idées sur le développement de la pêche maritime au Congo. Ils sont particulièrement remarquables dans les discours et les pratiques des experts à l'oeuvre pendant la période coloniale et après les indépendances. Les interventions caractéristiques de cette démarche sont de diverses natures : création d'une industrie de pêche, introduction d'une pêche industrielle, développement de la pêche thonière, etc...

3.1.2.1. La création d'une industrie de pêche sur les côtes du Moyen-Congo : les prémices de l'idéologie de la modernisation

Le caractère relativement récent de l'idéologie de la modernisation ne s'oppose pas d'emblée à ce que la vision que l'on qualifie de la sorte soit absente dans les pratiques antérieures. Au cours des années 1900, déjà, les "experts coloniaux" partagent les présupposés scientifiques sur lesquels repose un demi-siècle après la théorie de la modernisation. Les contributions de Darboux et *al* (1906) et de Gruvel (1913) qui constituent les références classiques de documents d'experts coloniaux³, vont nous servir d'illustrations.

Les travaux réalisés par ces auteurs à la demande de l'administration coloniale, s'articulent autour de deux axes principaux : un état de lieux du secteur de la pêche et des propositions en vue de sa mise en valeur. Ces termes de références les amènent, dans un premier temps, à constater que l'activité de pêche apparaît très limitée par rapport à l'abondance présumée des ressources. Ils invoquent pour cela l'attitude au travail des indigènes. Darboux et *al* (1906 : 198) écrivent à ce propos que : *"... l'exploitation des eaux de la région du Gabon et du Congo maritime est encore rudimentaire; elle est en*

³ Gruvel est Biologiste. Il fut titulaire de la chaire des Pêches coloniales au Muséum National d'Histoire Naturelle de Paris.

rapport avec la modicité des besoins et la paresse des indigènes". Gruvel (1913 : 100) rapporte aussi que les contraintes sont liées "uniquement, à la paresse et à l'insouciance extraordinaires des indigènes qui, près des grands centres, trouvent à vivre largement, par un moyen beaucoup plus simple que le travail et, ailleurs, sont en général, d'une apathie remarquable".

Les résultats obtenus par l'analyse du milieu sont exploités, dans une seconde phase, pour formuler les premières actions à entreprendre dans le cadre de la mise en valeur de la pêche en mer au Congo. Les interventions proposées à cet effet, ont la particularité de proscrire toute action en faveur de la pêche africaine ; l'image de "l'indigène apathique"⁴ serait incompatible avec ces interventions. Gruvel (1913 : 101) notamment, précise que :

" l'indolence extraordinaire de l'indigène pourrait être une cause d'échec pour toutes les industries de la pêche qui voudrait tenter de s'établir sur cette côte riche (...)"

Cet "expert scientifique" démontre ainsi que la pêche africaine est hostile au "développement". Il propose dans ces conditions d'introduire une "pêche à forme européenne", qui elle seule est susceptible de "croissance" et capable de répondre aux exigences du marché.

L'approche de Gruvel baigne dans un dualisme incontestable. Elle tend, non seulement à exclure la pêche locale des interventions, mais s'oppose également à une quelconque forme de relations intersectorielles. Pour cet auteur, les industries de la pêche doivent être distinctes de la pêche africaine ; le simple engagement d'un pêcheur indigène dans le secteur moderne est perçu comme une action de mauvaise augure.

⁴ Après d'autres administrateurs coloniaux, Reste (1922 : 48) dénonce "l'opinion selon laquelle l'indigène, non seulement est paresseux, mais encore incapable de s'améliorer". Il écrit à ce propos que cette opinion "trouve son origine dans le concept erroné que l'on se fait de la race (...) ces races ne sont pas fixées une fois pour toutes. Elles peuvent et doivent évoluer".

3.1.2.2. L'introduction de la pêche industrielle : un projet élaboré sous l'influence de l'idéologie de la modernisation

Le Gouverneur général Bayardelle est l'instigateur des premières mesures d'incitation à la création d'armements de pêche au Congo et au Gabon. Il sollicite, en 1946, les services d'un biologiste du Muséum National d'Histoire Naturelle de Paris pour déterminer les possibilités de pêche en mer et d'entamer l'étude de la biologie des poissons d'intérêt industriel⁵ (Roux et Collignon, 1952). C'est sur la base de ces termes de référence que Charles Roux réalise une mission d'assez longue durée qui aboutit à la conclusion selon laquelle la pêche industrielle est susceptible d'être créée en Afrique Equatoriale Française.

Le choix de la pêche industrielle *ex nihilo* est justifié *a priori* par le caractère peu productif de la pêche artisanale, jugée incapable de répondre à l'accroissement de la demande en poisson de mer. Roux (1950 :195) invoque à cet effet les techniques de pêche indigène dont les engins laissent beaucoup à désirer. La production attendue de ces techniques n'est pas susceptible de suivre l'évolution de la demande. Il en apporte pour preuve le recours nécessaire, à la fin des années 1940, aux importations de poissons salés pour remédier au manque de poisson sur le marché. La pêche indigène apparaît ainsi inappropriée au nouveau contexte économique. La couverture de la demande par l'offre nationale ne peut être assurée par conséquent que par le développement de la pêche maritime entendu dans sa connotation la plus étroite qui renvoie, selon les experts de l'époque, à la pêche industrielle. Roux (1950) ne cache pas ces intentions :

"Il faut espérer que, dans les années qui viennent, le développement de la pêche maritime permettra à l'AEF, de subvenir largement à ses besoins".

La volonté de créer une pêche industrielle se traduit, au début des années 1950, par l'implantation d'un ensemble de structures indispensables à son expansion. C'est dans ce contexte que l'Office de la Recherche Scientifique Outre-Mer décide de faire créer par sa

⁵ Ce cheminement marque la continuité idéologique et institutionnelle avec la mission Gruvel.

filiale en AEF, l'Institut d'Etudes Centrafricaines, une Station Océanographique dans ce territoire. Le choix du site devant l'abriter fait l'objet d'enjeux multiples liés aux atouts qu'offre la localité à l'essor d'une pêche industrielle.

"Pointe-Noire fut choisie de préférence à Port-Gentil parce que, d'une part, cette ville semblait mieux outillée pour l'entretien d'un bateau océanographique et que, d'autre part, les installations portuaires existantes au débouché du chemin de fer Congo-Océan, au contact d'un aérodrome très fréquenté, étaient susceptibles d'y attirer des sociétés de pêche industrielle." (Roux et Collignon 1952).

Les désirs des "décideurs" se réalisent à partir de 1948 avec l'installation des premiers armements de pêche industrielle. Les succès remportés par les chalutiers vont affermir les intentions des administrateurs coloniaux de voir disparaître la pêche artisanale. On invoque ainsi le tonnage débarqué par la pêche industrielle : d'un niveau équivalent à celui de la pêche artisanale en 1951, les captures des chalutiers ont atteint 1342 tonnes en 1955 alors que la production artisanale reste limitée à 562 tonnes au cours de la même année (Rouys 1956 : 30). Le remplacement de la pêche artisanale par la pêche industrielle passe chez les administrateurs coloniaux, pour un processus irréversible.

La *superimposition* du moderne sur le traditionnel déborde le cadre des fantasmes pour avoir des effets bien réels : les "décideurs" envisagent de déloger les pêcheurs de leur village de Pointe-Noire sous prétexte que ce site est destiné à accueillir des installations industrielles. Le Plan d'urbanisme pour l'extension de la ville de Pointe-Noire et le Programme de l'Organisation de la région industrielle du Kouilou-Niari ne cessent de sommer les pêcheurs de déguerpir⁶. L'administration coloniale ne reste pas cependant indifférente au sort du pêcheur dépossédé. Il est demandé pour cela à Pierre Vennetier, universitaire géographe, de réaliser une étude sur le village des pêcheurs de Pointe-Noire en 1958⁷.

⁶ Le terme "déguerpissement" est emprunté à Vennetier (1958 : 16) qui l'utilise pour désigner le projet de réinstallation "forcée" dans la baie de Loango des pêcheurs de Pointe-Noire.

⁷ Pour la commodité de l'exposé, nous avons préféré une présentation des schèmes idéologiques qui vont et reviennent dans le temps à une succession chronologique. C'est pourquoi, le modèle idéologique proposé par Vennetier au début des années 1960 sera analysé au point 3.1.3.

3.1.2.3. L'essor de la pêche thonière : pour une modernisation à l'extrême

L'idéologie de la modernisation des pêches au Congo atteint son stade suprême, comme dirait Lénine à propos de l'impérialisme, au début des années 1960. Les décideurs qui s'installent après les indépendances sont très influencés par les thèses dualistes du développement. Cette manière de "penser" est particulièrement véhiculée par les "experts" européens chargés d'assister le gouvernement congolais.

Charbonnier et Khala (1962), par exemple, experts de SCET-Coopération, proposent un projet de grande envergure qui consisterait à donner une vocation internationale à l'activité de pêche maritime au Congo. Ce projet prévoit, en effet, d'insérer le port de Pointe-Noire dans la pêche au thon tropical qui prend une ampleur considérable dans la région au cours des années 1960. Les éléments invoqués pour justifier ce projet sont de deux ordres.

La première série d'éléments se rapporte à la situation privilégiée de Pointe-Noire qui lui permettrait de jouer le rôle de base de pêche et de centre de transit de thon congelé. En effet, cette localité présente un double avantage : d'une part, elle abrite déjà une infrastructure portuaire et, d'autre part, les eaux de cette région de l'Atlantique sont fréquentées pendant une partie de l'année par *Neothunnus albacora* et en plus elles offrent la possibilité de s'approvisionner en appât nécessaire pour la pêche au vif constitué par les juveniles de sardinelles (*Sardinella aurita* et *S. maderensis*).

La seconde série d'éléments est liée aux incidences économiques. Les experts de SCET Coopération notent à cet effet que :

"Cette activité est certainement très prometteuse pour l'avenir économique de la pêche au Congo. Elle concerne en effet un poisson cher, dont la demande mondiale est en augmentation constante ; sa mise en conserve crée dans un pays une activité

industrielle qui, principalement par la main d'oeuvre qu'elle emploie, s'ajoute aux avantages que tire un port d'être la base d'une flottille de pêche"
(SCET-Coopération 1962 : 65).

Ces arguments suscitent, dès 1964, l'adhésion du gouvernement à ce projet. Les avantages présumés de la pêche thonière correspondent en effet aux aspirations de la politique économique congolaise de l'époque, à savoir promouvoir l'exportation d'autres ressources que le bois (plus de 75% des recettes de l'Etat) et les produits agricoles (café et cacao) en vue de d'accroître les recettes de l'Etat.

Le projet de création d'un complexe thonier à Pointe-Noire⁸ en 1964 et le démarrage des activités de la Société mixte Italo-Congolaise de pêche thonière⁹ en 1972 traduisent la volonté du gouvernement de recourir à une technologie sophistiquée. Le caractère industriel plus achevé de la pêche thonière contrairement à la pêche sardinière ou la pêche chalutière intensifie le dualisme pêche industrielle / pêche artisanale. Les discours et les pratiques de développement de la pêche en mer au Congo participent de la sorte à la création d'un secteur de pêche ultra-moderne (*ultra-modern fishing sector*) selon les termes de Kurien (1978 : 1562).

La pêche artisanale demeure pendant cette période en marge des politiques de développement des pêches. Le contraste qui caractérise les interventions publiques en matière de pêche ne passe pas inaperçu ; Hodonou (1984) remarque à cet effet "qu'à côté d'une pêche industrielle (encouragée) subsiste une pêche artisanale (délaissée)..."

⁸ Le financement du projet de création d'un complexe thonier en 1964 devait provenir de la France (30%), de l'Allemagne (30%), de l'Etat congolais (30%) et des intérêts privés congolais (10%).

⁹ L'investissement nécessaire pour acquérir les trois thoniers a été de l'ordre de 5.125 millions de F. CFA (Cf. Afrique Agriculture n° 18 : 55)

3.1.3. Du pêcheur au matelot : populisme moral et développement par absorption

Cependant, l'implication des spécialistes des sciences sociales dans la prise de décision sur le sort du pêcheur artisan à la fin des années 1950 introduit une autre vision de la modernisation des pêches¹⁰. En effet, Pierre Vennetier, géographe agissant en qualité d'expert-consultant et Yves Dhont, sociologue, sont convenus de proposer une intervention moderniste fondée sur l'intégration dans la pêche moderne des catégories issues de la pêche traditionnelle supposée en perdition.

"...il faut prévoir une reconversion à longue échéance d'une partie au moins des pêcheurs africains (...). Se trouvera-t-il des pêcheurs pour abandonner leur pirogue et devenir matelots sur les chalutiers? Il serait souhaitable qu'ils en aient au moins la possibilité." (Dhont 1963 : 145)¹¹.

"S'il est inévitable que la pêche industrielle fasse disparaître l'artisan pêcheur, il est souhaitable que soit préparée la reconversion économique de celui-ci, par exemple, en utilisant sa compétence sur les chalutiers. Ce serait, en quelque sorte, une juste compensation" (Vennetier 1965 : 93).

Ces deux chercheurs en sciences sociales sont animés par un élan moral : *"déposséder le pêcheur de son village, de sa mer et du poisson, c'est mal"*. Cette manière de penser montre que Vennetier et Dhont sont particulièrement inspirés par un populisme moral dénonciatif (au sens de Olivier de Sardan 1990a : 481). Ils s'attaquent au mépris à l'égard des pêcheurs indigènes en montrant la nécessité de les "découvrir". Dhont, particulièrement, débouche sur cette soif de la connaissance qui le conduit à réaliser la première enquête sociologique sur les pêcheurs artisans du littoral congolais au début des années 1960.

¹⁰ Volontairement, nous ne suivons pas une succession chronologique. Ce qui est plus important dans ce chapitre, c'est d'identifier les schémas idéologiques qui vont et qui reviennent.

¹¹ Le travail de Dhont était auparavant réalisé dans l'optique d'une communication qu'il a présentée à la Conférence sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées organisée à Genève en mars 1963. C'est à cette occasion qu'il développe pour la première fois cette approche du développement de la pêche au Congo.

L'hypothèse d'un développement par reconversion du pêcheur artisan en matelot rompt d'une certaine manière avec les thèses dualistes de la modernisation. Dhont et Vennetier s'écartent ainsi de la perception des experts qui soutiennent que le secteur moderne est appelé à évoluer dans une sphère économique complètement séparée de celle du secteur traditionnel. Les interrelations pêche industrielle / pêche artisanale qu'introduisent ces "scientifiques-experts" dans le développement des pêches vont à l'encontre du dualisme caractérisant l'idéologie de la modernisation.

L'intégration du pêcheur artisan dans la pêche industrielle renvoie au contraire à la notion d'*absorption* empruntée à la littérature anglophone. Cette notion désigne les cas de figure caractérisés par l'intégration du secteur traditionnel dans le secteur moderne. Friedman-Sullivan (1974) l'utilise à propos de l'absorption de l'agriculture dans l'économie urbaine. En matière de pêche, Platteau (1989 : 587) s'y réfère pour analyser les effets de l'idéologie de la modernisation de la pêche artisanale dans les pays en voie de développement.

L'application de cette formule, au début des années 1960, par les armateurs ponténégrins reste d'un effet très limité. Toutefois, les recrutements des équipages de pêche industrielle dans les milieux des pêcheurs artisans se sont révélés avantageux pour les armateurs. Les impressions sur la qualité des prestations offertes par ces pêcheurs sont principalement favorables pour les Vili originaires du Cabinda et de Madingo-Kayes. Il semble que ces pêcheurs seraient plus habiles et s'adapteraient plus facilement aux techniques de pêche industrielle que les Vili de la région de Pointe-Noire¹².

¹² Les Vili de Madingo-Kayes ont également eu cette réputation de bon marin qui était réservée aux Vili du Cabinda. Cette qualité semble être liée à la bravoure des originaires de ces régions habitués à affronter la barre contrairement aux pêcheurs de Pointe-Noire qui ne connaissent pas ce phénomène dans la baie.

3.1.4. Le "retour" de la pêche artisanale : idéologie de la modernité inversée ou populisme idéologique

Le milieu des années 1970 est marqué par deux événements majeurs pour l'avenir de l'idéologie de la modernisation : les projets de création de secteur ultra-moderne apparaissent utopiques, d'une part, et les théories développementistes de la modernisation font l'objet d'une forte controverse sur le plan académique, d'autre part. L'effet conjugué de cette crise de l'idéologie de la modernisation et de l'émergence sur le plan académique de nouveaux paradigmes en matière de changement social provoque chez les experts, la traversée d'une zone de turbulence du point de vue des idéologies de développement des pêches. Au Congo, par exemple, le consensus idéologique prévalant chez les experts tend à faire place à une divergence dans les modèles de développement des pêches maritimes.

3.1.4.1. De la guerre chez les marchands de modèles de développement à la réhabilitation de la pêche artisanale

La disqualification sur le plan académique des théories développementistes de la modernisation n'entraîne pas *ipso facto* la remise en cause de l'idéologie de la modernisation. Si, chez certains experts, cette manière de penser et d'agir ne s'exprime encore que sous la forme de séquelles, chez d'autres, par contre, l'idéologie de la modernisation continue à fonctionner normalement. Cette situation est à l'origine des divergences d'opinions qui opposent au début des années 1980, les experts de la FAO à ceux des Bureaux d'études privés européens.

Les experts de la FAO proposent au gouvernement congolais une nouvelle politique de développement de la pêche en mer qui met un accent particulier sur la réhabilitation de la pêche artisanale. Lamendour et Tichine (1976) contribuent à "déblayer le terrain" et Haling (1978) s'occupe par la suite de persuader les "décideurs" congolais de l'opportunité de moderniser la pêche artisanale.

"Le but du voyage était de rencontrer le Représentant de la FAO et les autorités du Ministère des Travaux publics et des Transports, et de la Marine Marchande, pour les informer et obtenir des renseignements au sujet de la proposition de projet qui vise la modernisation de la pêche artisanale, proposition qui a été préparée par le projet préparatoire T.F. RAF 80 (e) - NORWAY." (Haling 1978 : 1).

En parlant de modernisation de la pêche artisanale, Haling utilise un langage encore peu courant chez experts. En effet, la modernisation de la pêche a toujours désigné les actions en faveur de la pêche industrielle. La modernisation inversée à laquelle adhère Haling est justifiée par l'exaltation des vertus de la pêche artisanale vis-à-vis de la pêche industrielle. Il apparaît aux experts de la FAO que la comparaison des deux modes d'exploitation (industriel et artisanal) en termes de production, de rendement financier et d'emploi indique la nette supériorité de la pêche artisanale. Les experts de la FAO chargés d'élaborer le projet UTF/PRC/008/PRC font la démonstration suivante :

" (...) le capital investi dans le sardinier industriel (350 millions de F. CFA) représente 87 fois le capital nécessaire à l'acquisition de la pirogue (4 millions de F. CFA), c'est-à-dire une capacité de production piroguière de 6500 t, contre 2000 t pour le sardinier et en chiffres d'affaires, une valeur de 1265 millions de F. CFA pour l'investissement piroguier contre 240 millions de F. CFA pour l'investissement industriel. En termes d'emploi, l'avantage penche toujours du côté de l'investissement piroguier..." (FAO 1983 : 44).

La découverte des valeurs de la pêche artisanale par ceux qui, jusque-là, tiennent un discours de mépris à l'égard de ce secteur n'est pas partagée par leurs collègues experts du secteur privé. Rien ne justifie objectivement à leurs yeux une intervention moderniste sur la pêche artisanale. Une illustration remarquable de ces intentions est fournie par les experts de France-Consult :

"Au regard des nombreuses priorités auxquelles doit faire face le gouvernement, on pourrait juger que le modeste secteur de la pêche maritime artisanale - à peine un millier de pêcheurs qui se "débrouillent" tant bien que mal - ne justifie pas une action d'envergure nationale" (France-Consult 1981 : 179)

La contradiction entre experts est ainsi portée au "grand jour". Les protagonistes n'ont cependant qu'une connaissance superficielle de la pêche artisanale ; il apparaît donc qu'ils ne défendent pas leur position par rapport au contexte propre du "milieu cible". Le débat sur les modèles de développement relève plutôt d'enjeux institutionnels qui se jouent au travers de confrontations idéologiques. Les experts de la FAO opposent à l'idéologie méprisante de la modernisation, une idéologie populiste "réhabilitante" des catégories oubliées dites traditionnelles.

Les "arguments de vente" élaborés à partir des stéréotypes populistes sont accueillis avec plus d'enthousiasme par le gouvernement. Cela s'explique par le fait que le langage des experts de la FAO présente des affinités profondes avec le discours politique des années 1980, qui soutient "la participation des masses paysannes à la bataille de l'autosuffisance alimentaire avant l'an 2000". Le gouvernement recommande par conséquent aux Bureaux d'Etudes chargés de préparer le Plan quinquennal de développement économique et social (1982-1985) d'identifier les projets de développement de la pêche en mer dans les deux types d'exploitation (artisanal et industriel).

Les orientations non discriminantes du gouvernement ne suscitent pas de réactions de la part des experts qui continuent à fonctionner sous l'influence de l'idéologie de la modernisation. Les experts de France-Consult, par exemple, au lieu de procéder à une résiliation du contrat pour manifester leur opposition à l'idéologie populiste de leurs collègues de la FAO, acceptent tant bien que mal de participer à l'identification des projets de développement de la pêche artisanale, même s'ils essaient de marquer quelques réserves :

"La pêche artisanale prend une toute autre importance si, dépassant la simple approche numérique, on considère comment elle s'inscrit dans l'objectif posé par les directives du 3ème Congrès et repris dans le Plan 1982-1986."
(France Consult 1981 : 179).

Cet exemple témoigne de l'importance des marges de manoeuvre dans les pratiques des experts. Ils sont à même de s'inspirer d'une idéologie ou d'une autre sans une remise en cause au sens épistémologique ; ce qui compte, c'est s'adapter aux exigences du marché. Le passage d'un modèle à un autre se fait généralement au détriment du respect de toute rigueur. C'est ainsi que les experts transposent sans difficulté majeure la démarche dualiste caractéristique de l'idéologie de la modernisation dans les expertises sur la pêche artisanale dont les termes de référence sont d'ordre populiste.

3.1.4.2. Un nouveau dualisme : la dichotomie pêche des migrants / pêche locale

La transposition de la démarche dualiste n'est cependant possible que si les experts ont des données sur la pêche artisanale. Dans cette perspective, il se pose la question de "découvrir" le pêcheur ou de connaître le "milieu cible". Les experts entreprennent pour cela une analyse exploratoire rapide pour certains¹³ ou de durée relativement longue pour d'autres comme cet expert de la FAO qui a séjourné pendant un an environ à Pointe-Noire en 1982 et en 1983.

Les données sont collectées selon des techniques qui sont généralement les-mêmes pour toutes les missions : rencontre des "personnes-ressources" qui sont citées sur les premières pages du rapport de mission, visites dans les villages de pêcheurs les plus accessibles, entretiens avec quelques pêcheurs curieux de voir des "touristes" sur les plages et consultation des documents à la bibliothèque du Centre ORSTOM. Les données collectées font l'objet de diverses interprétations variables selon l'inspiration idéologique de l'expert et l'obligation de faire correspondre les résultats aux attentes du gouvernement pour le compte duquel l'expertise est réalisée.

¹³Chambers (1990 : 26) qualifie ces enquêtes rapides réalisées par les experts de "tourisme en développement".

La manière dont certains experts interprètent les données montre qu'ils trouvent en la coexistence *pêche des migrants / pêche locale*, une dichotomie à partir de laquelle ils peuvent aisément transposer le schéma dualiste du développement¹⁴. Les analyses effectuées dans cette perspective convergent de manière générale sur la conclusion selon laquelle la pêche des migrants est dynamique tandis que la pêche locale est en stagnation. Ce dynamisme différentiel est validé au moyen des données quantitatives qui apparaissent dans l'argumentation des experts comme les indicateurs suprêmes de comparaison. La production globale prouve définitivement la supériorité de la pêche des migrants et le caractère peu évolutif de la pêche locale. En effet, les pêcheurs popo contribuent pour 80% à la production artisanale, soit 35% environ de la production nationale de poisson de mer.

La supériorité de la pêche des migrants est justifiée en se référant à des causes technico-économiques. Les experts font ainsi allusion aux innovations techniques que Gobert (1985b) résume en trois points :

- "- l'accroissement de la taille de la pirogue, dont la longueur est passée successivement de 8 m en 1955, à 9,30 m en 1973 et à 11,35 m en 1981;*
- une motorisation généralisée au cours des années 1960;*
- une spécialisation qui s'est traduite par l'adoption du filet maillant de surface et par l'évolution de la longueur des filets embarqués: 120 à 150 m en 1950, 150 à 400 m en 1972 et voire 1000 m en 1985".*

La découverte de cette dynamique présumée de la pêche des migrants ne suscite pas l'opportunité d'envisager une assistance quelconque en sa faveur comme il est d'usage dans le dualisme pêche moderne / pêche traditionnelle. On assiste au contraire à l'émergence

¹⁴ Le dualisme *pêche locale / pêche des migrants* apparaît aussi comme une transposition dans le domaine de la pêche du dualisme *formel / informel*, *secteur non structuré / secteur structuré* qui émergent au cours des années 1970. Une analyse critique de ce nouveau dualisme qui repose sur la reconnaissance du dynamisme propre et du rôle positif du secteur traditionnel précédemment opposé au secteur moderne a été faite par l'économiste Ph.Hugon (1980).

d'une attitude d'exclusion de la pêche des migrants dans les politiques d'intervention sous prétexte qu'elle serait suffisamment "développée"¹⁵ :

"... dans la communauté des pêcheurs béninois la relative maîtrise d'un mode de fonctionnement et d'organisation ne fait pas ressentir la nécessité d'une remise en cause structurante ou d'une assistance de l'Etat au niveau de la technique d'intervention" (France-Consult 1981 : 192).

Les experts estiment par contre que les actions d'appui au développement s'imposent pour la pêche locale, étant donné que les pêcheurs vili *"n'ont pas eu à développer la dynamique des populations expatriées et sont demeurés beaucoup plus statiques dans leur comportement de marins pêcheurs"* (France-Consult 1981 : 192). La problématique du développement est ainsi réduite à la question de savoir : *"pourquoi ils (les pêcheurs locaux) n'ont pas suivi l'exemple béninois et n'ont pas encore acquis des outils de travail similaires à ceux des pêcheurs expatriés?"* (FAO 1983 : 16).

La réponse à cette question est formulée à partir des indicateurs qualitatifs qui apparaissent dans ce contexte comme des explications *ad hoc* de la faiblesse technique et des faibles capacités d'accumulation des pêcheurs locaux. Les experts de la FAO (1983 : 16), par exemple, s'inspirent des stéréotypes qui servent à penser la "communauté paysanne traditionnelle" d'un point de vue dépréciatif pour déduire que *"les comportements sociaux et culturels traditionnels expliquent en grande partie le fait que, bien que possédant de bonnes connaissances techniques, le pêcheur vili n'aie pas encore assimilé les qualités d'organisation et de gestion des pêcheurs béninois..."*. Le mythe de la communauté paysanne est déploré pour deux raisons principales :

- la solidarité sociale rend moins agressif le pêcheur dans sa profession parce qu'il est conscient d'être supporté par le vaste milieu social auquel il appartient (FAO 1983) ;

¹⁵ Il y a une autre raison que les experts n'évoquent pas, à savoir la volonté politique de développer une pêche "nationale".

- la solidarité sociale limite les capacités d'accumulation du pêcheur vili parce qu'il est sollicité fréquemment pour subvenir aux besoins financiers du milieu social et parce qu'il se laisse tenter par les dépenses nécessaires pour affermir son image qui se reproduit sur place et dans l'immédiat (France-Consult 1981).

Il apparaît à cet effet que la prétendue "solidarité sociale" des sociétés africaines agit chez les pêcheurs vili, comme un obstacle à la modernisation. Les experts retournent ainsi de leur côté les thèses de "l'économie de l'affection" de Goran Hyden (1980 et 1983). Cette "solidarité sociale" est par contre valorisée par les mêmes experts en ce qui concerne le succès des pêcheurs popo qu'ils attribuent à l'organisation en "compagnie". Ils adhèrent alors dans cette perspective aux stéréotypes "solidaristes" que l'on trouve par exemple chez Guy Belloncle (1982). Nous voilà à nouveau devant une nouvelle figure de l'ambivalence des pratiques des experts qui illustre la remarque selon laquelle les stéréotypes peuvent s'inverser en valeur sans changer de nature (Olivier de Sardan 1990a : 483).

3.1.4.3- Le milieu cible étant connu, comment envisager son développement?

Le développement de la pêche artisanale maritime renvoie selon la démarche des experts à l'élimination des contraintes ou des obstacles précédemment identifiés. Palladin & Ntelossamou (1991 : 82), chefs de projet, remarquent que ces contraintes sont intégrées dans un réseau dense d'interactions qui s'appuie sur deux boucles : les contraintes technico-économiques (contraintes financières limitant les possibilités d'investissement en équipement plus performant) et les contraintes d'ordre social. Le développement passe donc par des actions visant à "déboucler" ces deux boucles. Le schéma de Palladin et *al.* ne représente, en effet, qu'une formalisation des catégories déjà évoquées par leurs prédécesseurs. Le problème est de savoir comment "déboucler".

La démarche des experts, à ce stade, combine plusieurs paramètres de façon à proposer un projet qui soit acceptable aussi bien par le gouvernement que par les bailleurs de fonds. Ils veillent, dans cette perspective, à intégrer leur proposition de projet dans les directives globales du développement dégagées lors du troisième Congrès du Parti Congolais du Travail (Parti unique au pouvoir jusqu'en 1991) tenu en 1979. Les directives du Congrès considèrent que le développement des activités agricoles pratiquées par les masses paysannes (dans lesquelles sont insérés les pêcheurs) doit être mené sur la base d'une organisation coopérative. Dans ce contexte, le travail des experts se trouve conditionné par l'obligation du résultat.

Les experts de France-Consult (1981) rappellent à ce propos que le modèle de la structuration coopérative a été retenue par le gouvernement. C'est pourquoi ils adoptent une démarche qui consiste à "*rendre recevable un mécanisme de cohésion professionnelle*" (France-Consult 1981 : 182). Il s'agit, en effet, de montrer en quoi la coopérative peut être une formule intéressante et comment l'introduire dans un milieu où elle fait déjà partie de l'expérience historique des populations. Le paradoxe ne rebute pas les experts comme nous allons le voir.

Les pêcheurs gardent, en général, un mauvais souvenir de la coopérative. Cette attitude est liée à l'échec des tentatives précédentes d'organisation des pêcheurs en coopérative. La première tentative remonte en 1958, avec la création le 13 février de la Coopérative des Pêcheurs du Kouilou (COPEKO) qui, en dépit des adhésions massives, a été liquidée pour des problèmes de dilapidation des fonds (Vennetier 1958 : 19; Dhont 1963 : 142). La deuxième tentative a lieu en juin 1975 à l'initiative du Responsable de l'Action Coopérative au district de Loandjili. Ce fonctionnaire de l'Etat suscite l'adhésion des pêcheurs de Matombi à un groupement précoopératif. Il amène les quatorze premiers membres à constituer un capital social de 240.000 francs CFA qu'il dilapide par la suite. La troisième tentative qui date de 1981, est l'oeuvre du Service régional de l'animation rurale et de l'action coopérative (Direction de l'Agriculture). Elle concerne les

pêcheurs de Matombi qui ont collecté 40.000 francs pour constituer le capital social, somme qui, une fois de plus, est dilapidée par un agent de développement.

Du fait des accommodements du projet à des directives préétablies, les résultats de l'analyse du milieu concluent à l'importance de créer les coopératives de pêcheurs. Aussi, les experts font parfois fi de la réalité qui infirme ces recommandations. Ceux de France-consult, par exemple, reconnaissent à ce projet un avenir incertain en raison *"de freins à la dynamique des coopératives qu'ils ont pu identifier chez les pêcheurs congolais"* (p.182). Ils perdent, cependant, le sens de l'honnêteté intellectuelle au profit, d'une part, de la satisfaction des désirs de l'administration des pêches et des bailleurs de fonds et, d'autre part, de la garantie du marché. Ils persistent ainsi à proposer la création des coopératives : *"Cela ne signifie nullement que cette voie doit être abandonnée ; elle est la meilleure chance de favoriser une structuration"* (France-Consult 1981 : 182).

La coopérative est qualifiée de "meilleure chance" parce que les experts trouvent en elle un moyen de "déboucler" la dynamique de la pêche locale. Elle permet d'entreprendre des actions susceptibles d'inhiber le poids de la "tradition" (facteurs de blocage socio-culturels) et de favoriser la diffusion de l'innovation provoquée (facteurs technico-économiques). La démarche évoquée consiste à s'intéresser d'abord aux jeunes pêcheurs non propriétaires de moyen de production qui semblent constituer un groupe défavorisé vis-à-vis des propriétaires d'équipement de pêche et donc *a priori* plus malléable vis-à-vis des agents de développement. Les experts exploitent par conséquent les conflits entre les propriétaires de matériel de pêche et les pêcheurs ou "aînés - cadets" pour se constituer une clientèle. Celle-ci est appâtée par de belles promesses d'accéder à la propriété du matériel de pêche. Palladin et Ntelossamou (1991 : 83) justifient cette démarche en ces termes:

"La mise en place d'un système d'accèsion à la propriété en faveur de jeunes pêcheurs devrait donc permettre d'aboutir à la rupture de ces deux boucles et au développement de l'activité".

L'adhésion des jeunes pêcheurs permettra, comme l'explique l'expert de la FAO (1983 : 96), "de contrecarrer les entraves humaines" caractérisant les pratiques traditionnelles : croyances magico-religieuses¹⁶, rapports de "domination" des pêcheurs par une oligarchie professionnelle investissant les revenus en dehors de la pêche (FAO 1983 : 94), exploitation des pêcheurs par les mareyeurs (France-Consult 1981 : 204), manque d'esprit d'entreprise et de capacité de gestion, propension à sa gratification immédiate, etc...

Le choix de la jeunesse en tant que "groupe cible pilote" est légitimé en invoquant ses valeurs et ses ressources. Les experts procèdent particulièrement par une "idéalisation" des qualités de la jeunesse en exaltant ses vertus. L'expert de la FAO chargé du Projet UTF/PRC/008/PRC en fournit un exemple :

"Cette jeunesse est particulièrement intéressante pour le développement. Elle s'est d'autant plus que tous ces hommes déclarent sans embage leur attachement à leur métier, leur volonté de l'améliorer, d'assimiler de nouvelles techniques, de s'éloigner plus loin en mer, d'accéder à de nouvelles ressources, non seulement pour accroître leur revenu mais aussi pour préserver un style de vie qui leur assure responsabilité et liberté"(FAO 1983 : 17).

Il recourt ainsi au populisme idéologique pour vendre l'image d'une jeunesse propice au développement. Toutefois, il se pose le problème de l'adhésion des jeunes pêcheurs aux coopératives.

La "capture" de la jeunesse ne constitue pas pour les experts un facteur limitant. Ils s'attendent à une adhésion massive des jeunes qu'ils prétendent séduire par des actions de conscientisation. Ils comptent jouer, pour cela, sur les justifications altruistes : rappeler au jeunes qu'ils sont dans une situation misérable et que la coopérative est le seul moyen de s'attaquer à cette misère et à ses supports. Les experts exposent ainsi le côté moral du

¹⁶ Bounbou (1986), ethnologue, a été consulté pour apporter la lumière sur l'impact des croyances magico-religieuses sur le développement de la pêche. Il écrit à ce propos : "il serait à craindre cependant que cette forme de survivance des pratiques magico-religieuses gagne en totalité la population de jeunes pêcheurs dynamiques surtout que les conditions matérielles actuelles semblent guère favorables pour démystifier les pratiques magico-religieuses"(p.91).

développement, en proposant aux pêcheurs "pauvres" des équipements qui sont hors de leur capacité d'autofinancement.

L'étape suivante de la démarche des experts consiste à utiliser ces groupements de jeunes comme des interlocuteurs. C'est par eux qu'on envisage introduire les innovations susceptibles d'accroître la production de poisson. Il s'agit entre autres :

- des innovations techniques du genre motorisation des pirogues, remplacement de la pirogue actuelle par un modèle d'embarcation plus légère et performante¹⁷, prototype de filet tel que le trémail confié au groupement de pêcheurs de Matombi par le DIPA¹⁸, local glacière pour conserver le poisson à l'état frais et fumoir amélioré¹⁹;

- des innovations économiques et financières portant sur l'octroi de crédits à l'équipement et servant de mesure d'accompagnement aux innovations techniques. La formule la plus fréquente prévoit la cession des équipements au groupement qui se chargera de les mettre en location-vente au bénéfice de ses membres ;

- des innovations sociales indispensables au succès du recouvrement des remboursements en faisant jouer la "solidarité sociale". Palladin et Ntelossamou (1991 : 88) pensent, à cet effet, que la *"dépendance des intérêts de la communauté vis-à-vis du bon déroulement des opérations constitue, l'un des meilleurs moyens de pression sur d'éventuels mauvais payeurs"*.

¹⁷ Le projet BDPA-SCET-AGRI à la différence des études antérieures qui ont envisagé de diffuser la pirogue ghanéenne ou d'introduire la pirogue sénégalaise, s'est orienté vers l'introduction de la pirogue en fibre en verre.

¹⁸ Le Programme pour le Développement Intégré de la Pêche Artisanale en Afrique de l'Ouest (DIPA) a confié au groupement de Matombi un filet trémail qui a, selon l'expert FAO chargé de ce projet, valeur d'exemple et exercera un effet d'entraînement. H. Ngoma, pêcheur, a fait une communication intéressante sur l'attitude des pêcheurs face à cette innovation (voir recueil des communications à la Table-Ronde de Matombi 1994).

¹⁹ Le projet BDPA-SCET-AGRI a introduit le four "chorckor" expérimenté par la FAO en Afrique de l'Ouest.

Il ressort de ce qui précède que les pratiques des experts sont principalement déterminées par l'obligation de s'accommoder aux désirs de deux catégories d'acteurs : s'accommoder à la politique du gouvernement pour pouvoir conserver le marché, s'accommoder aux attentes des pêcheurs de façon à s'attirer une clientèle. Aussi, les experts se comportent en courtiers du développement au sens où ils sont appelés à légitimer leur proposition de projet auprès du gouvernement et à le faire accepter par les pêcheurs. Ils manipulent ainsi deux langages comme nous l'avons vu : dans le premier ils recourent à un populisme idéologique pour susciter la sensibilité de l'homme politique habitué à ce langage et, dans le deuxième, ils procèdent par une attitude morale pour susciter l'adhésion des pêcheurs.

L'obligation de s'accommoder aux directives du gouvernement se traduit par l'ignorance volontaire d'arguments qui ne vont pas dans le sens du projet. Les experts élaborent ainsi une image de la pêche artisanale dont les contours varient selon les représentations dominantes. Deux modèles stéréotypés de ces représentations ont été dégagés.

Le premier modèle est partagé par les experts qui s'inspirent de l'idéologie de la modernisation. Il renvoie à une pêche pensée en terme de "traditionalité" et au pêcheur apathique qui ne paraît guère par lui-même capable d'innovation technique ou organisationnelle.

Le second modèle est répandu chez les experts des années 1980. Il s'articule au tour du pêcheur vili "bloqué culturellement" et "passif" qui est incapable d'imiter le pêcheur béninois "entrepreneur".

Ces images élaborées à partir des données partielles et d'arguments contradictoires, apparaissent-elles comme des modèles d'intelligibilité de la réalité? Nous allons à présent chercher à comprendre les "logiques d'actions" qui sous-tendent les pratiques des pêcheurs contre lesquelles s'insurgent les experts.

3.2. LA DYNAMIQUE REELLE DE LA PECHE ARTISANALE MARITIME : DES STRATEGIES DIVERSIFIEES

Les pêcheurs ont certainement des raisons de faire ce qu'ils font. Si ces raisons passent inaperçues aux yeux des experts, c'est probablement parce qu'elles échappent aux grilles d'analyse des développeurs. Nous comptons trouver une explication qui rend compte de ces "raisons" ou mieux des choix des pêcheurs. Dans cette perspective, nous partons de l'hypothèse selon laquelle, le pêcheur, en s'abstenant d'imiter qui que ce soit²⁰, "joue" sa subsistance. En d'autres termes, comme le démontre Scott (1976) à propos des paysans d'Asie, le pêcheur privilégie la recherche de la sécurité, plutôt que de prendre plus de risques en cherchant à obtenir des meilleurs résultats économiques. Le pêcheur adopte ainsi une attitude prudente par rapport à la recherche des opportunités. Pour atteindre ces objectifs, il procède par des arrangements multiples que Olivier de Sardan (1987) appelle "modes d'action économiques".

De ce point de vue, nous partirons d'une lecture technico-économique pour identifier les différents types de pratiques de pêcheurs. Nous baserons principalement notre typologie sur les données des prises et d'efforts²¹. Nous obtiendrons ainsi, schématiquement, trois types d'indicateurs empiriques de pratiques technico-économiques : la pluri-activité, la polyvalence et la spécialisation.

Contrairement à la démarche a-historique des experts, nous verrons que ces indicateurs de pratiques ne sont pas construits une fois pour toute, mais ils sont insérés dans des dynamiques de changements. Pour découvrir ces dynamiques, nous procéderons par la reconstitution des trajectoires des différents indicateurs de pratiques, en les replaçant

²⁰ Nous faisons allusion, comme nous l'avons déjà vue au point 3.1.4.2., au fait que la problématique du développement de la pêche artisanale est réduite, chez les experts, à la question de savoir pourquoi les pêcheurs locaux ne suivent pas l'exemple des pêcheurs migrants béninois.

²¹ Les données des prises et d'effort sont des constructions (des halieutes) qui servent à fournir une évolution globale de l'activité de pêche. Ces données sont exploitées par les halieutes pour étudier aussi les prélèvements sur les ressources. Dans le cas des travaux sur la pêche artisanale au Congo, les données de prises présentent des indications sur les quantités de poissons débarquées, la répartition par espèces des débarquements, etc... Les données d'effort se rapportent au nombre de sorties par type d'engins et par type d'embarcations.

dans le système de sens des pêcheurs concernés. Cela nous permettra de constater que ces trajectoires sont balisées par le jeu de rapports de force entre différents groupes stratégiques.

3.2.1. La pluri-activité

Vennetier, géographe, observe au cours des années 1960 chez les pêcheurs du littoral congolais, la pratique qu'il est convenu d'appeler pluri-activité. Il l'a décrit en ces termes:

" elle (la pêche) n'occupe le paysan - comme d'ailleurs la chasse - que de façon temporaire. L'emploi du temps de la population masculine adulte, dans la plupart des cas, est très lâche,... Les hommes peuvent même, dans une large mesure, concilier (la pêche) avec un travail salarié qui leur laisse libre une partie de la journée. " (Vennetier 1968 : 184).

Cette pratique est encore vivace sur l'ensemble du littoral. A Pointe-Noire, elle concerne des individus qui partagent leur temps entre un emploi salarié ou un "petit métier" et la pêche en mer. Ces individus sont relativement nombreux. Ils représentent, dans la terminologie des experts, les "pêcheurs occasionnels". Dans les villages, la pluri-activité renvoie au fait que les populations se consacrent tantôt à la pêche, tantôt à l'agriculture ou à la chasse comme nous allons l'étudier à partir du cas de figure offert par les pêcheurs à mi-temps de Ngoumbi, village situé dans la région de Conkouati.

La pêche en mer à Vandji (site de débarquement de Ngoumbi) est pratiquée par les populations locales et par les pêcheurs migrants vili²². Les premiers font de la pêche une activité à temps partiel. Les seconds sont pêcheurs "exclusifs", si l'on veut utiliser les termes des experts.

²² Les migrations de pêche sur les plages de Conkouati remontent au cours des années 1980. Les migrants sont des pêcheurs vili originaires d'autres régions d'activités halieutiques (Sud de Pointe-Noire et Bas-Kouilou principalement).

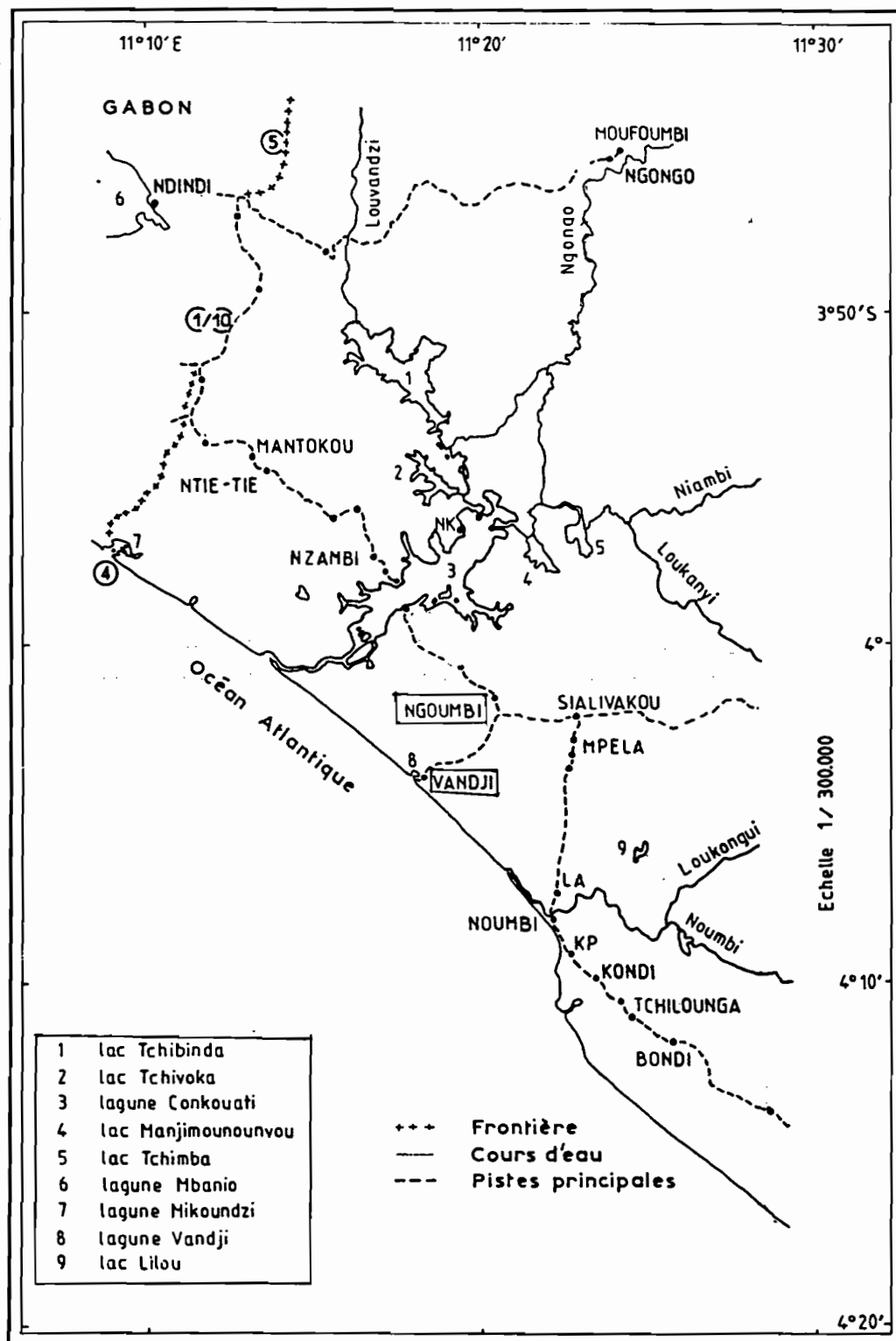


Fig. 6 : La région de Conkouati

Les populations autochtones pratiquent la pêche en mer, la pêche en lagune, la pêche dans l'estuaire de Noumbi, la chasse, l'agriculture, la cueillette, etc... Le calendrier annuel des activités masculines présente à cet effet une diversité d'occupations. La pratique d'une activité se fait selon un cycle saisonnier. La pêche en mer est pratiquée durant la saison des pluies (octobre à avril).

Les pêcheurs migrants se livrent à la pêche toute l'année. Ils s'intéressent tout comme les pêcheurs locaux à la pêche démersale. Les poissons capturés, essentiellement de grande taille, sont salés et séchés par les pêcheurs eux-mêmes, procédant ainsi à une reconstitution des circuits de distribution. Le produit obtenu après transformation est stocké avant d'être acheminé sur Pointe-Noire où il est vendu aux détaillants des marchés de la localité. Ces pêcheurs expliquent leur migration par l'abondance dans les eaux de la région, des poissons de taille convenable au salage-séchage et à la production des ailerons de requin destinés à l'exportation. En plus de l'abondance de la ressource, ces pêcheurs sont motivés par le marché qui est caractérisé par une forte demande de poisson salé et des ailerons de requin, seul produit dont le prix a doublé systématiquement à la suite de la dévaluation du franc CFA (de 8.000 F/Kg à 16.000 F/Kg).

Au regard de ces motivations, on est en droit de se demander pourquoi les autochtones s'accrochent à une pluri-activité saisonnière, alors que la pêche en mer est une option économiquement intéressante?

La trajectoire de la pêcherie locale révèle que la pêche en mer est une activité récente. La pêche dans la région de Conkouati n'est pratiquée jusqu'au milieu du XIXe siècle que dans le réseau lacustre, lagunaire et estuarien. Cette préférence pour les plans d'eau saumâtres parallèle au littoral n'est pas spécifique aux populations de Conkouati. Les observations à l'échelle du Golfe de Guinée et sur la longue durée montrent que, toutes choses égales par ailleurs, la concurrence entre le milieu lagunaire et le milieu marin s'exprime en faveur du premier (Chauveau 1986 : 206).

La conquête du milieu marin à la fin du XIX^e siècle, correspond plus à une pratique de dispersion du travail dans l'espace et dans le temps. Le pêcheur l'adopte pour faire face au "système de contraintes" dominant de cette époque. A cet effet, il déploie une stratégie de diversification des activités pour s'accommoder aux nouveaux rapports de production, tout en s'assurant une certaine marge de manoeuvre pour pouvoir subvenir aux besoins essentiels de sa "famille".

Les nouveaux rapports de production sont dominés par l'importance de l'argent comme intermédiaire des échanges. Le pêcheur doit donc posséder suffisamment d'argent pour subvenir à une partie des besoins personnels et de sa famille. Il lui faut du numéraire pour vêtir, soigner et éduquer ses enfants. Ces dépenses sont imprévisibles pour certaines d'entre elles ; personne ne peut prévoir quand il sera malade. Dans ce contexte, le pêcheur cherche à s'assurer un revenu régulier pour faire face à de telles dépenses et à n'importe quelle période de l'année.

Cependant, le pêcheur ne peut pas atteindre cet objectif en limitant ses activités sur la pêche en lagune. En effet, la pêche en lagune ne rapporte assez d'argent qu'en saison sèche. A cette période, la ressource est concentrée dans le lit mineur du fait de la baisse du niveau des eaux. En saison de pluies, par contre, les prises sont relativement faibles. Sans possibilités d'agir sur la décision des commerçants qui ne préfèrent qu'un nombre limité de produits dont les prix de vente sur les marchés de Pointe-Noire sont susceptibles de couvrir les coûts de transport, et ne possédant pas de moyens pour améliorer la pêche lagunaire en saison de pluies, le pêcheur n'a plus d'autres modes d'actions économiques que d'exploiter le milieu marin, qui offre à cette saison, la possibilité de faire de bonnes prises de poissons démersaux.

Bien que la démonstration précédente nous éclaire sur le choix de la pêche en mer en tant qu'option complémentaire, elle ne dit rien par contre des raisons qui incitent le pêcheur

à retourner pêcher chaque année en lagune. En évoquant cette question, nous abordons un point clef qui nous permettra de distinguer ces "logiques d'action" des stratégies de type "capitalistes"²³. En effet, si le pêcheur préfère exploiter la lagune en saison sèche, c'est parce qu'il fait la part des choses entre ce qu'il peut gagner et ce qu'il peut perdre. La pêche en mer en saison sèche, en dépit des revenus substantiels qu'elle offre, est considérée comme une activité à haut risque. La présence d'une forte houle à partir du mois de mai, rend non seulement les conditions de navigation très dangereuses²⁴, mais provoque aussi des accidents graves²⁵. A cet effet, l'abandon temporaire de la pêche en mer pour les activités de pêche en lagune, de chasse et d'agriculture renvoie à une stratégie de "contournement de risque"²⁶. Le pêcheur se situe ainsi hors d'atteinte des risques liés aux accidents provoqués par la dégradation des conditions de navigation en mer.

Si les contraintes qui se rapportent aux nouveaux rapports de production (liés au besoin d'argent) permettent de comprendre pourquoi le pêcheur partage son temps entre la mer et la lagune, elles demeurent cependant sans rapport avec les activités agricoles. Autrement dit, l'agriculture ne rapporte presque pas d'argent : les produits agricoles n'intéressent pas les commerçants qui fréquentent la région. Il semble que la vente sur les marchés de Pointe-Noire, des produits agricoles achetés à Conkouati, ne génère pas une marge de commercialisation assez suffisante pour couvrir les frais de transport. Aussi, la pratique de l'agriculture apparaît comme des modes d'actions économiques dont les règles sont définies par un autre type de contraintes.

²³ Au sens d'une logique d'accumulation pour l'investissement.

²⁴ Les experts de l'UICN en mission dans la région, donnent le témoignage suivant : "Nous avons d'ailleurs pu observer par nous même les difficultés qu'ont les pêcheurs à franchir cette barre : il n'est pas rare qu'ils chavirent plusieurs fois avant de réussir" (Nguingiri, Doumenge 1992)

²⁵ Les accidents notés depuis 1990 ont provoqué non seulement des pertes en matériel (pirogue fendue longitudinalement) mais aussi des fractures diverses et des noyades de pêcheurs. La dernière noyade a eu lieu en juin 1994 à Tchissadou lors de l'accostage.

²⁶ Sautier (1989) distingue trois stratégies complémentaires pour lutter contre les risques agricoles et alimentaires : la dispersion, l'évitement et le contournement. Pour ce nutritionniste, la troisième stratégie a lieu, lorsque l'on contourne les risques sans agir directement sur leurs effets ni sur leurs causes.

Les contraintes sur lesquelles les pêcheurs agissent en participant aux activités agricoles sont à la fois d'ordre normatif et à la fois d'ordre structurel.

Du point de vue des normes locales, le pêcheur s'acquitte d'une obligation morale vis-à-vis de sa femme. A Conkouati, comme partout ailleurs en zone forestière congolaise, c'est l'homme qui a la charge de préparer les terrains agricoles. Il est appelé à consacrer chaque année, quatre à cinq semaines (en juillet et août) au défrichage et une à deux semaines (en septembre) à l'abattage des arbres. Le terrain ainsi préparé, est mis en culture par la femme qui procède ensuite à l'entretien du champ et à la récolte.

Du point de vue structurel (ou des rapports de production), la participation du pêcheur aux travaux agricoles renvoie à des stratégies de sécurité alimentaire. Le pêcheur, en préparant le terrain de culture, s'attend à ce que sa femme produise suffisamment de manioc pour couvrir les besoins de la "famille". Il cherche ainsi, indirectement, à minimiser certaines dépenses, comme celles liées à l'achat des produits alimentaires, et donc à se dispenser d'efforts supplémentaires pour acquérir du numéraire.

On remarque, dans ce cas, que la pluri-activité est non seulement empruntée pour faire face aux contraintes économiques (acquérir du numéraire) et écologiques (abondance saisonnière de la ressource), mais elle est aussi le produit d'un compromis entre des groupes stratégiques différents : pêcheurs locaux, commerçants, femmes de pêcheurs, etc...

3.2.2. La polyvalence

La polyvalence est une pratique qui concerne les pêcheurs à plein temps ou "réguliers", qui utilisent une panoplie d'engins de pêche. Ils contribuent ainsi à la formation d'un type de pêcherie que Laloë et Samba (1990 : 229) qualifient de "multiengin" et de "multispécifique". Nous allons chercher à comprendre les raisons pour lesquelles certains pêcheurs adoptent cette pratique à partir de l'exemple de la pêcherie de Matombi.

La pêcherie de Matombi n'est ni exclusivement une pêcherie de surface, ni une pêcherie de fond. Cela apparaît nettement à la lecture des données collectées dans le village. Le recensement exhaustif des équipements réalisé en avril 1989, montre qu'il y a autant d'engins de pêche de petits pélagiques côtiers (53%) que d'engins destinés à la capture des poissons démersaux (47%). La même tendance reste valable au niveau individuel ; chaque propriétaire a généralement à peu près le même nombre de filets de surface et de filets de fond (Nguingiri 1989). La répartition du nombre de sorties aux différents types d'engins confirme aussi la polyvalence de ces pêcheurs. En 1993, par exemple, les pêcheurs ont consacré 57% des sorties à la pêche pélagique (de l'ethmalose en particulier), 35% des sorties à la pêche démersale, 3,7% à des sorties mixtes et 4% environ à la senne de plage (Anon. 1994a).

La trajectoire de cette pêcherie montre que la polyvalence est une pratique récente. En effet, depuis le début des années 1900, en dépit de nombreuses perturbations socio-économiques liées à la traite coloniale, les pêcheurs de Matombi ont gardé la réputation d'être des pêcheurs d'ethmaloses. Les données collectées à partir de 1981, viennent confirmer cette information d'ordre qualitatif. Gobert (1985a) met ainsi évidence "la place presque exclusive occupée par la pêche de surface" dans ce village.

Cependant, les inventaires de matériels de pêche effectués en 1989 et les données de prises et d'efforts collectées en 1988, montrent que les pêcheurs de Matombi ne pratiquent

pas que la pêche de surface, contrairement à ce que Gobert a observé cinq ans plus tôt. Ces pêcheurs utilisent aussi bien le filet de surface que le filet maillant de fond. On remarque ainsi, qu'il s'est produit des changements techniques. Nous envisageons de rechercher les raisons qui ont incité à ce choix technico-économique.

L'adoption du filet maillant de fond et son exploitation par alternance avec les filets maillants de surface apparaît comme un "jeu" que les pêcheurs jouent pour faire face au système de contraintes dans lequel ils se trouvent au cours des années 1980. Ce système de contraintes est dominé par une crise de la pêche pélagique en général et de la pêche de l'ethmalose en particulier.

La crise de la pêche de l'ethmalose a atteint son apogée en 1987. Elle est caractérisée par une chute de la production : de 549,5 T d'ethmaloses en 1984, les pêcheurs de Matombi ont débarqué à peine 310,6 T en 1986 et 197,7 T en 1987. Cette crise est liée selon la majorité de pêcheurs, à des perturbations hydroclimatiques : *"plus il y a des pluies, plus il y a des bancs d'ethmaloses dans la baie de Loango"* déclarent-ils. L'intensité des précipitations en 1986 et en 1987, du fait d'une faible pluviométrie, n'a pas permis l'émergence des conditions propices aux migrations d'ethmaloses. Aussi, la rareté de la ressource dans la baie s'est répercutée sur le niveau des captures.

La fréquence élevée des sorties sans prises en 1987 entraîne, chez les propriétaires de matériel de pêche, des problèmes de trésorerie. Certains d'entre eux renoncent même au financement des charges de sorties de leurs pirogues : ils craignent de ne pas récupérer l'argent avancé comme cela est déjà arrivé au cours des sorties antérieures. Les effets de cette crise ne touchent pas que les propriétaires, mais frappent tous les habitants du village. Cela s'explique par le fait que les activités économiques de la population de Matombi sont centrées sur la pêche de l'ethmalose : les hommes sont pêcheurs et les femmes s'occupent de la transformation et de la commercialisation du poisson. Dans ce contexte, hommes et femmes traversent une situation financière délicate.

N'ayant pas les moyens d'agir sur l'abondance des ethmaloses, les pêcheurs font recours à d'autres modes d'action économique susceptibles de permettre un apport des ressources complémentaires. Aussi, ils s'orientent vers la recherche d'autres espèces cibles. Cette décision est consécutive à l'idée selon laquelle, la rareté de la ressource imputable à l'insuffisance de la pluviométrie ne se distribue pas de façon uniforme en surface et en profondeur. Pour cela, ils gèrent l'incertitude liée à l'instabilité de la ressource en répartissant le travail sur des niveaux bathymétriques différents. C'est ainsi qu'ils se lancent à la fois dans la pêche démersale au filet maillant de fond et à la fois dans la pêche pélagique au filet maillant de surface.

Cette "stratégie de diversification" donne des résultats qui, d'un point de vue économique, montrent que la pêche démersale est plus intéressante que la pêche de l'ethmalose. En effet, en 1988, le rendement moyen par sortie d'une pirogue à moteur au filet dormant est deux fois plus important que celui d'une sortie au filet de surface (272 Kg contre 124 Kg). Bien que cette tendance soit inversée en ce qui concerne les rendements des sorties des pirogues à pagaie (58 Kg contre 123 Kg), l'avantage est toujours du côté de la pêche démersale compte tenu du niveau des prix de vente des poissons (100 F/Kg d'ethmaloses contre 500 F/Kg de poissons démersaux). Cependant, en dépit de ces données économiques, les pêcheurs de Matombi n'envisagent pas une disparition de la pêche de l'ethmalose. On remarque par conséquent que le pêcheur ne semble pas prendre une décision qui *a priori* donne les meilleurs résultats économiques.

Si les pêcheurs et les propriétaires n'adoptent pas définitivement les productions et les techniques apparemment les plus rentables, c'est qu'ils sont confrontés à d'autres types de contraintes que l'instabilité de la ressource et les problèmes d'argent. Quelles sont ces contraintes? Ou encore que recouvre en réalité leur comportement?

Le premier niveau de réponse se rapporte aux rapports entre hommes (pêcheurs) et femmes (transformatrices de poisson) à l'échelle villageoise. En effet, les pêcheurs et les propriétaires ne sont pas prêts à exclure les femmes de la sphère de la transformation et de la commercialisation. Agir de cette manière, c'est aller à l'encontre de la stratégie de sécurité qui est à l'oeuvre en donnant aux femmes la possibilité de récupérer les marges générées par la transformation et la commercialisation de l'ethmalose. Ces marges qui sont relativement importantes, sont utilisées partiellement pour les dépenses de consommation courante. Elles servent également à faire des crédits de diverses natures aux hommes. Ces crédits peuvent être affectés à l'investissement (achat d'engins de pêche) ou au financement des frais d'une sortie en mer (ration, carburant). Les pêcheurs n'ont plus d'autres modes d'action que d'envisager l'alternative suivante :

- Ou bien engager les femmes dans la transformation et la commercialisation des espèces démersales ;
- Ou bien mettre les femmes en concurrence dans la commercialisation en frais des espèces démersales avec les mareyeurs.

Devant une telle situation complexe, le pêcheur décide en fonction des prévisions qu'il se fait des décisions stratégiques des femmes et des mareyeurs. La transformation des espèces démersales est une option peu intéressante pour les femmes qui pensent qu'elle n'est pas aussi rentable que celle des ethmaloses. A cet effet, le premier terme de l'alternative est à exclure.

Le second niveau de réponse apporte des éléments d'explication du comportement qu'adopte le pêcheur ou le propriétaire face au problème posé dans le deuxième terme de l'alternative. Comme nous l'avons vu précédemment, le pêcheur réagit en prenant en compte les réactions éventuelles des mareyeurs et des femmes du village. Dans ce contexte interactionniste, il n'est pas évident que les femmes acceptent de se mettre en concurrence

avec les mareyeurs. Elles préféreront préserver les rapports qu'elles (et aussi le pêcheurs) entretiennent avec les mareyeurs, qui dépassent la simple convention marchande classique.

En effet, le mareyeur est considéré à la fois comme un client à qui on livre son poisson et à la fois comme un "allié" dans le cadre des réseaux de solidarité. Dans cette optique, c'est le mareyeur qui "dépanne" le pêcheur (et les femmes également) quand il manque de numéraire et de son côté le pêcheur (ou sa femme) ne manque pas en contrepartie d'apporter son assistance au mareyeur. De tels réseaux de solidarité ne se limitent pas aux rapports entre pêcheur (ou sa femme) et mareyeur, mais concernent aussi les autres acteurs qui participent au fonctionnement de la pêche. On peut citer, par exemple, le cas du chauffeur de taxi-brousse qui dessert le village ; il est assez intéressant de constater qu'à la mort de Tchik, chauffeur de taxi-brousse, la majorité de pêcheurs de Matombi ont pris une part active dans la préparation des funérailles et les femmes ont porté le deuil pendant deux mois.

Du fait de ce type de rapports complexes, les pêcheurs ne procèdent pas aux choix technico-économiques qu'en fonction des opportunités économiques. En réalité, comme on le voit dans ce cas, ils cherchent à négocier la décision avec les autres groupes stratégiques, pour éviter tout conflit qui peut entraver l'accès aux ressources (économiques, symboliques). Aussi, ils sont appelés à ménager aussi bien les intérêts des femmes que ceux des mareyeurs pour garantir le souci de sécurité qui les animent. La polyvalence apparaît dans ce contexte comme le seul moyen pour aboutir à un compromis.

3.2.3. La spécialisation

La spécialisation peut être définie comme une pratique que l'on rencontre chez les pêcheurs à plein temps et qui utilisent principalement un engin de pêche. Les pêcheurs de Matombi, par exemple, qui ne pratiquaient essentiellement que la pêche de surface avant l'adoption de la polyvalence, étaient des pêcheurs spécialisés. Cette pratique est remarquable à Pointe-Noire où les pêcheurs migrants béninois intensifient leur effort de pêche au filet maillant de surface et les pêcheurs vili s'adonnent principalement à la pêche démersale à la ligne et au filet maillant de fond. Ces deux exemples vont être analysés pour comprendre les logiques d'action qui président à ces choix technico-économiques.

3.2.2.1. La pêcherie popo de surface

La spécialisation au filet maillant de surface des pêcheurs migrants béninois de Pointe-Noire ne fait l'objet d'aucun doute. Elle est révélée aussi bien par l'approche qualitative (Jorion 1985a et Jul-Larsen 1994) que par l'approche quantitative. Les halieutes qui procèdent par l'approche quantitative, découvrent la tendance vers la spécialisation dans la pêche pélagique en traitant les données des prises et d'effort. Le premier constat remonte aux années 1970, à l'issue notamment des enquêtes statistiques menées en 1973 et en 1974 avec l'objectif d'estimer l'effort exercé par la pêche béninoise sur le stock de petits pélagiques côtiers (les sardinelles principalement).

Les éléments chiffrés les plus probants sont cependant ceux collectés à partir de 1981 dans le cadre de l'enquête sur la pêche artisanale²⁷. Les données de prises et d'efforts montrent que "les 110 pirogues environ que compte la flottille béninoise sont utilisées essentiellement pour la pêche au filet maillant de surface". Gobert (1985a : 29), biologiste, estime à 92,5% la fréquence de sorties au filet maillant de surface de la flottille popo en

²⁷ Le dispositif de collecte et de traitement de données a été décrit par Gueredrat (1983).

1983. Eu égard à cet ordre de grandeur, Gobert (1985a & 1991) conclut que "les Béninois sont des pêcheurs de sardinelle à titre presque exclusif : le ralentissement de la pêche de surface en saisons chaudes n'est que partiellement compensé par la pêche de fond, qui n'est d'ailleurs pratiquée que dans une minorité de compagnie, et selon une organisation très différente".

La question que l'on peut se poser après ce constat est celle de savoir pourquoi les pêcheurs béninois ont adopté cette pratique? En d'autres termes, quelles stratégies poursuivent-ils en se spécialisant dans la pêche pélagique?

Jorion (1985a), anthropologue, envisage que la spécialisation des pêcheurs béninois s'inscrit dans une stratégie de réduction des conflits inhérents à la concurrence des pêcheurs locaux : "chacune (flottille vili et flottille béninoise) a progressivement abandonné les modes de pêche où l'autre se montrait supérieure, avec pour résultat une spécialisation complémentaire ; filets de surface pour la flottille popo et lignes à main pour la flottille vili".

Jul-Larsen (1994), anthropologue, aborde la question dans une autre perspective. Il situe les stratégies qui sous-tendent la spécialisation dans le prolongement de la logique des migrations des populations xwla et xweda en général. Il rejoint sur ce terrain Jorion (1985b et 1988) qui pense que les migrations de pêche représentent pour ces populations une mesure alternative pour minimiser les risques économiques liés à la dégradation de la richesse en ressources naturelles de la région d'origine. Jul-Larsen (1994) partage cet argument. Cependant, il estime que la situation est plus complexe et ne peut être expliquée en se référant à ce seul facteur. Cela le conduit à reprocher à Jorion sa démarche a-historique.

Selon Jul-Larsen, les migrations de pêche doivent être abordées dans le cadre des migrations de travail des peuples xwla et xweda observées sur la longue période. En effet,

ces migrations de travail renvoient à des stratégies déployées pour saisir les opportunités offertes d'abord par le commerce de traite pré-coloniale et ensuite par la construction du port de Cotonou pendant la période coloniale²⁸. L'achèvement des travaux de construction de ce port incite ces populations à rechercher d'autres opportunités.

L'éventail des "créneaux" à saisir dans la région étant relativement réduit du fait de la rareté des ressources naturelles, les Xwla et les Xweda se lancent, pour certains, dans l'émigration (internationale également) et, pour d'autres, dans la conquête des nouveaux espaces locaux, tel que le milieu marin. La pêche en mer pratiquée saisonnièrement dans les eaux béninoises par les pêcheurs anlo ewe depuis la première moitié du XIXe siècle apparaît comme une éventuelle "porte de sortie". C'est ainsi qu'une partie de cette population décide d'apprendre à pêcher en mer. Cependant, ce nouveau "créneau" fait l'objet rapidement d'une saturation, à tel point que certains pêcheurs optent à leur tour pour l'émigration. Quelques-uns d'entre eux arrivent à Pointe-Noire vers 1964²⁹.

La migration au Congo est conditionnée par la préexistence de migrants béninois non pêcheurs. Elle n'est pas motivée au départ par la pêche en mer. Les individus entendent en effet exercer n'importe quelle activité, pourvu qu'elle soit économiquement intéressante. Ils débarquent d'ailleurs à Pointe-Noire sans équipement de pêche. Ils consacrent les débuts de leur séjour à l'observation du milieu d'accueil. Cette phase s'est traduite par une pratique de "touche-à-tout" dans la mesure où les migrants essayent de tout faire : petit commerce, petits métiers, pêche en lagune, pêche en mer. C'est à l'issue de cette phase d'expérimentation, qu'ils choisissent la pêche en mer parmi plusieurs options³⁰ possibles.

²⁸ La construction du port de Cotonou n'est en effet qu'une opportunité parmi tant d'autres comme le note Jul-Larsen (1994 : 18) : "... *personal stories from Xwla and Xweda fishermen both in Pointe-Noire and in Benin demonstrate that Cotonou only was one among several options*".

²⁹ Ces migrants ne représentent pas la première génération des pêcheurs dits popo. En effet, c'est au début des années 1950 que les premiers ghanéens s'installent dans la pêche artisanale au Congo. Ils sont rejoints par la suite par quelques pêcheurs togolais et dahoméens (voir Rossignol 1955 et Dhont 1963).

³⁰ Jul-Larsen (1994) l'explique en ces termes : "*the specialization in sea fisheries was not an automatic implication of their establishment in Congo (p.20). Migration was for them, not a 'logical' result of specialization; on the contrary specialization followed as one of several options after their establishment in the new country (p.21).*"

La spécialisation à la pêche en mer n'entraîne pas *ipso facto* une spécialisation dans la pêche de surface. Les migrants procèdent encore par une expérimentation. Ils utilisent une diversité d'engins de pêche déjà exploités par les Vili, auxquels ils empruntent ou achètent les pirogues de type local. Le recours à la polyvalence permet aux migrants de faire le point sur les avantages et les inconvénients de chaque technique de pêche. Ils s'orientent enfin de compte vers la technique qu'ils jugent la plus favorable en fonction de contraintes et d'opportunités d'ordre économique et social comme nous le verrons. La pêche de la sardinelle a été ainsi choisie au début des années 1970. Quels sont les critères de choix qui ont fait opter les pêcheurs popo pour ce type de pêcherie?

Les stratégies qui sous-tendent ce choix sont multiples. Il paraît cependant illusoire d'identifier une cause première. La possibilité de s'en tirer facilement avec une explication multifactorielle est également illusoire car a-temporelle. Nous préférons procéder par la pondération de causes multiples à partir d'une démarche de contextualisation de cas.

De ce point de vue, la préférence pour la pêche de surface s'explique à cette époque, en partie, par les perspectives économiques qu'elle offre : abondance de la ressource, présence d'un marché potentiel et faible niveau de concurrence. En effet, les biologistes ont révélé que le stock de sardinelle partagée par le Gabon, le Congo et l'Angola est sous-exploité³¹. En plus de cet avantage, le marché ne présente pas en soi une contrainte étant donné que la pêche pélagique industrielle n'est pratiquée au début des années 1960 que par deux sardiniers. L'accroissement, par la suite, des effectifs de cette flottille n'a eu qu'un effet limité sur les quantités débarquées. Gobert (1991 : 478) écrit à ce propos que "la flottille industrielle, frappée successivement par la fermeture des ZEE étrangères, l'augmentation des coûts de production, et le vieillissement des bateaux, a vu sa production stagner malgré l'augmentation du nombre de navires". La crise de la pêche pélagique industrielle libère par conséquent une part de marché que les pêcheurs migrants occupent.

³¹ Voir la synthèse faite par Fontana (1981) sur les ressources halieutiques du Congo.

Ce marché s'accroît rapidement du fait de l'expansion démographique de la ville de Pointe-Noire et des centres urbains secondaires situés le long du chemin de fer Congo-Océan.

La préférence pour la pêche pélagique s'explique aussi par les possibilités d'accès aux ressources nécessaires à la mise en oeuvre des unités de pêche adaptées. En d'autres termes, les pêcheurs béninois utilisent les réseaux de solidarité qui régulent leurs rapports avec la région d'origine pour réunir les capitaux nécessaires à l'investissement, importer les pirogues du Ghana (via Cotonou) et trouver de la main d'oeuvre supplémentaire. Ils procèdent, pour cela, par une appropriation collective des équipements qui est à l'origine des fameuses "compagnies", l'élargissement du cercle des co-propriétaires par la recherche de nouveaux actionnaires au Bénin, le recrutement des équipages au Bénin, etc...

La saisie de ces différentes opportunités permet aux Béninois d'accroître la production de sardinelles. Cependant, il apparaît à ces pêcheurs, que cette croissance ne peut être maintenue que s'ils cherchent à se prémunir contre les aléas en mer et à terre.

Les aléas en mer se rapportent à l'instabilité de la ressource. Les sardinelles comme le rappellent Cury et Roy (1991) "représentent d'énormes biomasses, elles sont sources d'abondance, mais, contrepartie malheureuse, elles sont aussi connues pour leur sensibilité aux fluctuations de l'environnement". La pêche pélagique est pour cela en situation généralisée d'incertitude que les migrants sont obligés de gérer. Ils élaborent pour cela des stratégies adaptatives à l'instabilité de la ressource. Ces stratégies sont fondées sur des combinaisons de plusieurs tactiques, au sens des statisticiens spécialistes de la représentation³². La mise en oeuvre de ces tactiques, dont les plus importantes sont le partage du risque de prospection des bancs de sardinelles et la circulation de l'information relative à la détection d'un banc, déterminent la flexibilité de la pêcherie en fonction de la variation d'abondance de la ressource. La gestion de l'incertitude se traduit aussi par le

³² On fait ici allusion aux travaux de Laloë (1990) et de Ferraris (1995). Les tactiques sont essentiellement représentatives de reports d'effort tandis que les stratégies peuvent concerner des migrations, des choix technologiques ou en général, tout élément de l'organisation du mode de production.

choix d'une alternative à l'absence prolongée de la ressource dans les eaux congolaises, en l'occurrence le filet maillant de fond.

Les aléas à terre renvoient particulièrement aux incertitudes liées à la "politique" du pays d'accueil. L'objectif recherché consiste ici minimiser les sources de conflits avec la société congolaise en général et les autorités politiques et administratives en particulier. Les pêcheurs béninois entendent ainsi réduire les risques d'expulsion auxquels ont été exposés la première vague des pêcheurs migrants popo en 1962. La gestion de ce risque non contrôlé par les migrants est attribuée à une institution dénommée Association des Ressortissants Béninois (ARB)³³, qui concerne également les Béninois qui ne sont pas pêcheurs. L'une des stratégies de cette institution consiste à créer et à entretenir un réseau dense de clientèles parmi les autorités congolaises³⁴ comme le décrit Jul-Larsen (1994 : 29) :

" ARB quickly developed efficient and direct links with pivot actors in the Congolese society, in civil society as well as in the state apparatus. The leader of the Congolese fishermen was a near friend of Kassa and actually influenced upon his appointment. Within the Congolese state apparatus they managed to establish close contacts within all the essential sectors which in the 1970s were the Party (PCT), the army and the police in particular, but also at the municipal level and in customs and port authorities did they have close contacts to individual persons".

Un autre type d'aléas à terre auquel les pêcheurs béninois ont à faire face au cours des années 1970 se situe au niveau de la vente du poisson : la faible capacité de fumage de poisson par les femmes congolaises ne permet pas d'absorber la production excédentaire. Pour prévenir l'occurrence de tels risques, les pêcheurs n'ont guère d'autres modes d'action que de faire venir leurs épouses à Pointe-Noire. Le contrôle de la sphère de la transformation et de la commercialisation du poisson par ces femmes à partir de 1973 atténue les effets des incertitudes qui se jouent à la vente. Ces femmes disposent d'une capacité de fumage largement au-dessus du niveau des débarquements

³³ L'origine, l'évolution et le fonctionnement de ce "local Governance" ont été analysés récemment par Jul-Larsen (1993 & 1994).

³⁴ Cet aspect sera développé dans le chapitre 4, notamment au point 4.1.3.3.

quotidiens (Adrien 1981). Les hommes peuvent ainsi accroître leur production sans trop s'inquiéter des problèmes d'écoulement.

Cependant, la disparition par le fait des activités féminines de la contrainte "écoulement" au cours des années 1980 ne provoque pas une accélération de la croissance de la pêche. On assiste au contraire à une certaine stabilité, tant du point de vue du nombre des embarcations que des effectifs des pêcheurs (autour de 500 pêcheurs environ). Pourquoi, ces pêcheurs, réputés dans la littérature d'expertise pour leur logique capitaliste d'accumulation, freinent la croissance de la pêche?

Le seuil de croissance qui semble être atteint chez les pêcheurs popo au milieu des années 1980 est lié à la volonté de concilier l'objectif d'acquérir des ressources à l'extérieur conformément à la stratégie de l'émigration et l'objectif de réduire les risques de conflits avec la société congolaise et donc d'expulsion. Dans cette perspective, les pêcheurs procèdent, d'une part, par une régulation démographique ; moins le groupe est grand, mieux les membres sont contrôlés. Ils procèdent, d'autre part, par une intensification à dominante travail et engins qui compense la réduction des acquisitions de nouvelles embarcations. Ils mettent ainsi à l'oeuvre une stratégie de la dérobade (au sens de Olivier de Sardan 1987 & 1991b) face aux ponctions de l'administration congolaise³⁵ qui sont effectuées principalement sur la base du nombre d'embarcations.

L'intensification à dominante engins renforce la tendance vers la spécialisation dans la pêche pélagique. Toutefois, la conjoncture économique du milieu des années 1980 ne semble pas favorable à cette spécialisation (Tutuanga 1991). En effet, le prix de vente de la sardinelle en frais a très peu évolué, alors que pendant la même période le prix d'achat du matériel de pêche a connu une hausse considérable. La conjoncture semble, par contre, favorable à la pêche démersale du fait de l'augmentation des prix de vente de poissons "nobles". A cet égard, le maintien de la spécialisation dans la pêche pélagique permet de poser une série de questions relatives à la logique d'action des pêcheurs migrants. Pourquoi

³⁵ Cet aspect sera traité en détail au point 4.1.3.3.

ces pêcheurs qui sont techniquement aptes à exercer la pêche démersale continuent-ils à se spécialiser dans la pêche pélagique?

En 1987, la majorité des compagnies sont confrontées à des problèmes de trésorerie dus à la crise de la pêche pélagique. Ne pouvant plus rechercher les capitaux à travers les réseaux de sociabilité au Bénin pour des raisons de stratégies de sécurité évoquées précédemment, les pêcheurs n'ont plus d'autres modes d'action, que de solliciter le financement nécessaire à la relance des activités de pêche auprès des femmes béninoises. Or, celles-ci estiment qu'il y aurait plus de bénéfices pour elles en procédant au fumage des sardinelles qu'à celui des poissons démersaux. Aussi, elles préfèrent octroyer les crédits aux compagnies qui, en contrepartie, assurent un ravitaillement en sardinelles. A cet effet, le maintien de la spécialisation à la pêche pélagique à la fin des années 1980 est déterminée en partie, par le jeu de rapports de force entre deux groupes stratégiques : les membres des compagnies (pêcheurs) et les femmes béninoises.

Ce rapport de force est au centre de la dynamique récente de la pêcherie béninoise de Pointe-Noire. L'octroi des crédits aux compagnies est perçu par les femmes comme une opportunité à saisir pour garantir l'approvisionnement en sardinelles qui est rendu aléatoire depuis la crise de 1987. Autrement dit, une femme qui accorde un crédit à une compagnie a le privilège d'être servie prioritairement à chaque débarquement. Cette hiérarchisation suscite chez les femmes, l'ambition de se classer parmi les catégories privilégiées. Elles arrivent par ce mécanisme à influencer la dynamique de la pêcherie comme on peut le constater à partir des exemples suivants.

Le premier exemple se rapporte au succès de la diffusion de l'innovation qui a consisté à adopter une nouvelle version du filet de surface à la fin des années 1980. Il s'agit du filet dit à "400 mailles" qui est conçu pour corriger les défauts du filet courant à 200 mailles (soit 10 mètres de chute environ), comme l'explique l'un des leaders de l'ARB :

" le fait que le poisson ait adopté un comportement d'évitement vis-à-vis de la présence du filet en plongeant, nous avons imaginé que nous pourrions le capturer en augmentant la chute de nos filets. C'est pourquoi nous sommes arrivés à des filets de 400 mailles" (Anoumon 1994c : 15).

Les dépenses d'acquisition de ce filet à 400 mailles sont généralement financées par les femmes qui s'attendent, en contrepartie, à une augmentation substantielle des débarquements et donc à plus de poissons à transformer.

Le deuxième exemple renvoie au fait que les femmes béninoises pour se placer parmi les catégories privilégiées, s'engagent à faire des crédits à des conditions particulières³⁶ à leur époux de telle sorte qu'il puisse accéder au statut de propriétaire de compagnie. Cette pratique encourage la dislocation des compagnies collectives et renforce la tendance vers une appropriation individuelle.

On remarque que la dynamique de la pêche béninoise est plus complexe que cela apparaît dans la littérature d'expertise. Elle déterminée non seulement par les opportunités économiques (marché) et écologiques (présence de la ressource), mais aussi et surtout par les formes sociales d'accès aux ressources tant économiques (financements), matériels (pirogue de type ghanéen) que symboliques (statut de chef de compagnie ou de femme de chef de compagnie).

³⁶ Jul-Larsen (1994 : 41) fait part de ces conditions particulières : *" this is clearly demonstrated by the fact that credits from women to company owners, contrary to what is generally the case in other credit relations, do not include dates of repayment, nor interests. It is only if and when a woman decide to renounce on her right to buy fish that the question of repayment becomes relevant".*

3.2.2.2. La pêche démersale vili de Pointe-Noire

Les données des prises et d'efforts collectées par les biologistes de pêche depuis 1981 montrent que les pêcheurs vili de Pointe-Noire se sont spécialisés dans la pêche démersale. Gobert (1985a) estime qu'ils ont consacré seulement 5% environ des sorties de leurs pirogues à la pêche à la sardinelle en 1982, alors que cette année a été la plus favorable pour cette pêche. La dynamique de cette pêcherie est restée longtemps inaperçue aux yeux des "experts". C'est pourquoi elle est très peu abordée dans la littérature sur le développement de la pêche au Congo.

La spécialisation dans la pêche démersale est une pratique récente. Elle prend forme à la fin des années 1970. En ce sens, elle fait suite à des séquences de changements antérieures. L'observation sur la longue durée de la trajectoire de cette pêcherie montre qu'elle a hérité des changements induits par les différents contacts avec les négociants européens entre le XVIIe et le XIXe siècle et avec ceux de la traite coloniale. Les changements de la période contemporaine peuvent être étudiés à partir de 1920, année de lancement des travaux de construction du port et de la ville de Pointe-Noire.

Avant le démarrage du projet de transfert des activités portuaires de Loango à Pointe-Noire, la pêche dans la baie est essentiellement pélagique (pêche de la sardinelle), bien que l'on rencontre aussi quelques sennes de plage. Les sardinelles sont capturées à l'aide du *ndebo*, filet maillant monté avec les fibres extraites des feuilles d'ananas. Depuis cette époque, trois principales séquences ont marqué la trajectoire de la pêcherie vili de Pointe-Noire.

La première est celle qui couvre les années 1930. Elle est caractérisée par l'introduction de nouveaux engins de pêche. Ces changements sont liés à l'arrivée progressive à Pointe-Noire des populations des villages côtiers, qui émigrent avec l'objectif d'acquérir un emploi salarié en ville. Cependant, l'embauche n'étant pas systématique, les

migrants passent souvent un temps d'attente relativement important au cours duquel ils essaient de trouver "les moyens de vivre"³⁷ en s'investissant dans les activités du village d'accueil.

La pêche apparaît aux migrants originaires des villages côtiers comme une opportunité qu'ils peuvent saisir provisoirement, espérant qu'ils seront engagés d'un moment à l'autre dans les entreprises qui s'installent dans la ville. Ils s'insèrent ainsi dans la pêche sans l'intention de devenir pêcheur à Pointe-Noire. L'itinéraire de la plupart d'entre eux renvoie d'abord à une simple aide aux pêcheurs en remontant les pirogues ou en étalant les filets en vue de recevoir une part de poisson. Ensuite, ils pratiquent le ramendage des filets ou encore participent au halage des sennes de plage. Au cas où l'embauche tarde toujours à venir, le migrant embarque à bord des pirogues des pêcheurs locaux et finit par expérimenter dans ce nouveau lieu de pêche les techniques de son village d'origine.

C'est par ce mécanisme que la pêche à Pointe-Noire s'est enrichie au point de vue des techniques : les Vili du Cabinda introduisent les engins destinés à la capture de la sardine³⁸ (plateau ou claie, filet à poche) et ceux des villages côtiers de Madingo-Kayes apportent des engins de pêche démersale au large (grand filet de surface "*kuta*", lignes à main "*mpiassa*" et harpon-sagaie "*nlosso*"). La senne de plage, engin ne faisant pas l'objet d'une spécialisation géographique remarquable, s'améliore toutefois dans le système de montage par la confrontation des expériences acquises dans les différentes régions du littoral. L'apport des Cabindais porte aussi sur la voile, technique de navigation introduite au Cabinda par les pêcheurs artisans portugais.

Cependant, le transfert de techniques entre Vili d'origines différentes est rare à cette époque. La pêche démersale au large reste la spécialité des ressortissants de Madingo-Kayes. Les Vili de Pointe-Noire contrôlent sans partage la pêche pélagique.

³⁷ Expression à la mode à cette époque pour faire allusion à la débrouillardise.

³⁸ On désigne par le terme sardine, des juveniles de *Sardinella maderensis*, de *S. aurita* et de *Ethmalosa fimbriata* de 3 à 10 cm de longueur.

La spécialisation technique demeure, dans ce contexte, un critère susceptible de permettre de distinguer les pêcheurs selon leurs origines.

La seconde séquence de changements intervient dans les années 1960 avec l'accroissement de la demande de poisson du fait de l'expansion démographique de la ville de Pointe-Noire. Elle est caractérisée par les premières tentatives d'utilisation du moteur hors bord et le recours à la polyvalence. Autrement dit, les pêcheurs franchissent les barrières de la spécialisation : qu'il soit ressortissant de Madingo-Kayes ou qu'il soit originaire de Loango, le pêcheur utilise aussi bien les engins de pêche pélagique que des engins de pêche démersale. La polyvalence est organisée en fonction de l'abondance saisonnière de la ressource. Aussi, le filet maillant de fond est exploité en saison chaude (d'octobre en avril), le filet maillant de surface est utilisé en saison froide (mai à septembre et aussi décembre à janvier), le grand filet de surface est aussi exploité en saison froide pour capturer les espèces démersales qui adoptent un comportement pélagique et les lignes à main sont également utilisées pendant cette saison.

La dernière séquence de changements intervient dans les années 1980. Les pêcheurs polyvalents renoncent progressivement à la pêche pélagique pour se spécialiser dans la pêche démersale. Ils utilisent au début toutes les techniques de pêche démersale : pêche de jour à la ligne sur les fonds rocheux, pêche de nuit à la ligne sur les fonds sédimentaires, pêche de nuit au filet maillant de fond et pêche de nuit au grand filet de surface. Ils font ainsi de la polyvalence dans la pêche démersale. Cela permet aux pêcheurs et aux propriétaires de choisir parmi toutes les techniques, celles qui semblent les convenir en fonction du système de contraintes et des opportunités.

Les choix opérés sur cette base influencent les investissements réalisés à la fin des années 1970, d'une part, et provoquent une différenciation de la pêche démersale vili, d'autre part. Aussi, les unités de pêche à moteur de la plage dite "Cercle Naval" se spécialisent dans la pêche de nuit à la ligne sur les fonds sédimentaires. Gobert (1985a)

estime à 90% environ l'effort de pêche annuel (en 1981, 82 et 83) consacré par ces pirogues à la pêche aux lignes. Elles débarquent principalement les congres, espèce quasi-absente dans la production des chalutiers et très prisées par les consommateurs en frais ou en salé-séché.

Cependant, les unités de pêche en activité à la plage dite "ORSTOM" n'affichent pas encore cette tendance vers une pêcherie "monospécifique". En effet, celles qui utilisent les pirogues à moteur consacrent près de 60% de leur effort de pêche aux lignes, 35% environ au filet dormant et le reste (près de 5%) au filet de surface. Ces unités de pêche sortent à la ligne aussi bien le jour que la nuit. La composition spécifique des captures de nuit est très proche de celle des pirogues de la plage "Cercle-Naval". Les prises de jour sont, par contre, dominées par les courbines, les mérours et les dorades roses. Ces espèces font partie de la catégorie des "poissons nobles".

Les observations récentes indiquent une tendance à l'intensification de la spécialisation dans la pêche démersale. Depuis 1990, les pirogues vili de Pointe-Noire ne sortent quasiment plus à la pêche de la sardinelle. L'effort de pêche des pirogues à moteur est consacré exclusivement à la pêche démersale. Celui des pirogues à pagaie est réparti entre la pêche démersale (60% environ), d'une part, et la pêche au filet à poche (au Cercle Naval notamment) et à la senne de plage, d'autre part.

La spécialisation des pirogues à moteur va de pair avec une augmentation du rayon d'action. Cela se manifeste par un élargissement de l'aire de pêche exploitée du fait de l'exploration des nouvelles zones de pêche. Cette option, bien qu'elle améliore la production, accroît considérablement les dépenses de carburant qui représentent déjà près de 65% des charges d'exploitation de la pêche motorisée. Les pêcheurs sont, à cet effet, confrontés à une contrainte qui n'entrave pas pour autant leur engouement à exploiter des fonds rocheux de plus en plus éloignés de Pointe-Noire. Ils se retrouvent une fois de plus dans une situation qui les oblige à prendre des nouvelles initiatives.

La réaction des pêcheurs se traduit par la mise en oeuvre, en 1990, d'une série d'innovations en vue d'augmenter la production tout en limitant les charges de la sortie. Ils envisagent, pour cela, dans un premier temps, de prolonger la durée de la marée (accroître le rapport entre le temps consacré à la pêche et le temps nécessaire pour se rendre sur les lieux de pêche). Cette option pose cependant le problème de la conservation des prises, qui est résolu dans un second temps par l'utilisation des "caisses isothermes" de fabrication locale.

L'expérimentation de ces pratiques donne des résultats intéressants en dépit de la pénibilité du travail. Les sorties en mer ne se limitent plus à une journée ou à une nuit, mais peuvent couvrir 48 heures. Les deux pêcheurs embarqués explorent en une marée divers types de fonds : pêche à la ligne de la dorade rose le jour sur les fonds rocheux, pêche de nuit à la ligne des congres sur les fonds sédimentaires et accessoirement pose des filets maillants de fond, etc... Les dernières améliorations portent sur le remplacement de la "caisse isotherme" par les coques de congélateurs ou de réfrigérateurs récupérées de façon à garantir la fraîcheur du poisson. Par voie de conséquence, ces nouvelles glacières imposent pour être accueillies d'utiliser des pirogues légèrement plus grandes.

Après avoir présenté les trois séquences de changements, nous allons chercher à comprendre le jeu qui permet de passer d'une séquence à une autre. En d'autres termes, quelles logiques d'action président à ces choix technico-économiques?

Le passage de la spécialisation (dans les techniques du village d'origine) à la polyvalence au début des années 1960 renvoie à la mise en oeuvre de plusieurs modes d'action économiques. Ces modes d'action apparaissent en partie comme une réponse au système de contraintes caractérisé par les nouvelles conditions de vie en ville qui nécessitent de l'argent en permanence pour se loger, se soigner, etc... Or, en pratiquant une seule technique de pêche, il n'est pas possible de garantir la régularité de son revenu du fait

du caractère saisonnier de la pêche pélagique ou de la pêche démersale. A cet effet, le pêcheur recourt à une diversification de sources de revenu. Il se trouve devant plusieurs choix possibles qu'on peut résumer par l'alternative suivante :

- Ou bien il recherche à l'extérieur de la pêche les ressources complémentaires, dans ce cas il s'adonne à la pluri-activité ;

- Ou bien il trouve une forme de compensation dans la pêche même, en combinant au rythme des fluctuations saisonnières d'abondance de la ressource, les techniques de pêche appropriées.

C'est cette dernière option qui est à la base de la polyvalence. Cependant, le pêcheur ne s'adonne pas à cette pratique pour la simple raison qu'elle représente une option possible pour compenser les effets de la spécialisation. Bien au contraire, il nuance les gains anticipés et les pertes possibles, non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan des rapports entre différents groupes de pêcheurs et entre pêcheurs et mareyeurs. De ce point de vue, la polyvalence est aussi articulée sur les transferts de savoir-faire entre groupes de pêcheurs. En effet, en dehors de tout partage de ces savoirs spécialisés et même monopolisés comme on l'a vu, il n'est pas possible de prétendre parler de polyvalence. C'est par le contrôle de ces savoirs monopolisés que les pêcheurs arrivent à s'approprier certaines ressources halieutiques avant capture. Le partage d'un tel savoir implique des concessions préalables entre les pêcheurs vili autochtones (spécialisés dans la pêche pélagique) et certains pêcheurs vili migrants (spécialisés dans la pêche démersale).

La polyvalence s'articule également sur un compromis qui concerne non seulement les différents groupes de pêcheurs comme nous venons de le démontrer, mais aussi les différents réseaux de distribution de poisson. Les commerçantes sont liées aux pêcheurs par des conventions assez complexes qui ont pour effet de garantir la régularité des

relations commerciales³⁹. Du fait de ces rapports, les commerçantes sont plus ou moins spécialisées, soit dans la vente des espèces démersales, soit dans la vente en frais ou après transformation des poissons pélagiques. Dans ces conditions, la polyvalence suppose une renégociation préalable de ces rapports et par conséquent un arrangement avec les différents groupes de commerçantes. Les pêcheurs sont donc en interaction avec les autres groupes stratégiques.

Le passage de la polyvalence à la spécialisation dans la pêche démersale à la fin des années 1970 s'explique aussi par une situation d'interaction dans laquelle se trouve le pêcheur. Il apparaît que le pêcheur vili, en se spécialisant dans la pêche démersale, réagit face à un concurrent (les pêcheurs béninois) qui contrôle l'accès à certaines ressources stratégiques de la pêche pélagique. Parmi ces ressources, on peut citer la grande pirogue de type ghanéen que les Béninois importent en utilisant les ramifications de leurs réseaux de sociabilité.

Ces interactions permettent aussi de voir à travers le choix des pêcheurs vili, la recherche d'une stratégie de sécurité pour atténuer les effets inhérents aux aléas liés au marché de la sardinelle. Ces aléas sont devenus plus importants à cause des fluctuations des débarquements de la pêche béninoise. On remarque ainsi, que le retrait des Vili de la pêche pélagique (quantitativement plus productive) n'est donc pas une preuve pour montrer qu'ils calquent le volume de leur production sur celui de leurs besoins (subsistance alimentaire immédiate) comme le pensait déjà certains experts⁴⁰.

Les logiques d'action poursuivies par les pêcheurs vili s'organisent aussi autour des opportunités. On peut citer à cet effet la crise de la pêche chalutière due à la réduction de

³⁹ Cette lecture des relations entre mareyeurs et pêcheurs reçoit, ces dernières années, un écho favorable de la part de certains économistes qui s'intéressent à la pêche africaine. Partant d'une analyse inspirée de l'économie de convention, Lootvoet (1994) et Rey (1994), notamment, sont d'accord sur le fait qu'on ne doit pas considérer les relations mareyeurs-pêcheurs sous l'angle de la confrontation abstraite de l'offre et de la demande.

⁴⁰ Venetier (1968 : 180) écrit à ce propos que "les administrateurs rapportaient souvent leur étonnement devant le faible intérêt manifesté pour la pêche par les Vili. Ceux-ci paraissaient se contenter de tirer de l'Océan les quelques poissons nécessaires à leur nourriture (...)".

l'aire de pêche (82% de rétrécissement) dans les eaux congolaises et à la vétusté du matériel. Cette crise s'est traduite par la baisse de la production "industrielle" des espèces nobles (7.000 T en 1979, 4.500 T en 1982 et 3.300 T en 1986). Elle s'est répercutée sur le marché en provoquant une baisse des approvisionnements et un accroissement des prix (350 F/Kg en 1982, 400 F/Kg en 1985, 600 F/Kg en 1988 et 800 F/Kg en 1992 de prix moyen).

On peut citer également parmi les opportunités, l'accroissement de la demande en poisson noble suite à la conjoncture économique des années 1980 consécutive au boom pétrolier. L'augmentation des prix du poisson n'a fait que s'aligner sur l'évolution des salaires des consommateurs qui ont connu à cette époque un niveau relativement élevé dans les secteurs public et privé en général et de l'exploitation pétrolière en particulier implantés à Pointe-Noire.

Conclusion partielle

Dans ce chapitre, nous venons de mettre en parallèle la trajectoire de la pêche artisanale telle qu'elle est imaginée par les experts et la trajectoire réelle.

La reconstitution du contexte dans lequel est élaborée la trajectoire imaginée a montré qu'elle est largement une construction des experts. Les règles qui président à cette construction sont définies par le jeu de confrontations d'intérêts multiples qui concourent à la production d'images susceptibles d'être vendues en fonction d'enjeux et de conjonctures temporelles. Pour atteindre cet objectif, l'expert façonne l'image du pêcheur en fonction des prévisions qu'il se fait des attentes des bailleurs de fonds et du Gouvernement. Aussi, l'expert procède par une sélection d'indicateurs et d'arguments. Il ignore volontairement tous les arguments qui ne vont pas dans le sens souhaité de l'image. Ce sens est généralement variable dans le temps, car il est déterminé en fonction des idéologies de

développement qui sont à la mode. C'est pourquoi nous avons constaté que les experts défendent ces images en s'inspirant de l'idéologie de la modernisation.

Dans cette perspective, les expertises ont été influencées par la prédominance des thèses dualistes (pêche artisanale / pêche industrielle et pêche vili / pêche popo), des thèses déterministes (la pêche vili est appelée à imiter la pêche popo) et des thèses centralistes. Cela a conduit les experts à prédire la disparition de la pêche artisanale et son remplacement par la pêche dite industrielle. Ils invoquent également l'image du pêcheur artisan qui ne se prête guère à la modernisation. Si jusqu'à la fin des années 1970, cette image s'applique aussi bien aux pêcheurs migrants et qu'aux pêcheurs locaux, elle ne concerne plus, depuis le début des 1980, que les pêcheurs locaux ; la nouvelle image des pêcheurs migrants fait d'eux, des pêcheurs "entrepreneurs" et seuls capables de faire preuve de croissance.

Cependant, les effets prévus par les experts se font toujours attendre : la pêche artisanale n'a pas disparu et la pêche industrielle a du mal à "décoller". De même les pêcheurs vili n'ont pas imité les pêcheurs migrants. On constate que la trajectoire imaginée par les experts ne concorde pas avec la trajectoire réelle. A cet effet, les grilles d'analyse de développeurs ne permettent pas de comprendre la dynamique réelle de la pêche artisanale.

Aussi, nous avons essayé, à partir d'une autre approche dont les présupposés analytiques sont compatibles avec "l'économie morale", de rechercher les comportements effectifs des pêcheurs. Nous avons remarqué, contrairement à l'approche des experts, que la dynamique de la pêche artisanale est faite de séquences de changements. Le passage d'une séquence à une autre est déterminé par la mise en oeuvre de logiques d'actions combinées. Ces logiques d'action ressemblent, dans certains cas, à une logique de la subsistance : le pêcheur de Konkouati, par exemple, adopte la pluri-activité non seulement pour garantir un revenu permanent, mais aussi pour une sécurité alimentaire.

Cependant, l'entrée par la logique de la subsistance a été parfois peu fructueuse, notamment pour découvrir les jeux au niveau de l'acteur. En combinant cette entrée avec l'approche interactionniste, nous avons vu que les choix technico-économiques sont les résultats de négociations, de compromis et d'arrangements entre groupes stratégiques. C'est cette dimension qui échappe aux grilles des experts. Aussi, ils ne peuvent pas comprendre que les changements intervenus chez les pêcheurs béninois résultent d'une forme de construction sociale de l'accès aux ressources. De même, les changements observés chez les pêcheurs vili de Pointe-Noire ne sont pas seulement liés à la présence des opportunités économiques, mais aussi à un jeu de rapports de force entre les différents groupes stratégiques de pêcheurs, de transformateurs et de mareyeurs.

Chapitre 4

LES ACTEURS A L'INTERFACE

LES INTERACTIONS "ENCADREURS - ENCADREURS", "ENCADRES - ENCADRES" ET "ENCADRES - ENCADREURS"

Le chapitre précédent vient de montrer que l'image que se font les développeurs de la pêche artisanale ne reflète pas la réalité. En effet, contrairement aux discours des experts qui appliquent aux pêcheurs vili et aux pêcheurs migrants béninois le mythe de la communauté, la pêche artisanale est très hétérogène. Elle est constituée non seulement de catégories évoquées précédemment à titre indicatif, mais de pêcheurs ou d'acteurs mus par des intérêts et des stratégies multiples, diversifiés, ambigus, etc... Nous essayons, dans ce nouveau chapitre, d'analyser le pêcheur en tant qu'acteur. Nos observations se focalisent particulièrement sur le pêcheur en situation de face-à-face avec les opérateurs de développement. Nous partons de l'hypothèse selon laquelle pêcheurs, bureaucrates, experts, etc... déploient tous des stratégies individuelles et collectives en fonction des intérêts poursuivis¹. Nous aurons à analyser, pour cela, trois cas de figure.

Le premier se rapporte aux acteurs impliqués dans les interventions de l'administration des pêches. Les observations permettront de porter un nouveau regard sur les rapports "administrés" - "administrateurs", différent de celui inspiré par les thèses centralistes qui accordent un accent particulier à la régulation de la société civile par l'Etat.

¹ Nous nous inspirons ainsi des travaux de Bierschenk (1988), Crehan et Von Oppen (1988) et de Daane et Mongbo (1991).

Le second cas de figure renvoie aux acteurs concernés par le projet de développement. Nous verrons que le Projet n'est pas un simple outil de transfert de technique et de savoir faire, mais une arène de confrontation dans laquelle "experts" et "population cible" développent tous des stratégies personnelles et professionnelles.

Dans le dernier cas de figure, nous envisageons de montrer que les stratégies des acteurs de développement peuvent être aussi liées à des enjeux économiques et politiques². Nous examinerons, à cet effet, les stratégies poursuivies par les différents acteurs impliqués dans la situation d'interaction exemplaire que nous avons provoquée pour les besoins de l'enquête.

²Le rôle de l'acteur de développement comme tremplin pour une entreprise politique est un sujet qui vient d'être abordé par Blundo (1995).

4.1. LES INTERVENTIONS DU SERVICE REGIONAL DE LA PECHE

L'administration des pêches, par le biais du Service régional de la pêche artisanale, procède à l'encadrement des pêcheurs et au recouvrement des taxes liées à l'exercice de la pêche au Congo. Le fonctionnement de cette institution renvoie à des pratiques qui relèvent non seulement des règles officielles, mais aussi de la "vie souterraine," si l'on veut reprendre le terme de Desjeux (1987 : 61). Cette hypothèse nous amène à distinguer les règles normatives des règles pragmatiques (Bailey 1971). De ce point de vue, notre analyse des pratiques des acteurs est inspirée du "jeu politique".

4.1.1. Le Service "sur papier" : son fonctionnement apparent

Nganga, chef de Service, rappelle à ses collaborateurs les attributions du Service de la pêche artisanale maritime au cours de la séance de travail du 13 septembre 1982. Il apparaît dans le procès verbal de la réunion que :

"Le Bureau de la Pêche Maritime Artisanale est chargé de :

- étudier les problèmes de restructuration et de modernisation de la pêche maritime artisanale;*
- étudier les dossiers des problèmes litigieux entre armateurs et les pêcheurs artisans;*
- faire appliquer la réglementation maritime aux pêcheurs artisans ainsi que toutes décisions prises par les autorités compétentes;*
- organiser l'équipement technique des producteurs;*
- gérer les activités de la pêche maritime artisanale.*

Le Bureau de l'Action coopérative est chargé de :

- étudier les problèmes de la mise en place des groupements coopératifs ou précoopératifs de production, de transformation et de vente du produit pêché ;*
- promouvoir l'essor des coopératives tant par le nombre que par le haut niveau d'organisation, de production et de transformation".*

Le chef de Service reprend ici un extrait du texte portant attributions de la Direction générale de la pêche publié en 1981. Il le commente à ses collaborateurs. Il retransmet ainsi un message, conformément aux directives qu'il reçoit de ses chefs hiérarchiques.

L'exercice qui consiste à retransmettre ce type de message est complexe. Les attributions fixées par les instances supérieures ne prescrivent aucun type particulier d'action ; elles délimitent à peine le champ d'actions possible du Service. Que veut dire, par exemple, *"gérer les activités de la pêche artisanale maritime"*? On peut y voir toutes formes d'interventions sur la pêche artisanale. Aussi, les attributions sont vagues. Elles laissent par conséquent au chef de Service une possibilité d'initiative. C'est ce qu'il essaie de faire au cours de la séance de travail du 13/09/82, notamment lorsqu'il évoque dans l'ordre du jour le point sur *"la conduite à tenir dans le travail"*. Il invite ses collaborateurs à suivre certaines règles pour mener à bien leurs tâches.

Opélé, chef de Service en 1993, organise les tâches de ses collaborateurs sur la base du même texte de 1981. L'explication qu'il donne de son projet d'améliorer l'efficacité de son Service représente un exemple intéressant pour comprendre la manière dont un chef de Service détermine les règles de jeu de son équipe. La ligne de conduite qu'il s'impose d'abord lui-même, consiste à déterminer les tâches à faire exécuter par ses collaborateurs. Il sélectionne ainsi un certain nombre d'opérations en fonction de l'évaluation qu'il fait du type d'informations que la Direction générale et le Cabinet pourront demander à son Service. C'est de cette façon qu'il propose de focaliser le travail de ses collaborateurs sur les opérations suivantes :

- *le recensement des pêcheurs et du parc piroguier;*
- *le recouvrement de la taxe annuelle des pirogues à moteur;*
- *l'établissement des cartes professionnelles de pêcheur;*
- *l'immatriculation des pirogues;*
- *l'arbitrage des litiges entre usagers de la mer;*
- *le suivi des activités de pêche artisanale;*
- *la liaison avec le laboratoire d'océanographie et des pêches de l'ORSTOM."*

Pour réussir son projet, il propose à ses trois collaborateurs une ligne de conduite qui s'articule principalement autour de l'assiduité au travail et de la fréquentation régulière des deux villages de pêcheurs de Pointe-Noire. Il met à son tour ses subordonnés dans une situation confuse, du fait de la subjectivité des termes qu'il utilise. La fréquentation régulière, par exemple, ne renvoie pas à une fréquence précise. Le collaborateur est de ce fait libre d'aller sur les plages une fois tous les trois jours ou une fois par semaine.

Les premiers enseignements que nous pouvons tirer du fonctionnement apparent renvoie au caractère assez vague des directives formulées par les chefs hiérarchiques. Les agents, quel que soit le niveau où ils se trouvent, ont une liberté d'initiative. Le choix de l'opération à privilégier est déterminé par plusieurs paramètres, comme la prévision des préférences de ses chefs hiérarchiques. Aussi, le comportement d'un agent est conditionné par l'image qu'il se fait du comportement de ses collègues. Les agents affectés au Service de la pêche artisanale sont à cet effet en interaction. Les règles de conduite qu'ils adoptent pour gérer ce type d'interactions, sont dites "règles normatives" dans la terminologie de Bailey (1971 : 18). Elles ne sont cependant pas les seules à déterminer le fonctionnement du Service de la pêche artisanale. Nous verrons qu'elles se "mélangent" avec d'autres règles pour produire les pratiques effectives de ces agents.

4.1.2. Le Service "en pratique" : son fonctionnement réel

Les règles normatives représentent le "visage public" du Service. Elles expriment les valeurs élémentaires reconnues publiquement. Elles sont par contre muettes vis-à-vis des conflits, des négociations et des compromis entre agents qui sont taxés d'illégales d'un point de vue normatif, mais qui influencent le fonctionnement du Service de la pêche artisanale. En d'autres termes, elles ne renseignent pas sur le "visage privé" des règles de conduite des agents de l'administration des pêches. Nous nous proposons de rechercher ces "règles du dessous" pour comprendre les pratiques effectives du chef de Service et de

ses collaborateurs. Nous aurons ainsi recours à un certain nombre d'indicateurs de comportement, tels que la solidarité professionnelle, les rapports d'autorité et la satisfaction au travail des agents.

4.1.2.1. La solidarité professionnelle

Pointe-Noire, le 18 juin 1992. Les agents de la Direction régionale de la pêche sont en réunion. Le directeur est absent de la salle et la réunion est présidée par le chef de Service de la pêche artisanale. Cette disposition protocolaire n'est pas fréquente. Il y a certainement quelque chose d'anormal. Cependant, l'air tendu dans la salle ne se prête pas à l'infiltration d'un intrus. Le lendemain, une motion de protestation adressée au Directeur général est posée sur les panneaux d'affiches de la Direction régionale, sur laquelle on peut lire :

" (...) nous, agents de la Direction régionale de la pêche au Kouilou, protestons contre la pratique qui consiste à faire réaliser le recouvrement de la taxe annuelle sur les pirogues à moteur par les agents de la Direction de la pêche maritime en mission à Pointe-Noire (...)".

La tenue de cette réunion sur proposition des agents du Service de la pêche artisanale et la prise de la motion de protestation à l'unanimité témoignent *a priori* de l'esprit de solidarité qui règne au sein du Service et de la Direction régionale. Au cours de cette réunion, les agents parlent en terme de "nous" ; ils ne s'expriment pas au nom de chef de Service ou de collaborateur, mais au "nom" de leur Service.

Le "nous" est souvent utilisé par le chef de Service et ses collaborateurs. Ils l'empruntent pour transmettre des messages dont le contenu varie selon l'évaluation qu'ils font du type de problème que l'interlocuteur est prêt à résoudre. Devant les experts des

organismes internationaux (FAO, PNUD, etc...), par exemple, ils l'utilisent pour évoquer les problèmes rencontrés dans l'exercice de leur métier et leurs souhaits. Le discours portent dans ces circonstances, d'une part, sur leur dévouement au développement de la pêche artisanale et, d'autre part, sur l'absence de véhicule, de budget de fonctionnement, d'équipements de démonstration, etc... pour justifier leurs faibles performances. L'entretien se termine souvent par une demande d'assistance adressée à l'organisme pour le compte duquel la mission est réalisée.

Le "nous" est aussi utilisé quand il s'agit de s'adresser aux chefs hiérarchiques. Dans ce cas, il recouvre un aspect revendicatif comme nous l'avons vu précédemment à propos de la motion de protestation. Il est également utilisé par les équipes antérieures pour exprimer un mécontentement face aux pratiques actuelles. Les chefs de la première génération, ceux du début des années 1980, parlent dans cette perspective, en termes de "à notre temps".

" (...) à notre temps, le Service était plus actif (...), à notre temps les pêcheurs étaient encadrés, suivis, il y avait un Bureau de pêcheurs qui servait de relais entre l'Administration et les pêcheurs (...)"

Il apparaît que les agents sont solidaires lorsqu'ils sont confrontés à un problème dans lequel chacun d'eux trouve son "compte". Devant les experts des organismes internationaux, par exemple, ils unissent leur effort pour capter la rente du développement³. Face à une situation d'exclusion qui concerne tous les agents, ils opposent une revendication collective comme c'est le cas avec la motion de protestation. Dans les deux cas, les agents du Service de la pêche artisanale évoquent des raisons normatives dans leurs argumentations. L'exemple de la motion de protestation est fort révélateur de cette pratique.

Les agents de la Direction régionale de la pêche utilisent deux séries d'arguments pour convaincre les chefs hiérarchiques de l'irrégularité des faits contre lesquels ils s'insurgent.

³ Nous empruntons le terme de "rente" pour désigner l'aide au développement à Bierschenk (1991).

Dans un premier temps, ils font allusion aux textes administratifs pour montrer que l'opération "recouvrement de la taxe sur les pirogues à moteur" figure officiellement parmi les attributions du Service régional de la pêche artisanale. La faire réaliser par des agents d'un autre Service revient à outrager "la loi". Dans un second temps, ils invoquent des questions de probité morale face aux dépenses⁴ relativement importantes occasionnées par la pratique qu'ils dénoncent. Les agents du Service régional opposent ainsi, ce qui est bien et légal, à ce qui est anormal. Ils font ainsi usage des "tactiques normatives". Nous verrons dans la suite de notre exposé que ces agents les manipulent en combinaison avec d'autres types de tactiques pour défendre "autre chose" que la probité morale.

4.1.2.2. Les rapports d'autorité : une mise en scène des règles d'attaque et de parade

Le chef de Service se plaint du comportement de ses agents qui l'empêchent d'appliquer son projet d'améliorer l'efficacité du Service. Il déclare à cet effet que :

"certains agents n'obéissent pas à mes instructions sous prétexte qu'ils n'ont pas été formés pour rédiger des rapports administratifs et sont de ce fait souvent absents".

Face à ces accusations, les collaborateurs adoptent une attitude modérée de façon à montrer que les relations avec le chef de Service sont cordiales. Ils reconnaissent les fautes qui leur sont reprochées tout en expliquant leur comportement par les difficultés personnelles liées au retard des salaires de fonctionnaires.

Cet exemple permet de distinguer deux cas de figure possibles. Dans le premier, les agents du Service de la pêche artisanale s'affrontent ; le chef de Service est en position offensive tandis que ses collaborateurs sont en position défensive. Cet affrontement est de nature particulière. Il ne ressemble en rien à une compétition au sens de Bailey (1971 : 42) dans la mesure où seul le chef de Service veut affermir son autorité.

⁴ Les dépenses évoquées correspondent aux frais de voyage et de mission à Pointe-Noire des agents en poste à Brazzaville désignés pour faire le recouvrement de la taxe sur les pirogues à moteur.

Le second cas de figure montre que les collaborateurs évitent l'affrontement. Ils recherchent un compromis en rejetant la responsabilité du mauvais fonctionnement de leur Service sur des questions d'ordre général (retard de salaires, absence de moyen technique, etc...). Le compromis que négocient les collaborateurs ne remplace pas toutefois l'affrontement ; le chef de Service n'a toujours aucune autorité sur ses subordonnés. Le compromis se mélange à cet effet à l'affrontement. Dans cette perspective, pourquoi le chef de Service s'abstient-il d'appliquer les sanctions prévues par les textes administratifs?

Le refus de sanctionner les collaborateurs, donc de faire usage des tactiques normatives, recouvre en réalité une sagesse secrète qui relève des "tactiques pragmatiques". De ce point de vue, le chef de Service ne s'abstient qu'après avoir pris connaissance de la "force" de ses adversaires. Il ne réagit pas parce qu'il sait sous quel *parapluie* est placé tel agent ou tel autre.

La notion de *parapluie* renvoie à la présence des réseaux de sociabilité dans l'administration des pêches et à leurs ramifications. Aussi, la sanction d'un collaborateur est perçue dans ces conditions, comme une attaque du réseau auquel appartient le chef de Service contre le réseau de l'agent en faute. L'analyse de ce phénomène de réseaux au niveau de la Direction régionale entre 1985 et 1992 permet de faire les remarques suivantes :

- les réseaux se constituent au tour d'un leader, un *grand* ou un *soutien*, qui est un chef hiérarchique plus ou moins influent de la Direction générale ou du Cabinet ;

- les critères qui symbolisent l'alliance entre membres d'un réseau sont multiples. Ils partent des relations de parenté avec le leader aux relations d'amitiés. Les parents constituent généralement le "noyau" et les autres membres représentent "l'entourage" du

réseau. Quoi qu'il en soit, la relation entre leader et membre du réseau est de nature transactionnelle fondée sur un calcul d'intérêts et de bénéfices⁵.

- les intérêts et les bénéfices représentent les "trophées"⁶ pour lesquels les réseaux se mettent en compétition. La force du leader se mesure par ses capacités à *placer* les membres de son réseau à des postes de commandement et pas "n'importe lesquels".

- un flux d'informations et de biens matériels est entretenue entre les membres du réseau. Le leader informe ses membres sur les décisions en cours d'être rendu public et il reçoit en contrepartie les informations de la base. Certains membres en poste à Pointe-Noire expriment leur reconnaissance au leader qui est à Brazzaville, par l'envoi à intervalle de temps plus ou moins régulier d'une glacière de poisson. C'est aussi un moyen de *conserver les relations* comme on le dit au Congo, ou de rappeler assez souvent au leader sa présence et sa fidélité.

De ce point de vue, le chef de Service reste indifférent parce qu'il mesure la gravité du conflit que pourrait entraîner une sanction. Il n'est pas toujours évident de sortir vainqueur. Du fait de cette incertitude, il est plus sage d'éviter les conflits. On remarque que le chef de Service détermine à cet effet son comportement en prenant en compte des paramètres non maîtrisables et donc aléatoires. Parmi ces paramètres, on peut noter le phénomène de l'alternance au "pouvoir" des réseaux concurrents. Le temps d'affectation à un poste de responsabilité est imprévisible. L'importance de cette caractéristique s'est accrue sous l'effet de l'instabilité politique de ces dernières années. La nomination d'un nouveau

⁵ Les relations entre un leader et un membre du réseau fonctionnent comme les relations "yaya-mpangui" étudiées par Desjeux (1987 : 55) qui expriment la hiérarchie aîné-cadet. L'aîné n'est pas forcément l'individu le plus âgé. Il est par contre l'individu le plus haut placé dans la hiérarchie sociale. Les cadets sociaux attendent de lui aide et protection en échange d'une obéissance personnelle. En d'autres termes, l'aîné devra fournir au cadet une aide dans sa carrière ou une redistribution des avantages financiers auxquels il a pu participer du fait de sa situation.

⁶ Nous empruntons ce terme à Bailey (1971).

ministre se caractérise par une remise en cause des rapports de force entre réseaux. C'est l'occasion de se faire des crocs-en-jambe et de chercher à évincer les réseaux au pouvoir⁷.

Le chef de Service agit donc en fonction des "feed-back" possibles. Il craint en quelque sorte un "revers de la médaille", autrement dit les règlements de compte qui peuvent se produire au cas où le réseau adverse accède au "pouvoir". La ligne de conduite qu'adopte le chef de Service dans cette compétition aux postes de responsabilité correspond aux "règles pragmatiques". Celles-ci conseillent les tactiques et les manoeuvres quant à la manière de gagner.

Il apparaît ainsi que les "règles normatives" jouent plus un rôle "formel" que réel. Le phénomène de réseau montre qu'il existe une hiérarchie "informelle" entre agents de l'administration des pêches, différente de la hiérarchie officielle mentionnée sur l'organigramme. Le pouvoir réel est de ce fait possédé par le leader du réseau qui contrôle les zones d'incertitudes, à savoir l'accès à un poste de responsabilité. De même, il existe des circuits parallèles de circulation de l'information différentes de la voie hiérarchique. Les réseaux de sociabilité influencent à cet effet le fonctionnement réel de l'administration des pêches et donc des prestations du Service de la pêche artisanale.

4.1.2.3. La satisfaction au travail des agents du Service de la pêche artisanale

La plainte de Opélé, chef de Service, peut nous renseigner encore sur d'autres aspects.

"certains agents n'obéissent pas à mes instructions sous prétexte qu'ils n'ont pas été formés pour rédiger des rapports administratifs (...)"

⁷ Ce phénomène renvoie souvent à une alternance ethnique au pouvoir comme le remarque Desjeux (1980) qui parle dans ces conditions de la "tontine situationniste".

En effet, les collaborateurs évoquent une inadéquation entre la formation et l'emploi pour justifier leur attitude. Ils ont certainement raison lorsqu'on regarde leur profil. Ils sont ingénieurs des travaux formés à l'Ecole navale des pêches maritimes de Astrakhan en ex URSS⁸. Cette école ne dispense aucun enseignement sur les pêches artisanales africaines. Aussi, il y a certainement des postes qui conviendraient mieux à leur formation. Nous avons posé à chacun d'eux la question suivante:

"si on vous proposait de choisir le Service qui vous convient, sur lequel portera votre choix?"

La majorité des réponses fait part de la préférence en premier lieu du Service du contrôle sanitaire et en second lieu du Service de la pêche industrielle. Le choix porté en premier sur le Service de contrôle sanitaire ne semble pas être *a priori* objectif. Il reproduit le même problème d'inadéquation formation-emploi dénoncé plus haut. Il nous a fallu procéder par une autre question pour mieux comprendre cette préférence.

"pourquoi faites-vous ce choix alors que vous n'avez pas été formé dans ce domaine?"

L'agent réputé pour ses absences au travail déclare :

"parce que à la pêche artisanale, il n y a rien (...)"

La réponse n'étant pas très claire, son collègue qui participe à l'entretien, ajoute :

"au contrôle sanitaire, c'est mieux."

⁸ Les agents du Service de la pêche artisanale sont formés dans les spécialités suivantes: froid industriel, radio-navigation et pêche industrielle (Fiche de renseignements sur le personnel du Service régional de la pêche au Kouilou, 1993).

Les investigations supplémentaires ont permis de comprendre ce jargon. En effet, les Services du contrôle sanitaire et des affaires administratives et des finances sont les plus convoités de la Direction régionale. Ils procurent de nombreux avantages aux agents qui y sont affectés. Ces avantages qui font parti des "trophées" pour lesquels les réseaux sont en compétition, sont de nature aussi bien "matérielle" que "morale".

La satisfaction "matérielle" que procure le Service du contrôle sanitaire⁹ est liée principalement à la caisse de poisson prélevée à titre d'échantillon. L'utilisation des méthodes sensorielles pour évaluer la qualité du produit exige que les "inspecteurs", comme on les appelle, choisissent au hasard une à trois caisses (ou cartons) de poisson en fonction de l'importance du débarquement. Cet échantillon, propriété individuelle de l'inspecteur du jour, sert à l'appréciation du degré d'altération du produit à partir de son goût.

La récompense "morale" renvoie au prestige dont jouissent les inspecteurs. En effet, les "inspecteurs" sont les agents les plus sollicités de la Direction régionale. Ils reçoivent fréquemment les visites des importateurs de poisson et des armateurs, c'est-à-dire des "hommes d'affaires". Cela représente un enjeu¹⁰ important.

Cet exemple montre que les agents du Service de la pêche artisanale justifient leur comportement négatif (aux yeux du chef de Service) en invoquant des raisons qu'ils conçoivent comme étant justes vis-à-vis des textes administratifs. Ils prennent d'ailleurs à témoin le slogan suivant, gravé sur certains murs qui bordent les avenues du Centre Ville

⁹ La tâche des agents chargés du contrôle sanitaire consiste principalement à veiller sur la qualité du poisson. L'inspection est sanctionnée par l'établissement d'un certificat sanitaire lorsque le produit est jugé de bonne qualité. Dans le cas contraire, le produit est saisi et détruit. L'inspection s'applique sur la production nationale destinée tant au marché national qu'international et sur les importations de poisson. L'établissement d'un certificat sanitaire donne lieu au paiement d'une taxe. Elle est fixée à 10.000 F.CFA pour les produits destinés à l'exportation et à 2.000 F. CFA pour les produits importés où en transit (expédition vers Brazzaville).

¹⁰ Nous utilisons ce terme dans même le sens que Desjeux (1987 : 63) : "un enjeu représente quelque chose d'important, pour une ou plusieurs personnes. Son obtention dépend d'un rapport de pouvoir avec une autre personne ou un groupe. Il peut désigner l'objet à atteindre (...) ou le moyen de contrôle de l'incertitude qui pèse sur l'obtention de ce qui est désiré (...)".

de Pointe-Noire : *"l'homme qu'il faut, à la place qu'il faut"*. Ce sont là des règles normatives. Toutefois, on s'aperçoit plus tard que cet argument cache en effet des revendications effectives, à savoir le niveau relativement faible des avantages que l'on peut obtenir en étant affecté au Service de la pêche artisanale.

C'est d'ailleurs, en examinant l'importance que l'on accorde à ces avantages procurés par la tâche à exécuter que l'on peut comprendre les raisons profondes qui ont motivé les agents du Service régional de la pêche artisanale à faire voter, par leurs collègues, une motion de protestation . Nous avons vu dans la section 4.1.2.1. que ces agents agissent dans l'intérêt de ce qu'ils conçoivent comme étant le bien général. Cela ne représente en effet que le "visage public" de leur revendication. Les causes effectives sont liées à une compétition avec leurs collègues du Service de la pêche artisanale auprès de la Direction de la pêche maritime de Brazzaville. Cette compétition s'organise autour d'un "trophée" qui n'est autre que le perdiem attribué aux agents de recouvrement de la taxe sur les pirogues à moteur. En 1992, les deux agents de Brazzaville perçoivent 1.094.500 F.CFA pour couvrir les frais de voyage et de mission. Ceux de Pointe-Noire sont parvenus à les évincer en faisant usage de la motion de protestation. Ils arrivent ainsi à remporter 360.000 F.CFA de perdiem en 1993.

L'exemple de compétition qui oppose les agents de Brazzaville à ceux de Pointe-Noire montre que le "trophée" peut être pragmatique. Pour le remporter, les agents de Pointe-Noire manipulent des règles normatives. Ils dénoncent les manoeuvres de leurs collègues de Brazzaville qui sont non seulement "illégitimes", mais qui aggravent inutilement les dépenses de l'Etat. Ils agissent ainsi en "citoyens honnêtes" dévoués à la cause du développement de la pêche artisanale.

4.1.3. Le Service "sur le terrain" : le face-à-face encadreur - encadré

4.1.3.1. Les interventions des agents de l'administration des pêches

L'administration des pêches entreprend depuis 1981 des actions dites de développement auprès des pêcheurs. Ces actions sont organisées dans le cadre soit de mission de travail sur le "terrain", soit d'encadrement plus ou moins régulier de pêcheurs de Pointe-Noire.

Les missions de travail correspondent aux interventions des agents de la Direction générale de la pêche. Ces agents, en poste à Brazzaville, organisent de façon sporadique des voyages à Pointe-Noire. Ils les justifient en énumérant une panoplie d'objectifs de nature assez vague, comme ceux par exemple de la mission conduite en 1985 par MFoutou, Directeur des pêches. Les objectifs fixés au cours de cette mission d'une semaine s'articulent autour de quatre points :

"- Cerner le niveau exact atteint par certaines caractéristiques (nombre de pêcheurs, âge des pêcheurs, nombre de pirogue) afin de permettre à l'Etat de mieux définir la politique de développement des pêcheurs ;

- saisir en même temps la réalité socio-économique qui puisse constituer la base de lancement des groupements précoopératifs de pêche ;

- permettre la constitution d'une véritable banque de données de base valables et fiables pour servir à des travaux de planification dans le secteur pêche ;

- aboutir à la mise en place d'un système permanent de collecte des données qui se chargera de les transmettre à la Direction des pêches, afin de les dépouiller et actualiser."

Les agents en service à Brazzaville organisent aussi des missions dont les objectifs sont moins ambitieux. C'est le cas, par exemple, de celles dites de "prise de contact" qui concernent les directeurs nouvellement nommés. Ces missions sont généralement très

protocolaires. Une réunion est organisée pour la circonstance dans le village de pêcheurs au cours de laquelle les agents du Service régional présentent le nouveau directeur. Ce dernier prend à son tour la parole, remercie les pêcheurs pour l'accueil avant d'exposer les raisons de sa visite. Ces raisons sont souvent les mêmes d'une mission à une autre : s'imprégner des problèmes rencontrés par les pêcheurs et recueillir leurs besoins. La réunion se termine généralement, après deux heures au maximum, par la formule suivante : *"Nous prenons acte de vos doléances et rendrons fidèlement compte à nos supérieurs"*.

En dehors des missions, les pêcheurs de Pointe-Noire reçoivent également les agents du Service de la pêche artisanale. La fréquence de ces contacts est plus élevée entre 1985 et 1989. Ces dernières années, les contacts sont plus irréguliers et ne concernent que des opérations ponctuelles : inventaire du nombre de pirogues en état de prendre la mer (et donc soumises à la taxe), recouvrement de la taxe sur les pirogues à moteur, établissement de la carte professionnelle de pêcheur et règlement de litige entre pêcheurs et autres usagers de la mer.

L'encadrement des pêcheurs apparaît comme une opération prioritaire du Service de la pêche artisanale entre 1985 et 1989. Elle est entreprise à l'initiative du chef du Service. Assisté par ses collaborateurs, le chef de Service procède à l'organisation des réunions avec les pêcheurs à intervalle de temps assez régulier. A chaque réunion, il rappelle aux participants le rôle de l'administration des pêches qui est non seulement répressif mais aussi, et surtout, d'assistance aux pêcheurs. Il entreprend pour cela certaines actions d'assistance. Parmi les plus importantes, on note la création d'une organisation de pêcheurs (le Bureau de pêcheurs), l'instauration d'une mutuelle des pêcheurs, les démarches administratives auprès de la compagnie nationale d'assurance pour assurer les pêcheurs et la sensibilisation des pêcheurs sur les techniques de balisage.

On remarque que les interventions des agents de l'Etat auprès des pêcheurs ont une double valeur. En premier lieu, elles sont envisagées pour améliorer le recouvrement des taxes, c'est-à-dire pour capter une ressource tant attendue par les chefs hiérarchiques. En second lieu, elles tendent à inverser le sens du flux des ressources en les orientant cette fois vers les pêcheurs. Aussi, le rôle d'intermédiaire que jouent ces agents est très ambigu. De ce point de vue, on peut s'interroger sur la manière dont ils arrivent à concilier les deux objectifs. Cela nous amène à observer d'abord comment les agents de l'administration des pêches se représentent les pêcheurs et comment ces derniers se représentent les premiers.

4.1.3.2. Pêcheurs et agents de l'Etat : les images des uns et les images des autres

Pour les agents du Service des pêches, l'attitude des pêcheurs à l'égard de leurs interventions est variable. S'ils sont satisfaits du comportement de certains pêcheurs, ils se plaignent, par contre, de l'attitude d'autres pêcheurs.

Les pêcheurs assidus sont particulièrement désignés parmi les Béninois qui font preuve de beaucoup de discipline. On cite, pour cela, l'organisation interne et le charisme des leaders qui arrivent à persuader leurs collègues de l'intérêt de payer la taxe sur les pirogues. Les leaders sont également très enthousiastes. Ils participent aux différentes réunions organisées par le Service de la pêche artisanale. Ils transmettent à leurs collègues les instructions données au cours de ces réunions. La preuve évoquée à cet effet est liée au paiement régulier de la taxe sur les pirogues par les pêcheurs béninois. En 1993, par exemple, les seules pirogues en règle appartiennent aux "compagnies" de pêche popo.

Les appréciations générales sur les pêcheurs vili sont d'un autre ordre. Ces pêcheurs sont réputés être récalcitrants, comme l'avoue un ancien chef de Service de la pêche artisanale. Il fait ainsi allusion au fait qu'ils refusent de payer la taxe sur les pirogues à moteur, d'une part, et qu'ils n'adhèrent pas aux "*actions entreprises pour leur bien*",

d'autre part. Un autre agent de ce Service attire l'attention sur les pratiques de certains pêcheurs qui portent atteinte à leur personnalité : *"nous sommes parfois ridiculisés par les pêcheurs congolais"* rapporte-t-il. Une situation similaire est mentionnée dans le procès verbal de la réunion du 24 septembre 1988. Le secrétaire de séance, reprenant l'intervention du chef de Bureau de la pêche artisanale, écrit que *"le camarade Tchikaya en sa qualité de pêcheur se permet de dénigrer les responsables de la pêche (...) "*.

Les agents du Service des pêches se représentent ainsi le pêcheur vili comme un "résistant". Cette image est par contre relativisée par d'autres agents du même Service qui pensent que les pêcheurs congolais commencent à comprendre l'intérêt des prestations offertes par l'administration des pêches. Ils donnent pour preuve l'exemple des pêcheurs qui se font établir une carte professionnelle. Quoi qu'il en soit, les représentations des pêcheurs, que se font ces fonctionnaires, reflètent deux types de comportement : la soumission qui semble être en vigueur chez les pêcheurs béninois et la résistance qui caractérise les pêcheurs vili. Peut-on, à partir de ces images, conclure que la pêcherie popo est en quelque sorte "capturée" et que les vili font preuve d'une "rébellion"?

Pour les pêcheurs congolais, le non-paiement des taxes est une réaction tout à fait normale. Ils trouvent contradictoire le fait de payer ces taxes alors qu'ils subissent les conséquences du comportement déloyal des agents de l'Etat. Ils reprochent à ces agents d'être absents quand il s'agit d'assistance et d'être présents quand il s'agit de soutirer de l'argent au pêcheur. Ils montrent ainsi qu'ils sont victimes d'un préjudice. Les pêcheurs profitent de la présence des représentants des institutions étrangères (FAO, PNUD, Mission française de coopération, etc...) à la table-ronde de Matombi pour simuler *in extremis* ce préjudice. Mabengo-Mavoungou (1994), notamment, après avoir fait le point sur la sécurité des équipages en mer, termine son intervention "musclée" en ces termes :

"Je suggère que nous comptions sur nos propres initiatives, plutôt que d'attendre tout de l'Etat, qui d'ailleurs a brillé par un comportement d'indifférence vis-à-vis des pêcheurs artisans".

On constate par conséquent, que le pêcheur en général ne considère pas l'agent du Service des pêches comme un "allié". C'est plutôt un "adversaire", voire un "prédateur", en quête des taxes et des 10% prélevés sur les sommes d'argent obtenus par les pêcheurs en dédommagement de leurs filets détruits par les navires marchands. L'image de l'agent "prédateur" se superpose à celle de l'agent "escroc" des années 1970¹¹. Face à cette image, le pêcheur "prend ses dispositions". En d'autres termes, il module son comportement en fonction de cette image, de telle sorte qu'il conserve des marges de manoeuvre relativement importantes pour sortir vainqueur face aux "prédateurs". De ce point de vue, son comportement à l'égard des agents de l'administration n'a rien de commun ni avec la soumission, ni avec la résistance. Il renvoie à d'autres types de rapports comme nous allons le voir.

4.1.3.3. La confrontation : un mélange de répression, de tolérance et de connivence

Les images précédentes révèlent que les agents du Service de la pêche artisanale ont peu d'emprise sur les pêcheurs vili. Ces agents s'efforcent donc d'affermir leur autorité. Ils s'engagent ainsi dans un rapport de force avec les pêcheurs. Ils mettent pour cela en action une multitude de tactiques, variables selon l'évaluation qu'ils se font du tempérament des pêcheurs auxquels ils s'adressent.

Dans cette optique, les agents de l'Etat utilisent, d'une part, des techniques de persuasion. Ils cherchent à convaincre les pêcheurs vili en jouant le rôle d'animateur civique. Ils rappellent aux pêcheurs leurs droits et leurs devoirs. Ils utilisent, d'autre part, selon les circonstances, des manoeuvres d'intimidation. Ils énumèrent dans cette perspective, au cours des réunions, les différentes sanctions disciplinaires prévues par la loi en cas de récidive. La fermeté des propos tenus parfois par les agents de l'Etat au cours de

¹¹ Cette image est liée aux actes d'escroqueries perpétrés par certains agents de l'Etat qui ont subtilisé de l'argent aux pêcheurs sous prétexte que cet argent devrait servir à constituer le capital social de la coopérative (cf. 3.1.4.3. ou voir Makosso 1994a).

ces réunions laisse penser à l'organisation d'une campagne de répression dans les tous prochains jours. Il apparaît cependant que ces agents n'arrivent pas à franchir la barre qui sépare les discours sur la répression, des actes répressifs. Cela montre qu'ils ne font qu'une application partielle des textes administratifs. Deux raisons principales peuvent être invoquées à cet effet.

La première est liée au fait que les agents de l'administration de pêche ne sont pas assurés de vaincre, c'est-à-dire de réussir sans trop de problèmes une opération *manu militari* sur les pêcheurs qui s'opposent au paiement de la taxe. Plusieurs agents avouent en effet qu'une répression systématique semble difficile à mettre en oeuvre. Elle peut paraître "impopulaire" du point de vue politique, en ce sens qu'elle peut être récupérée par les leaders politiques vili. Elle risque, dans ces conditions, de provoquer l'effet contraire de celui souhaité, à savoir le renforcement des pouvoirs de ces pêcheurs à l'égard de l'administration des pêches. Que peut faire alors l'Etat dans un rapport de force qui ne tournera pas obligatoirement à son avantage, sinon tolérer le phénomène, comme le souligne Gruénais (1992 : 225) dans son analyse des attitudes changeantes du gouvernement congolais face à ses prophètes.

La seconde raison est consécutive à la première. Les agents de l'Etat disposent d'autres "recettes" qui sont susceptibles d'amener les pêcheurs à être en règle. Ils s'inspirent, pour cela, de l'image qu'ils se font des pêcheurs béninois. Ces agents pensent que l'assiduité des Béninois est liée au fait que l'administration utilise leurs leaders comme "courroie de transmission". Ils attendent transposer ces relations de clientélisme dans leurs rapports avec les pêcheurs vili pour améliorer l'efficacité de leur intervention.

C'est dans ce contexte qu'émerge, en 1986, l'idée d'organiser les pêcheurs congolais au sein d'un Bureau. Le rôle assigné à ce Bureau est "*de discipliner, encadrer, assister et*

aider les pêcheurs"¹². Pour assumer de telles fonctions, les responsables du Bureau doivent être crédibles. Aussi, les agents de l'Etat désignent ces responsables parmi les pêcheurs qui jouissent déjà d'une réputation de leader. En plus, ils cherchent à renforcer le crédit politique de ces responsables ; ils délèguent pour cela, une partie des "pouvoirs" du Service de la pêche artisanale au Bureau des pêcheurs. La note circulaire n° 009 du 14 janvier 1986 est prise dans cette perspective. Il est écrit dans cette note, à l'attention des pêcheurs, que :

"(...) dorénavant toutes plaintes adressées à la Direction régionale de la pêche au Kouilou doivent porter le visa du président ou du vice-président du Bureau des pêcheurs".

Pour marquer la fermeté de la décision, le rédacteur de la note ajoute :

"Cette note circulaire ne doit souffrir d'aucun manquement".

La reconnaissance par le pêcheur de cette institution montée par les agents de l'Etat¹³ devient une condition *sine qua non* pour prétendre bénéficier de l'assistance de l'administration des pêches. Dans cette optique, seuls les pêcheurs qui adhèrent au Bureau sont reconnus par l'administration des pêches.

Les agents du Service de la pêche artisanale instaurent de cette manière une nouvelle forme de contact avec les pêcheurs, fondée sur la présence des interlocuteurs privilégiés. Toutefois, la démarche empruntée varie selon les origines des pêcheurs. En ce qui concerne les Béninois, ces agents récupèrent à leur compte un ancien réseau social. Chez les pêcheurs vili, par contre, ils provoquent la création d'un réseau social, conformément à

¹² Cf. Procès verbale de l'assemblée générale des pêcheurs artisans des plages ONIVEG et mondaine (13/04/89).

¹³ Les pêcheurs chargés d'animer ce Bureau ont été responsabilisés au cours d'une réunion tenue le 22 décembre 1986. Cette réunion présidée par le chef du Bureau de la pêche artisanale a regroupé une soixantaine de pêcheurs à la plage mondaine. Les candidats ont été désignés par les agents de l'Etat. Chaque candidature a été soumise à l'approbation des pêcheurs conformément aux procédures de la démocratie dirigée qui étaient en vigueur au Congo jusqu'en 1991.

leurs intentions de l'utiliser pour suppléer les faibles capacités d'intervention administrative. La stratégie de ces agents consiste donc à se servir des leaders de réseaux comme des "clients fidèles", et par conséquent malléables, pour affermir leur autorité en milieu pêcheur.

Les clients de leur côté, ne se laissent pas enrôler "pour rien" dans ce jeu ; ils poursuivent des intérêts particuliers. Si les leaders béninois, par exemple, sont malléables aux yeux des agents de l'Etat, cette attitude ne recouvre pas la même signification aux yeux des pêcheurs béninois. En effet, ces leaders jouent un double jeu ; ils utilisent les mêmes rapports fondés sur le clientélisme, mais cette fois dans le sens contraire, pour atteindre des objectifs propres à l'Association des Ressortissants Béninois, à savoir, minimiser les sources de conflits avec les autorités congolaises pour réduire les risques d'expulsion (cf. 3.2.2.1.). Il s'établit ainsi un phénomène d'interpénétration des objectifs entre ceux des agents de l'Etat et ceux des pêcheurs.

Cet exemple, permet de convenir avec Maxime Haubert (1992 : 16) que "les relations entre action étatique et action populaire apparaissent déterminées moins par la dialectique de la subordination et de la résistance que par des pratiques et stratégies réciproques de récupération, fondées en grande partie sur le compromis, la concession, la connivence, le clientélisme, etc...". Il reste cependant à s'interroger sur la façon dont s'exercent ces pratiques et stratégies réciproques de récupération dans un contexte caractérisé par la présence d'une rente de développement. C'est ce que nous allons étudier à partir du cas offert par le "Projet Matombi".

4.2. LE PROJET MATOMBI : LE PRAGMATISME A L'OEUVRE

La carte de visite du Projet est présentée au point 2.1.3. Nous nous proposons ici une analyse des pratiques effectives. Pour cela, nous mettrons l'accent sur "le projet" comme lieu de rencontre et de confrontation d'acteurs sociaux différents. C'est donc une arène au sens de Bailey (1971) où s'affrontent des groupes stratégiques (Bierschenk 1988). De ce point de vue, nous considérons que ces groupes stratégiques sont respectivement constitués d'acteurs qui jouent chacun, au delà des règles proclamées, avec des cartes et des règles différentes.

La confrontation a lieu à plusieurs endroits différents. Nous distinguons ainsi trois arènes de confrontation. Les opérateurs de développement s'opposent entre eux dans la première arène. Les pêcheurs sont également en compétition dans la seconde. En fin, la troisième représente un emboîtement des deux arènes précédentes. Cette distinction reste cependant indicative. Nous verrons par exemple qu'une confrontation qui a lieu dans l'une de ces arènes peut déclencher un conflit à d'autres niveaux.

4.2.1. L'arène des opérateurs de développement

4.2.1.1. L'alliance obligée

R. Moal (1987), expert de SCET-AGRI-BDPA, propose que le Projet soit conduit par une équipe légère composée d'un expert et d'un homologue. Il entend par expert, l'agent engagé par la SCET-AGRI-BDPA qui est de nationalité française. L'homologue est le fonctionnaire congolais affecté au Projet pour assister l'expert et recevoir une formation dans le domaine de la gestion des projets de développement de telle manière qu'il assure par la suite la pérennité de l'opération.

Les règles de jeu que Moal ébauche dans sa proposition de projet d'appui à la pêche artisanale sont rendues légitimes par un document juridique, à savoir le contrat n° 061/88 entre la Direction centrale des marchés de l'Etat agissant pour le compte de "la Partie Congolaise" et la Société SCET-AGRI-BDPA. Ce contrat sur la réalisation du projet d'appui à la pêche maritime précise les obligations de chaque partie. Celles-ci accordent une mention particulière au personnel d'exécution comme on peut le lire respectivement à l'article 6 et à l'article 7.

"La SCET-AGRI-BDPA mettra à la disposition du projet pour la période considérée un expert "pêche", chef de l'action d'appui à la pêche artisanale à Matombi. De formation patron de pêche et/ou mécanicien pêche, il aura déjà conduit des opérations de développement de pêche artisanale, acquis une bonne technicité, des capacités de gestion, de formation et d'animation (...)"

"La partie congolaise met à la disposition de la SCET-AGRI-BDPA, (...) un adjoint au chef de l'action d'appui à la pêche artisanale ayant déjà travaillé dans le milieu de la pêche traditionnelle, qui aura pour mission de :

- contribuer à la réalisation des objectifs du projet et au développement d'un climat de confiance avec la profession,*
- faciliter les rapports avec les autorités,*
- réaliser en collaboration avec le chef de projet la gestion courante de l'ensemble des activités,*
- assurer par la suite la pérennité du projet (...)"*

Le contrat insiste aussi sur la formation du personnel congolais. Cette question est abordée à l'article 4 en ces termes:

"Outre la mission d'opérateur, responsable de la gestion du projet, la partie congolaise confie à la SCET-AGRI-BDPA une mission de transfert de technologie et de formation de l'ensemble du personnel d'encadrement congolais du projet (...), afin que les cadres congolais soient en mesure d'assumer progressivement toutes les responsabilités et toutes les tâches nécessaires au bon fonctionnement de ces opérations."

Il apparaît que le Projet est un lieu de rencontre de deux individus, d'origine différente, de formation différente, de "culture" différente, de statut différent, etc... Ces deux acteurs sont appelés à collaborer pour mettre en pratique les termes de référence du Projet. Le contrat fixe les règles du jeu nécessaires pour harmoniser leurs actions. Cependant, ces règles sont assez vagues. Aussi, le contrat laisse une liberté d'initiative relativement importante aux deux agents pour accorder leur violon. Comment gèrent-ils cette situation

eu égard à leur différence de "culture" et aussi d'intérêts poursuivis respectivement en postulant au poste d'expert ou d'homologue? Arrivent-ils réellement à jouer la même partition?

4.2.1.2. Des règles de jeu favorables à tous : une harmonie trompeuse

Les observations au cours de la première année d'exécution du projet laissent présager que l'expert entretient des bons rapports professionnels avec l'homologue. Ils forment un couple inséparable ; ils sont toujours ensemble à présenter le projet auprès des autorités congolaises et des pêcheurs, à contacter les entreprises de travaux publics devant aménager la piste et construire le hangar du Projet, à discuter des termes de référence avec la Direction du Centre ORSTOM de la convention sur l'enquête socio-économique de la pêche à Matombi, etc...

Dans ces différents contacts, l'intervention de l'un est souvent complétée par celle de l'autre. Devant les autorités congolaises, par exemple, c'est l'homologue qui a la parole le premier et l'expert intervient par la suite. L'ordre est inversé par contre lors des discussions avec la Direction de l'ORSTOM. Il apparaît à certaines de ces réunions que seul l'expert intervient ; l'homologue se contente de se tenir en arrière de celui-ci. Cela montre que pour un sujet comme celui de la convention avec l'ORSTOM, l'expert se sent mieux outillé que l'homologue pour l'aborder. Dans cette perspective, les deux opérateurs de développement se répartissent intentionnellement ou non, les champs d'action en fonction de la facilité que chacun ressent pour s'exprimer, agir ou négocier devant tel partenaire ou tel autre.

La répartition des tâches qui s'impose au fur et à mesure de l'avancement du Projet, conduit à une spécialisation plus ou moins marquée. L'homologue s'occupe plus des relations entre le Projet et l'administration de tutelle. C'est d'ailleurs à ce titre que le pêcheur chargé de faire le secrétariat des réunions utilise l'expression "directeur

administratif" pour parler de l'homologue dans chaque procès verbal. L'expert accorde plus d'importance au volet financier et à la mise en pratique des opérations prévues dans les termes de références (expérimentation des techniques de pêche et de fumage, commercialisation du matériel, etc...). C'est en quelque sorte le "directeur technique" ou mieux le "conseiller technique" pour reprendre les termes propres au monde de l'expertise en développement.

Cette spécialisation va en effet à l'encontre de l'article 4 du contrat entre la Partie Congolaise et la SCET-AGRI-BDPA. L'apprentissage par l'homologue du métier de gestionnaire de projet auprès de l'expert se trouve ainsi irréalisable. Pourquoi alors les deux opérateurs de développement s'accrochent-ils à une telle pratique? Deux séries d'éléments d'explication peuvent être avancées pour cela. Elles reposent respectivement sur des règles normatives et sur des règles pragmatiques.

Du point de vue normatif, la répartition des tâches est adoptée pour améliorer l'efficacité de l'intervention. Chaque opérateur s'occupe spécifiquement des domaines dans lesquels il s'estime compétent. Les techniques de pêche, par exemple, couvrent un domaine qui échappe à l'homologue de formation agro-économiste. L'expert, par contre, patron de pêche, est plus averti sur les fournisseurs de matériel, le montage des engins, la réparation des engins, etc...De même, il est plus facile à l'homologue qu'à l'expert de négocier auprès des Services des douanes, la prorogation du régime d'immatriculation temporaire des véhicules du projet. La spécialisation est ainsi favorablement perçue.

Du point de vue pragmatique, la répartition des tâches renvoie au fait que, chacun, à l'insu de l'autre, veut contrôler un ensemble de ressources stratégiques. L'homologue, par exemple, vise des avantages liés aux nombreuses missions qu'il devra effectuer à Brazzaville. Ces missions rapportent non seulement de l'argent, mais permettent aussi à l'homologue de garder le contact avec les chefs hiérarchiques, notamment ceux du Cabinet,

pour gérer l'incertitude liée à la conservation de son poste face à la concurrence de ses collègues¹⁴.

L'expert conçoit autrement ses "trophées". En écartant intelligemment l'homologue de la gestion intrinsèque du Projet, il cherche à acquérir plus de crédit en contrôlant le savoir technico-économique du développement. Il arrive ainsi à maintenir l'homologue dans une certaine dépendance, notamment pour ce qui concerne l'information sur la réalisation du Projet. L'expert se fait par conséquent indispensable. L'enjeu autour du savoir technico-économique est, en effet, utilisé pour prouver aux yeux des pêcheurs, de la Partie Congolaise et des bailleurs de fonds, l'opportunité de maintenir une assistance technique.

Cependant, il n'est pas évident d'observer directement les avantages matériels non conventionnels que recherche l'expert en gérant seul les fonds alloués au Projet. Il est probable qu'il conserve une certaine marge de manoeuvre dans la gestion financière. Plusieurs exemples peuvent être cités à cet effet. Les pêcheurs, notamment, l'accusent d'avoir dépensé, sans leur consentement et sans justification, les fonds générés par l'exploitation de la pirogue du Projet, qui selon l'article 9 du règlement d'utilisation de cette pirogue, seraient reversés aux pêcheurs (Makosso 1994 a & b).

Il apparaît qu'au cours de cette première année, l'expert et l'homologue jouent chacun au plus malin. Le premier ne rivalise pas le second, et inversement, parce que, d'une part, ils ne visent pas les mêmes "trophées" et, d'autre part, chacun sent que ses intérêts et objectifs sont satisfaits. En dépit de leur apparence "harmonieuse", les rapports entre opérateurs de développement sont cependant précaires ; un conflit peut à tout instant éclater si une partie se sent lésée.

¹⁴ La compétition au poste de responsabilité se fait par l'intermédiaire des réseaux sociaux comme on l'a vu au point 4.1.2.

4.2.1.3. Le partage inégale des "trophées" : une source de conflits

La communication entre l'expert et l'homologue est brouillée au cours de la seconde année par une série d'interférences. La plus importante est liée à la transmission au Cabinet du ministre chargé de la pêche, à la fin du premier trimestre de l'année 1991, de deux rapports de fin d'exécution de la première phase du projet. Le premier apparaît comme le rapport "officiel", en ce sens qu'il est signé par les deux opérateurs de développement. Le second par contre, est rédigé par l'homologue à l'insu de l'expert. Il est de caractère confidentiel étant donné qu'il est destiné uniquement à l'attention du Cabinet du ministre de tutelle.

Dans ce rapport confidentiel, l'homologue remet partiellement en cause les propositions d'actions à entreprendre au cours de la seconde phase du Projet. Il s'attaque particulièrement au coût de l'assistance technique qui paraît démesuré par rapport à la tâche de l'expert. Pour cela, il propose de réduire l'assistance technique au profit de l'acquisition du matériel de pêche supplémentaire. En d'autres termes, une partie des fonds destinés à la rémunération de l'expert pourrait servir à financer le matériel de pêche d'un nombre plus important d'équipages (neuf sont prévus dans la proposition d'actions pour la seconde phase du Projet).

L'expert est informé de ce rapport par le Cabinet. Un conflit éclate à ce propos entre l'expert et l'homologue. Dans ce conflit, l'homologue est en position offensive, tandis que l'expert est en position défensive. En rédigeant ce rapport, l'homologue utilise des tactiques qu'ils jugent honnêtes parce que légales d'un point de vue normatif. Sa stratégie consiste à se débarrasser de l'expert qui s'accaparent des "trophées" les plus importants. Il cherche ainsi à subtiliser ces trophées en manipulant des règles normatives.

L'expert dénonce ces tactiques qu'il trouve déloyales. Il organise différemment sa défense selon qu'il est en face des membres du Cabinet ou en face de son concurrent.

Devant l'homologue, il procède par des manoeuvres d'intimidation en faisant des déclarations au sujet des moyens dont il dispose pour remporter la compétition. Il rappelle, par exemple, à l'homologue qu'il a le soutien de son institution et que son institution a le soutien de la Caisse Centrale qui finance le Projet. Il cherche à démontrer ainsi à l'homologue que son départ est synonyme d'arrêt de financement et par conséquent d'arrêt de Projet. L'expert utilise cet argument, parce qu'il sait que son concurrent, tout comme lui-même, n'a pas l'intention de compromettre le financement de la seconde phase. En procédant de cette manière, il amène l'homologue à renoncer à ses ambitions. Il le met par conséquent dans l'obligation de collaborer s'il veut continuer de bénéficier des avantages offerts par le Projet. Devant les membres du Cabinet, par contre, l'expert insiste sur le fait que l'homologue n'a pas encore assimilé toutes les règles de gestion de projet. Il invoque pour cela le savoir technico-économique qui n'est pas encore maîtrisé par l'homologue.

L'affrontement entre l'expert et l'homologue se fait donc sans qu'il y ait destruction des moyens dont dépendent les "trophées", à savoir le Projet. Les deux concurrents respectent les règles décrites par Bailey (1971 : 15 & 31), en particulier lorsqu'il écrit que "certains coups sont interdits, car pour une raison ou une autre, ils nuisent aussi bien à l'assaillant qu'à sa victime". C'est d'ailleurs pour cela, qu'ils se retrouvent devant les bailleurs de fonds et la Partie congolaise pour défendre les propositions d'actions pour la seconde phase.

4.2.2. L'arène des "populations cibles"

Le Projet représente un ensemble de ressources, voire une rente que tentent de capter non seulement les "développeurs", comme nous venons de le constater, mais aussi les "populations cibles". Aussi, les pêcheurs, groupe relativement homogène aux yeux des "experts", adhèrent également au Projet par intérêt personnel. C'est l'une des leçons que Makosso (1994a & b), pêcheur, essaie de donner aux "experts" présents à la table-ronde de Matombi. Il montre principalement comment les pêcheurs se regroupent pour devancer

leurs collègues, comment se nouent et se dénouent ces alliances et comment ils arrivent à se faire des concessions entre groupes concurrents. De ce point de vue, la métaphore de l'arène convient bien à l'analyse de ces pratiques.

4.2.2.1. La compétition pour le contrôle des "trophées"

Le pêcheur Makosso (1994a et 1994b) signale que leur attitude à l'égard du Projet a évolué par étape. A l'installation du Projet, ils se sont plus comportés en observateurs, même s'ils participent aux réunions d'information organisées par l'expert. En réalité, ils le font pour signifier leur loyauté à ces étrangers qui arrivent pour la première fois dans le village¹⁵. La participation renvoie à ce stade, à un acte moral, c'est-à-dire obéir à l'adage suivant :

"kus bu manga mbil ku ve, msamu wa bu podi ku manga"

"on ne peut refuser *a priori* de répondre à un appel, mais par contre on peut s'opposer au message qui vous sera livré"

La mise en chantier des travaux de réfection de la piste qui relie le village à la route nationale et la construction du bâtiment¹⁶ du Projet suscitent plus d'enthousiasme ; les pêcheurs changent d'attitude. Ils ont *"l'espoir de voir s'installer un véritable projet de développement à Matombi"*, en dépit de nombreuses promesses non réalisées. Cela demeure cependant qu'un vain espoir pour certains pêcheurs qui se sentent exclus au cours de la première phase.

¹⁵ La participation renvoie dans ce cas, comme le signale Lavigne Delville (1992 : 340), à une logique sociale qui dépasse l'objectif affiché.

¹⁶ Il est prévu pour abriter les bureaux, le magasin de vente du matériel de pêche, l'atelier de réparation des moteur hors bord et l'aire de réparation des filets.

Les révélations de Makosso montrent que les pêcheurs perçoivent progressivement les enjeux que représente le Projet. Ils ne deviennent enthousiastes que lorsqu'ils se rendent compte de la nature et de l'importance des ressources qu'ils peuvent capter en participant à cette opération. Ils élaborent pour cela des stratégies multiples. Cependant il apparaît aux pêcheurs qu'ils ne peuvent promouvoir leurs intérêts personnels qu'en s'organisant en groupes. C'est ainsi que vont se constituer et se reconstituer les groupes stratégiques.

Les premières alliances se forment au cours des six premiers mois du Projet. Il s'agit particulièrement de la période correspondante à la tenue des réunions de sensibilisation des pêcheurs et à la réalisation des travaux d'aménagement de la piste et de construction du hangar. A cette époque, les conversations qui ont lieu dans les bistrots du village, sur le débarcadère, dans les taxi-brousse, etc... sont principalement focalisées sur le Projet. Chaque commentateur interprète à son avantage les explications données par l'expert. Il se dégage dans cette perspective deux tendances : celle des "pêcheurs non propriétaires" qui exploitent la dimension misérabiliste du discours de l'expert (le Projet vient pour aider les pêcheurs les plus pauvres) et celle des "propriétaires" qui invoquent aussi le même discours, mais en insistant sur la question des crédits à l'équipement. Les propriétaires s'estiment mieux placés que les pêcheurs pour bénéficier de ces crédits parce qu'ils peuvent payer la caution de garantie.

Il se forme à cette effet deux principaux groupes stratégiques. Les membres de chaque groupe cherchent à courtiser l'expert et l'homologue. Ils vendent ainsi l'image de leur groupe tout en dénigrant celle des autres. Devant les "développeurs", les pêcheurs non propriétaires vantent leurs mérites et rejettent les faibles performances de la pêche sur la mauvaise gestion des "propriétaires". De leur côté, les "propriétaires" se targuent d'avoir déjà fait "quelque chose" avec peu, contrairement aux "pêcheurs" qui dilapident leur argent dans la consommation d'alcool. Ces alliances sont indépendantes des relations de parenté ; elles renvoient à des caractéristiques socio-professionnelles.

La deuxième série de groupes stratégiques prend forme au lendemain de la désignation de "l'animateur local" du Projet. En effet, avec la mise en exploitation de la pirogue d'expérimentation, l'expert demande à la population du village de désigner quelqu'un qui devra s'occuper des opérations courantes pendant son absence. On note, parmi ces opérations, l'établissement des listes des équipages devant participer à la pêche expérimentale selon un système de rotation, l'organisation des sorties en mer de la pirogue, la vente du poisson et la tenue du cahier journal. Il est en quelque sorte le représentant-résident de l'expert dans le village.

La réunion organisée à cet effet est abordée dans une atmosphère de compétition entre les "propriétaires" et les "pêcheurs". Cependant, contre toute attente, l'un des membres influents du camp des "propriétaires" propose à ce poste, un pêcheur. Il justifie sa proposition en rappelant ses anciennes responsabilités de chef de village (qui le rend crédible) et en invoquant les qualités du candidat, en particulier sa probité morale.

"Malins est un garçon sérieux, il est honnête. Il a été gérant d'une ancienne boutique du village. Il est parti de là sans se faire des ennemis (...)".

L'intervention de l'ancien chef du village est perçue comme un signe de sagesse par les "pêcheurs". Cependant dans l'exercice de ses fonctions, l'animateur n'entretient pas des relations favorables avec tous les membres qui se réclament du "groupe des pêcheurs". Les mécontents lui reprochent d'être partial dans le choix des pêcheurs devant embarquer à bord de la pirogue du Projet. L'enjeu à ce niveau est lié au fait que le rendement par sortie de cette pirogue est relativement supérieur à celui des pirogues congolaises à moteur. Aussi, les pêcheurs qui embarquent dans cette pirogue ont plus de chance d'être mieux rémunérés que leurs collègues.

Les pêcheurs mécontents remarquent que l'animateur accorde plus de faveurs aux ressortissants de son village (Tchissanga)¹⁷. L'exclusion frappe par contre les pêcheurs originaires de Tchiyendzi qui se considèrent autochtones. A cet effet, les groupes stratégiques se reconstituent sur la base des affinités liées au village d'origine. Ils prennent forme sur des anciens réseaux de solidarité en place dans le village. L'attachement au groupe stratégique est déterminée dans ces conditions à la fois par l'élément transactionnel (recevoir les faveurs de l'animateur), et à la fois par l'élément moral ou identitaire (se défendre face aux autochtones).

Dans cette perspective, l'ancien chef du village, en proposant Malins au poste d'animateur, use de sa "sagesse" pour manipuler à la faveur de son réseau de solidarité, la structure participative de développement qui se met en place. Sa stratégie consiste donc à se servir des "règles normatives" pour mettre en oeuvre des "règles pragmatiques".

La mise en exploitation du magasin de vente du matériel de pêche vient accroître les "pouvoirs" de l'animateur. Bien qu'il se décharge de la gestion de la pirogue au profit d'un pêcheur qui se veut "neutre" (ressortissant ni de Tchissanga, ni de Tchiyendzi, mais partisan tout au moins "contractuel" du réseau des ressortissants de Tchissanga¹⁸), il continue à occuper une position stratégique. L'enjeu est cette fois lié aux ventes à crédit du matériel de pêche. Il exploite ce privilège pour agrandir, au sein de son réseau de solidarité, le cercle de ses clients. Les bénéficiaires de ses manoeuvres ne se comptent plus seulement parmi les pêcheurs dépourvus de moyens de production, mais aussi parmi les "propriétaires" qui représentent les leaders du réseau de solidarité. L'animateur se voit ainsi propulsé du lot des simples pêcheurs pour faire parti de l'élite. En accédant à ce statut, le jeune Malins change son train de vie : comme les autres membres de l'élite, il mise au départ sur le nombre d'épouses¹⁹.

¹⁷ Cf. le point 2.2.2. pour les questions liées à la "structure" de la population de pêcheurs de Matombi (y compris selon les villages d'origine).

¹⁸ La biographie de ce pêcheur dénommé Hardy, présentée au point 4.2.2.2., permet de comprendre ce statut.

¹⁹ Malins se retrouve avec trois épouses à la fin de la première phase du projet.

La querelle se généralise. Les exclus de Tchiyendzi deviennent plus nombreux. Le mécontentement est exprimé non seulement par les jeunes pêcheurs, mais aussi par les propriétaires exclus qui se voient appliquer les instructions de l'expert²⁰ pendant que leurs collègues bénéficient des faveurs au magasin. Les attaques formulées à cet effet consistent en une dénonciation de ces pratiques. La pression sur le camp adverse devient permanente avec l'usage ironique par les exclus, de l'expression "*Projet bassa Tchissanga*"²¹. En dépit de ces dénonciations, le groupe stratégique "au pouvoir" n'entend pas faire des concessions avec le groupe concurrent.

L'incertitude sur le financement de la seconde phase et la proposition par l'expert d'un membre de l'élite du camp adverse dans le Bureau du Comité de Gestion de la coopérative (ne devant être fonctionnelle qu'au cours de la seconde phase) mettent l'eau dans le vin. En effet, l'expert a fait part aux pêcheurs, au cours de la réunion du 15/05/91, des difficultés rencontrées dans le décaissement des fonds nécessaires au démarrage de la seconde phase ; la principale cause est liée au contentieux financier entre le Congo et la France. Au cours de la même réunion, l'homologue a fait un compte-rendu de sa mission d'un mois et demi à Brazzaville ; l'objectif fixé, à savoir contacter la Partie congolaise pour faire diligenter la procédure de décaissement des fonds par la Caisse Centrale de Coopération Economique, n'a pas été atteint. Face à ce contexte d'incertitudes (y-aura-t-il une seconde phase ou pas?), le groupe stratégique au pouvoir "donne du mou" à la faction adverse pour éviter de paraître comme étant les seuls bénéficiaires du Projet, ou à l'inverse, comme étant les seuls responsables de l'échec du Projet.

²⁰ L'expert n'a jamais autorisé à l'animateur de vendre à crédit. Il le fait "officieusement" sans pour autant que cela n'apparaissent dans les écritures.

²¹ Littéralement "Projet des ressortissants de Tchissanga".

4.2.2.2. Le compromis recherché : "le Projet, notre éléphant, à chacun sa part"

Le jeudi 23 mai 1991, l'expert annonce aux pêcheurs qu'il est rappelé en France pour une durée indéterminée et qu'il sera de retour dès qu'il pourra débloquer le problème de financement de la seconde phase. Il donne les instructions à suivre pendant son absence. Il demande à cet effet aux pêcheurs désignés le 14/12/90, pour être membres de la Commission de gestion et du Comité de contrôle et de vérification de la future coopérative, de former un Comité chargé de gérer le patrimoine du Projet avec l'assistance de l'homologue.

Les six membres de ce Comité font tous partie de l'élite politique du village, en ce sens que chacun, dans son groupe stratégique, a le droit de prendre une part active à la compétition politique. Leur biographie peut nous faire découvrir les indicateurs de rôle qui jouent en faveur de chacun d'eux.

Comité de gestion:

Président : Goms, propriétaire-pêcheur, chef du village, élite politique affiliée au groupe stratégique des ressortissants de Tchissanga.

Trésorier : Malins, pêcheur, animateur au Projet, sa position stratégique dans le Projet lui permet d'accéder au groupe des élites du réseau de solidarité des ressortissants de Tchissanga.

Secrétaire : Mak-Mak, enquêteur de l'ORSTOM, est censé être l'intellectuel du village. Il parle le "français des chercheurs"²² et c'est à ce titre qu'il est chargé des relations extérieures dans le Comité du village. Il se réclame du groupe stratégique de Tchiyendzi.

²² Mak-Mak est chargé depuis une dizaine d'années de collecter les données de débarquement des pirogues à Matombi. A ce titre, il a appris les noms scientifiques des espèces pêchées. Il les utilise dans les conversations avec les développeurs qui, pour la plupart, ne se retrouvent pas dans ce langage scientifique. Ce savoir est devenu un enjeu qui permet de le distinguer des autres pêcheurs.

Commission de Contrôle et de Vérification.

Président : Mandengo, propriétaire, pêcheur de la génération des années 1960, est l'un des leaders influents du réseau de solidarité des ressortissants de Tchissanga. Il est l'oncle de Goms qui lui doit beaucoup de respect. C'est également lui qui proposa Malins au poste d'animateur du Projet.

Vice-président : Perlo, pêcheur, appartient à l'un des deux lignages des ressortissants de Tchissanga les plus représentés à Matombi. Sa mère est l'une des cinq épouses de Madengo, à qui il doit d'ailleurs beaucoup de respect.

Secrétaire : Hardy, jeune scolarisé, pêcheur ayant des bonnes connaissances dans le montage et la réparation des filets, travaille pour l'ORSTOM (suivis des paramètres hydrologiques et de la station météo). Il est le second animateur du Projet chargé d'enregistrer les dépenses et les recettes de l'échantillon de pirogues retenu pour l'enquête économique. Il n'est ni de Tchiyendzi ni de Tchissanga, mais entretient des bonnes relations avec les ressortissants de Tchissanga ; sa femme est la nièce de Malins.

Le samedi 1er juin 1991, ces membres se réunissent pour la première fois sans la présence de l'expert et de l'homologue. A l'ordre du jour, figure l'unique point sur "*les méthodes à prendre pour éviter la frustration d'une partie des pêcheurs*"²³. La priorité accordée à ce point montre la volonté des ressortissants de Tchissanga d'associer leurs collègues mécontents dans la gestion du Projet. La réflexion initiée à cet effet aboutit à la décision d'établir une nouvelle liste des équipages devant pêcher à bord de la pirogue du Projet. Ils en profitent également pour traiter la question de la répartition des tâches.

Deux commissions chargées de gérer respectivement la pirogue du Projet et le magasin vont être instituées. Hardy est désigné pour gérer la pirogue sous le contrôle de

²³ Cf. procès verbal de la réunion du Comité *ad hoc* tenue le 01/06/91.

Goms et de Madengo. Malins est reconduit dans ses fonctions de vendeur au magasin et de caissier. Il travaille sous le contrôle de Mak-Mak et de Perlo. La désignation de Mak-Mak au poste de superviseur du magasin vient remettre en cause les pratiques d'exclusion des ressortissants de Tchiyendzi. Cependant, cela ne demeure qu'une mise en scène ; en réalité, Mak-Mak n'est qu'un figurant parce qu'il ne détient ni les clefs du magasin, ni les clefs du coffre, et par conséquent il ne contrôle pas les ressources stratégiques qu'on prétend lui faire contrôler. Le pouvoir réel est au contraire détenu par Malins qui garde les clefs et donc qui contrôle l'accès aux ressources (magasin et coffre).

Le suivi mensuel de la situation de trésorerie du magasin et du compte d'exploitation de la pirogue au cours des deux premiers mois (juillet et août 1991) donne des résultats qui discréditent les ressortissants de Tchissanga. En effet, Malins est accusé d'être l'auteur d'un détournement de fonds. Il le reconnaît d'ailleurs lui-même au cours de la réunion du 17/09/91, en prenant l'engagement de rembourser les 155.370 F.CFA dépensés pour des besoins personnels. Pour atténuer la réaction (les moqueries particulièrement) des membres du camp adverse, les leaders du groupe stratégique des ressortissants de Tchissanga "sacrifient" Malins, en proposant à l'homologue d'approuver la décision relative à sa suspension du Comité.

Le départ de Malins n'implique pas automatiquement une prise en main du magasin et de la caisse par Mak-Mak. Pour les ressortissants de Tchissanga, un tel scénario traduit un transfert au camp adverse du contrôle du "trophée" le plus important. Ils mettent ainsi en oeuvre des astuces pour subtiliser les clefs du magasin et du coffre à Mak-Mak. Dans cette perspective, ils exploitent l'argument selon laquelle, *"les jeunes sont encore inconscients"* (en citant l'exemple de Malins) pour exclure Mak-Mak. Ils proposent par conséquent au poste de caissier, le doyen d'âge qui n'est autre que le vieux Madengo. Les ventes étant confiées à Perlo qui opère sous la supervision de Mak-Mak.

Le suivi de la situation de trésorerie du magasin et du compte d'exploitation de la pirogue en décembre 1991, révèle un nouveau scandale. Cette fois, le prétendu "vieux conscient" est pris la main dans le sac : 55.160 F.CFA de manquant en caisse. Le "vieux", pour ne pas souiller son honneur, accepte de rembourser la somme. Cependant, il devient méfiant vis-à-vis de la pratique initiée par l'expert qui consiste à noter toutes les opérations (dépenses et ventes) sur un cahier. C'est bien ces annotations qui ont permis de découvrir ses manoeuvres. Hardy, qui est chargé de mettre à jour le cahier, devient un élément gênant. Il est écarté du Comité, sous prétexte qu'il doit subir le même sort que Malins, parce qu'il serait également auteur des falsifications diverses (les sommes encaissées seraient supérieures aux sommes déclarées).

Le Comité est réduit à quatre personnes. Le départ de Hardy pose le problème de son remplaçant. Goms qui jusque là supervise le travail du gérant de la pirogue, refuse d'assumer cette tâche. Il invoque pour cela le fait qu'il consacre déjà beaucoup de temps au suivi de son matériel personnel. Une nouvelle répartition des tâches est envisagée à cet effet. Mak-Mak et Perlo quitte le magasin pour s'occuper de la gestion de la pirogue et Goms se voit attribuer les clefs du magasin. Le doyen Mandengo demeure caissier et reste attaché au magasin.

Cette nouvelle répartition des tâches donne plus de pouvoir à Mak-Mak. Il dresse la liste des pêcheurs devant embarquer dans la pirogue du Projet, procède à la vente du poisson et au versement des recettes dans la caisse tenue par le doyen Mandengo. Cependant, toutes ces opérations se font désormais sans laisser de trace ; le départ de Hardy et Malins correspond à l'arrêt de la mise à jour du cahier-journal. Le gâteau est enfin partagé : Mak-Mak et ses alliés de Tchiyendzi peuvent jouir des avantages liés à l'exploitation de la pirogue et le groupe stratégique concurrent s'offre la part du lion en gérant sans aucun contrôle le magasin du Projet. Les filets du Projet qui traînent sur la plage de débarquement n'échappent pas à la règle ; si certains propriétaires influents des deux camps n'hésitent pas à les utiliser dans leurs pirogues, d'autres par contre préfèrent

retirer de ces filets les olives de plomb et les flotteurs, qu'ils utilisent dans le montage de leur filet personnel.

Le "vieux Bois-sec", originaire de Tchiyendzi, d'un air moqueur, parle de ce côté pragmatique du Projet, en utilisant le proverbe suivant : *"Bissi nzaou wosko i mbeli ku tenda ngue"*. Ce proverbe renvoie à la scène qui a lieu à l'abattage de l'éléphant. En effet, quand un chasseur abat un éléphant, il ne se contente que des défenses. La viande est laissée à la disposition de tous les habitants du village. Chacun est libre de prendre la quantité de viande qu'il veut, mais à condition d'avoir un couteau tranchant. C'est exactement de la même façon que le patrimoine du Projet est géré après le départ de l'expert, nous confie Mwana Zongui, propriétaire de matériel de pêche et commerçant du village. Abordant dans le même sens, il souligne, *"qu'aucun homme ne peut se dire saint à Matombi ; ils ont tous les mains sales"*.

Cette "responsabilité partagée" est bien l'objectif visé par le groupe stratégique des ressortissants de Tchissanga en associant leurs concurrents dans la gestion du Projet après le départ de l'expert. Il apparaît ainsi que la concession entre deux groupes stratégiques n'est pas liée seulement à une question de rapport de force. Cependant, si les élites de Tchissanga ont réussi à culpabiliser "tout le village", leur stratégie ne dissipe pas en soi la rancune de leurs adversaires. En effet, les élites de Tchiyendzi font glisser l'affrontement à une autre échelle.

4.2.2.3. La goutte d'eau qui fait déborder le vase : le conflit à l'échelle villageoise

La défaite des ressortissants de Tchiyendzi reste gravée dans la mémoire des leaders de ce camp, même s'ils ont toujours donné l'impression d'être neutres, voir indifférents face aux pratiques déloyales de leurs voisins. Certains, parmi ces leaders, n'ont pas cessé de faire preuve de modération en conservant la communication entre concurrents. Ce

comportement ne reflète en effet qu'un "visage public". Ces leaders n'attendent que les opportunités qui peuvent se présenter d'un moment à l'autre, pour organiser leur revanche politique. C'est ce que l'on constate depuis la fin de l'année 1993.

Les leaders de Tchiyendzi et leurs partisans exploitent depuis 1993 les revendications qui ont lieu à l'échelle nationale sur la réhabilitation des droits des lignages sur les terres pour écarter leurs adversaires de la scène politique locale. Ces revendications, qui datent de la Conférence nationale (février à juin 1991), exigent l'abolition de la loi de 1973 qui attribue les terres à l'Etat. En effet, la promulgation de cette loi a fait perdre aux membres des lignages les prérogatives dont ils jouissaient jusque-là sur le contrôle de l'accès aux ressources de leur territoire²⁴.

Cet affaiblissement du pouvoir lignager sur les terres demeure cependant relative. On note au contraire une situation d'affrontement de deux légitimités : la légitimité dite "traditionnelle" et la légitimité dite "moderne". Dans cet affrontement, il arrive parfois que la légitimité "traditionnelle" l'emporte sur la légitimité "moderne" ; c'est le cas par exemple, des pratiques foncières décrites par Desjeux (1987) dans la région du Pool et celles en vigueur dans les périphéries des grandes villes (Brazzaville et Pointe-Noire). L'affrontement peut aussi basculer en faveur de la légitimité "moderne", comme à Matombi où le droit de regard du lignage sur l'exploitation des ressources n'est plus qu'une question de "légende".

La remise à jour du pouvoir lignager sur le contrôle de l'accès aux ressources halieutiques est justifiée en invoquant des "règles normatives". En effet, les arguments avancés occultent le côté politique du projet, en exaltant les valeurs favorables à tous, comme la fertilité des terres et l'abondance des poissons. La légitimité de l'action est recherchée en mettant en scène deux principaux types d'acteurs.

²⁴ Cet aspect est abordé au point 2.2.2.1., voir aussi Nguingiri (1988).

Le premier type d'acteurs est représenté par les descendants de "*Zimbu cikoka*", membres du lignage propriétaire du territoire sur lequel se trouve Matombi. Ils peuvent à bon droit se plaindre ; c'est ainsi qu'ils font sienne la revendication. Ils sont soutenus par les partisans du groupe stratégique de Tchiyendzi.

Le second type d'acteurs renvoie à l'équipe des notables de Diosso et leur chef, Tchitembo. Ils incarnent aux yeux des Vili, les valeurs dites traditionnelles, héritées des derniers dignitaires de la cour du roi Maloango. Ces notables sont sollicités pour donner un caractère légitime à la réhabilitation des descendants de "*Zimbu cikoka*".

L'initiative de la réhabilitation du pouvoir lignager est accueillie avec beaucoup d'enthousiasme par les descendants de "*Zimbu cikoko*". Ils y voient avant tout une question d'intérêts personnels, liée à la conquête des "trophées" symboliques comme l'honneur et des "trophées" matériels découlant des redevances sur l'exploitation des ressources. Dans cette perspective, ils entrent en contact avec les notables de Diosso et sollicitent leur soutien personnel.

Les notables de Diosso sont favorables à l'organisation de la cérémonie d'intronisation des descendants du lignage *Zimbu cikoka*. C'est pour eux une manière de mettre en lumière leur crédibilité politique à une époque où ils revendiquent eux-aussi la réhabilitation du roi de Loango. La cérémonie de Matombi apparaît aux notables comme un modèle qu'ils vont présenter dans leur campagne de réinstallation du pouvoir de Maloango.

C'est dans ce contexte, dominé par les intérêts des différents acteurs, que le chef Tchitembo convoquent le 6 juillet 1994 une réunion de tous les habitants de Matombi. Dans son discours d'ouverture, le chef Tchitembo fait un rappel historique sur la délimitation et l'appropriation des terres par les génies *Zimbu* et *cikoka*, et sur le rôle joué

par le chef Tchiyendzi, *fumu si*²⁵, dans la cour du roi. Abordant l'ordre du jour, le chef Tchitembo insiste sur le personnage de *Ma Tchiyendzi* et en particulier sur ses rapports avec les génies cités précédemment qui ont permis de préserver, à son époque, la fécondité des femmes et des ressources. "*Si la pêche n'est pas fructueuse aujourd'hui, qu'attendons-nous pour suivre cet exemple?*" s'interroge-t-il. Il poursuit en suggérant à l'auditoire la réhabilitation des descendants de *Ma Tchiyendzi* pour qu'ils participent à leur tour à la régulation de l'abondance de la ressource.

La suggestion est très contestée par les ressortissants de Tchissanga qui ne cachent pas leur méfiance à l'égard du discours sur la régulation de l'abondance des ressources. Ils doutent particulièrement de la présence du génie *Zimbu* dans son sanctuaire, compte tenu de la fréquentation anarchique du site. Ils exigent pour cela des preuves préalables, avant d'introniser les descendants de *Ma Tchiyendzi*.

Le chef Tchitembo réagit d'un ton sévère en conseillant aux pêcheurs de cultiver une qualité qui manque à la génération actuelle, à savoir l'obéissance. Il demande "*d'être respectueux, de respecter les descendants de Ma Tchiyendzi, de respecter les nkisi si, de respecter les notables et ce n'est qu'après, que les fumu si vous accorderont leur bénédiction (mula) et les génies répondrons à vos suppliques*".

L'atmosphère qui prévaut pendant le débat entre le chef Tchitembo et les pêcheurs méfiants montre que le rôle des notables de Diosso ne se limite pas une simple médiation entre groupes stratégiques, comme le souhaitent les descendants de Tchiyendzi. Le chef Tchitembo s'érige en arbitre. Il ne suggère plus, mais il décide de l'intronisation des nouveaux *fumu si*. Sa décision a un caractère obligatoire. Il le rappelle d'ailleurs aux pêcheurs : "*la première condition pour s'attirer la clémence des nkisi si est le*

²⁵ Le *fumu si* est le titre attribué au chef du lignage (*fumu tchifumba*), dans ses fonctions de gérant des ressources du territoire lignager.

respect ; celui qui est respectueux récoltera les bons fruits, celui qui ne l'est pas, récoltera par contre les mauvais fruits".

Le chef Tchitembo fait ainsi allusion, en parlant de bons et de mauvais fruits, à la bénédiction et à la malédiction. Il met de cette manière le pêcheur dans une situation d'incertitude. En effet, on ne sait jamais quel mauvais sort va avec telle faute. L'arbitre fait respecter la décision en utilisant une pression morale. Il met en jeu "l'idéologie" pour renforcer sa réputation et ses prétentions de leadership. C'est la même "idéologie" qui sera utilisée par les vainqueurs, en particulier les pêcheurs qui réclament être ressortissants de Tchiyendzi pour neutraliser les prétentions de leurs adversaires.

La cérémonie du 6 juillet 1994 se termine, en dépit du climat d'intimidation, par l'intronisation de Mavoungou Bernard, pêcheur, 40 ans, né à Diosso. Le chef Tchitembo clôture la réunion en rassurant la population de Matombi qu'il se charge personnellement de l'initiation du nouveau chef. Il invite enfin la population, au nom du lignage dont le chef vient d'être réhabilité, à partager un verre de *samba*²⁶.

4.2.3. L'emboîtement des arènes : les interactions "développés" - "développeurs"

L'observation des arènes précédentes a permis de voir que les pratiques des "opérateurs de développement" et les "populations cibles" sont très ambiguës. La participation de chaque acteur au Projet est déterminée non seulement par les objectifs affichés ou les normes professionnelles, mais aussi par la volonté de satisfaire des intérêts personnels. Nous essayons ici de comprendre comment ces différents acteurs arrivent à concilier ces objectifs dans le face-à-face "développés"- "développeurs". Nous verrons

²⁶ Le *samba* est le vin récolté du palmier à huile. Il est utilisé à l'occasion de toutes les cérémonies (deuil, mariage, réconciliation, etc...) comme le rapporte Obenga (1985). Le fait de se partager un verre de *samba*, est signe d'unanimité autour de la décision du chef Tchitembo. C'est une autre façon de se "laver les mains" ou de se faire la paix avec son adversaire, tout comme l'ont fait les leaders de la classe politique congolaise à la fin de la conférence nationale en juin 1991.

ainsi que la participation enthousiaste des pêcheurs au Projet ne recouvre pas la même signification aux yeux des experts et des pêcheurs. En outre, ces deux catégories d'acteurs peuvent dans certaines circonstances se défendre mutuellement en dépit des conflits qui éclatent parfois entre eux.

4.2.3.1. Le succès de l'approche participative : une interprétation controversée

L'objectif principal de la première phase du Projet consiste à expérimenter les innovations susceptibles d'être introduites dans la pêche artisanale congolaise. Les expérimentations ne se font pas, bien entendu, dans une station expérimentale, mais en "milieu paysan" si l'on veut emprunter les termes des agronomes. Le Projet a donc *"testé de visu la compétence technique et la motivation des pêcheurs"* (Palladin & Ntelossamou 1991). Autrement dit, l'exploitation de la pirogue du Projet s'est faite, comme l'écrit Palladin (1990), expert, *"dans les mêmes conditions que les pirogues traditionnelles, avec les mêmes équipages et le même type de matériel de pêche (...)".* Dans cette perspective, une place de choix est accordée à l'approche participative dans l'exécution du Projet.

La "population cible" est associée à la réalisation des opérations prévues par les termes de référence. On peut citer à cet effet :

- l'animateur chargé des ventes d'articles de pêche. Il met à jour le cahier journal qui permet à l'expert de suivre la situation mensuelle de trésorerie du magasin. Il gère aussi les opérations de versement et de retrait d'argent dans la "caisse d'épargne" mis en place par le Projet ;

- l'animateur chargé de l'exploitation de la pirogue. Il dresse les listes des pêcheurs devant embarquer à bord de la pirogue du Projet, surveille l'état du matériel, prépare les

sorties en mer de la pirogue et contrôle la vente du poisson. Il s'occupe également des relevés statistiques des données d'une dizaine de pirogues retenues dans le cadre de l'analyse économique ;

- les quarante pêcheurs chargés selon un système de rotation, de mettre en exploitation la pirogue du Projet.

La participation active des pêcheurs aux activités induites par le Projet est perçue par l'expert comme un indicateur favorable au développement de la pêche à Matombi. Il se base sur le taux d'activité, calculé à partir des statistiques de sorties de chaque pêcheur à bord de la pirogue du Projet, pour *"évaluer et identifier les individus susceptibles d'être assistés"*. Il écrit à ce propos que *"la présence du Projet sur le terrain pendant toute la première phase aura permis de sélectionner un ensemble de pêcheurs parmi lesquels seraient choisis les premiers bénéficiaires potentiels des actions prévues au cours de la deuxième phase"* (Palladin & al. 1991 : 38). Il expose cette démarche aux pêcheurs, au cours d'une réunion, à l'occasion de laquelle il rend public une liste de 27 pêcheurs retenus pour constituer, ce qu'il appelle, *"le noyau de base du groupement coopératif des pêcheurs de Matombi"*.

Makosso (1994a), pêcheur, réagissant face à cette démarche qu'il qualifie de "hâtive" et de "mécanique", fait remarquer que *"l'expert est pris au piège"* qui a été tendu par le groupe stratégique des ressortissants de Tchissanga. La sélection des pêcheurs sur la base des records établis à partir du nombre de sorties à bord de la pirogue du Projet, ne reflète pas la réalité. Nous avons vu que ces pêcheurs ont obtenu des faveurs de la part de l'équipe locale d'animation.

La manoeuvre du groupe stratégique de Tchissanga, vis-à-vis de l'expert accroché aux "chiffres", est un exemple intéressant de dérive auquel doivent s'attendre les partisans du "développement participatif". Au lieu de favoriser le large consensus communautaire que

prônent les experts du PNUD, le développement participatif est au contraire détourné au profit d'une minorité qui a réussi d'une certaine manière, en fonction des certains intérêts, à capter l'attention de l'expert.

En effet, la démarche du PNUD, exposé par Lazarev (1993) dans l'ouvrage intitulé "Vers un éco-développement participatif", consiste à considérer que le développement participatif se pratique au travers d'organisations (p.35). Il apparaît à cet auteur, qu'en milieu rural africain, la forme d'organisation la plus opératoire est la communauté villageoise (p.37). Il écrit à ce propos que *"les communautés apparaissent ainsi comme correspondant le mieux au lieu stratégique où devraient pouvoir se développer les processus de responsabilisation, de prise en main du système de décision ("empowerment") et d'autogouvernement ("governance")"*. Lazarev, qui s'inspire comme il l'explique, de M. Rochette et de G. Belloncle, oublie comme nous l'avons vu à travers le cas de Matombi, que la société n'est ni homogène, ni égalitaire. Elle est faite de différents niveaux de décisions largement emboîtés, de stratifications sociales multiples, de rivalités individuelles, de querelles de personnes, des antagonismes de groupes, etc...comme le rappelle Olivier de Sardan (1990b : 31).

4.2.3.2. Une autre variante des rapports "développeurs"- "développés" : la complicité

La complicité est une pratique courante dans les rapports entre les opérateurs de développement et les pêcheurs. Elle renvoie à la défense d'une catégorie par une autre ; tantôt ce sont les pêcheurs qui s'érigent en défenseurs des "développeurs" face à une mission d'évaluation, tantôt c'est le "développeur" qui joue à son tour le défenseur de pêcheurs. Deux exemples vont permettre d'illustrer ces rapports de complicité.

Le premier exemple se rapporte au cas de Malins, magasinier au Projet qui est accusé d'avoir détourné une somme d'argent relativement importante. L'homologue exige de

Malins de rembourser l'argent détourné. Il procède pour cela par des manoeuvres d'intimidation :

"si Malins ne rembourse pas cet argent d'ici peu, j'avertis la police. Il oublie qu'il a volé l'Etat, c'est une faute grave. Il ira s'expliquer devant la justice et il ira en prison".

En dépit de ces manoeuvres d'intimidation, Malins n'a jamais remboursé l'argent détourné. L'homologue, de son côté, n'est allé se plaindre ni à la police, ni auprès des autorités de l'administration des pêches. S'agit-il d'une autre forme de tolérance ou d'une complicité pure et simple?

Le deuxième exemple renvoie à la défense de l'homologue par les pêcheurs. Suite à une rumeur selon laquelle, l'homologue utilise les véhicules du Projet à des fins personnelles, la Direction Générale de la Pêche délègue A. Bitoumba, ancien conseiller de ministre, pour effectuer une mission d'évaluation du matériel du Projet en avril 1993. Au cours de la réunion organisée à cet effet à Matombi, les membres du Comité chargé d'exploiter la pirogue et le magasin rejettent les accusations que rapportent Bitoumba qui, selon eux, n'ont pour but que de dénigrer l'homologue. Ils rassurent le délégué du Directeur général du bon usage que l'homologue fait des véhicules lesquels sont d'ailleurs utilisés à la satisfaction de tous les pêcheurs.

Or, les déclarations des membres du Comité au cours de cette réunion ne correspondent pas aux réalités. Ils occultent ce qui se dit tout haut dans le village à propos des véhicules du Projet. Ils font également semblant d'oublier que Mayambo, Teck et Mav, pêcheurs, ont profité de la présence d'une délégation des experts du DIPA en juillet 1992, pour dénoncer publiquement les pratiques de l'homologue qui consistent à utiliser le pick-up pour sa campagne électorale au détriment des besoins du Projet (achat de carburant pour moteur hors bord et vente du poisson à Pointe-Noire).

Ces deux exemples montrent que "développeurs" et "développés" peuvent parfois être complices. Il importe cependant de s'interroger sur la portée de ces pratiques qui relèvent d'un point de vue normatif, d'actes de malhonnêteté. En effet, l'homologue en s'abstenant d'exposer Malins devant les tribunaux, ne joue pas seulement la tolérance. Il craint qu'on lui reproche d'avoir une part de responsabilité dans ce détournement, suite à une défaillance de l'assistance technique qu'il est appelé à apporter aux pêcheurs. Compromettre Malins, revient ainsi à creuser sa propre tombe. De l'autre côté, les pêcheurs jouent le même jeu. En disant la vérité, ils ont le sentiment de lâcher l'homologue dans les "griffes" de ses adversaires. Or une telle situation peut conduire à une évaluation plus rigoureuse et par conséquent défavorable pour tous. Aussi, pour les membres du Comité, trahir l'homologue, c'est se trahir soi-même. Alors, il vaut mieux être complice pour maintenir l'ordre social. Quoi qu'il en soit, l'ordre social recherché demeure éphémère. Les conflits peuvent être attisés à tout instant.

4.3. REACTIVATION DE L'ARENE PAR L'ANTHROPOLOGUE :

LA TABLE-RONDE DE MATOMBI

C'est en voulant provoquer une situation exemplaire et en utilisant pour cela une "manoeuvre" méthodologique que nous décidons d'organiser une table-ronde à Matombi. Notre objectif est de mettre les différentes catégories d'acteurs de développement dans une situation d'interaction exemplaire. L'observation des différentes phases de cette situation provoquée permet de remarquer que les acteurs sont en général aux aguets : toute opportunité qui se présente est à même de stimuler leurs initiatives. Comme nous allons le voir, les enjeux autour desquels s'organisent la coopération et la compétition sont certes économiques mais surtout politiques. En outre, nous découvrirons que les mécanismes de réactivation de l'arène se succèdent sans cesse.

4.3.1. Réactivation des dynamiques politiques et économiques

La démarche adoptée pour susciter la participation des agents de développement et des pêcheurs a consisté à faire parrainer l'organisation de la table-ronde par des institutions "officielles". Il a été question de convaincre, d'une part, les responsables de l'ORSTOM au Congo et, d'autre part, les responsables de la Direction générale de la pêche. L'accord des responsables de l'ORSTOM est sollicité pour avoir accès à la logistique nécessaire à l'organisation de la table-ronde²⁷, mais aussi pour provoquer un enjeu autour de notre projet. En effet, en montrant aux autres institutions que nous avons déjà le soutien de l'ORSTOM, nous arrivons à rendre crédible notre projet.

²⁷ Il ne faut pas perdre de vue le fait que mon Programme de recherche était placé sous la tutelle de l'ORSTOM.

C'est de cette manière que nous suscitons l'adhésion des responsables de la Direction générale de la pêche à l'organisation de la table-ronde. En ayant le soutien de l'ORSTOM et de l'administration des pêches, notre projet devient un enjeu important au fur et à mesure que l'on s'approche de la date prévue pour la tenue des "assises". Les demandes de participation proviennent de diverses origines²⁸. On peut se demander toutefois si tous ces participants, au delà de la rhétorique du développement, ne poursuivent pas des intérêts non affichés.

4.3.1.1. La table-ronde : un enjeu éminemment politique

L'organisation de la table-ronde apparaît aux yeux de plusieurs participants comme une opportunité à saisir pour mener une lutte politique, à une échelle donnée, en fonction des ressources dont ils disposent respectivement. Parmi les participants qui partagent ces ambitions figurent aussi bien les pêcheurs que les leaders d'associations de développement.

Les pêcheurs qui envisagent de faire un usage politique de la table-ronde sont des individus jeunes, ayant poursuivi des études secondaires et qui prétendent affermir leur position dans la vie politique villageoise. C'est le cas de Mak-Mak, pêcheur à Matombi, qui s'investit dans une "campagne de sensibilisation" des populations de la baie de Loango sur la tenue de la table-ronde. Il se déplace d'un village à un autre, pour expliquer à ses collègues les objectifs de la table-ronde, tout en montrant les avantages que peuvent en tirer les pêcheurs. Mak-Mak se porte aussi volontaire pour affronter les experts du Projet Matombi en acceptant de dénoncer au cours de la table-ronde, ce qui se dit "tout bas" dans le village. C'est pourquoi, il propose de focaliser son exposé sur l'évolution de l'attitude des pêcheurs à l'égard du Projet.

²⁸ Il y a eu 125 participants à la table-ronde représentant des institutions administratives (Cabinet du ministre de la pêche, Direction générale de la pêche, Direction générale de la marine marchande, Direction régionale des eaux et forêts, Direction régionale de l'agriculture), des ONG, des institutions d'aide (FAO, PNUD, Mission française de coopération) et des pêcheurs de diverses régions du littoral congolais (Voir la liste des participants en Annexes).

Pour convaincre ses collègues, Mak-Mak prend souvent l'exemple de ses motivations personnelles, qu'il justifie en évoquant l'intérêt pour le bien commun. Il paraît cependant, qu'il vise d'autres intérêts, notamment affermir son prestige et sa réputation d'intellectuel. Il y parvient en se faisant féliciter avec applaudissements par les participants à la table-ronde pour la qualité de sa communication et par la publication de celle-ci, en deux versions (française et anglaise), dans le n° 24 du bulletin d'information du Programme DIPA de la FAO²⁹.

L'usage politique apparaît aussi dans les motivations "réelles" des ressortissants des villages côtiers, résidant à Pointe-Noire et qui participent à l'organisation de la table-ronde. La caractéristique commune à cette catégorie d'acteurs est d'être anciens fonctionnaires à la retraite et d'avoir déjà occupé, à un moment donné, des fonctions politiques au niveau national. Ainsi en est-il de Théousse Bernard, ancien inspecteur de l'enseignement qui jouit d'un prestige pour ses positions politiques vis-à-vis de l'ancien parti unique. Il est présenté comme celui qui a toujours dénoncé les inégalités dont s'estiment victimes les Vili dans la répartition de la rente pétrolière. Il fait parti du comité d'organisation de la table-ronde où il s'érige progressivement en coordonateur, devançant ainsi le président.

Dans ce contexte, Théousse dirige les réunions du comité d'organisation, donne les principales orientations et profite de sa position pour désapprouver la conduite des responsables des Services de pêche. A l'ouverture de la table-ronde, il prend la parole pour souhaiter la bienvenue aux participants en sa qualité de responsable de la communauté de pêcheurs de Matombi. Dans ses déclarations, il ne cessent de faire allusion à ses souhaits de voir la pêche artisanale se développer. Incontestablement, Théousse ne vise pas que ces seuls intérêts, il tend aussi à s'imposer aux pêcheurs comme la personnalité parmi l'élite des

²⁹ Le Programme de Développement Intégré de la Pêche Artisanale en Afrique de l'Ouest (DIPA), installé à Cotonou, publie tous les deux mois un bulletin de liaison du Programme. On y trouve des articles divers sur les aspects liés à la profession. Les auteurs de ces articles sont experts, agents des administrations nationales des pêches, pêcheurs, etc...

Vili, susceptible de drainer des ressources économiques. Il le révèle d'ailleurs dans plusieurs de ses interventions à la table-ronde :

"A mon retour de France en 1975, la population m'a confié la mission de suivre ce projet de création de coopérative à Matombi. Je n'ai retrouvé aucune trace ni des agents des Services de l'agriculture qui s'occupaient de ce projet, ni de l'argent collecté auprès des pêcheurs pour constituer le capital social. Par mes relations avec le ministre Noumazalay, j'ai pu obtenir le remboursement de ces sommes d'argent subtilisées aux pêcheurs (...)"

Il se constitue de la sorte une clientèle politique. En ayant du "monde derrière", Théousse améliore aussi sa position dans l'arène politique régionale, voire nationale.

Les membres des associations de développement de la pêche (ACDIP et APD) et de développement culturel (CECL et CLNCK)³⁰ poursuivent également des intérêts de nature politique. En effet, ces associations n'ont en réalité aucune clientèle parmi les populations au nom desquelles elles revendiquent leur légitimité. La participation à la table-ronde apparaît ainsi comme une opportunité pour se constituer une clientèle. En ce sens qu'ils s'attendent à plusieurs "adhésions" pour élargir leur assise sociale. Ils comptent de cette manière reconforter leur position dans l'arène politique nationale. La participation à la table-ronde est aussi perçue comme un moyen pour se rendre crédible aux yeux des bailleurs de fonds, lorsqu'il s'agira de mener des entreprises de courtage en développement.

Comme on le constate, la table-ronde réactive les appétits politiques des uns et des autres. En plus de ce type de motivation, la participation à la table-ronde est suscitée aussi par des enjeux économiques.

³⁰ Cf. 2.3 pour une présentation des associations de développement de la pêche (ACDIC : Association Congolaise pour la Défense des Intérêts des Pêcheurs et APD : Association Pêche-Développement). Les associations de développement culturel, comme le CECL (Centre d'Etudes des Civilisations Loango) et le CLNCK (Comité Laïque des Notables Catholiques du Kouilou) émergent aussi dans le contexte de la démocratisation.

4.3.1.2. La table-ronde : l'enjeu de la rente du développement

La table-ronde apparaît pour certains participants comme une négociation entre les "donateurs" et les "bénéficiaires". De ce point de vue, on considère que les pêcheurs absents, ceux notamment qui ne participent pas au captage de la rente du développement, seront mis à l'écart lors de la redistribution. Aussi, il paraît nécessaire de prendre part à la table-ronde, ou de se faire représenter, pour avoir accès aux ressources économiques. C'est autour de cet enjeu que se cristallisent les motivations de plusieurs pêcheurs, comme ceux de Madingo-Kayes.

Nous avons vu, au chapitre 2, que les pêcheurs de Madingo-Kayes sont hors du champ d'action privilégié des experts en développement de la pêche. Le projet de table-ronde est ainsi perçu comme une occasion de dénoncer l'état d'abandon dans lequel ils se trouvent. Ils attendent aussi séduire les bailleurs de fonds pour qu'ils s'intéressent aux activités halieutiques de leur région. Le captage des ressources économiques reste, par conséquent, le but principal des pêcheurs qui devront participer à la table-ronde.

Dans cette optique, les pêcheurs de chaque village demandent à être représentés à cette réunion. Or, il n'est prévue que 10 participants pour l'ensemble de la région³¹. A cet effet, les pêcheurs entrent en compétition pour se faire désigner membre de la délégation de Madingo-Kayes. Celle-ci débouche dans certains villages sur des conflits entre pêcheurs migrants et pêcheurs autochtones. On remarque, dans ce cas, que l'enjeu autour de la participation à la table-ronde déclenche des conflits restés à l'état latent³².

Les dix participants qui arrivent à mieux négocier leur désignation ou à s'imposer, comme c'est le cas de deux chefs de village, sont invités à participer à une réunion présidée

³¹ Prévisions réalisées en fonction des structures d'accueil à Matombi.

³² On trouve parmi les Vili autochtones des individus jaloux des pêcheurs migrants (Vili). Les premiers accusent souvent les seconds d'être à l'origine de la baisse des captures et exigent pour cela leur départ de la région.

par le Sous-préfet. L'ordre du jour porte sur la ligne de conduite à tenir lors des négociations de la table-ronde. Ils se mettent aussi d'accord sur le contenu de l'exposé qu'ils devront présenter. Cela montre que certains participants à la table-ronde reçoivent une préparation préalable. Ils ne sont par conséquent que des "négociateurs visibles". A l'inverse, le *manager*, représenté ici par le personnage du Sous-préfet, est un "négociateur invisible".

Le couple négociateurs visibles / négociateurs invisibles n'est pas spécifique aux délégués de Madingo-Kayes. On le rencontre aussi chez les représentants des pêcheurs béninois à la table-ronde. En effet, la première version des communications proposée par les pêcheurs n'a pas reçu l'assentiment des responsables de l'Association des Ressortissants Béninois (ARB) et du Consulat du Bénin à Pointe-Noire. Une deuxième version est rédigée en commun accord avec ces autorités. Celle-ci apparaît à leurs yeux, plus loyale, plus "diplomatique" et susceptible de garantir les bons rapports entre les pêcheurs béninois et les autorités congolaises (administration et chef vili).

L'organisation de la table-ronde correspond donc à un stimulus, en ce sens qu'elle vient provoquer les réactions des acteurs du développement de la pêche artisanale dans une situation où la plupart des groupes stratégiques sont réunis. La confrontation de ces réactions permet de relancer les stratégies d'acteurs.

4.3.2. Le contrôle de l'interface : la relance des stratégies

La quatrième session de la table-ronde est marquée par les interventions des représentants des institutions de financement (PNUD, FAO, Mission Française de Coopération). Le message qu'ils livrent aux participants a trait aux possibilités offertes par les différentes institutions de financer le développement de la pêche artisanale. Ils présentent pour cela les programmes de financement qui correspondent aux "besoins" des

opérateurs du secteur des pêches. Il s'agit principalement du programme des PME/PMI³³ du PNUD et du "fonds spécial de développement" mis en place par la Coopération française afin d'atténuer les conséquences négatives de la dévaluation du franc CFA.

Dans leurs interventions, les représentants des institutions de financement énumèrent les conditions d'attribution de l'aide. A la différence des projets antérieurs, ils rappellent que l'aide ne peut être accordée qu'aux pêcheurs qui prennent des initiatives personnelles. En plus, les bailleurs de fonds entendent collaborer directement avec les pêcheurs "bénéficiaires" des projets sans passer nécessairement par l'administration des pêches. Dans cette perspective, ils proposent aux pêcheurs qui recherchent une aide de s'organiser à l'échelle villageoise ou régionale, de concevoir un projet et de désigner des interlocuteurs qui devront négocier les financements avec les bailleurs de fonds. En évoquant le problème d'interlocuteur, ces experts mettent le feu aux poudres : ils déclenchent la compétition pour se faire désigner représentant légitime des pêcheurs.

4.3.2.1. Une compétition qui n'a ni vainqueurs ni vaincus

Les premiers à s'engager dans la compétition sont les leaders des Associations de développement de la pêche. Ils s'estiment mieux placés pour exercer ce rôle d'interface entre les pêcheurs et les bailleurs de fonds. Ils invoquent pour cela le fait qu'ils sont les seuls à être en situation régulière, c'est-à-dire à être enregistrés au Ministère de l'intérieur. En se démarquant ainsi des autres participants, les leaders de l'Association congolaise pour la défense des intérêts des pêcheurs (ACDIP) et ceux de l'Association pêche-développement restent les seuls compétiteurs.

Le souci de l'emporter sur les autres suscite une polémique : les uns doutant de la légitimité des autres à exercer le rôle d'intermédiaire. Pour les leaders de l'ACDIP, par

³³ PME/PMI : Petites et Moyennes Entreprises et Petites et Moyennes Industries.

exemple, "(...) les meneurs doivent connaître les problèmes de la pêche, ils ne doivent pas être des bureaucrates de la Direction des pêches". Le président de l'ACDIP, en faisant cette déclaration, cherche à écarter de la course ses adversaires de l'Association pêche-développement. Ils sont fonctionnaires de l'administration des pêches, et de ce fait, présentent un profil qui ne correspond pas aux critères de choix de l'interlocuteur imposés par les bailleurs de fonds.

Cependant, cette manoeuvre, menée avec finesse, ne permet pas aux leaders de l'ACDIP de triompher de tous leurs adversaires. Elle est au contraire "court-circuitée" par Théousse, qui intervient au nom des pêcheurs :

"Les fonctionnaires sont là pour nous encadrer, mais pas pour nous organiser, nous structurer ou prendre la parole à notre place. Laissez-nous mettre en place des véritables associations de pêcheurs".

Théousse, en intervenant de la sorte, cherche à discréditer les leaders de l'ACDIP qu'il range dans le "même sac" que les agents de l'administration des pêches. Ils sont aussi fonctionnaires et, pire encore, leur origine sociale n'a aucun lien avec le milieu de la pêche en mer dont ils se réclament être les représentants légitimes.

Avec la montée sur scène de Théousse, membre influent des mouvements culturels et ethniques des Vili, l'affrontement glisse vers un autre registre. Les arguments avancés à l'égard des leaders des Associations renvoient, en effet, au problème d'identité : ils ne sont pas issus du milieu de la pêche vili même s'ils revendiquent s'identifier au "monde de la pêche".

Les arguments de Théousse, même s'ils font l'unanimité chez les pêcheurs vili, ne lui permettent pas de sortir vainqueur de cette compétition. Eu égard à la tournure conflictuelle que prennent les débats, un des représentants des bailleurs de fonds s'improvise arbitre. Il tente de mettre fin à la compétition en faisant remarquer aux

participants que les débats s'enlisent. Il propose aux protagonistes, pour faire respecter le calendrier des interventions, de poursuivre ce débat au cours d'une autre réunion.

4.3.2.2. Vers une organisation inter-associative : compromis ou relance des stratégies?

Le représentant à la table-ronde du PNUD, soucieux d'éteindre le feu qu'il a attisé lui-même, suggère l'idée de créer une Union régionale des Associations de développement de la pêche. Il entend ainsi régler les conflits qui opposent les leaders des Associations entre eux et qui les opposent aux leaders des mouvements ethniques des Vili. Sa suggestion reçoit un écho favorable ; une recommandation sur la création d'une Union des ONG des pêcheurs de la région du Kouilou est adoptée à l'unanimité. Partant, à la lumière de l'analyse des intérêts poursuivis par les uns et les autres, il est évident de se demander si ce consensus ne dissimule pas sa face cachée. Ne s'agit-il pas pour les compétiteurs d'accepter de reculer pour mieux sauter?

La mise en place d'une Union régionale des ONG des pêcheurs est perçue différemment selon les catégories d'acteurs. Pour les leaders des Associations, ce projet apparaît, d'une part, comme une forme de redistribution du pouvoir sur le contrôle de l'interface et, d'autre part, comme une opportunité à saisir pour élargir la base sociale, du fait de la participation des pêcheurs à cette organisation. Les leaders des mouvements ethniques voient dans la création de cette fédération, un moyen pour se faire élire sur les bases démocratiques aux postes stratégiques de l'Union. Ils comptent pour cela sur les voix des représentants des ONG de pêcheurs (leurs clientèles politiques). Ils oublient cependant que les pêcheurs ne sont pas aussi malléables qu'ils le pensent. En effet, les pêcheurs s'engagent à prendre part à la future Union régionale, non pas dans le but de soutenir la candidature d'un leader quelconque, mais pour participer au captage et à la redistribution de la rente du développement. Il apparaît par conséquent, que les compétiteurs poursuivent des objectifs propres à chaque groupe stratégique.

Dans ce contexte, les pêcheurs qui participent à la table-ronde tiennent à être représentés dans la future organisation inter-associative selon une configuration régionale. Comme la condition exigée est d'appartenir à une ONG, les prétendants aux différents postes des structures de la Fédération se précipitent pour en créer. C'est ainsi que vont se faire connaître, avant la fin de la table-ronde, les ONG suivantes : le Groupement des jeunes pêcheurs de Diosso, l'Association des pêcheurs de Loango, l'Association des pêcheurs béninois, l'Association des pêcheurs de Pointe-Noire, le Groupement des pêcheurs de Conkouati, le Groupement des pêcheurs du lac Nanga, etc... Le rendez-vous des délégués des 24 ONG et Associations qui se sont fait inscrire pour participer aux travaux préparatoires de la première assemblée générale de l'Union est fixé au 24 mars 1994. Affaires à suivre...

Au terme de notre mise en scène, on remarque que les dynamiques de coopération, d'affrontement et de confrontation s'étirent au delà des limites prévues. Cela montre que les processus de développement représentent des champs politiques continuels. En ce sens, un stimulus peut susciter un autre. On est à cet effet devant un perpétuel recommencement.

Conclusion partielle

Le développement ne peut être assimilé à un simple transfert de technique ou de savoir-faire. C'est au contraire, "des savoirs, des comportements, des pratiques, des intérêts, en un mot des acteurs sociaux, avec leurs logiques (...) qui se confrontent" (Olivier de Sardan 1991c). Cette direction de recherche nous a permis d'analyser les pratiques effectives mis en oeuvre dans les interventions modernistes de la pêche artisanale par les acteurs à l'interface.

Dans un premier temps, nous nous sommes intéressés aux interventions du Service régional de la pêche artisanale. Il est apparu que ce Service est un lieu de rencontre d'acteurs sociaux affiliés à des réseaux de clientèle qui sont en compétition pour le contrôle des postes de responsabilité et des avantages qu'ils procurent. De ce point de vue, le fonctionnement de ce Service est déterminé en partie par les rapports de force entre réseaux concurrents. Aussi, la prise de décision est conditionnée par les prévisions que l'on se fait de la réaction des membres du réseau adverse.

L'utilisation de cette grille interactionniste dans la lecture des rapports que ces agents entretiennent avec les pêcheurs dans le cadre aussi bien de l'encadrement que du recouvrement des taxes, montre que "administrés" et "administrateurs" ont d'autres types de relations que celles déterminées par la dialectique de la domination et de la résistance proclamées dans la littérature développementiste. L'assiduité des pêcheurs béninois par exemple, n'est pas du tout une victoire que remporte unilatéralement les agents de l'Etat. De même, la tolérance des agents de l'Etat vis-à-vis des pêcheurs vili n'implique pas une défaite en soi. Nous avons vu dans les deux cas que les rapports s'articulent au contraire autour des relations de clientélisme et des stratégies de récupération réciproque. Administrés et administrateurs s'engagent ainsi dans des compromis, des concessions et des connivences.

Dans un deuxième temps, nous nous sommes préoccupés des interventions entreprises dans le cadre du Projet Matombi. Nous avons été amené à constater que, quand il n'y a pas conflit entre les acteurs en présence, c'est que chacun estime que ses intérêts et objectifs sont satisfaits. Aussi, "la politique du ventre" (Bayart 1989) n'est pas un monopole des élites. Bien au contraire, elle n'est possible que si leaders, élites et partisans mettent en commun leur énergie. Du fait de cette "politique du ventre", développés et développeurs se mettent en complicité.

Dans un dernier point, nous avons montré que les initiatives locales, tant recherchées par les bailleurs de fonds dans le contexte actuel de désengagement de l'Etat, ne correspondent pas forcément aux objectifs des agences d'aide. Il est apparu que les dynamiques dites d'auto-promotion servent surtout de couverture aux prétendus promoteurs locaux du développement pour mettre en oeuvre des stratégies politiques. Cette lecture des dynamiques des acteurs nous a permis de constater qu'une réactivation de l'arène peut déclencher à l'infini d'autres mécanismes de réactivation.

CONCLUSION GENERALE

L'analyse des faits de développement de la pêche artisanale maritime au Congo a pour objectif de contribuer à la compréhension des processus réels à l'oeuvre dans les opérations volontaristes de transformation des sociétés rurales. Nous avons abordé cette analyse à travers l'approche interactionniste. Nous sommes ainsi parti de l'hypothèse selon laquelle le développement "sur le terrain" est la résultante de multiples interactions entre divers acteurs sociaux, du côté des "groupes cibles" comme du côté des développeurs.

Cette approche nous a permis de reconstituer l'histoire des idées sur le développement de la pêche artisanale maritime au Congo, non pas du point de vue de l'historiographie, mais en s'appuyant sur les logiques d'actions des acteurs face à des systèmes de contraintes dominants. L'approche interactionniste nous a également permis de comprendre le fonctionnement réel des dispositifs d'intervention en soulignant l'importance des relations entre développeurs, entre développés, et entre développeurs et développés. Ces niveaux d'analyse correspondent à deux niveaux d'observation différents, à savoir la reconstruction des interactions, d'une part, et l'observation directe des interactions, d'autre part.

Des interactions interprétées au travers des discours destinés aux acteurs officiels

Le premier niveau d'analyse, celui de l'histoire des idées sur le développement, a consisté à montrer que la pêche artisanale, telle qu'elle est présentée et imaginée par les experts, est le produit d'un jeu de confrontation d'intérêts multiples. Autrement dit, les différents experts qui se sont succédés depuis la période coloniale élaborent les images du pêcheur en fonction des prévisions qu'ils se font des attentes des bailleurs de fonds, des organisations de Nations Unies, du gouvernement, etc... C'est la raison pour laquelle les experts s'inspirent des idéologies du développement pour s'accommoder aux désirs des institutions qui sont commanditaires de leurs travaux.

A cet égard, les experts dépeignent le développement de la pêche artisanale maritime au Congo avec les mêmes traits qu'ils utilisent pour les sociétés paysannes et pour la pêche maritime en Afrique de l'Ouest. L'idéologie de la modernisation a ainsi influencé pendant plusieurs années les expertises sur la pêche artisanale. La question du développement a été par conséquent ramenée à l'opposition pêche artisanale (traditionnelle) / pêche industrielle (moderne) : si cette dernière est susceptible de croissance, la première est condamnée à végéter, voire à disparaître.

L'approche interactionniste s'est révélée fructueuse pour comprendre les enjeux autour desquels s'organisent les logiques d'action des experts, particulièrement lorsqu'il a été question de renoncer à l'idéologie de la modernisation. La "situation" créée par ce passage d'une séquence à une autre de l'histoire des idées sur le développement met en confrontation plusieurs catégories d'acteurs : les experts de la FAO, qui opposent à l'idéologie de la modernisation une idéologie populiste "réhabilitant" la pêche artisanale ; les experts des bureaux d'études privés, qui s'opposent à l'idéologie populiste de leurs collègues de la FAO ; et les agents du gouvernement qui jouent le rôle d'arbitres. Nous avons constaté que le verdict des agents de l'Etat était influencé par le rapport de

forces entre protagonistes : il tranche en faveur des arguments de la FAO, institution qui présente plus de ressources pour drainer les fonds nécessaires au financement du développement de la pêche artisanale. Cette décision ne décourage pas pour autant les experts des bureaux d'études. Ces derniers, au contraire, s'adaptent aux exigences du marché, attestant ainsi la présence de marges de manoeuvre importantes dans leurs pratiques.

Du fait de ces marges de manoeuvre et du souci de s'accommoder aux désirs des autres institutions, la dynamique de la pêche artisanale révélée par les experts relève plus d'un stéréotype, dont les contours varient selon leurs stratégies personnelles et professionnelles, qu'à un modèle d'intelligibilité de la réalité. L'approche interactionniste, en l'appliquant cette fois à un autre matériel (les pêcheurs), nous a permis de restituer le processus de changements réels de la pêche artisanale. En réalité, ces changements ne s'expliquent pas forcément par des contraintes et des opportunités liées à la seule pêche, comme le supposent trop souvent les études spécialisées d'anthropologie maritime ou "d'anthropologie de la pêche". La dynamique des pêcheries congolaises est également déterminée par des paramètres propres à l'histoire économique et sociale du littoral congolais, et même ouest-africain, notamment pour ce qui concerne les pêcheurs migrants béninois. Cette dynamique est ponctuée de séquences de changements. Le passage d'une séquence à une autre ne se réduit pas au jeu de logiques d'action face à un système de contraintes. Il résulte aussi de négociations et de compromis entre divers groupes stratégiques de pêcheurs, de transformateurs de poissons, de mareyeurs et d'autres catégories d'acteurs.

Des interactions construites à partir d'observations directes

L'observation directe ne suppose pas que tous les faits sociaux soient naturellement accessibles par cette voie. L'élément social de l'adhésion des pêcheurs à une innovation, par exemple, n'est pas donné à l'observation. En parlant d'observation directe dans le cas de notre deuxième niveau d'étude, nous faisons allusion à l'anthropologue qui est témoin des manifestations collectives, en présence de qui, les acteurs se placent dans des situations données, se définissent les uns par rapport aux autres et élaborent le sens social des situations.

La position de "l'anthropologue témoin" nous a permis d'analyser les relations individuelles qu'entretiennent entre eux les développeurs, les développés et les développeurs et les développés. Il ressort de cette analyse que les rapports entre acteurs n'obéissent pas, loin s'en faut, aux normes professionnelles et aux principes proclamés. C'est ainsi que le refus de sanctionner un agent subalterne ou de pénaliser un pêcheur en situation irrégulière représente une réponse à un problème dont l'explication ne se trouve pas dans les textes officiels. Nous avons vu qu'une telle réaction renvoyait au contraire à des rapports de force entre réseaux de clientèle concurrents.

Ainsi, nous avons montré l'importance des champs politiques (ou arènes) qui fonctionnent à plusieurs niveaux : entre agents de l'Etat, entre groupes de pêcheurs, entre agents de l'Etat et groupes de pêcheurs, entre pêcheurs impliqués dans un projet, entre pêcheurs et experts dans une opération de développement, etc... : les acteurs interagissent les uns sur les autres à ces différents niveaux. On a pu constater que les rapports entre agents de l'Etat et pêcheurs ne ressemblaient ni à une pure subordination ni à une simple résistance, mais qu'ils étaient déterminés par des stratégies réciproques de récupération au travers de procès de négociations, d'arrangements multiples, de compromis et de connivence.

L'analyse du Projet Matombi révèle qu'il représente un ensemble de ressources que les différents acteurs tentent de s'approprier tout en étant obligés de tenir compte de la présence et des initiatives des autres. Les pêcheurs s'organisent ainsi en groupes stratégiques dont les membres cherchent à infléchir le projet à leur profit. En outre, ces groupes stratégiques ne sont pas figés ; les alliances se nouent et se dénouent en fonction des ressources en présence et des intérêts personnels. De ce point de vue, la nature des relations entre pêcheurs et développeurs est largement déterminée par cette compétition pour l'accès aux ressources. Toutefois, les acteurs affiliés à ces deux grands ensembles d'acteurs sont parfois complices surtout lorsqu'il s'agit de se protéger contre d'autres groupes d'acteurs et pour coordonner la redistribution des ressources en fonction des positions de force dont ils disposent respectivement.

Le besoin de mieux comprendre comment interagissent ces différents acteurs nous a conduit à provoquer une situation d'interaction exemplaire en organisant une table-ronde à Matombi. Nous avons mis en avant les attentes de chaque catégorie d'acteurs pour susciter leur participation. Le cadre interactif mis en place a permis de constater que les enjeux autour desquels s'organisent les négociations et les conflits entre acteurs sont non seulement dominés par les légitimations altruistes, mais qu'elles sont aussi de nature politique. Les stratégies de certains acteurs, comme par exemple ceux qui entendent jouer le rôle d'intermédiaire entre les pêcheurs et les bailleurs de fonds, sont surtout déterminées par la volonté d'affermir leur position dans l'arène politique locale.

Apports et perspectives

On peut finalement se demander en quoi peut servir ce travail de longue haleine. Il importe, avant tout, de souligner l'apport de certains éléments dans la perspective d'un approfondissement de la recherche sur les faits de développement et d'une amélioration des interventions extérieures.

S'agissant de la sphère de la connaissance, nous commencerons par une leçon que nous avons tirée de nos réalités de terrain. La production de données en socio-anthropologie privilégie une observation "directe" ou "participante" des situations d'interactions. Cette démarche est, par nature, passive. L'anthropologue n'entend observer que des situations "naturelles" comme la cérémonie officielle d'inauguration d'un pont en Afrique du Sud qu'étudie Gluckman (1958). Pour notre part, nous avons essayé de rendre active la démarche, notamment en provoquant une situation d'interaction exemplaire (organisation d'une table-ronde). Les résultats obtenus à l'issue de cette expérimentation ouvrent incontestablement une piste qu'il conviendrait d'explorer davantage.

En deuxième lieu, nous voulons montrer en quoi la grille d'analyse utilisée peut trouver son compte dans ce travail. L'étude des opérations de développement et du changement social comme enjeux de pouvoir nous a surtout fait découvrir la relativité des rapports entre les acteurs sociaux. Ainsi, contrairement à l'idée souvent avancée selon laquelle les rapports entre Etat et société civile sont marquées des formes de domination ou de résistance, nous avons constaté que ces rapports étaient empreints de connivence et de complicité. C'est d'ailleurs ce qui permet de maintenir le dialogue et l'ordre social entre partenaires qui s'estiment adversaires. Si, d'un point vue normatif, cette réalité de terrain est condamnable, elle demeure cependant, pour les acteurs à l'interface, un moyen de régulation sociale. Sans doute, serait-il souhaitable d'envisager la connivence et la complicité entre développés et développeurs comme objet d'étude.

Enfin, ce travail peut contribuer à l'amélioration des services rendus par les développeurs aux "populations-cibles". Certes, nous avons utilisé une approche quelque peu "inhabituelle" pour les praticiens du développement car notre démarche s'inscrit plus dans la logique de la connaissance. Au-delà de toute polémique sur les rapports entre la "logique de l'action" et la "logique de la connaissance", notre contribution cherche à mieux faire comprendre le fonctionnement des pêcheries congolaises et leur dynamique. Celle-ci renvoie à des effets d'interaction entre acteurs au comportement relativement imprévisible et pour qui la décision est la résultante de compromis et de rapport de pouvoir. La décision n'est donc pas "rationnelle" au seul sens technique et économique. A cet égard, nous réitérons la demande d'un dialogue plus systématique entre praticiens du développement et spécialistes de sciences sociales³⁴.

Au terme de ce parcours, il paraît que de nombreux domaines restent à explorer sur l'étude des faits de développement de la pêche artisanale au Congo. Notre travail a néanmoins balisé un terrain complexe. Il importe, dès à présent, d'approfondir les domaines laissés en friches et d'étendre la recherche commencée sur les pêcheurs du Congo aux autres sociétés de pêcheurs d'Afrique de l'Ouest, dans l'optique d'une démarche comparative. On pourrait ainsi envisager une socio-anthropologie du développement et du changement social comparée des sociétés de pêcheurs et des sociétés d'agriculteurs.

³⁴ Cela ne revient pas à soutenir une utilisation "de façon instrumentale et inappropriée des ethnologues en leur imposant des cahiers de charges contradictoires avec la démarche anthropologique elle-même" (Olivier de Sardan 1991d : 4).

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Anon. 1994a

Statistiques de la pêche artisanale maritime au Congo 1993.

Pointe-Noire : ORSTOM, Doc. Sci. 75 N.S.

Anon. 1994b

Rapport annuel de la Direction générale de la pêche 1993

Brazzaville : Ministère des Eaux et Forêts et de la Pêche/ DGP.

Anon. 1994c

Les pêcheurs parlent d'eux-mêmes : exposés et communiqué final de la table-ronde de Matombi (le 17 et 18 mars 1994).

Cotonou : FAO, DIPA.

Anon. 1993

Plan d'action de l'Association Congolaise pour la Défense des Intérêts des Pêcheurs.

Pointe-Noire : ACDIP/Bureau Exécutif National.

Anon. 1992

Règlement intérieur du Secrétariat exécutif central.

Brazzaville : Association Kouilou-Développement.

Anon. 1991a

Situation du secteur pêche.

Brazzaville : Cabinet Ministère Industrie et Pêche. Doc. préparé pour la Conférence nationale.

Anon. 1991b

Statistiques de la pêche artisanale maritime au Congo 1988.

Pointe-Noire : ORSTOM, Doc. Sci. 73 N.S.

Anon. 1988

Statistiques de la pêche artisanale maritime au Congo 1987.

Pointe-Noire : ORSTOM, Doc. Sci. 72 N.S.

Anon. 1987

Statistiques de la pêche artisanale maritime au Congo 1986.

Pointe-Noire : ORSTOM, Doc. Sci. 68 N.S.

Anon. 1986

Statistiques de la pêche artisanale maritime au Congo 1984-1985.

Pointe-Noire : ORSTOM, Doc. Sci. 67 N.S.

Anon. 1985

Statistiques de la pêche artisanale maritime au Congo 1981-1982-1983.

Pointe-Noire : ORSTOM, Doc. Sci. 63 N.S.

Anon. 1981.

Fiche portant attribution de la Direction Générale de la Pêche.

Brazzaville : DGP/DAAF.

Acheson, J.M. 1981

Anthropologie of fishing.

Annual Review of Anthropology, 10: 275-316.

Adrien, B. 1981

Le fumage artisanal du poisson de mer au Congo.

Pointe-Noire : ORSTOM, Doc. Sci. 55 N.S.

Agnagna, M., Mokoko Ikonga, J., Doumenge, Ch. & Skinner, J. 1992

Diversité faunique et peuplement animal.

in Doumenge, Ch. (ed). 1992 : 51-67.

Andersen, R. 1980

Social organization of the Newfoundland banking schooner cod fishery, circa 1900-48.

Paper submitted to the International Commission for Maritime History Meeting, Bucarest.

Anoumon, J.B. 1994

L'expérience de la pêche "popo" au Congo.

in Anon. 1994c

Bailey F., 1971

Les règles du jeu politique.

Paris, P.U.F (traduction française de *Stratagems and spoils. A social anthropology of politics*. 1969. Oxford : Basic Blackwell)

Balandier, G. 1971

Sens et puissance : les dynamiques sociales.

Paris : P.U.F.

Balandier, G. 1955

Sociologie actuelle de l'Afrique noire.

Paris : P.U.F.

Bayart, J.F. 1989

L'Etat en Afrique. La politique du ventre.

Paris : Fayard.

Belloncle, G. 1982

La question paysanne en question en Afrique noire.

Paris : Karthala.

- Bernoux, Ph. 1985
La sociologie des organisations : initiation.
 Paris : Seuil
- Bertrand, H. 1975
Le Congo : formation sociale et mode de développement économique.
 Paris : Maspero.
- Bierschenk, T. 1991
 Les projets et les politiques de développement sont-ils des préoccupations légitimes de l'Anthropologie?
Bulletin de l'APAD, 1 : 12-14.
- Bierschenk, T. 1988
 Development projects as an arena of negociation for strategic groups. A case study from Bénin.
Sociologia Ruralis, 28 (2-3) : 146-160.
- Bierschenk, T. & Olivier de Sardan, J.P. 1994
 "ECRIS : Enquête collective rapide d'identification des conflits et des groupes stratégiques".
Bulletin de l'APAD, 7 : 35-43.
- Blundo, G. 1995
 Les courtiers du développement en milieu rural sénégalais.
Cah. d'Etudes africaines, 137, XXXV-1 : 73-99.
- Boiral P., Lanteri J.F., Olivier de Sardan J.P. (ed.) 1985
Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire : sciences sociales et développement rural.
 Paris : CIFACE/Karthala.
- Bonzon, A., Ngouembe, A. & Ngoma, G. 1995
Revue du secteur des pêches et de l'aquaculture : Congo.
 Rome : FAO, Circulaire sur les pêches n° 887.
- Boudon R., Bourricaud F. 1982
Dictionnaire critique de la sociologie.
 Paris : Presses Univ. de France.
- Bouet-Willaumez, E. 1848
Commerce et traite des noirs aux côtes occidentales d'Afrique.
 Paris : Imprimerie nationale.
- Bouju, S. 1994
De la bêche au Filet : étude anthropologique des populations littorales et des pêcheurs côtiers de Guinée.
 Paris : EHESS, 3 tomes (Thèse de doctorat sous la direction de Geistdoerfer, A.).

Boungou, G. 1986

Le rôle des pratiques magico-religieuses des pêcheurs vili en baie de Loango.
Sciences et Technologies, Revue de la DGRST/Congo, n° 4 : 91-105.

Bourdieu P., Chamboredon J.C., Passeron J.C. 1968

Le métier de sociologue.
Paris : Mouton.

Breton, Y. 1981

L'anthropologie sociale et les sociétés de pêcheurs : réflexions sur la naissance d'un sous-champ disciplinaire.
Anthropologie et Sociétés, Vol. 5, n° 1: 7-27.

Chaboud, C. 1982

Les aspects socio-économiques de la pêche artisanale maritime au Congo.
Pointe-Noire : ORSTOM, Doc. Sci. 57 N.S.

Chaboud, C. & Charles-Dominique, E. 1991

Les pêches artisanales en Afrique de l'Ouest : état des connaissances et évolution de la recherche.
in Durand, J.R., Lemoale, J & Weber, J. (ed.) 1991 : 99-141.

Chambers, R. 1990

Le développement Rural : la pauvreté cachée.
Paris : CTA/Karthala.

Charbonnier, & Khala, 1962

Mission relative à l'étude d'un Projet d'entrepôt frigorifique pour Pointe-Noire.
Paris : SCET-Coopération, Rapport de consultation.

Chauveau, J.P. 1994

Participation paysanne et populisme bureaucratique : essai d'histoire et de sociologie de la culture du développement.
in Jacob, J.P. & Lavigne Delville, Ph. (ed.) 1994 : 25-60.

Chauveau, J.P. 1993

La constitution des sociétés de pêcheurs maritimes en Afrique de l'ouest.
Communication pour le Séminaire de Bergen "les pêches piroguères en Afrique de l'Ouest".
(draft), 12 p.

Chauveau, J.P. 1992

Du populisme bureaucratique dans l'histoire institutionnelle du développement rural en Afrique de l'Ouest.
Bulletin APAD n°4 : 23-32.

Chauveau, J.P. 1989

Histoire de la pêche industrielle au Sénégal et politiques d'industrialisation : l'essor thonier et les limites d'une politique nationale d'industrialisation de la pêche (de 1955 aux premières années de l'indépendance).

Cah. Sci. Hum. 25 (1-2) : 259-275.

Chauveau, J.P. 1986

Une histoire maritime africaine est-elle possible?

Cahiers d'Etudes africaines 102 : 173-235.

Chauveau, J.P. 1985a

Mise en valeur coloniale et développement.

in Boiral, P., Lanteri, J.F. & Olivier de Sardan J.P. (ed.), (1985 : 143-166).

Chauveau, J.P. 1985b

Histoire de la pêche maritime et politiques de développement de la pêche au Sénégal : représentations et pratiques du dispositif de l'intervention moderniste.

Anthropologie maritime 2 : 300-318.

Chauveau, J.P. & Samba, A. 1989

Market development, Government intervention and the Dynamics of the small-scale fishing sector: An historical perspective of Senegalese case.

Development and Change 20 : 599-620.

Collet, S. 1991

Guerre et pêche : quelle place pour les sociétés de pêcheurs dans le modèle des chasseurs-cueilleurs?

Information sur les sciences sociales, 30, 3: 483-522.

Coulon, C. & Martin, D.C. (ed.) 1991

Les afriques politiques.

Paris : La Découverte.

Coussy, J. 1991

Economie et politique du développement.

in Coulon, C. & Martin, D.C. (ed.) 1991 : 123-139.

Crehan, K. & Von Oppen, A. 1988

Understandings of 'development' : an arena of struggle. The story of a development project in Zambia.

Sociologia Ruralis, 28 (2-3) : 113-145.

Crozier, M. 1963

Le phénomène bureaucratique.

Paris : Seuil.

Crozier, M. & Friedberg, E. 1977

L'acteur et le système.

Paris : Seuil.

Cueff, J.C. 1982

Diagnostic et esquisse de développement des pêches maritimes au Congo.

Paris : Promopêche, Rapport de consultation.

Cuisenier, J. 1987

Aventure, capture : le contrôle de l'aléatoire par la pêche en mer.

Ethnologie française, XVII, 2/3 : 209-218.

Cury, Ph. & Roy, C. 1991

Préface des éditeurs

in Cury, Ph. & Roy, C. (ed.) 1991 : 8.

Cury, Ph. & Roy, C. (ed.) 1991

Pêcheries Ouest-Africaines : variabilité, instabilité et changement.

Paris : ORSTOM.

Daane, J.R.V. & Mongbo, R.L. 1991

Peasant influence on development projects in Benin. A critical analysis.

Genève-Afrique, vol. 29 (2) : 50-76.

Dagba, E. 1989

Quelques données agro-météorologiques sur Pointe-Noire (1950-1988).

Pointe-Noire : ORSTOM, Doc. Sci. 637 S.R.

Dapper, O. 1676

Description de l'Afrique...

Amsterdam : Chez Wolfgang Woesberge, Boons et Van Nomenen, 534 p.

Darboux, G., Stephan, P., Cotte, J. & Van Gaver, F. 1906

L'industrie des pêches aux colonies.

Marseille : Berlatier. (2 tomes).

Delaunay, K. 1995

Les pêcheurs ghanéens (fante et ewe) sur le littoral Ivoirien : histoire de la pêche piroguière maritime en Côte-d'Ivoire au XXe siècle.

Paris : Université Paris I (Thèse de doctorat sous la direction de Cl. H. Perrot, 3 vol.).

Dennett, R.E. 1887

Sept ans parmi les bavili.

Nouvelle édition. 1991, Arts d'Afrique noire. (traduit de l'anglais par LEHUARD, L.).

Desjeux, D. 1987

Stratégies paysannes en Afrique noire. Le Congo : essai sur la gestion de l'incertitude.

Paris : L'Harmattan.

Desjeux, D. 1980

Le Congo est-il situationniste? 20 ans d'histoire politique de la classe dirigeante congolaise.

Le mois en Afrique, Oct-Nov. 1980 : 16-40.

- Dhont, Y. 1963
La pêche à Pointe-Noire et ses possibilités de développement.
Brazzaville : ORSTOM, IRSC, 154 p.
- Dhont, Y. & Stauch, A. 1962
La pêche à Pointe-Noire.
Pointe-Noire : ORSTOM, Doc. Sci. 131 S.R.
- Donaldson, W. 1980
Entreprise and innovation in an indigenous fishery : the case of the Sultanate of Oman.
Development and Change 11(3) : 479-495.
- Doumenge, Ch. (ed.) 1992
La réserve de Conkouati : Congo. Le secteur sud-ouest.
Gland : UICN, Programme de conservation des forêts.
- Dupré, G. 1985
Les naissances d'une société. espace et historicité chez les Beembé du Congo.
Paris : ORSTOM, Mémoires n°101.
- Dupré, G. 1982
Un ordre et sa destruction.
Paris : ORSTOM, Mémoires n° 93.
- Durand, J.R., Lemoale, J. & Weber, J. (ed.) 1991
La recherche face à la pêche artisanale.
(Symposium international ORSTOM-IFREMER, Montpellier, 3-7 juillet 1989).
Paris : ORSTOM, 3 vol.
- Eldin, M. & Milleville, P.(ed.) 1989
Le risque en agriculture.
Paris : ORSTOM (A travers champs).
- Everett, G.V. 1984
Tendances actuelles du développement dans la région du COPACE.
Dakar : COPACE/TECH/84/58; 62p.
- FAO, 1983
Proposition de projet pour le développement intégré de la pêche artisanale maritime en République populaire du Congo.
Rome : FAO, Rapport de consultation, UTF/PRC/008/PRC.
- FAO/COPACE, 1982
Rapport de la consultation sur la pêche artisanale dans la région du COPACE (Dakar, 1-4/12/81).
Dakar : COPACE/TECH/82/39, 26p.

- FAO/COPACE, 1980
Rapport du Groupe de Travail Ad hoc sur les pêches artisanales(Cotonou, 9-12 juillet 1980).
 Dakar : COPACE/TECH/80/28, 33 p.
- Fassin, D. & Jaffre, Y. (ed.) 1990
Sociétés, développement et santé.
 Paris : UREF/Ellipses.
- Fontana, A. (ed.) 1981
Milieu marin et ressources halieutiques de la République populaire du Congo.
 Paris : ORSTOM, Trav. et Doc. n° 138.
- France-Consult, 1981
La pêche et les industries associées.
 Paris : France-Consult, Rapport de consultation.
- Friedman-Sullivan, 1974
 The absorption of labour in the urban economy : the case of developing countries.
Economic development and cultural change, Vol. 22.
- Geschiere, P. & Schlemmer, B. (ed.) 1987
Terrains et perspectives.
 Paris, ORSTOM.
- Geistdoerfer, A. 1991
 Anthropologie maritime?
 in Izard, M. et Bonte, P. (ed.) 1991 : 447-448.
- Geistdoerfer, A. 1987a
Pêcheurs acadiens, pêcheurs madelinots: ethnologie d'une communauté de pêcheurs.
 Paris : Ed. du CNRS & Quebec : Presses de l'Université Laval, 495 p.
- Geistdoerfer, A. 1987b
 Neutraliser le hasard, les aléas de la production halieutique (Atlantique Nord).
Ethnologie française, XVII, 2/3 : 219-226.
- Giddens, A. 1979
Central problems in social theory : action, structure and contradiction in social analysis.
 London : Macmillan.
- Gluckman, M. 1961
 Ethnographic data in British social anthropology.
Sociological Review 9 : 5-17.
- Gluckman, M. 1958
The analysis of a social situation in modern Zululand.
 Rhodes-Livingstone Paper n° 28
 Manchester : Manchester University Press for Rhodes-Livingstone Institute.

- Gluckman, M. 1956
Custom and conflict in Africa.
London : Blackwell
- Gobert, B. 1991
Variabilité de l'activité de pêche aux filets maillants de surface des artisans béninois de Pointe-Noire (Congo).
in Cury, Ph. & Roy, C. (ed.) 1991 : 477-488.
- Gobert, B. 1986
La pêche artisanale maritime au Congo, 2 : Socio-économie de la production.
Pointe-Noire : ORSTOM, Doc. Sci. 66 N.S.
- Gobert, B. 1985a
La pêche artisanale maritime au Congo, 1 : Description et analyse des types d'exploitation.
Pointe-Noire : ORSTOM, Doc. Sci. 65 N.S.
- Gobert, B. 1985b
Quelques aspects socio-économiques de la pêche artisanale béninoise de Pointe-Noire.
Revue des travaux de l'Institut des Pêches Maritimes, 47 (3 et 4) : 251-260.
- Gruénais, M.E. 1992
L'Etat congolais face à ses prophètes.
in Haubert, M., Frelin, Ch., Leimdorfer, F., & al. (ed.) 1992 : 221-227.
- Gruvel, A. 1913
L'industrie des pêches sur la côte occidentale d'Afrique.
Paris : Larose.
- Gueredrat, A. 1983
Statistiques de prises et d'effort : les pêches artisanales en République populaire du Congo.
Dakar : FAO, COPACE/TECH/83/51 : 29-36.
- Haakonsen, J.M. 1991
Artisanal fisheries and fishermen's migrations in Liberia.
in Haakonsen, J.M. & Diaw, M.C. (ed.) 1991 : 150-168.
- Haakonsen, J.M. & Diaw, M.C. (ed.) 1991
Fishermen's migrations in West Africa.
Cotonou : FAO, IDAF/WP/36.
- Hagenbucher-Sacripanti, F. 1989
Santé et rédemption par les génies au Congo.
Paris : Publisud.
- Hagenbucher-Sacripanti, F. 1973
Les fondements spirituels du pouvoir au royaume de Loango.
Paris : ORSTOM, Mém. n° 67.

Haling, A. 1978

Proposition de projet de modernisation de la pêche artisanale : rapport de mission en République populaire du Congo.

Dakar : FAO/PNUD, Projet T.F. RAF 80 (e), TRAM n° 61.

Haubert, M. 1992

Logiques étatiques et pratiques populaires dans les sociétés dépendantes : les jeux actuels.
in Haubert, M., Frelin, C., Leimdorfer, & al. (ed) 1992 : 13-22.

Haubert, M., Frelin, C., Leimdorfer, & al. (ed.) 1992

Etat et société dans le Tiers-monde : de la modernisation à la démocratisation?

Paris : Publications de la sorbonne.

Hodonou, J.C. 1984

La pêche maritime industrielle et artisanale au Congo.

Bull. Assoc. Géogr. Franç., n° 503 : 193-205.

Horemans, B. 1993

La situation de la pêche artisanale en Afrique de l'Ouest en 1992.

Cotonou, DIPA/WP/47.

Hugon, Ph. 1980

Dualisme sectoriel ou soumission des formes de production au capital : peut-on dépasser le débat?

Revue Tiers Monde, t. XXI, n° 82 : 235-259.

Hyden, G. 1983

No shortcuts to progress. African development management in perspective.

Berkley : University of California Press.

Hyden, G. 1980

Beyond ujamaa in Tanzania. Underdevelopment and an uncaptured peasantry.

London : Heinemann.

Izard, M. & Bonte, P. (ed.) 1991

Dictionnaire d'ethnologie et d'anthropologie.

Paris : PUF.

Jacob, J.P. & Lavigne Delville, Ph., (ed.) 1994

Les associations paysannes en Afrique : organisation et dynamiques.

Paris : APAD-KARTHALA-IUED.

Jodelet, D. 1989

Les représentations sociales : un domaine en expansion.

in Jodelet, D. (ed.) 1989 : 31-61.

Jodelet, D. (ed.), 1989

Les représentations sociales.

Paris : PUF, Coll. Sociologie d'aujourd'hui.

Jorion, P. 1988

Going out or staying home. Seasonal movements and migrations among Xwala and Anlo-Ewe.

MAST, 1, 2: 129-155.

Jorion, P. 1985a

Attitudes personnelles et sociales des pêcheurs à l'égard des technologies nouvelles (étude de cas sur la côte congolaise).

Atelier régional FAO/COPACE sur le développement et l'aménagement des pêches artisanales. Lomé.

Jorion, P. 1985b

The influence of socio-economic and cultural structures on small-scale fisheries development in Benin.

Cotonou : FAO, IDAF/WP/4.

Julien, C.A. 1946

Histoire de l'Afrique.

Paris : P.U.F., Que-sais-je.

Jul-Larsen, E. 1994

Migrant fishermen in Pointe-Noire (Congo) : continuity and continuous change.

Cotonou : FAO, IDAF/WP/56.

Jul-Larsen, E. 1993

The micro-'state' of the Popo in Pointe-Noire : an analysis of local governance, state-society relations and acces to resources (draft), 27 p.

Jul-Larsen, E. 1992

Attitudes towards modernisation in african small-scale fisheries.

in Tvedten, I. & Hersoug, B. (ed.) 1992 : 70-90.

Koné, M. 1994

Etre encadreur agricole en Côte d'Ivoire : principes et pratiques (le cas de Sakassou).

Marseille : EHESS, (thèse de doctorat sous le dir. de Olivier de Sardan, J.P.).

Kurien, J. 1978

Entry of big business into fishing - its impact on fish economy.

Economic and Political Weekly 13(36) : 1557-65.

Laloë, F. & Samba, A. 1990

La pêche artisanale au Sénégal : ressource et stratégies de pêche.

Paris : ORSTOM, Etudes et Thèses.

Lamendour, P. & Tichine, V. 1976

Le traitement et la commercialisation de poisson.

Rome : FAO, rapport de consultation, PRC/74/001/1.

Lavigne Delville, Ph. 1992

Groupements villageois et processus de transition.

Cah. Sci. Hum. 28 (2) : 327-343.

Lawson, R.M. 1980

Propositions à l'intention du COPACE en vue de promouvoir le développement de la pêche artisanale dans la Région.

Dakar : COPACE/TECH/80/28 : 13-30.

Lazarev, G. 1993

Vers un éco-développement participatif.

Paris : L'harmattan/PNUD/FENU.

Leblic, I. 1984

Fabrication d'un casier à homard à Molène, Nord Finistère.

Anthropologie maritime, Bull. n° 1: 13-34.

Leroi-Gourhan, A. 1943

L'homme et la matière.

Paris : Albin Michel, (2e éd. en 1971), 348 p.

Liederman, J.L. 1965

Analyse socio-démographique de la population africaine de Pointe-Noire.

Brazzaville : ORSTOM, 2 vol.

Long, N. 1992

From paradigm lost to paradigm regained? The case for an actor-oriented sociology of development.

in Long, N. & Long, A., (ed.) 1992 : 16-43.

Long, N.(ed.), 1989

Encounters at the interface : a perspective on social discontinuities in rural development.

Wageningen : the agricultural University

Long, N. 1984

Creating space for change. A perspective on the Sociology of Development.

Sociologia Ruralis, XXIV, 3-4: 168-184.

Long, N. & Long, A., (ed.), 1992

Battlefields of knowledge : the interlocking of theory and practice in social research and development.

London : Routledge.

Lootvoet, B. 1994

Des palabres autour de quelques sardines : en faire un marché?

Cah. Sci. Hum. 30 (1-2) : 275-287.

Mabengo-Mavoungou, J.L. 1994

La sécurité en mer des équipages et du matériel de pêche.

in Anon. 1994c.

Makaya, A. 1983

Socio-économie de la pêche artisanale maritime et de la commercialisation du poisson dans la région de Pointe-Noire.

Lille : Univ. Sci. et Tech. de Lille (thèse de 3e cycle sous la dir. de Lombard, J.).

Makosso, F. 1994a

Evolution de l'attitude des pêcheurs à l'égard du Projet Matombi.

in Anon. 1994c.

Makosso, F. 1994b

Influence des agents de développement sur les communautés de pêcheurs.

La Lettre du DIPA (Bulletin d'Informations du Projet DIPA), n° 24 : 13-16.

Malouéki, L. & Nguingiri, J.C. 1994

Recensement du parc piroguier maritime congolais (1993-1994).

Pointe-Noire : ORSTOM, Doc. Sci. 76 N.S.

Martin, M.P. 1972

The external trade of Loango coast, 1570 - 1870.

Oxford.

Martinelli, B. 1984

Techniques, représentations et division du travail chez les pêcheurs eve du sud-Togo.

Colloque "le littoral, milieux et sociétés", Boulogne-sur-mer, 15-17 nov. 1984, 5 p.

Martinelli, B. 1985

A propos d'une chaîne opératoire d'acquisition halieutique.

Aix-en-Provence : Document de travail RCP 748, Technologie comparée, 17 p.

Mitchell, J.C. 1983

Case and situation analysis

Sociological Review, 31(2) : 187-211.

Moal, R.A. 1987

Action d'appui à la pêche artisanale à Matombi.

Paris : SCET-AGRI PECHE, Rapport de consultation.

Moal, R.A. & Le Noan, J. 1968

- *Importance Economique du poisson de mer au Congo-Brazzaville (tome 1)*

- *Examen des conditions de réalisation d'un programme général de développement de la pêche au Congo-Brazzaville (tome 2).*

- *Création d'un complexe industriel de pêche à Pointe-Noire (tome 3).*

Paris : SCET-Coopération / Secrétariat d'Etat aux Affaires Etrangères.

Nguingiri, J.C. 1993

Représentations et pratiques de développement dans le secteur de la pêche artisanale maritime au Congo.

Pointe-Noire : ORSTOM, Rapport d'exécution de Programme de recherche.

- Nguinguiri, J.C. 1991
Critique d'un diagnostic de développeurs : la stagnation de la pêche vili au Congo.
Chronique du SUD, 6 : 177-188. (ORSTOM).
- Nguinguiri, J.C. 1990
La pêche vili au Congo : diagnostic d'un diagnostic de stagnation.
Montpellier : Université P. Valéry, (mémoire de DEA sous la dir. de Chauveau, J.P.).
- Nguinguiri, J.C. 1989
Résultats de l'enquête socio-économique de la communauté de pêcheurs de Matombi.
Pointe-Noire : ORSTOM, Convention ORSTOM/SCET-AGRI.
- Nguinguiri, J.C. 1988
Traditions et coutumes foncières des communautés du littoral congolais.
Pointe-Noire : ORSTOM, Doc. Sci. N.S. n° 69, 48 p.
- Nguinguiri, J.C., Doumenge, Ch. & al. 1992
Milieu humain.
in Doumenge, Ch. (ed.).
- Ntelossamou, B. 1994
Présentation du projet d'appui à la pêche artisanale maritime.
Communication à la table-ronde de Matombi (17 et 18 mars 1994).
- Nukunya, G. K. 1989
The Anlo-Ewe and full-time maritime fishing.
MAST, 2: 154-173.
- Nockin, J. & Loyer, D. 1981
Etude d'évaluation dans le secteur des pêches maritimes. Congo.
Paris : SATEC (Rapport de consultation).
- Obenga, Th. 1985
Traditions et coutumes alimentaires Kongo au XVIIIe siècle.
Muntu, 3 : 17-37.
- Olivier de Sardan, J.P. 1994
Enquête de terrain et rigueur du qualitatif : la production des données en socio-anthropologie.
(Version provisoire)
- Olivier de Sardan, J.P. 1992
Le développement comme champ politique local.
Journées d'études "Défense et recherche universitaire", Secrétariat général de la Défense nationale, Paris, 10 et 11 septembre 1992, 15 p.
- Olivier de Sardan, J.P. 1991a
L'anthropologie du changement social et du développement comme ambition théorique?
Bulletin de l'APAD, 1 : 7-11.

Olivier de Sardan, J.P. 1991b

Paysanneries.

in Bonte, P. & Izard, M. (ed.), 1991 : 565-568.

Olivier de Sardan, J.P. 1991c

Savoirs populaires et agents de développement.

in Olivier de Sardan, J.P. & Paquot, E. (ed.) 1991 : 17-42.

Olivier de Sardan, J.P. 1991d

Pourquoi une "Association Euro-Africaine pour l'Anthropologie du changement social et du développement?

Bulletin de l'APAD, 1 : 3-6.

Olivier de Sardan, J.P. 1990a

Populisme développementiste et populisme en sciences sociales : idéologie, action, connaissance.

Cah. d'Etudes africaines, 120, XXX-4 : 475-492.

Olivier de Sardan, J.P. 1990b

Sociétés et développement.

in Fassin, D. & Jaffré, Y. (ed.), 1990 : 28-37.

Olivier de Sardan, J.P. 1987

Rapports de production, modes d'action économiques et logiques sociales : quelques interrogations.

in Geschiere, P. & Schlemmer, B. (ed.) 1987 : 361-372.

Olivier de Sardan, J.P. 1985

Sciences sociales, africanistes et faits de développement

in Boiral P., Lanteri J.F. et Olivier de Sardan J.P. (ed.), 1985 : 27-43.

Olivier de Sardan, J.P. & Bierschenk, T. 1993

Les courtiers locaux du développement.

Bulletin de l'APAD, 5 : 71-76.

Olivier de Sardan, J.P. & Paquot, E. (ed.) 1991

D'un savoir à l'autre : les agents de développement comme médiateurs.

Paris : GRET-Ministère de la Coopération.

Palladin, M. 1990

Propositions d'actions pour une seconde phase du Projet d'appui à la pêche artisanale.

Pointe-Noire : Projet d'appui pêche maritime (Sépia-International).

Palladin, M. & Ntelossamou, B. 1991

Rapport final d'exécution de la phase 1 du projet d'appui à la pêche artisanale maritime.

Pointe-Noire : Projet d'appui pêche maritime (Sépia-International).

Platteau J.Ph. 1989

The dynamics of fisheries development in developing countries : a general overview.

Development and Change, Vol. 20 : 565-597.

Platteau J. Ph. 1988

The penetration of capitalism into small-scale Third World fisheries : an investigation of historical processes and organizational forms.

Namur : Cah. de la Faculté des Sc. Economiques et Sociales de Namur, Sér. Recherche n° 82.

Pollnac, R.B. 1988

Social and cultural characteristics of fishing peoples.

Mar. Behav. Physiol., 14:23-39.

Proyart, (Abbé L.B.) 1776

Histoire de Loango, Kakongo et autres royaumes d'Afrique.

Paris : Berton & Lyon : Bruysct Ponthus.

Reste, J.F. 1922

Contribution à l'étude économique de l'Afrique Equatoriale Française.

Bulletin de la Société des Recherches Congolaises, n° 1 : 35-57.

Rey, H. 1994

Secteur informel et marché : le cas de la filière halieutique dans le delta central du Niger.

Cah. Sci. Hum. 30(1-2) : 289-301.

Rey, P.P. 1971

Colonialisme, néo-colonialisme et transition au capitalisme.

Paris : Maspero, 526 p.

Rossignol, M. 1955

Les sardinelles de la région de Pointe-Noire : perspectives économiques qu'elles offrent.

Sciences et Pêche, 31 : 3-6.

Rostow, W.W. 1962

Les étapes de la croissance économique.

Paris

Roux, Ch. 1950

Les principaux engins de pêche et les pêcheries des côtes de l'A.E.F.

Congrès des pêches et des pêcheries dans l'Union Française d'Outre-mer.

Marseille : Institut Colonial de Marseille.

Roux, Ch. & Collignon, J. 1952

La station océanographique de Pointe-Noire durant l'année 1951.

Bulletin de l'Institut d'Etudes Centrafricaines, N.S., n° 4.

Rouys, 1956

Rapport à l'Assemblée territoriale du Moyen-Congo.

Brazzaville : Gouvernement général des colonies.

Samba, G. 1970

La pêche au Congo Brazzaville : Stade actuel et perspectives d'avenir.

Bordeaux : Université de Bordeaux, Fac. des Sciences (Mémoire de DEA).

- Sautier, D. 1989
Risques agricoles et risques alimentaires : remarques sur un exemple andin.
in Eldin, M. & Milliville, P. (ed.) 1989 : 395-405.
- Schwartz, O. 1993
L'empirisme irréductible
Postface à Anderson (Le Hobo)
- Scott, J.C. 1976
The moral economy of the peasant. Rebellion and subsistence in southeast Asia.
New Haven and London : Yale University Press, 246 p.
- Sheves, G.T. 1991
Flows and movements in the ghanaiian canoe carving industry.
in Haakonsen, J.M. & Diaw, C.M. (ed.), 1991 : 233-242.
- Smith, E. 1977a
Comments of the heuristic utility of maritime anthropology.
The Maritime Anthropologist, 1,1.
- Smith, E. 1977b
Introduction,
in Smith, E. (ed), *Those who live from the sea: A study in Maritime Anthropology.*
West Publishing Co: 1-22.
- Soret, M. 1978
Histoire du Congo.
Berger-Levrault, 237 p.
- Stauch, A. 1972
Développement de la pêche artisanale : traitement et commercialisation du poisson fumé.
Rome : FAO, Département des pêche (Rapport de consultation au Congo).
- Tutuanga, G. 1991
Le financement et la rentabilité des investissements dans la pêche maritime artisanale de Pointe-Noire.
Brazzaville : Université Marien Ngouabi (Mémoire de DESP).
- Tvedten, I. & Hersoug, B. 1992
Fishing for development small-scale fisheries in Africa.
Nordiska Afrikainstitutet
- Vennetier, P. 1968
Pointe-Noire et la façade maritime du Congo Brazzaville.
Paris : ORSTOM, Mém. n° 26, 458 p.
- Vennetier, P. 1965
La pêche à Pointe-Noire.
Cahiers d'Outre-Mer, 18 (69) : 90-93.

Vennetier, P. 1958

Rapport sur le village des pêcheurs de la Côte Mondaine à Pointe-Noire.

Pointe-Noire : Organisation de la Région Industrielle du Kouilou-Niari, (Rapport de consultation).

Weber, J. 1980

Socio-économie de la pêche artisanale au Sénégal : hypothèses et voies de recherches.

Revue Socio-économie de l'I.S.R.A., 3:2-28.

Yesner, D.R. 1980

Maritime hunters-gatherers : ecology and prehistory.

Current Anthropology, 21, 6: 725-750.

LISTE DES SIGLES

ACDIP : Association Congolaise pour la Défense des Intérêts des Pêcheurs

APD : Association Pêche-Développement

A.R.B. : Association des Ressortissants Béninois

BDPA : Bureau pour le Développement de la Production Agricole

BNDC : Banque Nationale de Développement du Congo

CCCE : Caisse Centrale de Coopération Economique (actuelle CFD)

CECL : Centre d'Etudes des Civilisations Loango

CFA : Communauté Financière Africaine (franc CFA)

CFD : Caisse France de Développement (ancienne CCCE)

CLNCK : Comité Laïc des Notables Catholiques du Kouilou

COPACE : Comité des Pêches dans l'Atlantique Centre-Est

COPEKO : Coopérative des Pêcheurs du Kouilou (de 1958)

DGP : Direction Générale de la Pêche

DGRST : Direction Générale de la Recherche Scientifique et Technique

DIPA : Programme de Développement Intégré de la Pêche Artisanale en Afrique de l'Ouest

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

K.D. : Kouilou-Développement (Association)

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ORSTOM : Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération

PCA : Poste de Contrôle Administratif

PCT : Parti Congolais du Travail (Parti unique jusqu'en 1991)

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

SATEC : Société d'Assistance Technique et de Conseil

SCET : Société Centrale pour l'Equipement du Territoire

SICAP : Société Italo-Congolaise d'Armement de Pêche

LISTE DES CARTES, ORGANIGRAMMES, FIGURES et TABLEAUX

Fig. 1 : La région du Kouilou et le Congo

Fig. 2 : Le littoral et la région du Kouilou

Fig. 3 : Pyramide des âges de la population du PCA de Nzambi

Fig. 4 : Circulation officielle de l'information entre les deux Services chargés de la pêche artisanale maritime

Fig. 5 : Les régions d'activités halieutiques

Fig. 6 : La région de Conkouati

Organigramme de la Direction générale de la pêche

Tableau 1 : Evolution de la population africaine en générale et de la population vili à Pointe-Noire avant les indépendances

Tableau 2 : Evolution de la population de Madingo-Kayes et de Loandjili

Tableau 3 : Variation de la population en 20 ans dans le Kouilou, le district de Madingo-Kayes et Pointe-Noire

Tableau 4 : Tutelles de l'administration de la pêche de 1981 à 1995

Tableau 5 : Evolution des captures de la pêche popo et de sa participation à la production nationale de poisson de mer

Tableau 6 : Evolution de la production de la pêche vili de Pointe-Noire

Tableau 7 : Evolution interannuelle de la production de poisson à Matombi

ANNEXE 1

LE SECTEUR PÊCHE AU CONGO : QUELQUES CHIFFRES

- Production comparée à la Demande de poisson (par an depuis 1990)

Offre	Demande
Production nationale : Pêche maritime industrielle : 10.000 t. Pêche maritime artisanale : 8.000 t. Pêche continentale : 32.000 t. Total : 50.000 t.	Demande nationale : 100.000 t.
Importations : 50.000 t. (Valeur : 15 milliard de francs CFA environ avant la dévaluation)	

N.B. Données approximatives et estimations.

- Consommation per capita : 45 Kg environ

- Flottille de pêche industrielle en 1993

	Sardiniers	Chalutiers	Crevettiers	Total
Flotte nationale	6	5	6	17
Flotte étrangère	0	2	4	6
Total	6	7	10	23

- Etat des ressources halieutiques :

Poissons démersaux : surexploitation biologique; Prise maximale équilibrée : 4.800 t.
Petits pélagiques côtiers (sardinelles) : sous exploitation biologique du stock.

ANNEXE 2

LES EMBARCATIONS

Les pêcheurs se servent de deux principaux types d'embarcations pour explorer les aires de pêche : les pirogues de "types congolais" et les pirogues de "type ghanéen".

Les pirogues de "type congolais"

Elles sont appelées aussi "pirogue vili". Ce sont des pirogues monoxiles, taillées de préférence dans un tronc d'okoumé (*Aucoumea klaineana*). La longueur de cette embarcation varie entre 6 et 7 m. Sa capacité d'embarquement est par conséquent limitée à une tonne en moyenne. Ce type de pirogue peut être propulsé à la pagaie ou au moteur.

La pirogue à pagaie se rencontre sur tous les sites de débarquement du littoral. Le recensement du parc piroguier de 1994 a permis de compter 332 pirogues à pagaie.

La pirogue congolaise à moteur n'est exploitée qu'à Pointe-Noire et Matombi. Il a été recensé 62 pirogues à moteur en activité en 1994.

La pirogue de "type ghanéen"

Elle est appelée habituellement "pirogue popo" au Congo. Elle est construite au Ghana et transite par la Bénin avant d'arriver à Pointe-Noire par Cargo. C'est une pirogue monoxyle rehaussée par des bordées de 20 à 30 cm. Ses dimensions, 11 à 13 m de longueur et 0,8 m environ de hauteur, lui permettent une capacité de transport de 3 tonnes. Un effectif de 152 pirogues a été recensé en 1994. Elles sont toutes basées à Pointe-Noire. La pirogue popo est propulsée par un moteur hors bord de 25 CV. Elle présente des qualités exceptionnelles pour la navigation et la pêche maritimes.



Photo 1 : Pirogue vili à pagaie



Photo 2 : Pirogue vili à moteur



Photo 3 : Pirogue de type ghanéen

Tableau 8 : Pirogues opérationnelles en 1994

Régions d'activités	Centres de debarquement	Types de pirogues			Total
		P.R.	P.M.	G.M.	
Sud Pte-Noire	Foko	7	0	0	7
	Fouta	6	0	0	6
	Kotchi Fouta	6	0	0	6
	Malonda	3	0	0	3
	Mbouloumouka	4	0	0	4
	Loubi	0	0	0	0
	Mvassa	0	0	0	0
	Noumbi	2	0	0	2
	Loya	6	0	0	6
	Total	34	0	0	34
Pte-Noire	Cercle Naval	35	11	73	119
	Plage ORSTOM	72	39	79	190
	Songolo	16			16
	Total	123	50	152	325
Baie de Loango	Pte-Indienne	25	1	0	25
	Tchilassi	26	0	0	26
	Matombi	31	11	0	42
	Bouéti	6	0	0	6
	Tchissanga	0	0	0	0
	Tchissanga II	4	0	0	4
	Bois singes	9	0	0	9
	Total	101	12		113
Kouilou et littoral Nord	Bas Kouilou	7	0	0	7
	Bikokayi	1	0	0	1
	Kouani	27	0	0	27
	Longo Bondi	6	0	0	6
	Tchissadou	3	0	0	3
	Youngou	3	0	0	3
	Tchibota	4	0	0	4
	Bondi	4	0	0	4
	Kendi	7	0	0	7
	Tchimtembo	4	0	0	4
	Noumbi	0	0	0	0
	Ngoumbi	5	0	0	5
	Conkouati	3	0	0	3
	Mikoundzi	0	0	0	0
	Total	74			74
Total		332	62	152	546

ANNEXE 3

LES ENGINS DE PECHE

Les pêcheurs du littoral congolais utilisent trois principaux types d'engins : les filets maillants, les sennes de plages et les lignes à main.

1/ Les filets maillants

Dans leur principe de fonctionnement, les filets maillants sont des engins passifs qui ne capturent que les poissons qui viennent se faire prendre dans leurs mailles. Aussi, chacun de ces filets est adapté à la capture de certaines espèces et/ou classe de tailles. Ce sont donc des engins sélectifs. Ils peuvent être utilisés soit pour capturer les poissons qui vivent en surface (poissons pélagiques ou poissons de surface) soit pour capturer les poissons qui vivent au voisinage du fond de la mer (poissons démersaux ou poissons de fond). On distingue ainsi les filets maillants de surface des filets maillants de fond.

Les filets maillants de surface

Pour les maintenir en surface, ces filets sont équipés d'un nombre plus importants de flotteurs que les filets dormants. Ils sont peu lestés.



Ils sont classés en trois types selon les espèces cibles : les sardinelles, les ethmaloses et les poissons démersaux qui adoptent un comportement pélagique.

Le filet de surface à sardinelles

Il est formé par des nappes de 100 m de long en moyenne. Sa chute est 10 m pour les filets à 200 mailles et de 18 m environ pour les filets à 400 mailles. Un filet peut être composé de plusieurs nappes de filets : 2 à 4 nappes chez les pêcheurs vili et plus de 10 nappes chez les pêcheurs béninois. Les mailles de sont de l'ordre de 30 mm de côté environ.

La pêche au filet maillant de surface est saisonnière. Elle est pratiquée surtout en saisons froides, période de la migration des sardinelles dans les eaux congolaises. L'activité est essentiellement réservée aux pirogues popo.

Le filet de surface à ethmaloses

Les caractéristiques techniques de ce filet sont très proche de celles des filets de surface à sardinelle. La seule différence se situe au niveau de la taille des mailles qui est plus grande (40 mm de côté). Cet engin est plus utilisé à Matombi pour capturer les ethmaloses dans la baie de Loango. Les pêcheurs béninois utilisent aussi ce type de filet.

Le grand filet maillant de surface

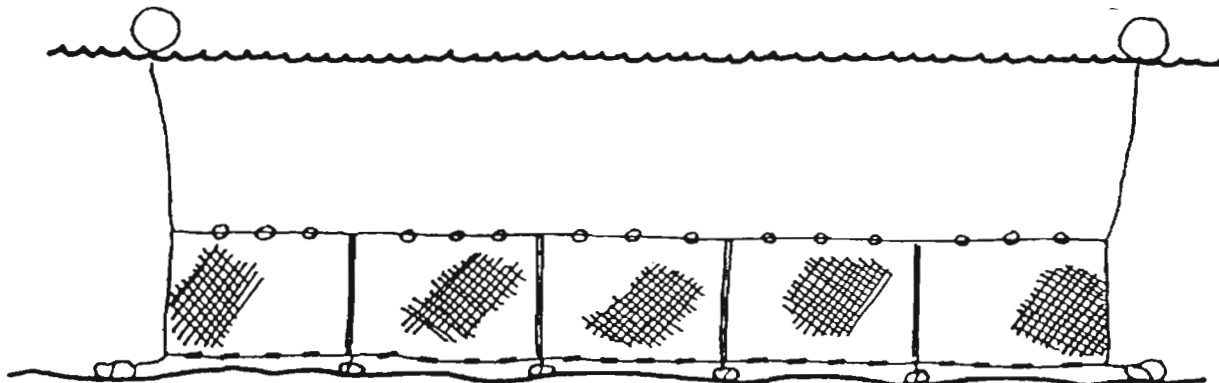
Le grand filet maillant de surface est utilisé pour capturer les poissons démersaux de grandes tailles qui adoptent un comportement pélagique en saison sèche. Il est monté avec un fil plus résistant que celui utilisé pour les deux premiers types de filets de surface. Il présente des mailles de taille relativement importante (plus de 10 cm de côté de maille).



Photo 4 : Filet maillant de surface à sardinelles en réparation

Le filet maillant de fond

Le filet maillant de fond est aussi appelé filet dormant. Il est posé au voisinage du fond de la mer. A cet effet, il est équipé de plus de plomb que les filets de surface.



Le filet dormant est caractérisé par un fil plus fort que celui utilisé pour les filets de surface (à sardinelles et à ethmaloses), une chute faible (2 m environ) et des maillages divers. Les espèces cibles sont des poissons démersaux. La répartition saisonnière des sorties au filet dormant n'est pas bien marquée ; l'engin est actif toute l'année au Sud de Pointe-Noire, tandis que le nombre de sorties en saison sèche est réduit dans les autres régions. Le filet dormant est rencontré sur tous les sites de pêche du littoral. Les pêcheurs l'utilisent aussi en saison chaude. Il est l'engin le plus utilisé par les pêcheurs vili.



Photo 5 : Etalage d'un filet dormant à Matombi

2/ Les sennes de plage

La senne de plage présente une structure générale en trois pièces : une poche, deux ailes et deux cordages. L'engin est mis à l'eau par un équipage de trois personnes à bord d'une pirogue à pagaie. Deux équipes de 6 à 10 personnes participent au halage sur la plage.

On distingue deux types de sennes de plage au Congo. La senne classique que l'on rencontre un peu partout et un type particulier appelé "filet à poche". Il diffère de la senne classique par sa taille plus petite et par l'adjonction sous la poche d'une toile de sac qui retient les juvéniles d'espèces pélagiques côtières (sardinelles, ethmaloses, etc...). Les "sardines", comme on appelle ces juvéniles, constituent les prises exclusives de l'engin. La localisation du filet à poche au "Cercle naval" s'explique par la présence de zones de nurseries abritées par le fond de la baie.



Photo 6 : Halage d'une senne de plage à Pointe-Noire

3/ Les lignes à main

Elles sont de conception simple : une centaine de mètres de ligne équipé d'un plomb et de quelques hameçons. Les lignes sont utilisées un peu partout de façon accessoire : Ce n'est qu'à Pointe-Noire que l'on note la formation d'une véritable pêcherie à la ligne. Les espèces cibles sont de poissons "nobles" de grande taille (mérrou, bar, baracouda, etc..) et des dorades roses.



Photo 7 : Mise en caisse des dorades roses (*Dentex angolensis*)



Photo 8 : Pirogue de pêche à la ligne équipée de "glacière"

ANNEXE 4

Transformation du poisson

Trois techniques principales sont utilisées pour transformer le poisson de la pêche artisanale : le fumage, le salage-séchage et le séchage.

Le fumage est la technique la plus importante. Elle est utilisée par les femmes popo pour transformer plus de 80% de sardinelle débarquée à Pointe-Noire. Les ethmaloses pêchées à Matombi sont également fumées par les femmes du village. En plus de ces espèces, les femmes vili des villages les plus éloignés de Pointe-Noire conservent par fumage les poissons démersaux (requins, bars, capitaines, etc...).

Le salage-séchage est une technique récente. Elle est surtout pratiquée dans la région de Madingo-Kayes. A la différence du fumage qui est une activité de femme, le salage-séchage est pratiqué par les pêcheurs (plus de 60% de la production transformée) et par les "commerçants" (hommes et femmes). Cette technique concerne essentiellement les requins, les bars, les capitaines et les machoirons de grande taille.

Le séchage est pratiqué à Pointe-Indienne. Les juvéniles de sardinelle (sardine) pêché dans le village sont séchés sur les plages.



Photo 9 : Fumage d'ethmaloses à Matombi



Photo 10 : Fumage de sardinelle par les femmes popo

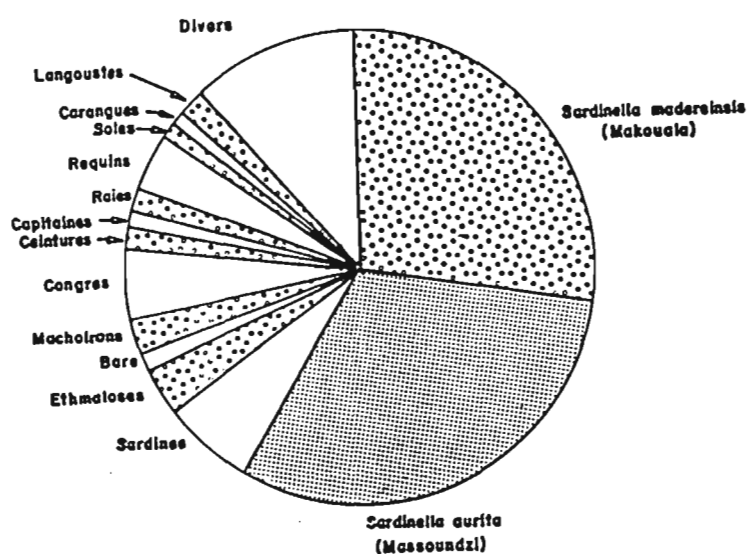


Photo 11 : Séchage de poisson salé à Longo-Bondi

ANNEXE 5

Principales espèces de poissons pêchées par la pêche artisanale

	Noms vernaculaires	Noms scientifiques
Poissons pélagiques (vivent en pleine eaux)	Makouala Massoundzi Manzi (ethmalose) Sardines	<i>Sardinella maderensis</i> <i>Sardinella aurita</i> <i>Ethmalosa fimbriata</i> juveniles de <i>Sardinella</i>
Poissons démersaux (vivent au voisinage du fond)	Bar Bar Bar Capitaine Capitaine Capitaine rouge Congre Dorade rose Dorade grise Machoiron Sole Courbine Becune Requin	<i>Pseudotolithus senegalensis</i> <i>Pseudotolithus typus</i> <i>Pseudotolithus elongatus</i> <i>Galeoïdes decadactylus</i> <i>Polydactylus quadrifilis</i> <i>Lutjanus goreensis</i> <i>Cynoponticus ferox</i> <i>Dentex angolensis</i> <i>Pomadasys jubelini</i> <i>Arius heudeloti</i> & <i>A. gambensis</i> <i>Cynoglossus</i> sp. <i>Argyrosoma</i> sp. <i>Sphyræna</i> sp. Nombreuses espèces



Répartition par espèce de la production artisanale en 1993

COMITE D'ORGANISATION

Président:

A. VIAUDO-BOUITI: *Armateur*

Secrétariat:

Valentin NGOMA: *pêcheur*

J.C. NGUINGUIRI: *DGRST/ORSTOM*

Membres:

THEOUSSE Bernard : *armateur*

SAMBOU-MOUTOU M: *armateur*

TCHINTCHI J. Marc: *armateur*

PAKA Philibert: *armateur*

Jean BOSCO : *Pêche "popo"*

MABENGO-MAVOUNGOU: *pêcheur*

MAKOSSO Fernand: *pêcheur*

GOMA Eugène: *armateur*

GOMA Gabriel: *Association*

Pêche-Développement

TATY-BOUSSIANA J.L.: *Association*

Kouilou-Développement

RODRIGUEZ F.-J.: *Direction*

Régionale de l'Agriculture

BISSEMO A.: *Direction Régionale*
de la Pêche

N'TELOSSAMOU B.: *"Projet Matombi"*

TABLE RONDE
SOUS LE PATRONAGE DE

Ministère des Eaux et Forêts

Préfecture du Kouilou

Association
Kouilou - Développement

Association
Pêche - Développement

Association
pour la Défense des
Intérêts des pêcheurs

ORSTOM

LES PECHEURS
PARLENT
D'EUX-MEMES

TABLE RONDE
ORGANISEE
PAR LES PECHEURS
ARTISANS
DU LITTORAL CONGOLAIS

MATOMBI

JEUDI 17 - VENDREDI 18 MARS
1994

RENSEIGNEMENTS
ET INSCRIPTIONS

J.C. NGUINGUIRI
Centre ORSTOM
B.P. 1286 Pointe Noire
Tél. 94 02 38
Fax. (242) 94 39 81

Plaquette de la table-ronde de Matombi

ANNEXE 6

PRESENTATION

Ce sont les administrateurs, les experts et les chercheurs qui traitent des problèmes de la pêche et conçoivent des programmes de développement de ce secteur. Les pêcheurs eux-mêmes ne sont jamais au courant de ce qui a été écrit sur eux.

Cette pratique qui prédomine dans les interventions en milieu rural, présente des lacunes dans la mesure où les diagnostics des intervenants extérieurs sont souvent influencés par les préjugés liés à leur conditionnement professionnel.

La table ronde a pour ambition de dénoncer cette pratique et de rendre compte de la réalité. Les pêcheurs entendent dégager eux-mêmes des pistes de réflexions et d'actions en matière de développement de leur secteur d'activité. C'est au prix de ce type d'initiative que l'on peut espérer une meilleure adéquation des modèles de développement à la réalité dont ils traitent.

Elle s'inscrit dans les débats actuels sur le désengagement de l'Etat et le développement par le bas.

ORGANISATION

La table ronde se déroulera à Matombi, village de pêcheurs qui a abrité le projet d'appui à la pêche artisanale maritime au Congo (BDPA/SCET-AGRI).

Elle sera organisée en quatre sessions, introduite chacune par plusieurs exposés présentant la situation actuelle, concernant les problèmes rencontrés et formulant les perspectives de développement. Une dernière session sera consacrée à la synthèse et aux recommandations.

Les exposés seront publiés sous forme d'actes de la table ronde, largement diffusés.

PROGRAMME

Jeudi 17 Mars

9 h 00 - Accueil et allocutions d'ouverture

10 h 00 - SESSION 1

ITINERAIRES DE PECHEURS:
LE SUCCES DES UNS ET
LES ECHECS DES AUTRES

- Une dizaine d'exposés présentés par les pêcheurs

- Débat

13 h 30 - Repas

14 h 30 - SESSION 2

LA PECHE DES MIGRANTS:
UN DEVELOPPEMENT SANS
"DEVELOPPEURS"

- L'expérience de la pêche "popo" au Congo et le problème de transfert de technologie.

- Débat

Vendredi 18 mars

9 h 00 - SESSION 3

LES PECHEURS FACE AU PROJET
MATOMBI

- Evolution de l'attitude des pêcheurs à l'égard du Projet.

- Réactions des pêcheurs face à l'introduction des techniques nouvelles: le cas du filet trémail du Projet DIPA

- La participation des femmes au Projet Matombi

13 h 00 - Repas

14 h 00 - SESSION 4

SYNTHESES ET PROPOSITIONS

- Synthèses

- Débats sur les perspectives de développement

17 h 00 - Allocution de clôture

ANNEXE 7

Liste des participants à la Table-ronde de Matombi

Direction Régionale de la Pêche:

1. Bissémo Appolinaire, Directeur
2. Nganga Norbert
3. Opelé Daniel
4. Biléko François
5. Ikessi Antoine
6. Mayitoukou Pierre
7. Ninon André
8. Gonzalez Grégoire

Centre ORSTOM de Pointe-Noire:

1. Nguingui Jean Claude
2. Malouéki Lucien
3. Makaya Jean-François
4. Toto Raymond
5. Gauvrit Eric
6. Yoba Louis Gustave

Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Elevage:

1. Rodriguez François Joseph, Directeur

Direction Régionale des Eaux et Forêts:

1. Otsimi-Moke, Directeur

Direction Générale de la Marine Marchande:

1. Quenard Marie Françoise, Directeur Général
2. Wolo Voumbi Boudarel, Chef de Service Gens de Mer
3. Coussou-Mavoungou Martin, Directeur de la sécurité
4. Ndzambi Bounda
5. Koulouga Ferdinand

Direction Générale de la Pêche:

1. Mongo Paul, Chef de Service Pêche art. maritime

Cabinet du Ministre des Eaux et Forêts et Pêche:

1. Ngoma Gabriel, Attaché à la Pêche au cabinet

Projet Pêche maritime:

1. N'telossamou Benoît

Association Congolaise pour la Défense des Intérêts des Pêcheurs:

1. Ekandat Joseph, Président
2. Bassoukissa Lambert
3. Mondzomba A. Joseph
4. Elenga Maurice
5. Mbanga Dominique
6. Mbende Eric

Association Pêche-Développement

1. Okombi Alphonse

Centre d'Etudes des Civilisations Loango

1. Pambou Frédéric
2. Malalou Maniougou Léon

Comité Laïc des Notables Catholiques du Kouilou

1. Taty Léon Ernest

Eglise Catholique

1. Père Simon (Aumônier du Port)

Pêcheries de Pointe-Noire:

1. Taty Daniel
2. Ngoma Batchi Jean Sylvain
3. Tovi Florent
4. Mabengo Mavoungou J. Louis
5. Ngoma Daniel
6. Bouiti Gilbert
7. Ngoma Makosso Daniel
8. Koukanou Giscard

Pêcherie béninoise de Pointe-Noire

1. Anoumon Jean Bosco
2. Amoussou Jean Montcho
3. Kegui Augustin
4. Kassa Victoire
5. Tozoum Michel
6. Affo Bessauh
7. Dossawi Kokou

Pêcheries de Loango

1. Sambou-Moutou Maurice

Sages de Diosso

1. Tchitembo François
2. Dr. Bouiti Jacques
3. Sinald

Pêcheries de Matombi

1. Ngoma Valentin
2. Makosso Fernand
3. Ngoma Henri
4. Ngoma Eugène
5. Makaya Pambelot Georges
6. Loemba Jean-Paul
7. Bouiti Delphin
8. Bouka Jules
9. Théousse Bernard
10. Bouiti-Viaudo Adrien
11. Taty Jean Richard
12. Makaya Roger
13. Moutou Célestin
14. Mavoungou Laurent
15. Mboumba Jean Marie
16. Makosso Bongo Jean Pierre
17. Makaya Bantou Théophile
18. Pambou Jean Christophe
19. Mavoungou Dominique
20. Yoba Michel
21. Kouanga Alexandre
22. Batchi Guy Roland
23. Poaty Auguste
24. Bambi Jean
25. Mavoungou Ange Fernand

Pêcheries de Madingo-Kayes

1. Tchintchi Jean Marc
2. Taty Anaclet
3. Tchiama Léopold
4. Bété Jean
5. Makanga Jean Martin
6. Bayonne
7. Makosso Djeko J.P.
8. Makosso François
9. Goma Paka J.P.
10. Mokoko Phylleas
11. Tchilimbou Jean

Presse et médias:

- | | | |
|----|-----------------------|------------------------|
| 1. | Dimonekene Diouazolla | Radio Congo |
| 2. | Loukouamou Jonas | Radio Rurale |
| 3. | Banzouzi Malonga Jean | Mwéti, Semaine Afrique |

Organisations Internationales:

- | | | |
|----|------------------|--------------------------------------|
| 1. | Moyo Justin | FAO, Brazzaville |
| 2. | Gallene J.P. | FAO/DIPA, Cotonou |
| 3. | Nkouka Alphonse | PNUD, Brazzaville |
| 4. | Colomb Christain | Mission Française de Coopération |
| 5. | Fages Jean | Représentant de l'ORSTOM au Congo |
| 6. | Collona J.P. | Directeur Centre ORSTOM Pointe-Noire |

TABLE DES MATIERES

	Page
Remerciements	3
Sommaire	5
Introduction générale	7
Chapitre 1- Terrain et Méthodologie	15
1.1.- Milieu d'enquête : le littoral congolais	15
1.1.1. Histoire du littoral congolais : le royaume de Loango	16
1.1.2. La naissance de Pointe-Noire et les transformations de l'ère contemporaine	19
1.1.3. L'arrière pays serait-il inculte?	23
1.2. La collecte des informations	28
1.2.1. Les populations enquêtées	28
1.2.1.1. Population 1 : les pêcheurs	28
1.2.1.2. Population 2 : les agents de développement	30
1.2.2. Le contexte de l'enquête	32
1.2.3. Les procédés de collecte des informations	35
1.2.3.1. L'observation	35
1.2.3.2. L'entretien	37
1.2.3.3. Les questionnaires	39
1.2.3.4. Le bricolage sur le terrain : la table-ronde de Matombi	40
1.2.3.5. Les sources documentaires	42
1.3. Approches théoriques	44
1.3.1. Au delà de "l'anthropologie maritime"	44
1.3.2. La socio-anthropologie du développement	46
1.3.3. La socio-anthropologie du changement social	51

	Page
Chapitre 2. Les acteurs du développement de la pêche artisanale maritime au Congo	54
2.1. Les acteurs I : les développeurs	54
2.1.1. Les agents de l'Etat	54
2.1.1.1. La Direction générale de la pêche	55
- Historique	55
- Caractéristiques structurelles	58
- Les règles "officielles" de fonctionnement de la DGP	61
2.1.1.2. Les autres structures de l'Etat	64
- La Direction de la Marine marchande	65
- La Direction régionale de l'agriculture	67
2.1.2. Les experts en développement	69
2.1.2.1. Les organisations internationales	69
2.1.2.2. Les institutions des pays européens	72
- Les bailleurs de fonds	72
- Les Sociétés de développement	73
2.1.3. Les experts-encadreur : le cas du Projet Matombi	74
2.1.3.1. Les objectifs du Projet	75
2.1.3.2. Le cadre institutionnel	76
2.2. Les acteurs II : Les développés	79
2.2.1. Les pêcheurs de Pointe-Noire	79
2.2.1.1. Les pêcheurs migrants béninois : les pêcheurs dits popo	80
2.2.1.2. Les pêcheurs congolais : les pêcheurs dits vili	84
2.2.2. Les pêcheurs de Matombi	87
2.2.2.1. Présentation du village	89
2.2.2.2. Les activités de pêche	92
2.2.3. Les pêcheurs des autres localités	93
2.2.3.1. Les pêcheurs de la région au Sud de Pointe-Noire	94
2.2.3.2. Les pêcheurs de la baie de Loango	95
2.2.3.3. Les pêcheurs du District de Madingo-Kayes	96
2.3. Les acteurs III : Les courtiers du développement	98
2.3.1. Les associations de développement régional : l'association KD	98
2.3.2. Les associations de développement de la pêche	100
2.3.2.1. Les associations suscitées par le contexte de la démocratisation	100
2.3.2.2. Les associations suscitées par la Table-ronde de Matombi	102
Conclusion partielle	103

	Page
Chapitre 3 : Le développement de la pêche artisanale maritime au Congo : Trajectoires souhaitées et trajectoires réelles	105
3.1. Les interventions pour le développement de la pêche artisanale maritime au Congo : les principaux schèmes	106
3.1.1. Le développement vu à travers l'idéologie dominante de la modernisation	107
3.1.2. L'idéologie de la modernisation à l'oeuvre : pour une disparition de la pêche artisanale	110
3.1.2.1. La création d'une industrie de pêche sur les côtes du Congo : les prémices de l'idéologie de la modernisation	111
3.1.2.2. L'introduction de la pêche industrielle	113
3.1.2.3. L'essor de la pêche thonière : pour une modernisation à l'extrême	115
3.1.3. Du pêcheur au matelot : populisme moral et développement par absorption	117
3.1.4. Le "retour" de la pêche artisanale : idéologie de la modernisation inversée ou populisme idéologique	119
3.1.4.1. De la guerre chez les marchands de modèles de développement à la réhabilitation de la pêche artisanale	119
3.1.4.2. Un nouveau dualisme : la dichotomie pêche des migrants/pêche locale	122
3.1.4.3. Le milieu cible étant connu, comment envisager son développement?	125
3.2. La dynamique réelle de la pêche artisanale : des stratégies diversifiées	132
3.2.1. La pluri-activité	133
3.2.2. La polyvalence	139
3.2.3. La spécialisation	144
3.2.3.1. La pêcherie popo de surface	144
3.2.3.2. La pêcherie démersale vili de Pointe-Noire	153
Conclusion partielle	160

	Page
Chapitre 4 : Les acteurs à l'interface : les interactions "encadrateurs-encadrés", "encadrés-encadrés" et "encadrés-encadrateurs".	163
4.1. Les interventions du Service régional de la pêche artisanale	165
4.1.1. Le Service "sur le papier" : son fonctionnement apparent	165
4.1.2. Le Service en "pratique" : son fonctionnement réel	167
4.1.2.1. La solidarité professionnelle	168
4.1.2.2. Les rapports d'autorité	170
4.1.2.3. La satisfaction au travail des agents	173
4.1.3. Le Service "sur le terrain" : le face-à-face encadrateurs-encadrés	177
4.1.3.1. Les interventions des agents de l'administration des pêches	177
4.1.3.2. Pêcheurs et agents de l'Etat : les images des uns et les images des autres	179
4.1.3.3. La confrontation : un mélange de répression, de tolérance et de connivence	181
4.2. Le projet Matombi : le pragmatisme à l'oeuvre	185
4.2.1. L'arène des opérateurs de développement	185
4.2.1.1. L'alliance obligée	185
4.2.1.2. Des règles de jeu favorables à tous : une harmonie trompeuse	187
4.2.1.3. Le partage inégal des "trophées" : une source de conflits	190
4.2.2. L'arène des "populations cibles"	191
4.2.2.1. La compétition pour le contrôle des "trophées"	192
4.2.2.2. Le compromis recherché : "le projet, notre éléphant, à chacun sa part"	197
4.2.2.3. La goutte d'eau qui fait déborder le vase : le conflit à l'échelle villageoise	201
4.2.3. L'emboîtement des arènes : les interactions développés - développeurs	205
4.2.3.1. Le succès de l'approche participative : une interprétation controversée	206
4.2.3.2. Une autre variante des rapports développeurs - développés : la complicité	208
4.3. Réactivation de l'arène par l'anthropologue : la table-ronde de Matombi	211
4.3.1. Réactivation des dynamiques politiques et économiques	211
4.3.1.1 La table-ronde : un enjeu éminemment politique	212
4.3.1.2. La table-ronde : l'enjeu de la rente du développement	215

	Page
4.3.2. Le contrôle de l'interface : la relance des stratégies	216
4.3.2.1. Une compétition qui n'a ni vainqueurs ni vaincus	217
4.3.2.2. Vers une organisation inter-associative : compromis ou relance des stratégies?	219
Conclusion partielle	221
Conclusion générale	223
- Des interactions interprétées au travers des discours destinés aux acteurs officiels	224
- Des interactions construites à partir d'observations directes	226
- Apports et perspectives	228
Références bibliographiques	230
Listes des sigles	248
Listes des cartes, organigrammes, figures et tableaux	250
Annexes	251



34980 St-Géily-du-Fresc - Tél. 07 84 27 06

Centre de Traitement de Documents Scientifiques